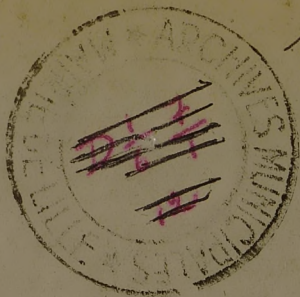


106/235



106/235

Procès Verbaux

Commission des Finances et du Budget

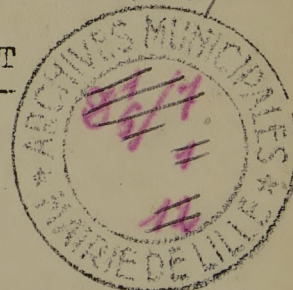
mandat Cordonnier 1945/1947

AD6/285

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 23 Juin 1945

Procès-verbal



La Commission s'est réunie le Samedi 23 Juin 1945 à 15 Heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire, président

BROUX, Adjoint au Maire

CLAES d°

GHYS d°

G. ROUSSEAUX d°

Mme COIBA, Conseiller Municipal

M.M. DE BECKER d°

LEBLANC d°

LUSSIEZ d°

MERCIER d°

WILSON d°

Excusé : M. PIERRARD, Adjoint au Maire

Assistait également à la réunion M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

-
- 1 - Frais de délégations. Exercice 1944. Ratification.
(Le montant des frais s'élève à 10.491 Frs)

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

- 2 - Dépenses imprévues. Exercice 1944. Ratification.
(Le montant : 49.171,70)

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

- 3 - Divers produits communaux. Admission en non valeur.
(Le montant des produits s'élève à 10.697 Frs. Frais de poursuites : 17 Frs).

Il s'agit d'impositions contestées et annulables et de sommes dues par des ressortissants lillois indigents.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

4 - Indemnité de fonction au Maire. Rappel. Crédit supplémentaire

Du 3 Septembre au 31 Décembre 1944 M.le Maire a émargé une indemnité sur la base du barème annexé à l'ordonnance rendue à Alger le 26 Juillet 1944 - soit 5.000 Frs par mois.

M.le Préfet a émis l'avis que l'indemnité pouvait être attribuée à M.le Maire sur la base de 6.000 Frs par mois, taux dont bénéficiait son prédécesseur.

La somme due à M.le Maire s'élève à 3.600 Frs. Il est proposé de voter un crédit de cette importance.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

5.- Réintégration dans le cadre titulaire de M.CROMBEZ, Garde des bois et jardins. Rappel de traitement. Crédit.

Le 22 Mars 1945, le Conseil municipal prononça la réintégration de M.CROMBEZ dans le cadre des Agents titulaires.

La délibération a été approuvée par M.le Préfet à la date du 17 Avril 1945.

Le rapport vise l'ouverture d'un crédit de 90.745 F. pour le mandatement du traitement (période du 16 Septembre 1942 au 31 Décembre 1944).

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

6.- Réintégration de M.CUVILLON. Rappel de traitement. Crédit.

Par arrêté du 12 Avril 1944, le Maire de la période d'occupation avait suspendu de ses fonctions M.CUVILLON - à compter du 1er Décembre 1941.

Par arrêté du 2 Février 1945 M.le Maire rapporte l'arrêté du 12 Avril 1944.

M.CUVILLON a droit ainsi à son traitement pour la période du 1er Décembre 1941 au 30 Septembre 1944, date de mise en congé sans solde.

La somme à lui mandater s'élève à 89.607 F. L'ouverture d'un crédit s'impose.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

7.- Acquisition d'immeuble 45 rue Gustave Delory. Règlement du prix Imputation budgétaire.

Le prix est de 230.000 F.

Le Conseil municipal de 1943 avait décidé de financer cette dépense par voie d'emprunt.

Le rapport soumis tend à imputer la somme de 230.000 F. sur le crédit ouvert sous rubrique "Achat a) de terrains nus; b) de zone c) d'immeubles destinés à la démolition.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

8.- Acquisition d'immeuble 3 cour Gilleson. Règlement du prix et des frais. Imputation budgétaire.

Le prix d'acquisition : 48.250 F.

Comme pour le 45 rue Gustave Delory, le financement devait être assuré par voie d'emprunt (délibération du Conseil municipal en date du 7 Juillet 1942).

Le rapport porte en ses conclusions, la proposition d'imputer la dépense sur le crédit ouvert "Achat a) de terrains nus; b) de zone; c) d'immeubles destinés à la démolition.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale

9.- Equipeement sportif. Acquisition de terrain place des 4 Chemins Intérêts. Crédit supplémentaire.

Le prix d'acquisition (1.800.000) a été réglé. L'Etat intervient dans la dépense pour 1.080.000 Frs.

Il restait à payer à la Société vendeuse, les intérêts prévus par le Contrat.

Le crédit est insuffisant.

Le rapport vise l'ouverture d'un crédit de 80.000 Frs.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

10.- Legs LETUPPE. Réalisation. Crédit d'emploi.

Ce legs est de 300.000 Frs. Il est réalisé.

Le rapport vise l'homologation de la recette et d'ouverture d'un crédit d'emploi aux fins d'achat de rente le produit de laquelle étant destiné à l'acquisition d'oeuvres de Voltaire pour être distribuées dans tous les Lycées de France.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

II. Ravitaillement Civil. Compte financier du Receveur au 31 Décembre 1944. Approbation.

Ce Compte accuse le montant des opérations - de 1940 au 31 Décembre 1944.

Situation :

Recettes	76.942.480,80
Dépenses	75.831.098,00

	I.III.382,80
	=====

Il est des dépenses non encore réglées.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

I2. Agents du cadre auxiliaire temporaire. Octroi d'un acompte mensuel de 500 F. à valoir sur la revalorisation des salaires.

Le rapport fait suite à une intervention de l'Organisation syndicale en faveur du Personnel auxiliaire, les Agents dudit cadre ne pouvant toucher en attendant la revalorisation de leurs salaires, qu'un acompte une fois donné de 500 F. alors que les Agents du Cadre titulaire et de l'ex-cadre secondaire émargent un acompte mensuel de 500 F.

Il est proposé en ce Rapport, de retenir les doléances de l'Organisation syndicale qui consistent à obtenir de l'Autorité de tutelle que les Agents du Cadre auxiliaire bénéficient non pas d'un acompte une fois donné mais d'un acompte mensuel de 500 F. à compter du 15 Mars 1945.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

I3.- Travaux de déblaiement d'immeubles sinistrés. Remboursement par l'Etat.

Il s'agit des travaux de déblaiement des décombres des écoles sinistrées Brasseur et Bracke Desrousseaux.

Il est ordonnancé au profit de la Ville qui assura l'exécution des travaux, la somme de 43.294 F. Le rapport vise l'admission et la comptabilisation de la somme encaissée.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

I4.- Legs Hautcoeur et Pharaon de Winter. Remboursement de capital Admission en recette. Crédit d'emploi.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

I5 - Païement de dettes arriérées. Exercice 1944. Ratification.

La Commission propose la ratification des dépenses antérieures à 1944 imputées sur le crédit de l'exercice 1944 libellé "Réserve pour paiement de dettes d'exercices antérieurs".

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

I6 - Etablissement de bains rue des Sarrazins. Remise en état de fonctionnement. De l'opportunité de commencer les travaux.

La Commission suggère à l'Administration municipale de provoquer toutes décisions pour la remise en état de l'établissement de bains de la rue des Sarrazins.

Elle décide, par avance, l'imputation de la dépense évaluée à 2.000.000 de francs sur le crédit du Budget primitif de 1945 "Entretien des propriétés communales" à renforcer lors du vote du Budget Additionnel.

I7 - Indemnité de fonctions au Maire et aux Adjoints. Application du barème de l'Ordonnance du 21 Février 1945.

L'Administration municipale adopta en sa séance du 4 Juin les termes du rapport.

Il s'agissait en fait de reconduire en faveur de M. le Maire et des Adjoints élus, l'application des taux dont bénéficiaient les Maire et Adjoints du Conseil Municipal provisoire.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

18 - Taxe locale additionnelle à la taxe sur les transactions frappant les recettes réalisées par les établissements vendant des boissons à consommer sur place.- Ordonnance du 4 Mai 1945.

L'Administration municipale statua sur le rapport présenté en sa séance du 4 Juin 1945.

Le rapport tend à l'application de l'Ordonnance. Cette taxe frappe de 12,50 les recettes réalisées par les établissements dits de luxe et les établissements de nuit; de 9 % les recettes réalisées par les Restaurants de la Catégorie A et les établissements assimilés y compris ceux servant des boissons à consommer sur place et pourvus d'une licence à plein exercice qui sont assujettis à l'impôt d'Etat de 18 %.

Cette taxe est en réalité la taxe de 1,50 % sur les ventes au détail portée à 12,50 % et 9 %. Nous précisons qu'il s'agit de la taxe ancienne majorée. En d'autres termes, le taux de 1,50 % est intégré dans les 12,50 % et 9 %.

M. le Président donne lecture de l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 Mai 1945 portant institution de la taxe en cause et souligne le préambule de l'exposé ainsi conçu : "La situation difficile des finances locales exige que de nouvelles ressources soient mises sans délai à la disposition des Communes".

Il fait une relation des conversations qu'il eut à propos de cette taxe avec M. le Ministre des Finances et dit que l'aide de l'Etat en faveur des Communes en difficultés financières ne sera consentie qu'en faveur de celles ayant tiré parti des ressources nouvelles mises à leur disposition.

Il déclare ne pas ignorer que la taxe est particulièrement lourde pour les Cafetiers ayant une clientèle ouvrière et dont le chiffre d'affaires est peu élevé, mais, ajoute-t-il, la Commission des Finances et du Budget doit tenir compte que le Compte administratif de 1944 présente un déficit de près de 9 millions de francs; que le Budget Primitif de 1945 a été arrêté en déficit de 15 millions et, qu'enfin, on assiste à une montée de dépenses obligatoires qui pose un problème complexe et alarmant.

Pour toutes ces considérations il propose l'application de la taxe aux taux prévus par l'Ordonnance.

M. BROUX s'explique longuement sur la question; s'insurge de ce que le législateur n'ait pas tenu compte de la situation précaire des petits cafetiers et, demande à l'Assemblée de fixer à 5 % contre 9 % la taxe à appliquer aux cafetiers au chiffre d'affaires restreint.

M. MERCIER fait siennes l'opinion et la proposition de M. BROUX.

M. LUSSEZ, après avoir rappelé ce qui a été évoqué par le Président, savoir 1° le résultat du Compte financier de 1944,

2° le déficit du Budget Primitif de 1945, 3° l'augmentation des dépenses par rapport aux prévisions décrites au Budget; déclare que si élevé que puisse être le taux de 9 % devant frapper les recettes des petits cafetiers il se voit contraint de voter la taxe de 9 %.

M. CIAES rappelle sa position émise au Conseil d'administration qui constituait une sorte d'hésitation à approuver l'application du taux de 9 % et il ajoute: les explications complémentaires que je viens d'entendre ne placent dans l'obligation d'émettre un avis opposé. Je demande que le taux de 9 % soit appliqué.

M. Gaston ROUSSEAU faisant allusion aux charges budgétaires, se prononce, contraint et forcé pour le taux de 9 %. M. GHYS émet un avis conforme.

Après avoir recueilli le point de vue de Mme COIBA, de MM. DE BECKER, LEBLANC et WILSON; prenant acte de la demande de M. CIAES tendant à ce que chacun prenne ses responsabilités dans le vote à émettre, M. le Président met aux voix le Rapport soumis pour l'application pure et simple de la taxe à taux majorés soit 12,50 et 9 %.

Résultats :

Votèrent l'application des taux de 12,50 % et 9 % :

M. VAN WOLPUT, Adjoint,

M. CIAES d°

M. GHYS d°

M. G. ROUSSEAU d°

Mme COIBA Conseillère Municipale,

M. DE BECKER, Conseiller municipal,

M. LEBLANC, d°

M. LUSSIEZ d°

M. WILSON d°

M. l'Adjoint BROUX et M. le Conseiller MERCIER voteront a) l'application du taux de 12,50 % aux Etablissements de luxe b) l'application d'un taux réduit de 5 % (contre 9 %) les recettes des petits cafés c) l'institution d'une taxe de 3.50 % sur les ventes de boissons à emporter ladite taxe s'ajoutant à la taxe actuelle.

Ce vote prononcé, l'Assemblée propose au Conseil Municipal a) d'adresser une protestation au Pouvoir central contre les taxes abusives frappant les petits cafés, taxes que la Ville de Lille se voit tenue d'appliquer en raison de sa situation financière difficile dont elle n'est point responsable, b) de demander au Gouvernement que soit étudiée, sans tarder, la possibilité d'attribuer aux Communes intéressées, une partie des amendes infligées par les Comités de Confiscation.

- 1 -

19 - Demande de subvention formulée par le Groupement des anciens prisonniers de la Région de Dunkerque. Examen.

La Commission, après avoir pris connaissance de l'appel de ce Groupement et apprécié sa portée morale, conclut ne pouvoir, en raison des difficultés financières de la Ville, étendre sa bienfaisance aux groupements du dehors. Elle a estimé qu'il appartenait au Comité d'Entr'aide française de secourir les prisonniers de la région meurtrière de Dunkerque.

20 - Demandes de subventions présentées par des groupements sportifs. Examen.

La Commission a examiné d'une façon approfondie toutes les demandes qui lui étaient soumises.

Elle a surtout retenu les demandes formulées par les groupements sportifs d'essence ouvrière.

Ci-contre : en A) les subventions proposées - en B) les demandes écartées en raison, a précisé M. le Président, de l'épuisement des crédits et de la prudence qui s'impose à limiter ses libéralités; nos dépenses obligatoires dépassant le cadre de nos prévisions.

A) Subventions proposées

Groupement des Archers de la Région de Lille.

En vue de constituer un "Grand Prix de la Ville de Lille", lors du championnat prévu, il est demandé, outre une subvention de 500 Frs, une grande médaille bronze Ville de Lille + 2 petites médailles bronze.

La Commission émet un avis favorable à l'octroi de la subvention et des 3 médailles - l'imputation de la subvention sur le crédit Art. 15 Chapitre XXVIII.

Société "La Paume Lilloise" - siège 15 boulevard des Ecoles.

Pour lui permettre de se reconstituer et de pratiquer son sport très apprécié, la Commission propose de lui servir une subvention de 4.500 Frs - l'imputation sur le crédit Art. 15 Chapitre XXVIII.

Fédération sportive et gymnique du Travail.

La demande vise une participation de la Ville dans les dépenses d'organisation de la grande course cycliste "Grand Prix Jean Lebas".

La Commission instruite de l'ampleur de cette épreuve propose l'attribution d'une subvention de 4.000 Frs à imputer sur l'art. 15 chapitre XXVIII.

Comité des sports des municipaux.

Ce Comité est en plein développement.

Après avoir informé l'Assemblée de la nécessité d'assurer vie à ce Groupement, M. le Président propose d'attribuer une subvention de 20.000 Frs. La Commission estime devoir encourager ce Comité à raison des projets sportifs qu'il a élaborés; elle agréé la proposition de M. le Président.

La dépense sera imputée sur l'art. 15 chapitre XXVIII du Budget.

L'Union Nautique de Lille.

Le Groupement organise ses régates pour mi-Juillet.

Sur la base du taux de subvention de 1938 et compte tenu du projet de budget présenté, M. le Président propose, ce qui est accepté par la Commission, l'attribution d'une subvention de 7.000 Frs à imputer sur l'art. 15 du chapitre XXVIII.

Fédération Française de Poids et Haltères. Comité des Flandres.

Les épreuves officielles de Poids et Haltères se déroulent à Lille. Elles sont au nombre de quatre.

Le Comité demande une subvention de 20.000 Frs.

M. le Président propose de limiter la subvention à 4.000 Frs.

La Commission agréé cette proposition, l'imputation de la dépense de 4.000 Frs sera exercée sur l'art. 15 chapitre XXVIII.

Fédération sportive et gymnique du Travail.

Les groupements sportifs et gymniques fédérés du district de Lille constituent une masse de sportifs impressionnante.

La Fédération sollicite la contribution de la Ville de Lille pour lui permettre, avec les apports des autres communes, de donner suite à ses projets sportifs de 1945, ainsi s'est exprimé M. le Président.

La Commission qui connaît l'activité toute sportive de cette importante Fédération fait sienne la proposition de M. le Président de servir à la F.S.G.T. une subvention, au titre de 1945, de 25.000 Frs.

La subvention sera imputée sur l'art. 15 chapitre XXVIII.

Les subventions proposées qui précèdent s'élèvent à la somme de 66.000 Frs.

Rapport soumis à l'Administration municipale.

B) Demandes de subventions écartées.

Comité des Flandres de Hockey.

Comité des Flandres de la Fédération Française de Hand-Ball.

Comité des Flandres de la Fédération Française de Cyclisme.

Comité des Flandres de la Fédération Française de Rugby.

Cercle Nautique "Les Pupilles de Neptune".

Association : "Tourisme et Travail" (Président : M. PAOLETTI -
Délégation régionale : 118 rue Meurein) - La Commission a
décidé de surseoir à l'examen de la demande jusqu'à réception
de renseignements complémentaires.

Demande de subvention présentée par les "Jeunesses syndicalistes
de la Région Lilloise".

M. le Président fait part à l'Assemblée qu'au Budget Primi-
tif de 1945 figure un crédit en faveur de la Bourse du Travail,
de 140.000 Frs contre 60.000 Frs en 1934 et que la Ville a ainsi
suffisamment marqué ses encouragements à l'Union locale des
syndicats ouvriers.

Après avoir recueilli le sentiment de l'Assemblée sur la
demande de subvention formulée par les Jeunesses syndicalistes,
M. le Président déclare ne pouvoir - sur le plan budgétaire -
donner une suite favorable à la demande.

La séance prit fin à 18 h 10.

Hôtel de Ville, le 25 Juin 1945.

Le Secrétaire,

Paul BOMART.

Vu,
L'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,

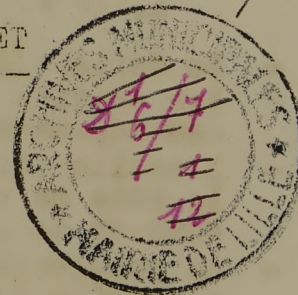
Albert VAN WOLPHE.

106/235

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 16 Août 1945

Procès-verbal



La Commission s'est réunie le Jeudi 16 Août 1945 à 18 heures sous la présidence de M. VAN WOLFFUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M. VAN WOLFFUT, Adjoint au Maire, président,
BROUX, Adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
G. ROUSSEAU, d°
Mme COIRA, Conseillère Municipale,
M. LEBLANC, Conseiller Municipal,
LUSSEZ, d°

Absents : M. PIERRARD, Adjoint au Maire,
DE BECKER, Conseiller Municipal,
MERCIER, d°
WILSON, d°

Assistait également à la réunion M. BOWART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

L'ordre du jour est copieux dit M. le Président et l'Assemblée se déclare satisfaite du développement donné à chacune des questions de l'ordre du jour, ce qui permet une étude préalable.

Difficultés de trésorerie.-

21/I Demande d'avance de l'Etat au titre de la loi du 31 Mars 1932 (art. 75).

Par suite du vote de crédits supplémentaires résultant a) de la revalorisation des traitements et pensions, b) de l'augmentation des prix de tout ce qui est nécessaire au fonctionnement des services, la situation budgétaire est alarmante et s'en suivant, la trésorerie municipale est insuffisante.

M. le Président précise que :

- le déficit du Compte de l'exercice 1944 est de: 8.800.000 frs
 - les crédits votés ou à voter pour l'apurement d
des dépenses de 1944 s'élèvent à 12.500.000 frs
 - l'amélioration du sort du Personnel entraîne
le vote de crédits supplémentaires pour un
montant de: 87.694.000 frs
 - la revalorisation des pensions de retraites
nécessite l'ouverture d'un crédit de: 11.050.000 frs
 - la montée des prix, de la main d'oeuvre et
des dépenses d'assistance entraîne le ren-
forcement des dotations, de: 30.971.000 frs
 - l'ensemble des sommes précitées détermine
à: 150.015.000 frs
- le déficit global que traduira le Budget Additionnel. Mais
par suite I) de l'inscription au compartiment des recettes
de ce document, des plus-values de recettes constatées à
plusieurs postes du Budget primitif, tels les deux suivants:
"Taxe sur les ventes au détail et prestations de service";
"Impôt sur les spectacles"; II) de reliquats de crédits qui
tomberont en annulation en fin d'exercice, ce déficit est
ramené à 125 millions.

Après avoir renseigné l'Assemblée sur la teneur de
l'Ordonnance du 8 Août 1945 relative à l'aide de l'Etat aux
Collectivités, il soumet le Rapport destiné à l'Administration
Municipale. Ce Rapport tend à solliciter l'octroi d'une avance
du Trésor de 125 millions de francs, soit à valoir sur la
subvention dite subvention d'équilibre prévue par l'ordonnance
du 8 Août 1945, soit au titre de l'article 70 de la loi du
31 Mars 1932 dont il est fait état à l'exposé des motifs de
l'Ordonnance sus-visée.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

22/2

Requête du Receveur Municipal pour que la Ville assure le gar-
diennage des locaux de la Recette Municipale.

M. le Commandant des Gardiens de la Paix a fait connaître
à notre Receveur qu'il ne pourrait plus désormais faire assurer
le gardiennage de la Recette municipale.

M. le Receveur nous demande que la Ville prenne en charge
ce service de surveillance dont les vacations seraient les
suivantes : de 20 h. à 7 heures;
le samedi après-midi;
les dimanches et fêtes.

La Commission fait sien l'avis de M. le Président - de
donner satisfaction au Receveur.

Requête transmise au Secrétariat Général à toutes fins utiles.

23/3. Hospices Civils. Hospitalisation des femmes veneriennes lilloises dans les hôpitaux lillois. Frais de séjour. Crédits.

L'Assemblée après avoir enregistré I) que ces frais a/ étaient supportés pendant l'occupation par l'Etat par prélèvement sur le poste "Frais d'occupation", b/ devaient, depuis la libération, être pris en charge par la Ville, autonome en matière d'assistance médicale gratuite; II) le désir de l'Administration hospitalière d'être payée desdits frais sur états trimestriels contrairement au mode de règlement des frais de séjour des indigents lillois, adopte le rapport tendant à l'ouverture 1° d'un crédit de 1.047.825 fr.60 pour le règlement des dépenses affectant la période du 1er Septembre au 31 Décembre 1944, 2° d'un crédit de 2.600.000 frs en vue d'assurer le paiement des frais afférents à l'année 1945.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

24/4. Demande de subvention présentée par la Fédération Générale des Fonctionnaires - Section du Nord. Avis.

La requête est datée du 29 Juin. Elle est présentée par M. JOLY, Secrétaire es-qualité de la Fédération, 89, rue Neurein à Lille - et vise l'obtention d'une participation financière de la Ville aux frais d'organisation de la manifestation du 1er Juillet 1945 qui eut lieu à Lille sous forme de Conseil Départemental ouvert à toutes les Sections Syndicales de Fonctionnaires du Département du Nord.

M. le Président rappelle l'importante subvention attribuée à la Bourse du Travail (140.000 -) et à l'Union des Syndicats libres (60.000 -) et estime que la Ville a suffisamment rempli ses obligations morales et matérielles envers les syndicats et que c'est à la Bourse du Travail que la Fédération Générale des fonctionnaires, adhérente à la C.G.T., devrait s'adresser pour être financièrement aidée à raison des dépenses particulières engagées à l'occasion de l'organisation d'un Conseil Départemental.

La Commission se prononce pareillement.

Requête transmise au Secrétariat Général à toutes fins utiles.

25/5. Demande de subside pour participation à des Congrès. Avis.

Demande datée du 30 Juin, présentée par le Syndicat National des Agents des Contributions Indirectes - Section du Nord - Lille. Le Congrès se tint à Paris les 5 et 6 Juillet. La Section Syndicale du Nord fut représentée par 3 membres.

La Commission émet un avis identique à celui émis ci-dessus.

Requête transmise au Secrétariat Général à toutes fins utiles.

26/6 Subventions sollicitées par des Groupements privés de colonies de vacances et Oeuvres de plein air. Avis.

Les demandes émanent :

- de l'Association Régionale pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (27, rue d'Inkermann)
- du Patronage - Camps de vacances "L'Oasis" 33, rue de Canteleu.
- de la Troupe "Eclaireurs de France".
Chef : M. Jean DENIER, 161, rue du Bois.
- de la Fédération Française des Eclaireuses.
Correspondante : Mme FABRI, 10, rue des Pyramides.
- de l'Union des Etudiants de l'Etat, 49, rue de Valmy.
- de M. J. SCHOONJANS, 46, rue Paul Lafargue.
- de l'Association Nationale des Victimes du Nazisme,
rue Solferino, 316bis.
- Mme COQUART, Directrice du Lycée Fénélon.

Ces demandes sont suggérées par une Instruction préfectorale du 1er Juin 1945 adressée à tous les Groupements.

Cette Instruction rédigée par l'Inspection du Service de Santé, 26, rue d'Inkermann, dispose en son Chap. XI.....
"Participations financières"

- "Les Oeuvres de Vacances sont susceptibles d'obtenir une participation financière auprès :

- 1° des familles;
- 2° des Organismes privés;
- 3° des Caisses d'Allocations Familiales;
- 4° des Caisses de Secours des mines;
- 5° des Communes;
- 6° de l'Etat;
- 7° des Assurances Sociales
- 8° de l'Entr'Aide Française".

"Les taux de ces participations sont variables suivant qu'il s'agit de placements collectifs ou d'hébergement chez les particuliers, suivant que les Oeuvres ont la charge complète des enfants ou qu'elles ne s'intéressent à eux que pendant une partie de la journée."

M. le Président donne lecture des requêtes.

Il rend hommage aux dirigeants des Oeuvres solliciteuses mais, dit-il, l'effort considérable que fait la Ville pour ses colonies de vacances alors qu'elle se trouve en difficultés sur le plan financier, ne permet pas de réserver une suite favorable aux demandes de subventions formulées! Et il ajoute : la Ville ayant sollicité elle-même des participations financières pour ses Colonies de vacances et cela afin d'atténuer les dépenses, pourrait-on admettre que ces participations à obtenir soient, après encaissement, distribuées aux Oeuvres privées? et il

conclut ce n'est pas aux Communes que de tels appels doivent être faits.

La Commission, unanimement, approuve M. le Président et propose à l'Administration Municipale de faire connaître aux Oeuvres dont il s'agit, l'impossibilité dans laquelle se trouve la Ville de subventionner les Colonies de vacances privées.

Requêtes transmises au Secrétariat Général à toutes fins utiles.

27/7 Subventions sollicitées par les Groupements sportifs ci-après :

a) Fédération sportive et gymnique du Travail :

-subvention demandée: 20.000 frs - pour constituer la participation de la Ville de Lille aux dépenses de fonctionnement du cours de stage de Moniteurs et Monitrices d'Education Physique suivi à Roubaix du 27 Mars au 31 Juillet 1945 par 24 Garçons et 26 Jeunes filles.

b) Société de Gymnastique et Préparation Militaire de St Maurice-Fives :

--la fondation de cette Société remonte à 1.880.

Le Local est délabré.

M. BROUX, Adjoint aux Sports et à la fois aux Finances signale que la Société est intéressante et que la subvention de 10.000 frs qu'il propose est destinée à permettre à la Société d'acheter les matériaux nécessaires à la refecton du Local.

c) Société de Gymnastique "La Jeunesse ouvrière" :

-Cette Société s'imposait avant-guerre. Elle avait un effectif important et ses manifestations sportives étaient remarquées.

Elle est reconstituée. Mais sa salle est en mauvais état et bon nombre d'agrs manquent.

Une subvention de 25.000 frs nous est sollicitée. Elle contribuerait avec les apports privés à faire revivre ce groupement sportif ouvrier.

X

X X

La Commission émet un avis favorable à l'octroi des subventions chiffrées soit : 20.000 frs à la Fédération sportive et gymnique du Travail; 10.000 frs à la Société de Gymnastique et Préparation militaire de St Maurice-Fives; 25.000 frs à la Société de Gymnastique "La Jeunesse ouvrière".

Par voie de conséquence, elle adopte le Rapport portant proposition d'attribution de ces subventions et de vote d'un crédit supplémentaire de 50.000 frs à rattacher au crédit ouvert au Budget Primitif sous chapitre XXVIII - Art. 15 libellé "Education Physique et Sportive de la Jeunesse".

apport transmis à l'Administration municipale.

28/8 Subventions sollicitées par des sociétés musicales et chorales.

Les demandes émanent :

- de la Fanfare "L'Union de Lille"
- de la Fanfare "L'Avenir"
- de la "Grande Fanfare de Fives"
- de la Société : les trompettes "Les Travailleurs"
- de la Société des Concerts du Conservatoire
- du Cercle choral "Les XXX"
- de l'Union des Chanteurs

Après examen des requêtes et échanges de vues, la Commission se prononce pour l'attribution 1° d'une subvention de 15.000 frs à chacune des fanfares ci-après : "L'Union de Lille", "l'Avenir" et "la Grande Fanfare de Fives"; 2° d'une subvention de 5.000 frs à la fanfare les Trompettes "Les Travailleurs".

L'attribution d'une subvention à chacune de ces fanfares est, dit M. le Président, toute exceptionnelle et constitue l'aide de la Ville pour leur faciliter un bon démarrage en reprise d'activité.

En ce qui concerne les demandes formulées par 1° la Société des Concerts du Conservatoire qui tend à obtenir de la Ville une subvention de couverture du déficit de deux concerts organisés les 13 mai et 24 juin, déficit qui se monte à 19.820,60; 2° les sociétés chorales "Les XXX" et "l'Union des chanteurs", la Commission enregistrant l'intervention de Mme COIBA sur la valeur de la Société des Concerts du Conservatoire, surseoit à statuer, désirant recueillir l'avis de la Commission des Beaux-Arts que préside M. l'Adjoint PIERARD.

X

En vue de subventions qui pourraient être accordées dans les mois qui vont suivre, M. le Président propose ce qui est accepté par la Commission, de renforcer le crédit du Budget Primitif libellé sous chapitre XXVIII Art. 2 "Sociétés chorales et musicales. Cachets pour auditions. Subventions" d'une somme de 50.000 frs.

Rapport portant attribution des subventions et vote d'un crédit supplémentaire de 50.000 frs, transmis à l'Administration Municipale.

Les requêtes des Sociétés :

- a) des Concerts du Conservatoire,
- b) du Choral "Les XXX",
- c) de l'Union des chanteurs

sont transmises au Secrétariat Général pour être soumises à la Commission des Beaux-Arts.

29/9 Requête de la "Maison de la Famille", 41, rue du Colinel.

La requête tend à obtenir :

1° une subvention de 9.000 frs au titre de 1945 pour valoir remboursement des dépenses occasionnées pour la distribution, aux guichets de l'Etat Civil, des notices qu'elle fournissait auparavant gratuitement aux Jeunes Mères.

Ces notices reviennent à 1 F.50 pièce et il en est distribué environ 500 par mois.

2° que soit décidé, dès à présent, l'octroi d'une subvention de 150.000 frs minimum pour 1946.

La "Maison de la Famille" a été créée en 1942.

A fin 1943, les associations, fédérations et organismes agréés dans son sein par le Centre National de Coordination étaient les suivants :

Alliance nationale contre la dépopulation.- Architecture et famille.- Association des familles nombreuses du personnel de la Banque de France.- Assurance et famille.- Cartel d'action morale.- Centre national de la famille rurale.- Comité Central des Allocations familiales.- Confédération générale des familles.- Droit et famille.- Fédération corporative de la Mutualité agricole.- Fédération nationale des associations de parents d'élèves des écoles primaires supérieures et professionnelles.- Fédération des Associations de familles nombreuses de France.- Fédération Nationale des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges.- Groupes familiaux protestants.- La plus grande famille.- Ligue agricole chrétienne.- Ligue de la mère au foyer.- Ligue ouvrière chrétienne.- Ligue ouvrière chrétienne féminine.- Médecine et famille.- Union des Associations catholiques de chefs de famille.- Union féminine civique et sociale.- Union nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre.-

La Commission émet un avis défavorable à l'octroi des subventions demandées et suggère à l'Administration municipale de substituer désormais la Ville à ce Groupement pour éclairer les "Jeunes mères" au moyen de notices portant en tête "Ville de LILLE".

Requête transmise au Secrétariat Général à toutes fins utiles.

30/10 Indemnité spéciale dite "de difficultés d'existence": Rappel à 2 Agents en congé de maladie de longue durée. Crédit.

Seul, le traitement principal avait été mandaté.

L'Administration supérieure consultée a estimé que le service de l'indemnité en cause devait être continué, ces Agents résidant à Lille, lieu de leurs fonctions.

Il s'agit des Agents ex-employés d'octroi : CASY Maurice affecté au Service des Finances et GROLLOIS Simon du Service des Jardins. Le 1er a repris le travail - le 2ème est toujours malade.

Le crédit nécessaire au paiement de l'indemnité jusqu'au 31 Décembre 1944 se fixe à 14.830 frs. Pour ce qui concerne 1945, l'imputation s'exercera sur le crédit du Budget Primitif.

Adopté.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

31/II Régie Municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'entraide de Solidarité et de Sauverde de la population ouvrière. Budget primitif pour 1945. Avis.

Ce document se balance en recettes et en dépenses à la somme de six millions de francs, dont

4.000.000	-	Exploitation
2.000.000	-	Etablissement

Les 4.000.000 de dépenses comportent 2.500.000 frs d'achats de marchandises et 1.500.000 frs de frais généraux décomposés comme suit :

Frais de transports	50.000.
Traitements et salaires, indemnités	950.000.
Loyers	10.000.
Impôts	240.000.
Assurances	50.000.
Dépenses diverses	200.000.

Quant aux 2.000.000 de frs "Etablissement", il s'agit d'une prévision d'avance à solliciter à la Ville, la même somme en dépense constituant le crédit de remboursement.

Adopté.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

32/II Hospices Civils. Compte Administratif de l'exercice 1944 et Compte de Gestion du Receveur. Avis.

Les comptes accusent des résultats identiques et traduisent un excédent de dépenses sur les recettes, de 558.873,70.

A noter que la Ville servit à l'établissement une subvention de 6.000.000 de francs.

L'excédent de dépenses s'explique sommairement ainsi.

Excédent de recettes extraordinaires	:	9.646.367,30
Excédent de dépenses ordinaires	:	10.305.241,00
		<hr/>
		658.873,70

En ce qui concerne l'intervention financière de la Ville.

Depuis une époque lointaine, la Ville se libère des frais de séjour des indigents lillois par le paiement, en fin d'exercice, d'un forfait représenté par l'excédent de dépenses ordinaires, défalcation faite des opérations à poursuivre au titre de 1944. La prise en charge des frais de séjour résulte de l'autonomie de la Ville en matière d'assistance médicale gratuite.

Par opération à poursuivre, il faut entendre : 1° la reprise a) des restes à recouvrer sur titres émis, b) des recettes devant faire l'objet de titres (le montant ne figure pas dans le compte), c) des restes à payer. Or, l'excédent de dépenses ordinaires s'élève, diminution faite des six millions déjà versés, à 10.305.241. et l'Etablissement demande que la formule appliquée jusqu'ici pour déterminer la subvention soit abandonnée. En d'autres termes, l'Etablissement exprime le désir que lui soit attribuée une subvention égale au montant de l'excédent ordinaires sans précompte des recettes à résulter de la balance des opérations à continuer.

M. le Secrétaire Général des Hospices ne nous ayant pas communiqué le montant des titres de perception à émettre, il ne nous est pas possible de chiffrer la subvention nette à servir à l'Etablissement, ceci en l'hypothèse du maintien de la formule déterminative de subvention.

La Commission retient la demande de M. BONART de surseoir à statuer sur le Compte même et sur la demande de M. le Secrétaire Général des Hospices visant la fixation de la subvention à attribuer pour valoir paiement des frais de séjour des indigents lillois.

Compte administratif retenu par la 3ème Division.

33/I3 Bureau de Bienfaisance. Compte Administratif de l'exercice 1944.
Compte du Percepteur-Receiveur. Avis.

L'excédent de recettes numéraire est de 3.575.52,20 contre 3.183.287,10 à fin d'exercice 1943.

La Ville ne sert pas de subside à l'Etablissement pour ses besoins généraux.

L'excédent réel du Compte, c'est-à-dire, compte tenu des opérations à poursuivre, se fixe à 3.247.063,20.

Le document est bien établi; il est appuyé d'un Cahier explicatif très fourni.

La situation financière du Bureau de Bienfaisance est excellente. La recette provenant de la taxe sur les cinématographes et autres spectacles dépasse la provision budgétaire.

Avis favorable est donné à l'adoption des 2 documents.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

34/I4 Ville de Lille. Compte Administratif de l'exercice 1944. Avis.

L'excédent de recettes (représentatif de numéraire) est de 82.914.937,10 mais le bilan de l'exercice traduit un déficit de 8.812.595,20.

Une subvention de couverture du déficit est demandée à l'Etat.

La Commission émet un avis favorable à l'adoption du Compte.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

35/I4 Ville de Lille. Compte de Gestion du Percepteur-Receveur. Avis.

Le Compte accuse des chiffres identiques à ceux du Compte administratif.

La Commission émet un avis favorable à son adoption.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

36/I5 Régie municipale d'approvisionnement. Compte administratif de l'exercice 1944. Avis.

Les recettes se sont élevées à 4.330.919,60 y compris l'excédent à fin d'exercice 1943 chiffrant la somme de 247.946,40. Les dépenses se montent à 4.246.857,80. L'excédent de recettes ressort à 84.061,80.

La Commission émet un avis favorable à l'adoption du Compte.

Rapport transmis à l'Administration municipale.

37/I6 Régie municipale d'approvisionnement. Compte-matières au 31 Décembre 1944. Avis.

Le Compte établi dans les formes réglementaires présente les chiffres généraux suivants :

Existants au 1er Janvier 1944	1.315.719.696.
Marchandises entrées en 1944	1.169.689.850
Total...	2.485.409.546
Marchandises sorties en 1944	1.936.817.116
Marchandises au 31 Décembre 1944	548.592.430

L'examen de ce Compte n'appelle aucune observation.

Avis favorable à l'adoption du Compte-matières.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

38/I7 Autonomie en matière d'assistance médicale gratuite. Opportunité de renoncer à cette autonomie. Avis.

L'abandon de notre autonomie en matière d'assistance médicale gratuite et le rattachement de la Ville au service départemental est à envisager pour dès l'année 1945, dans l'intérêt de nos finances.

A la date du 3 Juin 1944, dans un rapport très documenté, M. BOMART provoquait l'abandon de cette autonomie.

Voici le préambule de son rapport :

"En sa séance du 23 Décembre 1937, le Conseil Municipal, délibérant sur les avantages financiers et d'ordre "social" que la Ville retirerait en abandonnant son organisation en matière d'assistance médicale gratuite obtenue par décret ministériel du 6 Avril 1899 ayant fait "l'objet d'un Arrêté ministériel le 30 Octobre 1899, "votait la résolution de solliciter de l'autorité supérieure, l'autorisation de renoncer à ce régime spécial "et de rattacher la Ville au service départemental.

"L'agrement donné par le Conseil Général en sa séance "du 21 Avril 1939 avait permis d'espérer l'autorisation "du Pouvoir Central. La décision ministérielle n'est pas "intervenue. Le désarroi général causé par les événements "de 1940 plaça l'Administration municipale dans une position de réserve et d'ajournement du projet en cause.

"Le taux de répartition des Communes aux dépenses d'assistance étant abaissé - à compter de 1942 de 36,39% à 28,27% et la répartition entre les Communes arrêtée par le Conseil Général en sa séance du 19 Avril 1939 etant plus équitable, les raisons d'abandon de notre régime spécial "A.M.G.", dont le Conseil Municipal de 1937 fit état, sont actuellement renforcées.

"Dans ces conditions, il nous est apparu utile de nous livrer à une étude financière de comparaison aux fins de deceler l'economie que nous aurions réalisée en 1942 si notre Ville avait été rattachée au Service Départemental.

"Il appert de l'étude faite que la Ville aurait réalisé, si elle avait été affiliée en 1942 au Service Départemental pour toutes les lois d'assistance un bénéfice appréciable, l'Etablissement hospitalier n'emargeant plus de subvention municipale, mais réalisant du département l'intégralité de sa créance pour frais de séjour des indigents dans ses hôpitaux."

L'avis émis en 1944 par M. BOMART, est aujourd'hui confirmé par M. le Secrétaire Général des Hospices.

M. le Président commente le sujet et la Commission recueille une relation complémentaire de M. BOMART.

La question étant complexe et très importante à la fois, M. BOMART est prié de faire parvenir à chacun des Membres de la Commission un exemplaire du Rapport qu'il établit en 1944 et, un additif comprenant les situations comparatives de dépenses d'assistance de 1943 et 1944 "Régime départemental" et "Régime d'autonomie".

39/I8

Dépenses d'exercices antérieurs. Crédits supplémentaires. Avis.

Le rapport vise l'ouverture de crédits pour la couverture de dépenses de 1944.

Le montant de ces crédits est de 3.744.624 frs comprenant une somme de 3.528.710 frs pour règlement de dépenses d'assistance.

Adopté.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

40/I9

Insuffisances des crédits "Personnel" du Budget Primitif de 1945. Crédits supplémentaires.

Depuis le vote du Budget Primitif, le Conseil Municipal a décidé l'amélioration de la situation matérielle du Personnel dans la limite permise par les ordonnances du Gouvernement et compte tenu des instructions préfectorales.

Ces mesures entraînent le renforcement des crédits du Budget Primitif pour un montant global de 87.822.000 frs.

Après avoir rappelé l'énumération des textes qui provoquent ces mesures, M. le Président demande à l'Assemblée d'adopter le Rapport.

Adopté.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

41/20

Insuffisance de crédits "Matériel" du Budget Primitif de 1945. Crédits supplémentaires.

M. le Président déclare :

Les changements survenus dans la situation monétaire depuis le vote du Budget Primitif ont bouleversé les prévisions budgétaires. Les prix des fournitures ont doublé dans la majeure partie des cas pour atteindre parfois 125 et même 150%. Le coût des travaux a augmenté dans les mêmes proportions.

Une révision des crédits a été faite. Elle aboutit au renforcement de nombreux crédits.

Le montant des crédits supplémentaires nécessaires s'élève à 28.371.500 frs.

La Commission adopte le Rapport tendant au vote des crédits.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

Questions diverses.

I/ I/ M. l'Adjoint BROUX fait une relation concernant les dépenses communales qui ont le caractère de dépenses d'Etat. Il cite les dépenses de fonctionnement des Ecoles pratiques et celles du Service d'incendie.

A M. le Président, il demande que lors du Budget Primitif de 1946, il en soit fait état dans le Rapport de présentation du document.

M. le Président répond à M. BROUX qu'en ce qui concerne les écoles pratiques, il est déjà intervenu auprès du Ministre et que, par lettre dont il donne lecture, celui-ci lui fait connaître qu'à l'occasion de la réforme des finances locales, il entretiendra de la question M. le Ministre de l'Intérieur.

x
x x

II/ La Commission prend acte du rejet par la Préfecture de la délibération qui lui a été soumise pour approbation et tendant à régler les vacations du Personnel utilisé à l'occasion des élections, à un taux d'heure supplémentaire uniforme.

La séance prit fin à 20 h.45.

Hôtel de Ville, le 19 Août 1945.

Le Secrétaire,

Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,

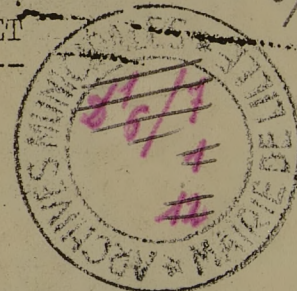
Albert VAN WOLPUT.

Troisième Division

COMMISSION des FINANCES et du BUDGET

Séance du 6 Octobre 1945

Procès-verbal



La Commission s'est réunie le Samedi 6 Octobre 1945 à 15 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au maire.

Etaient présents : M.M. VAN WOLPUT, adjoint au maire,
président,

BROUX, adjoint au maire,

CLAES, d°

GHYS, d°

Mme COIBA, Conseillère municipale

M.M. LEBLANC, Conseiller Municipal

LUSSIEZ, d°

WILSON, d°

Excusés :

M.M. PIERRARD, adjoint au maire,

G. ROUSSEAU, d°

DE BECKER, Conseiller Municipal

MERCIER, d°

Assistait également à la réunion M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

42/I - Chemins Vicinaux. Budget pour l'exercice 1946. Homologation.

Les dépenses s'élèvent à 66.249 frs.

Elles seront couvertes par une imposition communale de centimes additionnels - comme d'usage.

Homologation prononcée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

43/2- Assistance Médicale Gratuite. Aveugles et sourds-muets. Frais d'entretien et de l'éducation en Maison spécialisée. Crédit.

Le Président déclare :

Les frais auraient été supportés par le Service départemental d'Assistance Médicale Gratuite, c'est-à-dire par les 3 Collectivités d'assistance (Etat, département et les Communes du Département), si notre Ville n'avait eu un régime d'assistance autonome. La prise en charge de ces frais résulte de la loi du 31 Décembre 1943 non abrogée. - Crédit à ouvrir : 50.000 frs.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

44/3- Coupe nationale d'éducation physique. Frais d'organisation. Imputation de la dépense. Admission en recette. Crédit.

En sa séance du 26 Juin, le Conseil Municipal vota une subvention de 50.000 frs - Par ailleurs, la Fédération Française de Gymnastique nous assure une participation de 50.000 frs.

Les dépenses se sont élevées à la somme de 82.332 frs.

Le Président propose : 1° l'admission en recette de la contribution de 30.000 frs, 2° l'ouverture d'un crédit correspondant, 3° l'imputation de la somme de 2.332 frs excédant la prévision des dépenses, sur le crédit "Fêtes et Cérémonies".

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

45/4- Verrerie mise à la disposition de Groupements à l'occasion de cérémonies. Remboursement de la valeur des verres brisés ou manquants. Admission en recette.

Le rapport constate l'Assemblée, tend à l'admission en recette d'une somme de 2.700 frs et d'une autre de 1.480 frs.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

46/5- Contributions de 1942. Crédit. Admission en recette.

Il s'agit, précise M. le Président, de contributions dues au titre de 1942 pour des propriétés acquises des Hospices Civils par voie d'échange.

La somme à payer qui appelle l'ouverture d'un crédit de 1.317 frs sera récupérée du locataire.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

47/6 - Divers produits communaux. Admission en non-valeur avis.

Il s'agit d'impositions de l'exercice 1945 dont l'irrécouvrabilité a été constatée pour divers motifs.

Le montant est de 21.057,70. A cette somme, s'ajoute celle de 51 frs représentant des frais de poursuites.

avis favorable

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

48/7 - Théâtre Sébastopol. Saison 1944-1945. Compte d'exploitation.
Homologation.

Période d'exploitation :

Du 1er Mai 1944 au 31 Juillet 1945.

Le déficit ressort à: 3.819.720,10.

BALANCE

Recettes :	8.686.195,20
Dépenses :	12.505.915,30

Déficit :	3.819.720,10

En cette balance entrent les opérations effectuées par M. FIADY, Directeur du Théâtre.

Ci-contre le volume de ces opérations:

Recettes :	8.278.495,20
Dépenses :	7.618.081,30

X
X X

L'homologation du Compte est prononcée par l'Assemblée après que celle-ci eut décidé de convoquer pour la prochaine réunion: M. THIBAUT, Contrôleur financier du Théâtre et auteur du Compte, à l'effet de fournir toutes explications complémentaires, notamment sur les opérations faites par M. FIADY, dont les pièces comptables ne prennent pas le chemin de la Cour des Comptes.

M. BOUARD est invité par M. le Président de demander à M. THIBAUT le coût approximatif des représentations gratuites offertes aux Vieux.

La Commission prit acte de la communication de M. BOUARD a propos, a) de la subvention de l'Etat qui ne s'élève qu'à

350.000 frs, b) de la demande faite par lettre au Ministère par les soins de la 4ème Division en vue d'obtenir une subvention complémentaire.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

49/8-Campagne d'hiver pour les malheureux. Vestiaire Municipal. Recondution de l'Oeuvre. Achats. Imputation de la dépense.

Le Rapport tend à reconduire l'Oeuvre et à procéder à des achats importants en vue de l'hiver.

Les crédits "Campagne d'hiver pour les malheureux" et le produit des souscriptions pouvant permettre des achats pour une somme de 3.300.000 frs d'ici le 31 Décembre 1945, l'Assemblée propose que les achats soient autorisés et que l'imputation des dépenses soit exercée sur les crédits indiqués.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

50/9-Crédit municipal. Comptes Administratif et de Gestion de l'exercice 1944. Avis.

Le Compte Administratif offre un excédent de recettes de 8.952.206,80 comprenant une somme de 15.287 frs constituant le résultat des opérations effectives de l'Etablissement (frais généraux).

Avis favorable est donné.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

51/10-Crédit municipal. Budget Supplémentaire de l'exercice 1945. Avis.

Le Budget comprend en son compartiment des recettes, une subvention de la Ville de 575.000 frs. A noter que la subvention municipale prévue au Budget Primitif de l'Etablissement est de 125.000 frs.

Ces apports demandés à la Ville sont justifiés, dit M. le Président, par les frais généraux en progression.

La balance du document se présente en excédent de recettes de 8.955.231,80, y compris l'excédent du Compte Administratif de 1944 de 8.952.206,80 constituant pour une somme de 8.936.919,80 l'excédent des dépôts sur les retraits.

Le rapport soumis porte proposition de vote d'une subvention municipale de 700.000 frs mais mentionne que la somme à servir sera fonction du déficit réel dégagé par le Compte de l'exercice.

adopté et
Rapport transmis à l'Administration Municipale.

52/II- Crédit Municipal. Budget Primitif de l'exercice 1946. Subvention d'équilibre à allouer par la Ville. Avis.

La balance du document traduit un excédent de recettes de 17.307 frs, mais notons, dit M. VAN WOLFF, qu'au compartiment des recettes est inscrite une subvention municipale de 750.000 frs (contre 700.000 frs pour l'exercice 1945).

Cet apport demande à la Ville est justifié, déclare M. le Président.

Ci-contre le texte final du rapport soumis à l'Assemblée qui accepte :

"Après avoir enregistré la bonne administration du "Crédit Municipal, son activité et ses suggestions présentées "au Pouvoir Central afin de n'avoir point, dans un proche "avenir, à recourir à un apport financier de la Ville; après "examen du Compte et rapprochement de celui-ci du Compte de "Gestion, votre Commission des Finances et du Budget vous pro- "pose a) d'émettre un avis favorable à l'approbation des deux "documents soumis, b) quant à la subvention communale d'equili- "bre, de ne la servir que dans la limite des besoins réels".

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

53/I2- Fondation MASUREL. Comptes Administratif et de Gestion de l'exercice 1944. Avis.

Les 2 Comptes sont concordants.

L'excédent de recettes est de 768.054,30 contre 735.732,40-
exercice 1943.-

Pas de remarque particulière.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

54/I3- Fondation MASUREL. Budget Supplémentaire de l'exercice 1945. Avis.

La balance présente un excédent de recettes de 762.054,30, c'est à dire, la reprise de l'excédent de recettes du Compte de 1944 moins une dépense de 6.000 frs pour la couverture de la de-
pense de réparation de l'immeuble, 48, rue de la Barre.

Ce Budget n'appelle point de remarque particulière.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

55/I4 - Fondation MAJUREL. Budget Primitif pour 1946. Avis.

BALANCE

Recettes	:	87.250.00
Dépenses	:	71.570.00
Excédent	:	<u>15.680.00</u>

Ce document n'appelle aucune observation.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

56/I5 - Auberges de la Jeunesse. Demande de subvention. Avis.

Ci-contre la note parvenue à la Division:

"M. le Maire a reçu la visite de M. André LAVVIN, 57
"rue Caumartin, des Mouvements unis des Auberges de la
"Jeunesse, qui sollicite une subvention.

"Il a déclaré qu'il avait constitué, cette année, de
"nombreuses caravanes et qu'il était actuellement occupé
"à former de nombreux groupes de quartier.

"Je vous serais obligé de bien vouloir procéder à
"l'examen de la demande de l'intéressé et de me tenir
"informé.

"Hôtel de Ville, le 15 Sept. 1946.

"Le Secrétaire général adjoint,

"signé: LEBEVRE."

A noter qu'il n'est pas de crédit ouvert pour telle nature
de subvention.

L'Assemblée surseoit à statuer sur la demande presen-
tée, jusqu'à réception d'un rapport sur les activités de ce
groupement.

57/I6 - Subvention sollicitée par l'Union des Etudiants de l'Etat, 42
rue de Valmy, en faveur de sa Colonie de vacances. Avis.

Par requête du 11 Juillet 1946, ce Groupement sollicitait
par la plume de son Président, M. Pierre PAVEN, étudiant licen-
cié en droit, 11+bis rue des Postes, une subvention de la ville
pour son oeuvre de Colonie de vacances - faisant valoir que 60
enfants déshérités des quartiers de Mazemmes et de St Sauveur
étaient les bénéficiaires.

Le projet de Budget de l'Œuvre présentait un déficit de 43.800 frs.

La couverture en était demandée, lit-on : à l'entr'aide française et à la Ville.

La Commission des Finances et du Budget qui eut à apprécier cette requête en sa réunion du 16 Août ne put donner une suite favorable arguant de la situation financière difficile de la Ville.

A la date du 18 Septembre, M. PAYEN, Président es qualité, nous adresse un compte rendu moral et financier de la Colonie

Les dépenses s'élèvent à	87.157,50
Les recettes à	56.417,50

comprenant 30.000 frs de l'Union des Etudiants; 7.591,50 des Familles; 18.000 frs de l'entr'aide Française; 826 frs de la Société "Croisade de l'Air pur".

Il en résulte un déficit de 30.740 frs.

Enregistré dans la documentation reçue du Groupement, que 1° les 55 enfants viennent de rentrer (d'Avesnes) où ils passeront trois semaines, 2° la Colonie de vacances dont il s'agit marque son activité sous le patronage de M. le Recteur de l'Université.

L'Assemblée fait sienne la proposition de M. le Président de confirmer la résolution du 16 Août basée sur l'impossibilité pour la Ville, en cette période difficile, de couvrir les déficits des Entreprises privées d'assistance.

Dossier transmis à M. le Secrétaire Général.
58/I7-Laboratoire d'Hydrogéologie. Demande de subvention. Avis.

M. le Recteur d'Académie a transmis à M. le Maire - avec avis favorable - la lettre ci-contre émanant de M. le Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université.

"17 Août 1945.

"Monsieur le Maire.

"Dans sa réunion du 22 Juillet 1933, l'Administration Municipale de Lille a décidé d'allouer au laboratoire d'Hydrogéologie de la Faculté des Sciences, alors en cours de création, une subvention destinée à contribuer à l'installation de ses services. Cette subvention, lors d'une réunion ultérieure (18 Septembre 1933), a été fixée à une annuité de 20.000 francs, payable dix années consécutives."

"L'aide financière a portée par la Ville de Lille à
"notre laboratoire d'Hydrogéologie lui a été précieuse et
"je tiens à en exprimer l'Administration municipale de
"Lille, la très vive reconnaissance de la Faculté. Elle a
"permis, en effet, le développement d'un service qui, sous
"la direction de M. le professeur DOLLÉ, s'est rendu par-
"ticulièrement utile à la région et à la Ville de Lille,
"notamment par l'étude des conditions de circulation des
"eaux souterraines et les conseils donnés pour leur exploi-
"tation."

"Cette année, la période pendant laquelle la Ville de
"Lille avait pris le généreux engagement d'allouer une sub-
"vention, est arrivée à échéance."

"Or, dans une lettre du 21 Septembre 1933 adressée
"à M. le Recteur, M. le Secrétaire Général de la Mairie
"l'informait que l'Administration municipale avait "pris
"acte du vœu exprimé par le Recteur, tendant au maintien,
"dans l'avenir, de la subvention annuelle de 20.000 frs,
"étant entendu que cette suggestion sera examinée lorsque
"la Ville n'aura plus à payer les annuités qu'elle s'engage
"présentement, à verser à l'Université."

"C'est ce vœu de nos prédécesseurs que je sou mets à
"mon tour à votre bienveillant examen. Il serait en effet,
"très souhaitable que la ville de Lille puisse continuer
"à donner son appui à notre Laboratoire d'Hydrogéologie, en
"lui maintenant cette subvention annuelle de 20.000 frs, sans
"laquelle, dans les conditions actuelles très difficiles, son
"budget se verrait gravement amputé, lors que, plus que
"jamais, ce service sera appelé à donner sa collaboration à
"l'étude des projets que la Ville aura à envisager à l'avenir
"pour améliorer les captages et la distribution d'eau potable."

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire,

signé : SAUVOT.

M. le Président :

La subvention a cessé d'être servie en 1944, la
décision du Conseil Municipal du 28 Décembre 1933 ne valant que
pendant 10 ans à compter de 1934.

M. le Doyen de la Faculté des Sciences demande que le service
de la subvention soit continué son Université.

Le Budget primitif de 1945 ne comporte pas de crédit.

La Commission émet un avis favorable à la reconduction de la subven-
tion à compter de 1946. Elle la fixe à 20.000 frs contre 18.000 frs
en 1943.

Requête transmise à M. le Secrétaire Général pour rapport à l'Admi-
nistration Municipale.

59/I8-Les Sports aeriens du Nord de la France. "quinzaine de l'Air".
Demande de subvention. Avis.

A la date du 25 Août 1945, M. le Maire reçut la lettre ci-contre :

"Monsieur le Maire,

"En accord avec les conversations que nous avons
"eues, je me permets de solliciter de votre bienveillance
"l'obtention d'une subvention destinée à nous aider dans
"la réalisation de "la quinzaine de l'Air qui a lieu du
"31 Août au 16 Septembre et dont détail vous a été transmis."

"Nous vous signalons que nous sommes actuellement en
"pourparlers pour que la matinée théâtrale, la visite de
"l'Exposition et la Fête Aérienne soient radiodiffusées
"par le poste RADIO P.T.T. NORD. Nous espérons que Monsieur
"le ministre autorisera cette diffusion supplémentaire
"qui ne manquera pas d'apporter à notre Ville et à l'ex-
"position un afflux de visiteurs."

"Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, à
"l'assurance de nos sentiments respectueux et dévoués."

Le Secrétaire Général :

signé : HERLAND.

Après ces échanges de vues sur le caractère de fête aérienne, et
le but poursuivi par l'organisation, l'Assemblée conclut que la
Ville n'a pas à se substituer à l'Etat pour financer la dépense
de telles démonstrations dont la Nation est seule à tirer
profit.
Requête transmise à M. le Secrétaire Général.

60/I9-Fédération sportive et gymnique du travail. Demande de subvention.
Avis.

Ci-contre le texte de la demande :

"Roubaix, le 29 Août 1945:

"Nous avons l'avantage de porter à votre connaissance
"ce que la F.S.G.T. et l'U.F.C.L.P. organise en commun, entre
"le 5 et le 25 Septembre un stage de moniteurs et monitrices."

"A seule fin de donner toute l'ampleur que mérite ce
"stage, dénommé "Promotion Jean LEBAS", la Commission
"mixte a estimé devoir l'encadrer de festivités qui auront
"lieu, tant à Lille qu'à Roubaix."

"Le budget de ces fêtes est évalué à 81.000 frs."

"Le programme prévu pour Lille situe à 30.000 frs la
"dépense (manifestation au Théâtre de Lille)".

"Désireux que cet événement obtienne un succès bien
"mérite, nous venons vous demander par la présente, de nous
"aider dans notre tâche en nous apportant la collaboration
"de votre municipalité et en vous demandant de bien vouloir
"prendre à charge les frais de ces festivités."

"Nous sommes persuadés, Monsieur le Maire, que nous
"pouvons compter sur votre concours et celui de votre munici-
"palité et vous prions de croire à nos sentiments distingués".

"Pour la Commission mixte,
signé : HAMPAGES.

L'Assemblée fait sien l'avis défavorable émis par la Commission
de l'Education Physique.

Requête transmise à M. le Secrétaire Général

61/20-Société de Pêche des Municipaux de Lille. Demande de subvention.
Avis.

M. le Président :

Le 20 Août, l'Administration Municipale fut saisie
d'une demande de subvention de 5.000 frs formulée par la Société
de pêche des Municipaux pour l'aider à faire face à ses dépenses
d'organisation du Concours de pêche devant avoir lieu le 2 Septembre
à l'occasion de l'anniversaire de la Libération.

L'Administration émet un avis favorable de principe renvoyant
la demande à l'examen de la Commission des Finances.

La Commission émet un avis favorable à l'octroi de la subvention
demandée et propose l'ouverture d'un crédit spécial à inscrire au
Budget Additionnel - Chap. XXVIII.

Dossier transmis à M. le Secrétaire Général pour rapport à l'Admi-
nistration municipale.

62/21-Ligue protectrice de l'Enfance. Demande de subvention. Avis.

Ce Groupement, fondé en 1904 a son siège social dans un des
logements du Groupe DELORY, Porte Louis XIV.

Son Président demande une subvention égale à un trimestre de
loyer, soit 3.500 frs.

Avant-guerre, la Ville accordait une subvention de beaucoup
inférieure à celle sollicitée.

Nous extrayons de la requête :

"Je ne puis vous cacher que nos frais généraux augmentent et que nous sommes anxieux pour l'avenir. Vous n'avez pas cru devoir renouveler notre subvention malgré nos instances."

"Je vous renouvelle ma demande de subvention pour pouvoir continuer la défense contre la mortalité infantile."

Après lecture littérale de la demande de subvention, M. le Président dit à l'Assemblée que les Groupements privés d'assistance aussi admirables qu'ils puissent être, doivent ne point perdre de vue que les Collectivités publiques ont également une situation financière difficile.- Et il ajoute: il ne me paraît pas possible, étant donné également l'effort budgétaire considérable de la Ville pour ses Œuvres d'assistance propres, de proposer l'attribution d'une subvention ni pour cette Ligue, ni pour tout autre Groupement privé d'assistance.

L'Assemblée fait sien le point de vue de M. VAN WOLFF. Il n'est dès lors, point donné satisfaction à la demande de subvention.

Requête transmise à M. le Secrétaire Général.

63/22-Institut Industriel. Subvention de la Ville pour participation aux dépenses. Demande de relèvement de taux. Avis.

Note préalable.

La Ville sert une subvention à cet Institut depuis 1878.

En 1903, la subvention annuelle se fixait à 7.000 frs.

A partir de 1929, le taux en fut porté à 25.000 frs.

En 1936, la subvention fut obligatoirement réduite de 10% par application d'un décret de 1935, ledit pourcentage d'abattement s'appliquant à toutes les subventions, de sorte que depuis 1936 la subvention servie est de 22.500 frs. Toutefois, pour les années 1941 et 1942, elle ne fut pas mandatée, la Ville ayant accordé à l'Institut la gratuite d'occupation de locaux de l'Institut Diderot.

L'Institut Industriel demande à présent le relèvement du taux de subvention sans préciser le pourcentage de l'augmentation.

Pour 1945, il ne semble pas que nous dussions envisager un relèvement de la subvention, étant donné que l'Institut a bénéficié en 1944 d'une subvention totale (22.500) alors qu'il tira profit d'une occupation gratuite des locaux de l'Institut Diderot (1). En d'autres termes, l'attribution de la totalité de subvention au titre de 1944 devrait pouvoir valoir l'augmentation sollicitée pour 1945 et dans ces conditions, la requête de l'Institut ne se

justifierait que pour l'avenir (à partir de 1946).

La Commission propose à l'Administration municipale l'attribution d'une subvention annuelle de 25.000 frs à compter de 1946.

Requête transmise à M. le Secrétaire Général pour Rapport à l'Administration municipale.

64,23-Souscriptions organisées par 2 communes du Pas-de-Calais pour l'érection de monument à la mémoire des victimes de la barbarie nazie.- Demandes de subventions. Avis.

1° Commune d'Aubigny en Artois (P.d.C.)

L'appel est fait par le Maire de la commune.

Nous extrayons de la "circulaire - appel" :

"Suite aux atrocités commises par les Allemands dans cette localité en Mai 1940 et dont plusieurs de vos administrés ont été victimes, la municipalité a décidé d'élever à la mémoire des 91 Martyrs, une stèle au lieu même du crime."

"Un appel est lancé auprès du Département et des Communes qui ont perdu de leurs membres."

"Les subventions sont reçues par M. le Percepteur-Receveur municipal C/C postal Lille 101-50."

2° Commune d'Applincourt (P.d.C.)

La Commune va ériger un monument à la mémoire de 7 F.F.I. dont un est originaire de Lille : M. Roger LeVal dont les parents habitent 101, rue de Pologne à Lille.

Le prix du monument est de 135.000 frs; d'autres dépenses se grefferont à cette somme.

L'inauguration est envisagée pour Octobre ou Novembre 1945 et notre Maire est prié d'y assister.

M. le Maire d'Applincourt sollicite une subvention de la Ville.

Après avoir donné lecture des deux lettres, M. VAN WOLFF déclare :

"C'est très bien que de perpétuer le sacrifice des F.F.I. tombés.-Nous y applaudissons-mais les Communes dont les moyens budgétaires sont insuffisants pour ériger un monument à la mémoire des héros, doivent faire appel à leurs habitants par voie de souscription. Et il ajoute : S'agissant des demandes de subvention formulées, notre Ville, je ne suis pas d'avis d'en donner une suite favorable. L'octroi d'une subvention constituerait un précédent qui inciterait les Communes à nous présenter semblable demande. Il n'est en outre, pas indiqué, termina-t-il, d'attribuer des subventions en cette période de crise financière qui nous conduit à solliciter

"de l'Etat des apports de fonds."

"Des échanges de vues ont lieu."

M. BROUX et M. LUSBIEZ développent leur position sur le problème et font leur avis de M. VAN WOLPUT.

"Tour à tour, M. WILSON et M. LEBLANC émettent un avis. L'un estime que, Lille, qui a sa réputation de "résistance" se doit d'aider les petites Communes, notamment lorsque celles-ci veulent commémorer l'héroïsme et le sacrifice de Lillois, tel est le cas de la Commune d'Applincourt où tombèrent sept F.F.I. dont un est Fivois.

Au terme du débat sur la question, M. le Président propose de consacrer la décision, par un vote.

Résultats :

Votèrent pour l'octroi d'une subvention à chacune des 2 Communes : M. LEBLANC et WILSON.

Votèrent contre : M. VAN WOLPUT, M. BROUX, M. LUSBIEZ.

Se sont abstenus : Mme COIBA, M. GAYS.

Lettres transmises à M. le Secrétaire Général.

65/24-Service d'incendie. Requête du Capitaine-Commandant du Corps des Sapeurs-pompiers tendant à l'achat par la Ville d'un fourgon de 2 T. 1,2 sans accessoires.

Après avoir entendu M. le Président sur le dossier communiqué et avoir recueilli la relation de M. Fernand BROUX, Adjoint délégué à la Sécurité, la Commission se prononce pour l'achat du Fourgon de 2 T. 1,2 pour le prix de 392.000 frs, étant entendu que le rapport portant demande de subvention de l'Etat.

Dossier transmis à M. le Secrétaire Général pour rapport à l'Administration Municipale.

66.25-Hospices civils. Comptes administratifs et de gestion. Exercice 1944. Avis.

M. le Président expose que la balance du document traduit un excédent de dépenses de 650.873,70. Mais la Ville est, dit-il, redevable envers l'établissement d'une somme de 2.502.062,10 au titre des frais de séjour dans les hôpitaux, des indigents lillois.

Il souligne que la contribution "Ville" pour ces frais de séjour s'élève à 8.502.062,10 et qu'un acompte de 6.000.000 de francs a été réglé en cours d'exercice.

Le rapport vise l'ouverture d'un credit de 2.502.062 frs a inscrire en notre budget Additionnel de 1945.

Avis favorable a l'approbation du document est donne par l'Assemblée.

Rapport transmis a l'Administration municipale.

67/26-Hospices civils. Budget supplémentaire de l'exercice 1945. Avis.

Ce Budget est équilibré en sa section ordinaire, par un apport de la Ville de: 3.258.310 frs. Le rapport présente contient proposition de vote de ce credit et son inscription au Budget Additionnel "Ville".

Rappelons que la subvention municipale a servir aux Hospices est déterminée par l'excédent effectif de dépenses ordinaires dégagé par le Compte Administratif.

Avis favorable a l'approbation du document est donne par l'Assemblée.

Rapport transmis a l'Administration municipale.

68/27-Bureau de Bienfaisance. Budget supplémentaire de l'exercice 1945. Avis.

Le Budget est présenté en excédent de recettes de 879,25 sans subside municipal.

Les causes de la situation favorable des finances du Bureau de Bienfaisance se découvrent notamment dans le produit grandissant de la taxe sur les spectacles. A noter au surplus qu'à compter du 1er Juillet 1945, l'Etablissement est attributaire de 50% des recettes entrant dans le Compte Administratif et la Ville au lieu de 5/8e de cette fraction de 50%. Soulignons que l'Etablissement hospitalier se voit supprimer l'attribution des 3/8e.

La Commission émet un avis favorable a l'approbation du document.

Rapport transmis a l'Administration municipale.

69/28-Harmonie Municipale et Chorale Municipale. Relèvement : a) des indemnités allouées au Personnel de fonctionnement, b) des jetons de présence. Crédits.

Le Rapport soumis et le Barème nouveau a) des indemnités a allouer au Personnel de fonctionnement des deux Sociétés, b) des jetons de présence aux répétitions et services, sont adaptés par la Commission.

Le point de départ d'application de ce Barème nouveau est fixé au 1er Octobre 1945.

- L'ouverture de deux crédits supplémentaires est proposée.
- a) un crédit de 15.000 frs à réunir à l'art. 2 du chap. XXX "PERSONNEL" du Budget Primitif,
 - b) un crédit de 50.000 frs à réunir à l'art. 2 du chap. XXXbis "MATÉRIEL" du même document.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

70/29-Programme ferroviaire de Lille-Sud. Participation de la Ville à la dépense - Absence de crédit - Mesures financières à prendre d'urgence.

M. le Président prie M. BOMART d'exposer l'affaire.

M. BOMART

A la date du 31 Octobre 1940, intervenait un Arrêté ministériel déclarant d'utilité publique et urgents les travaux afférents à la suppression des passages à niveau N° 3, 4 et 5 et à la création d'une gare à Lille-Sud (J.O. du 14 Novembre 1940, page 5.684).

Le 26 Février 1941, une Conférence en vue d'établir des propositions de financement pour la réalisation de ce Programme de travaux eut lieu dans le Cabinet de M. PLANQUE, Secrétaire Général de la Mairie.

Etaient présents à cette Conférence :

M.M. DEHOVE, Maire de Lille, Président
GENET, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées assisté de M. LESIEUX, Ingénieur des Ponts et Chaussées, représentants de la voirie routière.
DELLSALLE, Ingénieur, Inspecteur des Transports, délégué comme observateur par son service.
LEDUC, Représentant de la S.N.C.F.
VIGIER, Ingénieur, représentant la région du Nord de la S.N.C.F.
DELEHAYE, Ingénieur de la Voie à Lille.
HAFFRINGUE, s/ingénieur de l'exploitation à Lille.
PLANQUE, Secrétaire Général de la Mairie de Lille.
MARCHE, Directeur Général des Grands Travaux.

L'exécution du programme entraînait une dépense de 36.500.000 frs dont la répartition adoptée, fut la suivante :

S.N.C.F.	6.700.000.
Département (participation forfaitaire)	2.000.000.
Etat (Voinie routière) (3/5 du surplus de la dépense)	16.680.000.
Ville de Lille (2/5 du surplus de la dépense)	11.120.000.
<hr/>	
Ensemble :	36.500.000.
<hr/>	

Le 27 Février 1941, le Conseil Municipal ratifiait les travaux de la Conférence et votait un emprunt de 11.120.000 frs à contracter au titre de la Loi du 11 Octobre 1940; au taux de 1% remboursable en 30 années. (L'annuité de remboursement se fixait à 458.002,70)

La réalisation de cet emprunt était subordonnée à l'approbation ministérielle du Projet. Notons que l'approbation n'est intervenue que le 25 Novembre 1944.

En 1942, la dépense du Projet initial passait, compte tenu des prix de l'époque, à 57.000.000 de frs, la repartition nouvelle adoptée se présentant ainsi :

S.N.C.F.	6.700.000.
Département	2.000.000.
Ville de Lille (18/860 + 1.150.000)	20.010.000.
Etat	28.290.000.
<hr/>	
Ensemble :	57.000.000.
<hr/>	

Les travaux furent entrepris dès 1941 par la S.N.C.F. A ce jour, la Ville est redevable au titre de sa participation à la dépense d'une somme de 4.937.342. A cette somme, s'ajouteront dit la S.N.C.F., des intérêts moratoires.

Le dossier de l'affaire vient de m'être remis par le Service Municipal des Grands Travaux. Il comprend la copie de la décision ministérielle du 24 Novembre 1944 de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, approuvant sous certaines réserves, le Projet des travaux.

Notre Ville est donc débitrice à ce jour d'une somme de près de 5.000.000 de frs + des intérêts, alors qu'aucun crédit n'est ouvert.(?)

Un emprunt est à voter.

Mais ne conviendrait-il pas, après examen de cette affaire, par M. le Secrétaire Général que soit provoquée une Conférence sous la présidence de M. le Maire et à laquelle assisteraient les représentants autorisés des Administrations intéressées? Cette Conférence dans le but de déterminer la dépense globale du projet, compte tenu des prix actuels et le volume corrigé des participations!!

Par ailleurs et concernant l'emprunt à voter - allons-nous le fixer à 20.010.000 frs, et emprunter dans l'avenir la somme formant la différence entre le montant précité et celui qui serait accusé au terme de la Conférence proposée?

J'ajoute que, contrairement à ce que pensait jadis le Service des Grands Travaux, aucune Convention ne doit intervenir avec la S.N.C.F., l'arrêté ministériel de Novembre 1944 définissant la part de la Ville dans la dépense du Programme.

Tel est l'état de la question.

La Commission décide la transmission du dossier de l'affaire à M. le Secrétaire Général.

71.30-Insuffisances de crédits "matériel". Crédits supplémentaires.

Le montant des crédits supplémentaires nécessaires est de 2.011.263 frs. Les motifs de création de ces dotations complémentaires sont consignés dans le rapport.

Rapport transmis à l'Administration municipale.

72.31-Association Sportive des Amicales laïques de Lille. Demande de subvention.

L'Association demande une subvention d'équilibre de son Budget pour 1945. Le déficit est de 7.000 frs.

L'Assemblée valide la proposition de la Commission de l'Education Physique d'octroyer une subvention non renouvelable de 5.000 frs, l'imputation budgétaire sur l'article 15 du Chap. XXVIII.

73/32-Manifestations sportives. Subventions sollicitées par les Comités d'organisation.

1°) le Comité d'Escrime du Nord de la France nous soumet le Bilan du Gala d'escrime qu'il a organisé à la Salle Industrielle le 24 Juin et demande une subvention municipale. Le déficit est de 9.107,60.

2°) Les Comités "Résistants et Commerçants de Wazemmes" sollicitent une subvention pour la course cycliste organisée le 7 Octobre. La demande est présentée par M. DE BECKER.

3°) La Fédération Sportive et Gymnique du Travail demande une subvention pour l'organisation d'une course cycliste appelée à remplacer le "Paris-Lille".

L'Assemblée valide les propositions de la Commission de l'Education Physique d'accorder :

-au Comité d'Escrime du Nord, une subvention de 3.000 frs

-Aux Comités "Résistants et Commerçants" de Wazemmes, une subvention de 3.000 frs.

-à la F.S.G.T., une subvention à déterminer sur la base de celle attribuée en 1935 pour la Course cycliste Paris-Lille.

Ces subventions seront imputées sur le crédit "Cérémonies publiques et manifestations diverses", Chap. XXIX, Art. I.

74/33-Fanfare GAMBRINUS. Demande de subvention pour sa reconstitution.

Cette Fanfare ouvrière a son siège, 73, rue du Buisson.

Son Conseil d'Administration sollicite une subvention pour permettre à la Société de reprendre son activité.

M. l'Adjoint BROUX signale que ce Groupement est digne des encouragements de la Ville et propose l'attribution d'une subvention de 10.000 frs.

L'Assemblée émet un avis favorable.

Cette attribution serait prélevée sur le crédit ouvert sous chapitre XXVIII - Art. 2.

75/34-Comité Franco-Américain du Monument de la Paix. Souscription.

Il s'agit d'une souscription nationale pour l'offre à la Ville de NEW-YORK d'un Monument à la Paix, aux ETATS-UNIS.

M. VAN WOLPUT dit que nous nous devons de nous associer au geste de reconnaissance et de gratitude envers la grande Nation libératrice - et qu'il a demandé aux Maires de BORDEAUX, LYON, MARSEILLE, ainsi qu'à M. le Président du Conseil Municipal de Paris, la somme souscrite par leurs Assemblées.

La Commission prend acte et approuve.

La Séance prit fin à 17 h. 15.

Hôtel de Ville, le 9 Octobre 1945.

Le Secrétaire :

Paul BOMART.

VU :

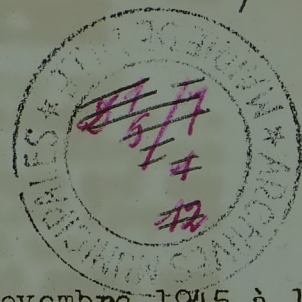
L'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

1D6/235

Séance du 21 Novembre 1945

Procès-verbal



La Commission s'est réunie le Mercredi 21 Novembre 1945 à 18 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents : MM. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président,
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS d°
G. ROUSSEAU d°
Mme COIBA, Conseillère municipale.
MM. DE BECKER Conseiller municipal
WILSON d°

Excusés : MM. PIERRARD, adjoint au Maire,
LUSSIEZ, conseiller municipal
LEBLANC d°

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p. i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

76/I - Demande de subvention présentée par le Président de la Société de Secours mutuels des Agents des Phares et Balises de France et des Colonies. Examen et avis.

La Commission émet un avis défavorable à la demande de subvention estimant que la Ville n'a pas à se substituer à l'Etat pour secourir cette corporation de caractère national.

77/2 - Demandes de subventions pour participation à des congrès. Examen et avis.

1 - de l'Union intersyndicale des travailleurs de l'alimentation pour participation au Congrès de Limoges, (les 3 et 4 Novembre)

2 délégués (un du Syndicat des ouvriers Boulangers)
(un du Syndicat des Ouvriers Meuniers)

Il nous est demandé 1.000 Frs par délégué. Le voyage et le séjour prennent 4 jours;

II - du Syndicat des Employés de l'Industrie hôtelière et du Syndicat des Ouvriers cuisiniers du Nord pour frais de délégation à une conférence à Monaco (les 16 et 17 Novembre)

2 délégués sont envoyés - 4 jours de voyage + 2 jours de présence soit 6 jours d'absence de Lille;

.....

III - de la Fédération départementale des libres penseurs du Nord pour l'envoi d'un délégué dans les congrès nationaux.

Les demandes de subsides présentées par l'Union intersyndicale et le Syndicat des Employés des travailleurs de l'alimentation sont commentées par M. l'Adjoint BROUX qui conclut à leur rejet estimant que les organismes intéressés se doivent de solliciter la Bourse du Travail bénéficiaire d'une subvention annuelle de 140.000 frs ainsi fixée pour faire face précisément aux dépenses de fonctionnement et aux frais de délégations de congrès y compris la contribution pour salaires perdus par les délégués.

M. le Président émet un avis conforme. La Commission se prononce pareillement.

En ce qui concerne la subvention sollicitée par la Fédération départementale des libres penseurs du Nord, il est sursis à statuer jusqu'à possession de renseignements complémentaires.

78/3 - Demande de subvention présentée par le Secrétaire Régional du Nord (34 Chaussée de la Roseraie à Lambersart) de l'Association des Paralysés de France dont le siège est à Paris, 47 rue de Chabrol. Avis.

La subvention sollicitée est destinée, dit le Secrétaire, à des Colonies de vacances. La Commission s'est antérieurement prononcée défavorablement sur des demandes de même nature étant donné l'effort considérable de la Ville pour ses oeuvres.

La Commission confirme sa position antérieure.

79/4 - Demande de subvention de l'Union des Etudiants de l'Etat, 49 rue de Valmy.

Jusqu'en 1938 ce Groupement bénéficia chaque année d'une subvention municipale de 2.000 frs - 10 % = 1.800 frs.

La requête porte demande de reconduction de la subvention qui constituait une cotisation de membre bienfaiteur. Il est demandé au surplus un relèvement du taux.

La situation financière de l'Union pour la période de Janvier à Septembre traduit un déficit de 113.054 francs.

La Commission propose l'attribution d'une subvention de 3.000 frs à prélever sur le crédit Chap. XXVIII Art. 10 " Subventions à des Sociétés scientifiques et autres".

80/5 - Demandes de subventions formulées par :

- I La Fanfare de Trompettes "Les P'tits Quinquins"
- II Le Cercle symphonique Edouard LALO
- III La Symphonie Bagdad.

1/ - La Fanfare de trompettes "Les P'tits Quinquins" a pour président d'honneur, M. Arthur TYTGAT, Conseiller Général.

Sa reprise d'activité a été décidée par la Commission en sa réunion du 19 Septembre 1945.

Son effectif est composé en grande partie des tambours et clairons de l'Harmonie municipale.

Elle sollicite une subvention de démarrage.

II - Cercle symphonique Edouard LALO.

Cette symphonie d'un effectif de 25 unités environ a, le 14 Juillet, prêté son concours à la Ville moyennant cachet de 1.500 Frs.

Le Président base sa demande sur le geste fait par l'Administration en faveur des sociétés qui se reconstituent. Or, le Cercle Symphonique LALO n'a pas cessé ses activités pendant l'occupation et, à part la batterie, les instruments appartiennent aux exécutants mêmes.

Il ne s'agit donc point d'une demande de subvention pour démarrage mais bien d'une contribution de la Ville aux dépenses : d'achat de partitions, de cordes et de réparations des instruments de cuivre qui sont la propriété des exécutants (?)

III - Symphonie BAGGIO.

Cette symphonie d'un effectif de 35 musiciens se remet en route.

Le Président sollicite une subvention de démarrage.

Le siège de la Société est à l'Institut Diderot.

Après examen de ces trois demandes et échanges de vues, la Commission propose d'allouer une subvention de 3.000 Frs à la Fanfare de Trompettes "Les P'tits Quinquins" et une subvention de 8.000 Frs à la Symphonie Baggio. Ces subventions, précise M. le Président, sont attribuées uniquement pour faciliter le bon démarrage des 2 Groupements.

Quant à la demande du Cercle Symphonique "Edouard LALO", la Commission la déclare irrecevable, le Groupement ne se trouvant pas dans la position des 2 premiers qui se reconstituent.

81/6 - Société de Gymnastique et d'Education physique "L'Avenir du Sud et Revanche" siège social : 8 rue Charles Quint.
Demande de subvention. Avis.

Depuis Avril 1945 la Société a repris ses cours. Effectif actuel : 40 membres.

Le Secrétaire demande une subvention "pour aider à supporter les nombreuses charges (loyer, électricité, assurances, etc)" (?)

Compte tenu des avis qu'il recueille de l'Assemblée M. le Président propose, ce qui est accepté, d'attribuer à cette Société une subvention exceptionnelle de 5.000 Frs à prélever sur le crédit Art. 15 du Chapitre XXVIII du Budget Primitif.

82/6bis - Société de Gymnastique "La Jeunesse Ouvrière". Demande de subvention

M. le Président entretient la Commission sur le développement de cette Société, les achats faits d'agrés et les travaux de restauration exécutés à son local. Il souligne que les travaux de restauration du local ont atteint une dépense supérieure à celle prévue, si bien que cette société se trouve dans une situation financière critique à raison même de sa dette au départ de sa reconstitution.

...../

La Commission fait sienne la proposition de M. le Président d'attribuer à ce groupement gymnique ouvrier une subvention exceptionnelle de 5.000 Frs à prélever sur l'art. 15 du Chapitre XXVIII du Budget Primitif.

83/7 - Restaurants municipaux. Tarifs des repas. Révision à envisager.

M. VAN WOLPUT fait part que les tarifs remontent à plus de 2 ans et que, par suite du relèvement des salaires et de la hausse considérable des prix, la révision du prix du repas s'impose.

Rappelant a) que les malheureux bénéficient d'un repas gratuit tous dimanches, b) que chaque dimanche plus de 2.000 repas sont ainsi servis, il souligne l'effort de l'Administration envers ces déshérités, effort qui est de l'ordre de 3.120.000 Frs par an.

M. BOMART présente à l'Assemblée les propositions qui lui sont parvenues de la 1ère Division.

M. l'Adjoint G. ROUSSEAU estime que l'aménagement des tarifs en cause ne doit pas être fait sans une étude approfondie.

M. le Président enregistre le désir de l'Assemblée de renvoyer à la prochaine réunion l'étude du problème.

M. BOMART est invité à préparer, avec le concours du service d'exploitation des restaurants, les éléments d'examen de la question.

84/8 - Insuffisance de crédits. Crédits supplémentaires. Avis.

Le montant des crédits complémentaires est de 16.398.480 Frs Il s'agit de dépenses autres que celles du Personnel.

- 15.186.000 Frs au titre de 1945.
- 1.212.480 Frs au titre de 1944.

Le rapport visant l'ouverture de ces crédits est adopté.

85/9 - Code de la famille. Fonds national de compensation. Contribution de la Ville pour l'année 1944. Crédit. Avis.

Les allocations familiales payées par la Ville se sont élevées à la somme de 6.412.214 Frs.

La contribution "Ville" à verser au Fonds National de compensation ressort à 7.859 Frs.

Le rapport d'ouverture de crédit est adopté.

86/10 - Lycée Faidherbe et annexe Franklin. Transformation et aménagement Mobilier et matériel. Participation dans les dépenses. Crédit. Avis.

Il s'agit d'un crédit de 24.655 Frs devant permettre de rembourser au Lycée, des droits d'octroi payés par l'Etablissement dans le cours de l'exécution des travaux, en 1938-1939. C'est la liquidation d'un compte arriéré que la Commission des Bâtiments approuva d'ailleurs en 1942.

Le rapport tendant à l'ouverture du crédit est adopté.

87/II - Ascension du Beffroi. Redevances. Tarif nouveau. Avis.

Le tarif des ascensions remonte à 1937.

Il est proposé de quadrupler ce tarif.

12 frs au lieu de 3 frs pour les grandes personnes et enfants au-dessus de 14 ans,

8 frs au lieu de 2 frs pour les enfants au-dessous de 14 ans,

8 frs au lieu de 2 frs par personne (groupe de 10 personnes au minimum ayant sollicité l'autorisation préalable).

Avis favorable est donné à l'adoption de ce tarif nouveau.

88/II - Régie municipale d'approvisionnement. Budget supplémentaire de 1945. Avis.

BALANCE :

Recettes	3.014.914,50
Dépenses	2.774.413,80

La somme de 3.014.914,50 comprend l'excédent de recettes du compte de 1944 : 84.061,80 et la vente des marchandises en magasin produit évalué à 2.930.852,70.

Aux dépenses: les restes à payer de 1944 s'élevant à 2.701.515,80 et les dépenses nouvelles se fixant à 72.898 frs.

Rapport adopté.

89/II - Ville de Lille. Budget supplémentaire de l'exercice 1945. Examen.

La balance du Budget se présente ainsi:

RECETTES	394.229.566,60
DEPENSES	394.229.566,60

L'équilibre est obtenu par l'inscription en recettes 1° de l'avance touchée de l'Etat de 95.000.000 frs, 2° d'une rubrique conventionnelle " Moyens d'équilibre à réaliser en cours d'exercice " d'un montant de 37.138.386,50 équivalent au déficit dégagé après enregistrement des 95.000.000 de francs obtenus de l'Etat au titre " Avance sur déficit ".

Le déficit réel du Budget est donc de $95.000.000 + 37.138.386,50 = 132.138.386,50$.

M. le Président déclare que ce déficit se décompose ainsi:

8.812.926 frs au titre du Compte Administratif de 1944 qui se trouve reconduit dans le Budget Additionnel de par le report

- de l'excédent de recettes espèces de 1944,
- des recettes (restes à recouvrer - et autres à continuer)
- des restes à payer et autres dépenses à liquider.

123.325.460,50 au titre des opérations additives à celles du Budget Primitif de 1945.

M. BOMART donne, à la demande de M. le Président, toutes explications sur les causes du déficit soulignant que les dépenses nouvelles qui entrent dans le jeu de la balance s'élèvent à 201.059.562,60 dont:

pour le personnel à	94.729.965 frs
- les retraités à	13.451.000 frs
- les travaux et le fonctionnement des services à	92.878.597,60

M. BOMART donne lecture du rapport qu'il destine à l'Administration Municipale.

La Commission se dit éclairée sur l'ampleur des dépenses et des causes de celles-ci.

M. le Président déclare: le Budget Primitif de 1945 accusant un déficit de 14.834.721 frs et le Budget Supplémentaire étant déficitaire d'une somme de 132.138.386,50, nos deux budgets traduisent ensemble un déficit de 146.973.107,50. Mais, ajoute M. le Président, ne perdons pas de vue que ce déficit est prévisionnel et que le Compte administratif de 1945 s'accusera certainement en diminution sensible du fait des annulations de reliquats de crédits et, d'autre part, des plus-values de recettes importantes autres que celles de 25 millions et 21 millions respectivement au titre Taxe sur les ventes au détail et Taxe sur les spectacles reprises dans le Budget additionnel.

Enfin, en plein accord avec la Commission, M. VAN WOLPUT demande à M. BOMART de se tenir à la disposition de l'Administration Municipale lors de l'examen par elle du Budget supplémentaire.

90/I4 - Information de M. VAN WOLPUT concernant son étude visant l'exploitation du Théâtre. Opportunité de nommer une Commission spéciale. Echange de vues.

Validation du Compte d'exploitation.

M. le Président fait un exposé de son étude du Compte d'Exploitation du Théâtre Sébastopol pour la saison 1944/1945.

L'exposé terminé, il invite M. THIBAUT, Contrôleur financier du Théâtre, qu'il avait convoqué, de fournir tous renseignements concernant le régime d'exploitation (emploi des masses et dépenses budgétaires) et, également, sur la détermination des prix de location du Théâtre.

M. THIBAUT fait une description du mécanisme financier et renseigne l'Assemblée sur les prix de location du Théâtre à des Organismes privés.

La Commission marque sa surprise des tarifs différentiels et M. le Président dit que la Commission spéciale des Théâtres dont il réclame la constitution mettra un terme à ces anomalies.

Le Compte d'exploitation de la saison 1944/1945 est validé.

Un débat s'engage à propos des servitudes. Il est décidé que les conclusions seront évoquées à l'Administration Municipale.

S'agissant des questions techniques et artistiques M. VAN WOLPUT déclare, ce qui est admis par la Commission, qu'elles sont du domaine propre à M. FRADY.

Constitution de la Sous-Commission des finances des Théâtres:

Font acte de candidature :

M.M. VAN WOLPUT et G. ROUSSEAU, Adjoint au Maire, Mme COIBADEVERNAY, M. LEBLANC et M. LUSSIEZ, Conseillers municipaux (M.M. LUSSIEZ et LEBLANC avaient fait acte de candidature par correspondance)

Est enregistré que M. VAN WOLPUT, Président de la Commission des Finances et du Budget est d'office le président.

Ces candidatures seront soumises à M. le Maire. A noter dit M. VAN WOLPUT que la constitution de cette sous-commission des Finances des Théâtres sera consacrée par un arrêté.

Au terme des travaux s'attachant à la question de la gestion des Théâtres, l'Assemblée félicite M. le Président de sa suggestion réalisée de constituer une sous-commission des finances des Théâtres. Elle enregistre avec satisfaction les candidatures spontanées a) confiante en l'acceptation de M. le Maire; b) assurée à l'avance que chacun des membres remplira sa mission avec entier dévouement et un complet désintéressement.

Lycée Fénelon. Internat municipal.

L'ordre du jour appelle maintenant, dit M. VAN WOLPUT, l'examen d'une série de 9 rapports établis par M. BOMART au vu des procès-verbaux du Bureau d'Administration du Lycée Fénelon.

Ci-contre l'énumération de ces rapports et leur objet:

91/15 - Lycée Fénelon. Internat municipal. Comptes Administratif et de Gestion de l'exercice 1944. Avis.

Excédent de recettes: 151.130,10 - mais, compte tenu des restes à payer et des recettes restant à réaliser, l'excédent est ramené à 3.898 frs.

A noter que la ville n'a pas eu à intervenir financièrement dans cette exploitation.

92/16 - Lycée Fénelon - Internat Municipal. Budget primitif de 1945. Avis.

Le document présente une balance équilibrée : 2.542.519 frs en recettes et en dépenses. Pas d'intervention financière de la Ville.

Ce document a été homologué par le Conseil d'Administration du Lycée en sa réunion du 8 octobre 1945 (la constitution retardée de ce Conseil explique la présentation tardive du Budget).

93/17 - Lycée Fénelon : Internat Municipal. Tarif d'hébergement exceptionnel des étrangers de passage à l'Internat. Avis.

Fixation à 50 frs la nuit et à 50 frs le repas.

94/18 - Lycée Fénelon. Internat Municipal. Budget supplémentaire de 1945. Avis.

Les chiffres généraux : 688.986 frs dans chaque compartiment de recettes et dépenses. Cet équilibre est assuré sans appoint de la Ville.

95/19 - Lycée Fénelon. Internat Municipal. Tarifs de la pension, de la 1/2 pension et des leçons de piano à partir du 1er janvier 1945. Validation.

Pension;	8.100 frs contre 6.300 frs
1/2 pension:	classes primaires: 3.240 frs contre 2.070 frs
	classes secondaires: 3.240 frs contre 2.340 frs

Leçons de piano: 45 frs contre 25 frs.

96/20 - Lycée Fénelon. Internat Municipal. Commensales admises à la table commune. Relèvement du prix du repas. Avis.

Tarif nouveau: 25 frs contre 15 frs précédemment.

97/21 - Lycée Fénelon - Internat municipal - Rajustement des tarifs d'abonnements aux livres classiques - Avis -

Classes

6ème	:	200 Frs	contre	120 Frs	précédemment
5ème	:	200 Frs	-	150 Frs	-
4ème	:	250 Frs	-	200 Frs	-
3ème	:	250 Frs	-	200 Frs	-
2ème	:	250 Frs	sans	changement	
1ère	:	250 Frs	-	-	-
Mathé.	:	250 Frs	contre	200 Frs	précédemment
Philo.	:	250 Frs	-	200 Frs	-
Vacances	:	100 Frs	-	40 Frs	-

98/22 - Lycée Fénelon - Internat Municipal - Relèvement du tarif des leçons de piano et de violon à compter du 1er Octobre 1945 - Avis -

60 Frs l'heure contre 45 Frs précédemment

99/23 - Lycée Fénelon - Internat Municipal - Traitement du Médecin - Relèvement du taux - Avis -

Depuis 1932 le traitement annuel est de 3.000 Frs.

Le Conseil d'administration du Lycée porte ce taux à 12.000 Frs

Cette énumération donnée et rapprochement fait des procès-verbaux de séance du Bureau d'Administration du Lycée, M. le Président dit constater dans ces derniers que la composition du Bureau d'Administration ne lui apparaît pas régulière au regard de la représentation municipale. Et il donne les noms ou qualités des membres figurant dans les procès-verbaux du Bureau d'Administration :

Présents :

MM. le Recteur,
DUMANOIR, représentant M. le Trésorier Payeur
DELFORTE, Général
Mme POIX,
Mme DOUCY,
Melle CONIA,
Melle LECOCQ,
Mme la Directrice,
Mme l'Econome,

Absents : MM. l'Inspecteur d'académie,
le Préfet,
le Maire,
AUDRA, Doyen de la Faculté,
PORTEMONT, Conseiller Municipal,
Mme TYTGAT, Conseillère Municipale.

+

+

+

Peut-on admettre dit M. le Président que M. PORTEMONT, Adjoint au Maire de l'Administration antérieure à celle issue des élections de Mai 1945 et démissionnaire depuis Janvier 1945, continue à faire partie du Bureau d'Administration du Lycée ? Quant à Mme TYTGAT si son mandat a été prorogé c'est en qualité d'adjointe au Maire ?

Il semble; dès lors, ajoute M. le Président que le Bureau d'Administration de Janvier n'a pas été renouvelé ou s'il a été renouvelé ou complété ce ne le fut qu'en ce qui concerne les personnalités autres que celles du Conseil Municipal.

...../

Cependant poursuit M. VAN WOLPUT à la date du 5 Juillet 1945 notre chef des services financiers tenait à Mme la Directrice du Lycée la lettre ci-après :

" Melle CAUDMONT, agent spécial à qui j'ai demandé à plusieurs reprises de m'adresser le Budget Primitif de 1945 de l'Internat municipal afin de le soumettre au Conseil Municipal m'a chaque fois répondu que le document était au point et qu'il serait présenté au Bureau d'Administration, sitôt celui-ci constitué.

" Or, nous voici en Juillet, époque de présentation du Budget supplémentaire et le Bureau d'Administration n'est encore point formé, me dit-on.

" A la date du 29 Juin, M. le Receveur municipal écrivait à M. le Maire ce qui suit :

Monsieur le Maire,

" Je tiens à vous signaler que je ne suis pas encore en possession du Budget primitif de 1945 de l'Internat municipal annexé au Lycée de Jeunes filles.

" Un projet de ce document m'a été communiqué par l'Agent spécial de l'Etablissement. Je remarque que les crédits prévus pour l'année courante ont été considérablement augmentés. Leur montant dépasse de près de 600.000 Frs, ceux inscrits au Budget primitif de 1944.

" Il est indispensable que cette situation soit régularisée au plus tôt.

" En conséquence, je vous serais très obligé de vouloir bien prendre toutes mesures utiles en vue d'obtenir :

" 1° - les propositions définitives du Bureau d'Administration de l'Internat.

" 2° - le vote des crédits par le Conseil Municipal.

" 3° - l'approbation de M. le Ministre de l'Education Nationale.

" Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

" Le Receveur Municipal,
signé : E. VERIER

" Voulez-vous avoir l'obligeance de vous mettre en rapport avec M. le Recteur et lui dire l'urgence d'une démarche auprès de M. le Préfet à l'effet d'obtenir au plus tôt la désignation des membres choisis par lui pour faire partie du Bureau d'Administration de l'Internat ?

" Vous m'obligeriez en me faisant connaître l'aboutissement de vos démarches et de celles qu'aura faites M. le Recteur.

" Croyez, Madame la Directrice, à mes sentiments distingués.

" Le Chef de la Division
des Services Financiers,

"signé : P. BOMART

Le Chef des Services financiers ne reçut point de réponse à sa lettre.

M. le Président enregistre l'étonnement manifesté par l'Assemblée qui considère en fin de compte que ne sont point valables les décisions prises par le Bureau d'Administration à raison, précise l'Assemblée, de sa composition irrégulière au regard de la représentation municipale.

Il est, en conséquence, décidé :

- 1° - de surseoir à statuer sur les décisions consignées dans les procès-verbaux communiqués du Bureau d'Administration du Lycée,
- 2° - de porter l'affaire devant l'Administration Municipale.

M. le Conseiller DE BACKER, ordre du jour des travaux en mains, appelle d'ores et déjà l'attention de la Commission sur les tarifs rehaussés de pension et demi-pension (rapport sérié sous le n° 95/19) Il déclare que si le rajustement de ces tarifs s'explique par la hausse des prix, on peut s'étonner toutefois qu'on n'ait pas prévu un tarif différentiel pour les élèves dont les parents ont des ressources restreintes.

Enfin, M. l'Adjoint BROUX fait une remarque à propos des tarifs de frais d'hébergement exceptionnel d'étrangers de passage à l'Internat "d'Inspectrices générales et de personnes étrangères" fixés à 50 Frs la nuit et 50 Frs le repas !

La séance prit fin à 21 heures 10.

Hôtel de Ville, le 24 Novembre 1945

Le Secrétaire,

Vu :

Paul BOMART

l'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,

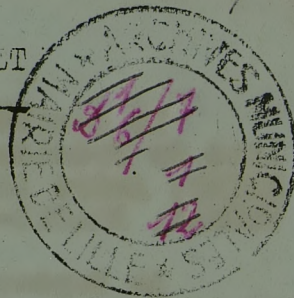
signé : Albert VAN WOLPUT

106/235

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 13 Décembre 1945

Procès-verbal



La Commission s'est réunie le Jeudi 13 Décembre 1945 à 18 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, ~~président~~
BROUX, adjoint au Maire,
CLABS, d°
GHYS, d°
PIERRARD, d°
G. ROUSSEAU, d°
Mme COIBA, conseillère municipale,
M.M. DE BECKER, conseiller municipal,
WILSON, d°

Excusés : M.M. LEBLANC, d°
LUSSIEZ, d°

Assistait également à la réunion, M. BOMANT, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

100/I - Association des Eclaireurs de France - siège social à Paris 66, rue Chaussée d'Antin. Demande de subvention. Avis.

Il s'agit d'un groupement de scoutisme qui a pour commissaire de province : M. Marcel DAVAIN, 6 rue de l'Orphéon à LILLE.

La subvention est sollicitée en faveur des sections lilloises qui sont patronnées par M. l'Inspecteur d'Académie, M. ARNOULT, Inspecteur adjoint et M.M. les Inspecteurs primaires.

L'effectif des sections lilloises est de 800 unités.

Après examen de la requête, compte tenu du caractère laïc de l'Association, la Commission décide l'attribution d'une subvention exceptionnelle et non renouvelable dite de démarrage.

Il est décidé que cette attribution sera imputée sur le crédit art. 15 (Chap. XXVIII) libellé "Education physique et sportive de la jeunesse. Subventions."

101/2 - Monument à la mémoire de Jean LEBAS. Souscription publique.

M. VAN WOLPUT donne lecture de la lettre-circulaire adressée à toutes les communes.

Le Comité d'honneur dit-il, est composé : de Léon BLUM en qualité de Président d'honneur; des membres d'honneur ci-après : Daniel MEYER; André LE TROCQUER, Auguste LAURENT, Vincent AURIOL, Eugène THOMAS, BRACKE-DESROUSSEUX, Ernest COUTEAUX et Denis CORDONNIER.

Le Bureau : Victor PROVO, Maire de Roubaix; le Secrétaire Général de la Mairie de Roubaix; M. FLUQUET, Directeur Mairie de Roubaix; M. Henri VIAEMINCK, Chef de Bureau; M. Alphonse DELBECQUE, Secrétaire Général du Journal "Nord-Matin" en qualité de Trésorier.

M. VAN WOLFUT après avoir rappelé les mérites du grand défenseur de la République que fut Jean LEBAS; après s'être étendu sur ses multiples qualités, recueille de l'Assemblée une décision de principe d'inscrire la Ville de Lille dans la liste des souscripteurs.

Il est cependant décidé d'attendre la prochaine réunion qui aura lieu en Janvier 1946 pour déterminer la somme à souscrire celle-ci ne devant être inférieure à celles des villes de l'agglomération.

M. le Conseiller DE BECKER avait entre temps évoqué le souvenir de Roger SALENGRO et marqué ses regrets que le projet d'érection de monument qui avait été formé en 1937/1938 semblait être abandonné.(?)

IO2/3 - Comité Franco-Américain du monument à la Paix. Souscription publique.

Il s'agit d'un Appel à la souscription nationale du Comité Franco-Américain du Monument à la Paix sous le patronage du Ministre de l'Education Nationale et de la Ville de Paris.

Le monument sera érigé à NEW-YORK.

La question a été évoquée dans une séance antérieure. Il avait été décidé de s'enquérir auprès de plusieurs villes importantes des sommes souscrites par elles.

Renseignements parvenus :

La ville de Toulouse a souscrit :	10.000 frs
- de Cherbourg	5.000 frs
- de Montauban	5.000 frs
- de Nomécourt	5.000 frs
- de Crépy en Laonnois	7.350 frs

Il nous est signalé que la commune sinistrée de St Germain-d'Elle (Manche) - 260 habitants - a fait parvenir au Comité: 3.400 frs. Enfin, une quête faite dans la commune de Craonne (Aisne) a produit la somme de 2.075 frs.

Ces explications enregistrées, M. le Président se déclare partisan de répondre favorablement à cet Appel. M. l'adjoint PIERRARD, M. l'Adjoint GHYS et M. le Conseiller WILSON partagent cet avis.

Au terme du débat qui s'était ouvert sur la question, M. le Président prie l'Assemblée de se prononcer à main levée sur l'opportunité ou la non opportunité pour notre Ville, de souscrire pour ce Monument.

Votèrent pour la souscription :

M. VAN WOLPUT
M. GHYS
M. PIERRARD
M. WILSON

Votèrent contre :

M. BROUX
M. CLAES
M. G. ROUSSEAU
Mme COIBA
M. DE BECKER

IO3/4 - Erection d'un monument aux fusillés de la commune d'Haplin-
court (P. d. C.) - Souscription.

Le Maire de la commune d'Haplincourt confirme sa demande antérieure de souscription précisant que le monument rappellera la mémoire du jeune lillois LEVEL Roger.

L'érection du monument a été remise au Printemps 1946.

La Commission confirme sa résolution antérieure de renoncement à souscrire.

M. le Président avait rappelé l'opinion émise par la Commission en sa séance du 6 Octobre 1945 "l'octroi d'une subvention constituerait un précédent qui inciterait d'autres communes à nous présenter semblable demande".

IO4/5 - Erection d'un monument par la Ville de Nantes à ses Martyrs.
Souscription.

La ville de Nantes demande la souscription de notre Ville à la dépense d'érection d'un monument à la mémoire de 50 otages fusillés par les Allemands.

La Commission apprécie l'hommage que la ville de Nantes se propose de rendre à ses martyrs mais estime que les communes de France doivent limiter leur geste au pouvoir de contribution de leurs populations.

Il est décidé de ne point souscrire.

IO5/6 - Subvention à l'Union des Etudiants et Etudiantes de l'Etat.
Intervention de l'Administration Municipale.

M. le Président déclare :

En votre réunion du 21 Novembre vous avez, statuant sur une demande de subvention de l'Union des Etudiants et Etudiantes de l'Etat, décidé de porter à 3.000 frs à compter de 1945, la subvention consentie en 1934 au taux de 2.000 frs et, en 1935 jusque 1938, au taux de 1.800 frs la réduction de 10% constituant le prélèvement obligatoire par application d'un décret-loi de 1935.

En sa séance du 10 Décembre, le Conseil d'Administration prit acte des interventions de M. l'adjoint COQUART et de M. l'adjoint A. ROUSSEAU visant la fixation insuffisante de subvention prononcée par votre Commission. M. l'adjoint COQUART avait formulé le désir que la subvention fut portée à 10.000 frs ou tout au moins à 6.000 frs (application du coefficient 3) M. l'adjoint A. ROUSSEAU avait approuvé l'intervention de son Collègue ajoutant que les Etudiants qui n'ont pas de grandes ressources peuvent prendre à la Maison des Etudiants un repas convenable à un prix raisonnable.

Au sein du Conseil d'Administration précise M. le Président, j'ai, notant les interventions de mes Collègues, promis de vous inviter à reconsidérer la question.

En vous priant d'examiner à nouveau le problème, je dois vous signaler avoir fait remarquer au Conseil d'Administration le principe que vous aviez admis de refuser tout concours à des œuvres parallèles à celles de la Ville dont les Colonies de vacances.

Avant l'ouverture de cette séance, j'ai revu le Compte financier de 1944 produit par l'Union des Etudiants pour justifier sa demande de subvention. Ce compte confirme que le restaurant fonctionne de façon autonome, grâce aux subventions du Rectorat.

Enfin ajoute M. le Président, je relève parmi les dépenses corporatives une somme de 74.652 frs ainsi décomposée :

Congrès et conseils d'administration	36.861 -
Quote-part Union Nationale	6.901 -
Fonctionnement Maison (eau, électricité, réparations et amélioration)	30.890 -

Cette communication préalable faite, M. le Président recueille les avis des uns et des autres.

Un débat s'ouvre. M. DE BECKER émet un avis favorable à l'octroi d'une subvention supérieure à 3.000 frs tandis que l'Assemblée se prononce à la majorité de ses membres pour le maintien du taux de 3.000 frs considérant que la Ville n'a pas à intervenir outre mesure dans les dépenses d'exploitation de la Maison des Etudiants.

La subvention sera renouvelable et l'Union des Etudiants et Etudiantes se devrait, dit M. le Président, d'apprécier cette attribution.

106/7 - Acquisition de terrain rue Anatole de la Forge. Règlement des frais. Imputation budgétaire.

Formalité administrative. (Imputation sur le crédit "Frais de contentieux, etc....").

Rapport adopté.

107/8 - Bureau de Bienfaisance. Budget Primitif pour 1946.- Avis.

Ce budget est équilibré sans subvention municipale. Il est parfaitement établi. Son volume : 22 millions de francs contre 14.200.000 frs en 1945. Les dépenses en augmentation sont couvertes par la progression du produit de la taxe sur les spectacles.

Rapport adopté.

108/9 - Agrandissement du Cimetière du Sud. Terrains acquis. Travaux d'aménagement. Emprunt. Avis.

L'emprunt déjà réalisé de 4.700.000 frs est absorbé. Cette somme a permis a) de régler la presque totalité du prix des terrains et indemnités d'éviction b) d'assurer la dépense de travaux préliminaires d'aménagement de ces terrains.

Le règlement du solde du prix des acquisitions appelle une dotation complémentaire de 410.000 frs et les travaux d'aménagement des terrains nécessitent un crédit de 11.290.000 frs se décomposant comme suit :

Terrassements	2.800.000 frs
Assainissement	460.000 -
Construction des allées	5.000.000 -
Adduction d'eau	880.000 -
Clôture et entrée	1.300.000 -
Semis et plantation	850.000 -

L'emprunt à décider s'élève ainsi à 410.000 + 11.290.000 soit à la somme de 11.700.000 frs.

Le rapport concluant au vote de l'emprunt, est adopté.

M. BROUX avait, dans le cours de l'examen de la question, fait remarquer que la bande de terrain réservée jadis pour la construction du four crématoire se trouve englobée dans le programme d'agrandissement du cimetière - si bien qu'actuellement avait-il précisé, la Ville se devra, si elle entend reprendre le projet de construction d'un four crématoire, de rechercher un terrain hélas moins bien situé. (A noter que la bande de terrain qui avait été réservée avait 7 m. de largeur et 30 m. de profondeur).

109/10 - Taxes. Révision des tarifs.

a) Taxe sur le revenu net des propriétés bâties

Depuis 1930, nous percevons cette taxe au taux de 3%.

Un décret de 1941 fixa le taux-plafond à 4,50% mais on ajourna l'application de ce taux.

Le rapport établi tend à l'application du taux de 4,50%.

L'augmentation de recettes serait de 1.695.000 frs.

La Commission se prononce pour l'application du taux-plafond.

b) Taxe sur les locaux professionnels

: Taux actuellement appliqués :

- 2% sur les valeurs locatives égales ou inférieures à 1.000 frs
- 5% de 1.001 à 2.000 frs
- 8% au-dessus de 2.000 frs.

Le taux maxima prévu par l'Ordonnance du 2 Novembre 1945 est de 15%.

Le rapport porte proposition d'appliquer les taux de 4%, 10% et 15%.

L'augmentation de ressources à résulter de ces taux d'imposition serait de 6.103.000 frs.

La Commission adopte le rapport.

c) Taxe sur les domestiques

La taxe est quintuplée en vertu de l'ordonnance du 2 Novembre 1945.

Ressources en augmentation de 169.200 frs.

Rapport adopté.

d) Duplicata de livrets de famille.

Il est demandé 15 frs contre 5 frs.

Augmentation de ressources : 1.500 frs.

Le rapport est adopté.

En cours d'examen de la question, M. VAN WOLPUT avait rappelé une décision antérieure de la Commission à propos des Jeunes Mères et, fait la relation ci-contre :

"Nous avons, en séance du 16 Août 1945, suggéré à l'Administration Municipale de substituer désormais la Ville à "La Maison de la Famille" 41, rue du Molinel, en ce qui concerne la remise d'une Notice aux Jeunes Mères.

Nous avons, en un mot, estimé que nous pouvions fort bien remettre aux Jeunes Mères en même temps que le livret de famille (original), l'opuscule-guide en question.

Votre résolution a été enregistrée par l'Administration Municipale en sa séance du 27 Août. Or, rien ne semble avoir été fait jusqu'ici."

La Commission, à la proposition de M. VAN WOLPUT, décide que l'affaire soit de nouveau portée devant l'Administration Municipale, pour décision.

e) Incendies à l'extérieur. Intervention du Corps des Sapeurs-Pompiers. Tarif nouveau.

Le rapport établi a été agréé par la Commission de sécurité. Progression de recettes : 70.000 frs.

La Commission adopte le tarif nouveau.

f) Droits de stationnement de voirie et d'occupation temporaire du domaine public communal.

La Commission de la Voie publique a entériné le rapport.

Les ressources nouvelles procureront la somme de 3.145.000 frs.

Rapport adopté.

g) Rétablissement des chaussées et trottoirs par suite de travaux effectués par des particuliers.

La Commission de la Voie publique a agréé un tarif nouveau qui assurerait une recette complémentaire de I.500.000 frs. A noter que le rajustement du tarif est consécutif aux dépenses de travaux en accroissement.

Rapport adopté.

h) Halles et marchés.

Deux rapports ont été établis l'un par la 1ère Division, l'autre par la 3ème.

Le rapport de la 1ère a été agréé par la Commission des Halles et marchés. L'augmentation de ressources est de I.570.000 frs.

Le 2e rapport établi par la 3ème concerne le tarif des droits de crochet et de resserre aux Halles Centrales. Ce rajustement de tarif de ces droits assurera une recette complémentaire de 75.000 frs.

Le rajustement de ces tarifs est adopté.

i) Taxe d'abatage.

L'ordonnance du 2 Novembre 1945 a relevé le tarif de 0,15 à 0,60 par kilogramme de viande nette.

Le rapport dressé par la 3ème Division a été vu et examiné par notre Directeur des Abattoirs, puis par le Vétérinaire départemental.

La taxe est donc quadruplée et les ressources budgétaires s'augmentent de I.860.000 frs.

Rapport adopté.

j) Abattoirs. Location de locaux.

Rapport établi par le Contentieux.
Ressources en progression de 40.000 frs.

Rapport adopté.

k) Abattoirs. Vente de fumiers.

Depuis 1943, le fumier est cédé à raison de 15 frs par voiture.
Ce tarif est porté à 25 frs.
Recettes en augmentation de 2.000 frs.

Rapport adopté.

l) Abattoirs. Désinfection de véhicules.

Il est demandé de fixer à 40 frs le tarif de désinfection contre 25 frs précédemment.

Progression de recettes : 780 frs.

Rapport adopté.

m) Marché aux chevaux. Droits de place.

Il est perçu actuellement 12 frs par cheval exposé.

8 frs par mule ou mulet

6 frs par âne

Le rapport fixe le tarif comme suit :

20 frs par cheval

10 frs par mule ou mulet

6 frs par âne

Progression des recettes : 7.000 frs.

Rapport adopté.

n) Transports sanitaires.

Les prix nouveaux sont ceux fixés par le Commissariat de la République.

Les ressources à provenir de ce rajustement se fixent à 225.000 frs.

Rapport adopté.

o) Eaux. Produit de la distribution.

Le rapport vise le relèvement des tarifs, compte tenu des tarifs des villes de la région. L'Administration Municipale en a adopté le principe.

L'augmentation des ressources est de 7.000.000 de francs.

Rapport adopté.

p) Bains.- Bascules pèse-personnes. Redevances.

Il est perçu actuellement :

500 frs par bascule avec tickets

200 frs par bascule sans tickets

Le rapport vise le triplement de ces redevances.

Augmentation de ressources : 1.800 frs.

Le rajustement de tarif des redevances est adopté.

Cette exploitation de "Bascules pèse-personnes" étant très fructueuse, la Commission décide d'attirer l'attention de l'Administration Municipale sur le bénéfice très important que la Ville retirerait en exploitant elle-même ces machines. La Commission estime que des sondages pourraient être faits à l'effet de connaître le prix de ces bascules.

q) Restaurants.

Les rapports ont été établis par la 3ème Division tous éléments de rajustement des tarifs fournis par M. LEROUGE, Chef de Bureau, qui dirige l'exploitation des restaurants.

La révision des tarifs s'impose impérieusement considérant le déficit d'exploitation qui, pour 1945, se chiffre à la somme de 8.500.000 frs environ

Dépenses	(Personnel 7.350.000)	} 14.493.000
	(Matériel 7.143.000)	
	(denrées, etc ...)	
Recettes		6.000.000
Déficit d'exploitation..		8.493.000

A noter que dans ce déficit entre une somme de 3.000.000 de francs environ représentant la dépense des repas offerts tous les dimanches aux malheureux.

Restaurant municipal

Le tarif de 10 frs est relevé à 13 frs.
Progression des recettes : 180.000 frs.

Restaurant des F.T.T.

Il n'est plus indiqué, précisa M. le Président appuyé en cela par M. l'Adjoint BROUX et approuvé unanimement par l'Assemblée, que nous continuions à assurer le fonctionnement d'un restaurant destiné aux fonctionnaires de l'Etat!

La Commission prononce, pour des raisons financières majeures, la disjonction de ce restaurant et décide que la Ville cessera à compter du 1er Janvier 1946 d'assurer le fonctionnement de ce restaurant.

Restaurants à prix réduit.

Le tarif des restaurants à prix réduit tient compte des ressources des dîneurs. Il est inchangé pour les assistés : (4 frs).

En ce qui concerne les personnes à ressources réduites, le tarif est faiblement relevé.

La progression des recettes à résulter du rajustement du tarif est de l'ordre de 600.000 frs, chiffre assez important mais qui résulte du nombre considérable de repas.

Rapport adopté.

Tarif applicable aux cuisinières et aide-cuisinières.

Ces gens de service payent le repas :

avec viande : 5 frs
sans viande : 3 frs 50

Le tarif nouveau proposé :

avec viande : 9 frs
sans viande : 7 frs

Augmentation de ressources : 100.000 frs.

Rapport adopté.

Soupes

Tarif actuel : 1,50
Tarif proposé: 2,50

Ressources en progression de 250.000 frs.

Rapport adopté.

Cantines d'usines

Il s'agit des repas livrés à la Compagnie de Fives-Lille et aux Etablissements CREHELLE tous deux classés "Cantines d'usines N° I".

Le repas complet est actuellement de 10 frs.

Notre service d'exploitation des restaurants estime que nous pouvons porter à 16 frs le prix du repas. Ce prix n'est que le doublement du tarif de 1941.

Augmentation de ressources : 700.000 frs.

Rapport adopté.

IIIO/II - Office public municipal d'habitations à bon marché. Budget Primitif pour l'exercice 1946. Avis.

La balance de ce Budget se présente comme suit :

Recettes	{	d'exploitation	5.270.004,00	}	12.929.479,50
	{	d'établissement	6.159.475,50		
	{	Excédent de la gestion			
	{	1945	1.500.000,00		
Dépenses	{	d'exploitation	7.009.790,50	}	12.855.545,20
	{	d'établissement	5.845.754,70		
Excédent de recettes ...					73.934,30
					=====

Le document est établi selon les règles particulières aux Offices d'habitations à bon marché.

III/I2 - Lycée Fénelon. Internat municipal.

M. VAN WOLPUT déclare :

Vous avez examiné en votre séance du 21 Novembre une série de 9 rapports préparés par M. BOMART au vu des procès-verbaux du Bureau d'administration du Lycée.

Ces rapports visaient :

- 1) les comptes a) administratif, b) de gestion de l'exercice 1944,
- 2) le Budget Primitif pour 1945,
- 3) le Budget Supplémentaire de 1945,
- 4) la révision des tarifs de la pension, de la 1/2 pension et des leçons de piano, la mesure à partir du 1er Janvier 1945.
- 5) le relèvement du prix des repas pris par les Commensales à la table commune.

- 6) le rajustement des tarifs d'abonnements aux livres classiques.
- 7) le relèvement du tarif des leçons de piano et de violon, à compter du 1er Octobre 1945,
- 8) le relèvement du taux de traitement du médecin,
- 9) le tarif d'hébergement exceptionnel des étrangers de passage.

Vous avez estimé faisant vôtre l'avis que j'avais émis, qu'il convenait de différer la validation de ces rapports 1° la représentation de l'Administration Municipale au sein du Bureau d'administration du Lycée n'étant point celle issue des élections de Mai 1945; 2° la position prise par le Bureau d'administration du Lycée (Rapport 9) n'étant pas conciliable avec les intentions de la Ville, la décision consignée au procès-verbal du Bureau limitant le droit à hébergement aux Inspectrices générales et aux personnes étrangères au Lycée mais appartenant toutefois à l'Enseignement.

Depuis, j'ai eu un entretien avec Mme la Directrice du Lycée et Melle CAUDMONT, Agent spécial, et d'autre part, hier même, je recevais une lettre dont la teneur ne me renseignait que sur un des deux points que j'avais soulevés lors de l'entretien verbal.

Au terme de sa communication, M. le Président demande, ce qui est accepté, que soient valides tous les rapports, sauf toutefois, celui ayant trait à l'hébergement, au sujet duquel il rapportera à l'Administration Municipale qu'il priera de statuer en dernier ressort, compte tenu de la protestation du Bureau d'administration du Lycée concernant l'occupation de l'Internat pendant les vacances.

La séance prit fin à 21 h. 05.

Hôtel de Ville, le 17 Décembre 1945.

Le Secrétaire,

Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

AD6/235

COMMISSION des FINANCES et du BUDGET

Séance du 22 Janvier 1946

La Commission s'est réunie le mardi 22 Janvier 1946 à 18 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président,
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, adjoint au Maire,
GHYS, adjoint au Maire,
PIERRARD, adjoint au Maire,
Mme COIBA, conseillère municipale,
M.M. DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC, conseiller municipal,
LUSSIEZ, conseiller municipal.

Excusés : M. G. ROUSSEAU, adjoint au Maire,
WILSON, conseiller municipal.

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

M. le Président fait part à l'Assemblée des excuses de M. Gaston ROUSSEAU, adjoint et de M. R. WILSON, conseiller municipal, tous deux empêchés. M. G. ROUSSEAU est en mission au Ministère de l'Intérieur concernant des affaires de sa charge. Quant à M. R. WILSON, il est retenu par ses occupations professionnelles.

Nos Collègues, ajoute M. le Président, m'ont précisé qu'ils faisaient leurs - les résolutions qui seront prises par la Commission, notamment concernant les moyens d'équilibre du Budget qui seront proposés à l'Administration Municipale.

II2/I - Entrepôt réel des Douanes. Tarifs nouveaux -

La Commission adopte le rapport portant doublement des tarifs en vigueur depuis 1942. Ceux-ci étaient ceux de 1939 majorés de 50%.

M. le Président avait précisé que la situation géographique de l'Entrepôt et son éloignement de toutes voies ferrées ne permettaient pas d'appliquer aux tarifs, un coefficient d'augmentation supérieur à 100% du tarif de 1942.

...

II3/2 - Fumier des écuries de la cavalerie municipale cédé aux Agents municipaux - Tarif .

La redevance perçue depuis 1942 est de 75 Frs le tombereau. Le fumier étant chargé par un ouvrier du Service de la Propreté Publique, puis acheminé par les soins de cet ouvrier vers le jardin de l'Agent acheteur, la Commission décide, considérant la durée de prestation de l'ouvrier, devoir porter à 150 Frs le prix du tombereau de fumier, le coût de la prestation étant compris .

II4/3 - Syndicat des marchands de quatre-saisons. Demande de subside pour participation au 25ème Congrès National qui se tiendra à Paris les 26, 27 et 28 Février 1946 .

Il est exposé dans la requête que la délégation sera absente de Lille : 5 jours .

Après des échanges de vues, la Commission décide l'attribution d'un subside de 2.000 Francs .

II5/4 - Ligue des Fonctionnaires pères de famille nombreuse. Demande de restitution d'une somme de 1.500 Frs versée en 1942 au Comité d'Entr'aide de l'Hôtel de Ville par suite de la dissolution de la Ligue par le Gouvernement de Vichy.

La somme a été réellement versée. Elle constituait l'encaisse de la Ligue .

Il est en effet exact que la Ligue avait été dissoute par le Gouvernement de Vichy .

Etant donné la reconstitution de la Ligue et les motifs qui l'avaient conduite à déposer les fonds au Comité d'Entr'aide de la Ville, la Commission décide le reversement de la somme de 1.500 Frs sous forme d'attribution de subvention à imputer sur l'article 6 du Chapitre XXVIII du Budget Primitif de 1945 libellé "Subventions à des Oeuvres privées, philanthropiques, d'assistance ou de bienfaisance" .

II6/5 - Comité Franco-Américain du Monument à la Paix. Souscription publique .

Cette question avait été discutée à la réunion du 13 Décembre 1945 .

M. le Président apportant des éléments nouveaux la Commission se prononce favorablement sur la requête et décide d'attribuer au comité une somme de 10.000 Frs qui sera comptabilisée au compte administratif de 1945 .

II7/6 - Fédération sportive et gymnique du Travail. Demande de subvention pour 1946 .

M. le Président entretient l'Assemblée de la requête dont il est

saisi de la part de cette importante Fédération à laquelle 17 clubs lillois sont affiliés.

La demande de subvention, dit il, vaut pour l'année 1946.

Des échanges de vues ont lieu et il est décidé que la dotation de 200.000 Frs prévue au Budget Primitif de 1946 sous l'article 16 du chapitre XXVII "Education physique et sportive de la Jeunesse. Subventions" sera ramenée à 100.000 Frs et que pareille somme sera inscrite sous l'article 16bis libellé "Fédération sportive et gymnique du Travail. Subvention". Il s'agit en fait précise M. le Président, d'une subdivision de poste qui dispensera la Fédération de répéter ses demandes de subventions partielles en cours d'année 1946.

II8/7.- Résistants internés et déportés. Association de la Région du Nord. Demande de subvention.

La demande est formulée par le Secrétaire de la section locale lilloise qui a son siège 97 rue Molinel.

Après avoir entendu M. le Président, la Commission émet un avis défavorable.

II9/8.- Association des Maires de France. Cotisation de la Ville pour 1945 et 1946.

Notre Ville, dit M. le Président, est adhérente à l'Association. La cotisation est fixée à partir du 1er Janvier 1945 à 0,05 par habitant suivant le dénombrement de 1936.

La cotisation annuelle ressort à 193.158 x 0,05 soit à 9.658 Frs.

La Commission agréant le taux de cotisation annuelle en décide le règlement. L'ouverture d'un crédit au titre de 1945 sera demandé au Conseil Municipal. Il sera procédé à l'inscription d'un crédit au Budget Primitif de 1946 pour ce qui concerne la cotisation de ladite année.

I20/9. Budget Primitif pour 1946. Projet. Examen.

Préalablement à l'examen du document M. le Président dit devoir rappeler que le volume des dépenses du Budget Primitif de 1945 est de 277 millions et que le Budget Supplémentaire présente une balance déficitaire de 40 millions 1/2 remarque étant faite que le compartiment des dépenses de ce Budget ne comporte pas l'inscription de remboursement des 95 millions avancés par l'Etat ce qui porte le déficit à 135.500.000 Francs.

Le projet de budget primitif pour 1946 qui vous est soumis pour examen poursuit-il a été l'objet de ma part, d'une étude poussée qui aboutit à des rectifications de plusieurs inscriptions tant en recette

...

qu'en dépenses. Ces rectifications eurent pour résultat de ramener le déficit qui se fixait à 86.849.408 Frs au chiffre de 60 millions 1/2. Et il justifie les modifications qu'il apporta aux postes budgétaires des deux compartiments.

Enumération de ces postes et importance a) des majorations des prévisions de recettes b) des abattements de crédits :

I - Augmentations des recettes

Chap. III Art. 4	Taxe sur les ventes au détail	6.500.000
	la prévision de 130 millions est portée à 136.500.000 Frs.	
Chap. V Art. 3	Transports automobiles. Prestations ...	500.000
	la prévision de 1.000.000 est portée à 1.500.000 Frs.	

II - Diminutions des dépenses

Chap. XII Art. 5	Entretien des voies publiques	500.000
	crédit de 8.000.000 - ramené à 7.500.000 -	
Chap. XIX Art. 5	Entretien des propriétés communales ...	15.000.000
	crédit de 35.000.000 de frs ramené à 20.000.000 de frs (des emprunts successifs sont projetés pour des travaux appelés "grosses réparations").	
Chap. XIX Art. 6	Hôtel de Ville. Aménagements	250.000
	crédit de 900.000 Frs ramené à 650.000 Frs	
Chap. XXIqter Art. 2	Bibliothèques municipales et de l'Hôtel de Ville	139.000
	crédit de 539.000 Frs ramené à 400.000 Frs	
Chap. XXIqter Art. 5	Palais des Beaux-Arts. Entretien des salles et des collections	50.000
	crédit de 250.000 Frs ramené à 200.000 Frs	
Chap. XXIqter Art. 7	Musée Commercial et Colonial, industriel. Subvention	11.000
	crédit de 36.000 Frs ramené à 25.000 Frs	
Chap. XXVI Art. 3	Crèches municipales	450.000
	crédit de 1.450.000 Frs ramené à 1.000.000 Frs	

III Dommages de guerre

Réduction de charge résultant de la diminution des crédits	2.900.000
--	-----------

<u>Crédits prévus :</u>	34.000.000
<u>Recettes prévues:</u>	<u>27.200.000</u>
charge.....	<u>6.800.000</u>
Crédits prévus (Rectification)	19.500.000
Recettes prévues(d°)	<u>15.600.000</u>
charge	<u>3.900.000</u>

M. le Président présente à l'Assemblée la balance du Projet de Budget qui s'imprime ainsi:

Recettes	436.558.562 -
Dépenses	497.070.201 -

Déficit	60.511.639 -
	=====

Mais, ajoute M.le Président, nous pouvons inscrire aux recettes la subvention à provenir de l'Etat au titre de la loi de finances du 31 décembre 1945 et qui s'élève sur la base d'un vote de 700 centimes additionnels nouveaux, à plus de 14 millions ce qui ramène le déficit à 46 millions environ. Ce résultat est brutal dit M. VAN WOLPUT et il demande à l'Assemblée de se dire consciente de ses responsabilités en procédant à l'étude de chaque poste budgétaire et en prenant en fin de travaux, les résolutions que réclame l'Autorité supérieure pour assurer l'équilibre du document.

+
+ +

Remettant à chacun des membres un tableau donnant la valeur comparée du centime communal de 1920 à 1946 ainsi que le nombre des centimes inscrits dans les Budgets de 1920 à 1945, M. le Président souligne a) la valeur du centime communal de 1946: 66.249,39 contre 65.955,26 en 1945 et 77.451,30 en 1936, b) le nombre de centimes de 1945: 950 contre 436 en 1936.

Examen du Budget.

M. VAN WOLPUT déclare que le rajustement des taxes que prononça le Conseil municipal en sa séance de Décembre assure une augmentation de recettes de 25 millions; que d'autre part l'Etat nous apporte, y compris la subvention prévue par la loi des finances du 31 décembre 1945 des ressources nouvelles d'un montant de 29 millions 1/2 et enfin, que a) certaines prévisions de recettes sont basées, sur les réalisations de 1945, b) la totalisation de ces plus-values s'élève grosso modo à 120 millions environ dont 81.500.000 frs au titre de la taxe sur les ventes au détail et 31.500.000 frs pour la taxe sur les spectacles.

Chaque poste de recette est analysé. Les prévisions sont comparées à celles de 1945. La Commission valide toutes les inscriptions. Toutefois sont majorées 1° de 9.000 frs l'inscription "Bibliothèques de prêt" à raison du rajustement projeté des tarifs, 2° de 500.000 frs l'inscription initiale de 11.000.000 de frs et cela en l'espoir que le Bureau de Bienfaisance voudra bien apporter sa participation à l'effort de la Ville dans la dépense des repas offerts tous les dimanches aux malheureux le nombre annuel des repas se chiffrant à plus de 100.000 et le prix de revient du repas étant de 30 frs.

Au cours de l'examen de ce compartiment budgétaire M. le Conseiller LUSSEZ fit remarquer que la redevance perçue au titre de l'exploitation des chalets de nécessité lui apparaissant devoir être révisée le taux de redevance ayant été établi en 1942. M. l'Adjoint BROUX demanda à connaître le loyer perçu du Département à raison de l'occupation partielle par les services de l'Académie, de l'immeuble 70 rue Brûle Maison acquis par l'Administration municipale vichyssoise. Il marque ses regrets de l'opération immobilière. Informé immédiatement par M. le Président que M. BOMART a provoqué à plusieurs reprises une solution administrative quant au loyer à percevoir du Département, M. le Conseiller BROUX dit ne point admettre qu'il faille si longtemps pour déterminer les conditions de location de la partie du bâtiment municipal en cause?

La Commission passe ensuite à l'examen des dépenses.

DÉPENSES

M. le Président dit que son étude du Budget s'est surtout portée dans le compartiment des dépenses et il invite l'Assemblée à bien peser les motifs des dotations demandées. Il insiste sur ce point la Ville de Lille se devant de présenter un Budget sincère.

Les dépenses se classent dit-il en 2 catégories - les dépenses de personnel d'une part et celles "Matériel" d'autre part.

La Commission prend acte du volume des dépenses "Personnel" s'élevant à 208.879.293 frs contre 114.325.018 frs au Budget Primitif de 1945. M. le Président souligne que dans la somme de 208.879.293 frs s'intègre celle de 27 millions en vue d'accorder au Personnel, l'indemnité de résidence rehaussée ainsi qu'une amélioration du salaire des Agents émarquant moins de 48.000 frs.

Mme COIBA, Conseillère, demande à propos de l'effectif du Personnel s'il est toujours envisagé de le réduire. M. le Président répond que la question est étudiée par le Secrétaire Général et que l'apurement des compressions est expliqué par le souci de la Ville de conserver son Personnel excédentaire jusqu'après les opérations électorales et le recensement de la Population réclamé par l'Autorité Präfectorale. Il ajoute que les dépenses engagées par la Ville pour les opérations de recensement lui seront remboursées par l'Etat et que le montant à enregistrer au Budget supplémentaire de 1946 constituera une ressource intéressante pour faire face aux dépenses inopinées qui devront s'inscrire dans ce document.

Enfin M. VAN WOLPUT précise que l'effectif du Personnel s'accusait à fin Décembre 1944 à 2.474 et qu'aujourd'hui il n'est plus que de 2.403.

Dépenses de Matériel.

Il est procédé à l'analyse des explications justificatives des dotations inscrites. Des réductions sont pratiquées. Deux crédits sont supprimés. Par contre quelques crédits sont majorés. Il est décidé d'ouvrir un crédit pour règlement de la cotisation de la Ville à l'Association des Maires.

Mme COIBA signale nécessaire l'envoi d'une note aux Chefs de services concernant l'éclairage abusif des couloirs voire des Bureaux. Elle porte à la connaissance de l'Assemblée - ce qu'approuve pleinement M. l'adjoint BROUX - que les locaux municipaux de la place Wicar, sont éclairés puissamment et inutilement très tard dans la soirée.

M. l'Adjoint PIERRARD fait part que l'éclairage des quartiers ouvriers laisse à désirer.

S'agissant du Service des Transports automobiles dont le déficit d'exploitation est de 3 millions de francs, M. l'Adjoint BROUX propose et obtient la désapprobation du système de gestion. La Commission est unanime pour une réorganisation du service sur les bases du système d'avant-guerre. M. le Conseiller BROUX dit qu'il s'en expliquera devant l'Administration Municipale.

Relevé des modifications apportées dans les chapitres Dépenses.Matériel.

Diminutions

Chap. XVII Art. 4	<u>Transports automobiles.Prestations...</u>	200.000.--
	Diminution ramenant le crédit à	
	2.000.000 frs.	
	A noter que le crédit Personnel est de	
	2.190.000 frs.	
Chap. XIX Art. 6	<u>Hôtel de Ville. Aménagements. Achats</u>	
	<u>de mobilier</u>	450.000.--
	Le crédit est ramené de 650.000 à	
	200.000 frs.	
	La Commission estime qu'il doit être	
	sursis à l'achat de mobilier.	
Chap. XIX Art. 9	<u>Réseau téléphonique municipal.....</u>	100.000.--
	Crédit ramené de 850.000 à 750.000 frs	
	la provision pour achat de matériel	
	étant jugée suffisante.	

Chap. XIX Art. 12	<u>Eclairage des bâtiments communaux</u>	700.000.-
	Crédit de 3.000.000 de Frs ramené à 2.300.000 frs pour marquer le désir que soit obtenue des Agents municipaux la cessation d'éclairer inutilement (voir remarque de Mme COÏBA)	
Chap. XIX Art. 13	<u>Mobilier des bâtiments communaux</u>	300.000 -
	Crédit ramené de 500.000 frs à 200.000 fr la Commission estimant que les achats de mobilier doivent être différés.	
Chap. XXI Art. 5	<u>Collège technique Valentine Labbé</u>	300.000 -
	Crédit de 575.000 frs ramené à 275.000 fr les achats demandés de chaises devant faire l'objet d'une appréciation d'opportunité.	
Chap. XXVIII Art. 2	<u>Sociétés chorales et musicales. Cachets pour auditions et subventions</u>	50.000 -
	Crédit ramené de 150.000 frs à 100.000 fr la dotation étant suffisante pour assurer les cachets éventuels d'auditions.	

Crédits supprimés

Chap. XXVIII Art. 14	<u>Office départemental des mutilés. Subvention en faveur des pensionnés de guerre.</u>	5.000 -
et		
Chap. XXVIII Art. 15	<u>Office départemental des mutilés. Subvention en faveur des pupilles de la Nation</u>	3.000 -

La reconduction du service de ces subventions n'est plus apparue de nécessité. La décision de l'Assemblée fut unanime.

Crédits relevés

Chap. II Art. 16	<u>Abonnements à diverses publications</u>	10.000 -
	Crédit de 30.000 frs porté à 40.000 frs pour permettre le règlement de l'abonnement à l'Institution de documentation et de renseignements municipaux.	
Chap. XXVI Art. 16	<u>Frais de logement et de nourriture des indigents de passage</u>	10.000 -
	Crédit de 50.000 frs porté à 60.000 frs pour tenir compte de la révision du prix du repas.	
Chap. XXVI Art. 10	<u>Hospices. Subvention représentative du sou de poche</u>	200.000 -
	Crédit de 160.000 frs porté à 360.000 frs le sou de poche passant à 5 frs.	

Chap. XXVIII art. I	Syndicat des Amis de Lille - Subvention Crédit de 15.000 Frs porté à 60.000 Frs taux de la subvention allouée.	45.000
Chap. XXVIII art. 4	Subsidés aux organisations syndicales Le crédit de 200.000 Frs est porté à 260.000 Frs. L'augmentation décidée est en faveur de la Bourse du Travail	60.000
Chap. XXVIII art. 10	Subvention à l'Union Française de la Jeunesse Crédit de 12.000 Frs porté à 20.000 Frs les activités de ce Groupement popu- laire d'enseignement méritant les en- couragements d'une municipalité laïque	8.000

Crédit créé :

Chap. XXVIII Art. 18	Association des Maires de France. Sub- vention Inscription motivée.	9.658
----------------------	---	-------

En résumé :

- les recettes sont augmentées de	509.000
- les dépenses sont diminuées de	2.108.000
Total	2.617.000

à déduire :

- les crédits majorés	333.000
- Crédit nouveau	9.658
	342.658
Diminution du déficit	2.274.342

Vos aménagements apportés au document déclare M. le Président ramènent donc le déficit de 60 millions 1/2 à 58.237.297 Frs. Cette somme étant réductible de la subvention de l'Etat (Loi du 31 Décembre 1945) se montant à 14.118.568 Frs calculée en l'hypothèse d'un vote de 666 centimes (s'ajoutant aux 950 c déjà inscrits) le déficit se fixe dès lors à la somme de 44.100.000 Frs en nombre arrondi.

Tel est le résultat des travaux qu'enregistre la Commission qui est invitée, par M. le Président, à voter la couverture de ce déficit par une imposition de 666 centimes, remarque faite que les dispositions de la circulaire du Ministère de l'Intérieur constituent une injonction aux Conseils généraux et municipaux d'équilibrer leur Budget par l'emploi des taxes de la loi de 1926 et par l'imposition de centimes, faute de quoi l'autorité de tutelle ou le Ministre peut user du droit conféré par l'art. 145 de la loi municipale de 1884 de réduire les dépenses facultatives et d'inscrire d'office les centimes supplémentaires pour couvrir le déficit que tout budget ferait apparaître.

Nous avons en notre Budget, ajoute M.VAN WOLPUT, des dépenses facultatives telles celle du Vestiaire(4 millions); des repas que nous servons le dimanche aux vieillards privés de ressources dont la dépense atteint plus de 3 millions; de la Caisse des Ecoles notre effort dépassant les limites autorisées (13 millions), des crèches dont la dépense globale prévue pour 1946 se chiffre à 2.239.000 frs; "Subventions aux Syndicats , aux Sports .etc" dont l'importance est élevée. Un effort fiscal est donc à demander à notre population. Ne faisons pas fi du devoir civique qui nous est tracé, ceci est mon avis. Nous nous devons par conséquent d'équilibrer le Budget par un appel à la fiscalité, c'est-à-dire par le vote de 666 centimes additionnels.

Après 20 minutes de débat sur ce problème sévère, l'Assemblée unanime décide de demander au Conseil Municipal de voter cette imposition de 666 centimes pour assurer l'équilibre du Budget Primitif de 1946.

Ayant intégré au compartiment des recettes le montant de cette imposition de centimes, le Budget se trouve ainsi arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 495.304.859 frs contre 277 millions en 1945.

Avant que soit levée la séance, M.BOMART est prié de fournir en annexe du Rapport un tableau donnant les catégories de dépenses et leur montant.

La séance prit fin à minuit.

Hôtel de Ville le 24 janvier 1946

Le Secrétaire
Paul BOMART.

VU

l'Adjoint au Maire
Président de la Commission;

Albert VAN WOLPUT.

BUDGET PRIMITIF de 1946 arrêté par la Commission des Finances
et du Budget en ses travaux du 22 Janvier 1946

(Annexe du Rapport de la Séance de la
Commission des Finances et du Budget)

DEPENSES : 495.304.859 -
leurs Catégories et le montant

Chapitres:	Nature	: Personnel	: Matériel	: Total
I et II :	Administration Générale	: 84.339.400 -	: 9.007.100 -	: 93.346.500 -
III :	Justice (Greffiers de Paix et Conseil de Prud'hommes)	:	: 282.200	: 282.200
V :	Police d'Etat Contingent	:	: 2.897.370	: 2.897.370
VI et VII :	Sécurité	: 11.031.000	: 1.048.625	: 12.079.625
VIII- IX :	Salubrité et Santé	: 3.772.268	: 4.463.000	: 8.235.268
X :	Salubrité et Santé -Contingents	:	: 150.000	: 150.000
XI -XII :	Voirie Urbaine (Jardins- P.P. et entre- tien des voies publiques)	: 36.415.120	: 20.814.400	: 57.229.520
XIII -XIV :	Chemins vicinaux	:	: 66.249	: 66.249
XV - XVI :	Abattoirs - Halles et Marchés	: 2.323.205	: 167.800	: 2.491.005
XVII :	Eaux (la prévision des recettes est de 15 millions)	: 3.115.000	: 8.100.000	: 11.215.000
	Ristourne aux Familles nombreuses	:	: 60.000	: 60.000
	Bains Municipaux (la prévision des recettes est de 6 millions)	: 3.832.000	: 4.130.000	: 7.962.000
	Transports automobiles (la prévision des recettes est de 1.500.000)	: 2.190.000	: 2.000.000	: 4.190.000
	Régie Municipale	:	: 8.000.000	: 8.000.000
XVII ^{bis} :	Evacuation des ordures ménagères	:	: 12.000.000	: 12.000.000
XVIII et :	Propriétés communales urbaines et rurales	: 18.237.000	: 31.350.000	: 49.587.000
XIX ^{ter} :	Cimetières	: 3.903.000	: 135.000	: 4.038.000
20 et 21 :	Enseignement	: 17.826.300	: 16.979.470	: 34.805.770
XXI bis :	d° Bourses- Allocations	:	: 514.150	: 514.150
21 ^t et 21 ^q :	Bibliothèques et Musées	: 2.017.800	: 840.500	: 2.858.300
XXIII :	Sports	:	: 250.000	: 250.000
XXIV :	Travail - Contingent	:	: 100.000	: 100.000
25 et 26 :	Assistance - Prévoyance - Famille	: 2.477.000	: 26.903.360	: 29.380.360
XXVII :	d° Contingent	:	: 14.388.548	: 14.388.548
XXVII bis :	Pensions-Allocations viagères (Le cré- dit municipal, le Bureau de Bienfai- sance et les Hospices devront nous verser leur part contributive -La pré- vision inscrite au compartiment des recettes est de 2.102.000 frs)	:	: 24.047.500	: 24.047.500
XXVIII :	Subventions à des Oeuvres d'utilité communale	:	: 1.407.158	: 1.407.158
XXIX :	Fêtes et Cérémonies	:	: 1.100.000	: 1.100.000
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:
:	:	:	:	:

[illegible]

Hôtel de Ville le 25 Janvier 1946

Le Contrôleur financier
Chef de la Direction des Services Financiers p.i.

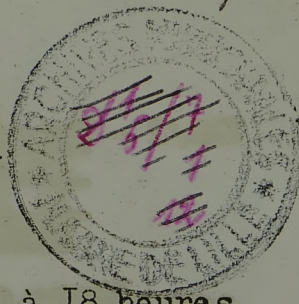
Paul B O M A R T

Vu:
L'Adjoint au Maire,
délégué aux Finances
Albert VAN WOLPUT

AD6/235

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGET

Séance du 19 Mars 1946



La Commission s'est réunie le Mardi 19 Mars 1946 à 18 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président,
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, adjoint au Maire,
GHYS, adjoint au Maire,
Mme COIBA, conseillère municipale,
M.M. DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC, conseiller municipal,
LUSSIEZ, conseiller municipal,
WILSON, conseiller municipal.

Excusés : M.M. PIERRARD, adjoint au Maire,
G.ROUSSEAU, adjoint au Maire.

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adoptée sans observation.

I2I/I - Agents déportés en Allemagne et y décédés. Emoluments payés en trop aux délégataires. Ordres de reversement émis. Admission en non-valeur. Avis.

Il s'agit d'un trop payé pour la période du 8 au 30 Novembre 1945, à :

Mme INGHELS	: 5.383 frs
Mme TIPREZ	: 2.804 frs
Mme L. SAINT VENANT	: 2.520 frs
Mme R. VINCENT	: 1.951 frs

A compter du 1er Décembre 1945, il n'est plus servi que 50% de la rémunération.

Le reversement pour la période du 8 au 30 Novembre est l'exécution de dispositions d'une Circulaire ministérielle du 10 Octobre 1945 qui ne nous fut notifiée qu'en Décembre.

Le rapport soumis tend, pour tenir compte de la situation particulièrement douloureuse des familles, à l'admission en non-valeur des sommes en trop servies.

Rapport adopté.

...../

I22/2 - Bureau des postes, télégraphes et téléphones de Lille-Fives.
Prolongation des heures d'ouverture. Relèvement du taux de
la redevance à compter du 1er Octobre 1945. Crédits supplé-
mentaires. Exercices 1945 et 1946. Avis.

Alors que l'arrêté ministériel du 29 Juin 1938 fixait le taux de la redevance annuelle à 3.375 frs, un arrêté du 15 Juin 1945 porte le taux à 10.800 frs.

Souligné que la prolongation d'ouverture obtenue est de 12 h. à 14 h. et de 18 h. à 19 h. et que l'accord intervenu entre l'Administration des P.T.T. et la Ville remonte à plus de 50 ans.

Le rapport vise I/ la reconduction de l'accord et l'engagement de payer la redevance au nouveau taux- II/ le vote d'un crédit supplémentaire de 1.856 frs au titre de 1945 et un crédit supplémentaire de 7.425 frs pour l'année 1946.

Rapport adopté.

I23/3 - Divers produits communaux. Admission en non-valeur. Avis.

Le montant global des produits irrécouvrables est de 26.839,70. S'ajoute à cette somme: 19 frs pour frais de poursuites. Les motifs d'irrécouvrabilité sont justifiés.

Rapport adopté.

I24/4 - Legs Vve BON. Règlement d'intérêts. Admission en recette.
Crédit d'emploi. Avis.

Les intérêts des valeurs se montent à la somme de 5.293 frs.

Il est demandé dans le Rapport I/ l'admission en recette (formalité administrative)-II/ le vote d'un crédit pour a) la couverture des frais d'encaissement des coupons et frais de garde des titres, b), l'achat de rente 3% par emploi du reliquat. Ici rappelé que le legs a été fait à la Ville pour entretien de tombe.

Rapport adopté.

I25/5 - Traitement de M. FAUVET, Ingénieur T.P.E. Rappels. Crédit.
Avis.

Le montant des rappels y compris la contribution de la Ville à la Caisse des Pensions civiles se chiffre

- à 65.954 frs pour les années 1943-1944
- à 183.680 frs pour l'année 1945
- à 27.375 frs pour l'année 1946

Il est demandé l'ouverture d'un crédit de 65.954 frs pour 1943-1944.

L'imputation budgétaire concernant les rappels 1945 et 1946 sera exercée sur les crédits ouverts aux budgets de ces exercices.

Rapport adopté.

I26/6 - Assurances Sociales. Prestations-maladie aux Agents invalides.
Décret-loi du 28 Octobre 1935. Crédits pour 1945 et 1946.
Avis.

L'ouverture d'un crédit de 1.500 frs est demandée pour 1945.

Il est proposé de voter un crédit de 20.000 frs pour 1946.

Rapport adopté.

I27/7 - Trép perçu au titre indemnité de dommages de guerre 1914-1918
concernant les immeubles 23 à 29bis rue Bernard Palissy
acquis par la Ville en 1922. Reversement. Crédit. Avis.

La somme à reverser est de 3.799,80.

L'ouverture du crédit nécessaire est demandée.

Le remboursement est proposé.

I28/8 - Hospices Civils. Avance de trésorerie servie par la Ville.
Prolongation du délai de remboursement. Avis.

Par délibération du 28 Juin 1945, la Ville vota l'attribution d'une avance de trésorerie de 10 millions aux Hospices.

Cette délibération fut approuvée. L'avance votée fut servie.

Le remboursement devait s'effectuer au plus tard fin Mars 1946.

L'Etablissement fait connaître que sa trésorerie ne lui permet pas de rembourser les 10 millions maintenant et demande que nous envisagions la possibilité de reporter à fin de l'exercice 1946 l'échéance de remboursement.

A noter que l'Administration des Hospices fait actuellement de pressantes démarches auprès du Ministère des Finances pour obtenir de l'Etat une avance massive de l'ordre de 70 millions qui lui permettrait de régulariser non seulement l'avance de 10 millions mais également celle de 18 millions servie en 1946.

Le rapport tend à accorder la prolongation du délai de remboursement de l'avance de 10 millions de frs et à fixer à fin de l'exercice 1946 le délai extrême de régularisation de l'avance.

Rapport adopté.

I29/9 - Crédit Municipal. Virements de crédits. Exercice 1945. Avis.

Il s'agit de virer une somme de 13.600 frs d'un poste budgétaire sur sept autres postes.

L'opération proposée par le Conseil d'Administration du Crédit Municipal n'appelle aucune observation. Dès lors, un avis favorable semble devoir être émis pour l'exécution de l'opération.

Avis favorable à l'opération projetée.

I30/IO - Prime à la natalité. Augmentation du taux. Crédit supplémentaire. Avis.

Depuis 1942, la Ville accorde une prime à la natalité à compter du 3ème enfant. Le Département participe depuis 1943 à raison de 50% dans la dépense.

Le Conseil Général provoque les améliorations suivantes au régime d'attribution -- avec effet du 1er Janvier 1946.

1°) Attribution d'une prime à la naissance du 2ème enfant suivant le taux applicable en matière d'allocations familiales.

2°) Calcul du taux suivant le taux réel de l'enfant et non sur le rang d'enfant vivant.

Ces taux peuvent atteindre :

400 frs pour le 2ème enfant
800 frs pour le 3ème " "
1.000 frs pour le 4ème " --et chacun des suivants.

L'application des mesures proposées en fin de Rapport entraîne une dépense supplémentaire de 150.000 frs appelant le vote d'un crédit à inscrire au Budget Additionnel à réunir à la dotation de 255.000 frs ouverte au Budget Primitif sous l'art. 7 du Chap. XXVI.

Mesures adoptées. Avis favorable est émis à l'ouverture du crédit supplémentaire.

I31/II - Institut médico-légal. Demande de relèvement de la subvention municipale. Examen. Avis.

M. le Recteur de l'Académie fait connaître que les dépenses de fonctionnement de la Morgue Municipale se sont élevées pour 1945 à 227.360 frs et demande que la Ville prenne en charge cette dépense en totalité alors qu'elle n'intervient que pour 40.000 frs sous forme de subvention forfaitaire.

Rappelons que le fonctionnement de la Morgue est assuré par l'Université, la Ville allouant une subvention forfaitaire de 40.000 frs dont la fixation de taux remonte à 1945 - En 1939, le taux se fixait à 36.000 frs.

La requête fut soumise à l'examen du Chef de la 5ème Division. Le rapport fourni par ce Chef de Service indique en ses conclusions qu'il serait normal de porter la subvention à 100.000 frs.

M. VAN WOLPUT après avoir exposé à l'Assemblée le mécanisme de fonctionnement de la Morgue et repris les termes du rapport du Chef de la 5ème, "Il faut considérer que les cadavres déposés à la Morgue et non réclamés par les familles, représentent pour le Corps médical en activité d'études, des sujets d'expérience et de dissection dont il a grand besoin" demande et obtient de l'Assemblée que soit fixée à 120.000 frs par an et à compter de 1945 la subvention à servir à l'Université.

M. BOMART est invité à préparer le Rapport pour ouverture des crédits (80.000 frs pour 1945 plus 80.000 frs pour 1946).

I32/I2 - Crédits insuffisamment dotés. Ex. 1945. Crédits supplémentaires. Avis.

Le rapport vise l'ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1945.

dépenses de Personnel	:	121.000 frs
" " Matériel	:	45.175 frs

Rapport adopté.

I33/I3 - Emprunt de 2.950.000 frs pour l'acquisition d'immeubles en vue de la réalisation du plan d'aménagement et d'assainissement de la Ville. Arrêté préfectoral intervenu. Offre de financement au taux de 3,90%. Agrément de l'offre. Avis.

Cet emprunt a été voté par délibération du 9 Février 1946.
Un arrêté préfectoral du 23 Février 1946 autorise l'opération.

La Caisse Autonome des Retraites de la Mutualité du Nord - 9 & II Boulevard Vauban consent nous servir ce prêt au taux d'intérêt de 3,90% qui est celui du Crédit Foncier et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Avis favorable à la passation du Traité de prêt.

I34/I4 - Club Saint Hubert du Nord-Organisation par ses soins, d'une Grande Exposition Canine Internationale Annuelle. Demande de subvention. Examen. Avis.

L'Exposition a lieu le 28 Avril 1946.

En 1939, la Ville a offert une médaille à attribuer au groupe primé de caniches.

Le Club sollicite une subvention pour valoir encouragement à sa manifestation internationale.

La Commission se prononce défavorablement pour l'octroi d'une subvention. Elle propose a) que soit offerte une médaille, b) la mise à disposition d'un local à titre gratuit mais tous frais d'agencement à la charge du Club.

I35/I5 - Union Nationale des Français condamnés par les Conseils de guerre allemands. Congrès national qui se tiendra à Lille les 6 & 7 Juillet 1946. Demande de subvention. Examen. Avis.

La demande de subvention est formulée à M. le Maire qui est à la fois le Président d'honneur du Groupement.

Le Congrès aura lieu dans plusieurs salles de l'Hôtel de Ville. La séance solennelle se déroulera au Grand Théâtre.

La Commission surseoit à statuer jusqu'à connaissance d'éléments d'information sur la matière des dépenses motivant une demande de subvention municipale.

I36/I6 - Demande de subside présentée par l'Union Syndicale des
Travailleurs Metallurgistes de la Région Lilloise (C.G.T.)
45, rue Léon Gambetta-pour participation à un Congrès.
Avis.

La demande est formulée par la Commission Administrative du
Syndicat des Métaux (PLANKAERT, DUQUESNE, MANGUINE, LEBLOND,
BEAUMAREZ).

Mentionné que le Congrès se tient à Paris (les 12, 13, 14,
15 et 16 Mars??) et que 5 Camarades y participeront.

La Commission après échange de vues estime que le subside
communal massif accordé à la Bourse du Travail doit permettre à
celle-ci d'aider les délégations syndicales affiliées à des dépla-
cements.

I37/I7 - Demande de subside présentée par la Chambre Syndicale
ouvrière de l'Industrie Textile de Lille et environs
(C.G.T.) pour permettre à l'Organisation d'envoyer une
délégation au Congrès de la Fédération Nationale Ouvrière
du Textile qui va se tenir à Paris les 21, 22, 23 et
24 Mars . Avis.

M. Guillaume VERHEEKE, Trésorier du Syndicat Textile de
Lille - 61, rue Corneille représentera la Section Syndicale.

La Commission se prononce comme ci-dessus.

I38/I8 - Demande de subside présentée par le Comité d'Entreprise des
Etablissements PAINDAVOINE pour participer à Paris à la
Conférence d'étude et d'information organisée à Paris
(les 22 & 23 Février??). Avis.

La Fédération de la Métallurgie est affiliée à la C.G.T.

Il est demandé 4.000 frs, soit 2.000 frs par délégué.

Même motif de rejet que ci-dessus.

I39/I9 - Demande de subvention de l'Orphelinat National des Chemins
de fer ayant siège à Paris, 19, rue Pierre Seward. Avis.

La requête nous est tenue par M. PARENT Marcel - 2, Avenue
Amiral Courbet à Lambersart - en qualité de Secrétaire de la Section
Orphelinat du Syndicat de Lille.

En 1938 et antérieurement la Ville accorda une subvention de
100 frs, l'imputation sur le crédit "Subventions à des Oeuvres
privées, philanthropiques, d'assistance ou de Bienfaisance."

Décision ajournée jusqu'à réception de renseignements com-
plémentaires provoqués.

...../

I40/20 - Demande de subvention de l'Orphelinat de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur de France et des Colonies. Siège
social: rue Las Cases 5, Paris. Avis.

La requête nous est adressée par M. DODANTHUN, Professeur honoraire du Lycée de Lille - agissant en sa qualité de Trésorier de l'Orphelinat.

M. DODANTHUN rappelle que la Ville subventionne l'Orphelinat depuis de longues années - ce qui est exact.

En 1938 et antérieurement, la subvention était de 500 frs. Elle fut chaque fois prélevée sur le crédit "Subventions à des Oeuvres privées, philanthropiques ou de Bienfaisance."

Décision ajournée.

Des renseignements seront sollicités à M. l'Adjoint Alfred ROUSSEAUX.

I41/21 - Union Française de la Jeunesse. Demande de relèvement du taux
de subvention. Avis.

M. DAURE, Président es-qualité de cette Association d'enseignement post-scolaire et de perfectionnement professionnel, cite que la subvention municipale était en 1914, de 1.500 frs - en 1916, de 3.000 frs pour atteindre 12.000 frs en 1945 et demande que la subvention soit portée pour 1946 à 50.000 frs.

Il est ici précisé que lors de l'établissement du Budget de 1946, la Commission des Finances et du Budget porta - d'initiative - le taux de subvention à 20.000 frs.

La Commission décide que soit demandé à M. DAURE, le Budget de l'Association pour 1946. Il ne sera statué sur la demande qu'après étude de ce document.

I42/22 - Cercle Nautique. "Les Pupilles de Neptune." Demande de sub-
vention. Avis.

Cette société fête son 50^e anniversaire en 1946. A cette occasion, elle fera appel à plusieurs Clubs réputés. Elle sollicite une subvention municipale.

La Commission de l'Education Physique en sa séance du 9 Janvier 1946 émit un avis défavorable.

Par note du 22 Janvier, M. le Chef de la 4^{ème} Division signale que M. l'Adjoint BROUX a manifesté le désir que la demande de subvention soit néanmoins soumise à la Commission des Finances et du Budget.

Avis conforme à celui émis par la Commission de l'Education Physique, étant souligné que l'effort financier de la Ville envers ce Cercle est déjà appréciable. En effet, il n'est exigé qu'un faible droit annuel (3.000 frs) pour accès des pupilles à la piscine municipale.

...../

I43/23 - Société le Cercle choral "Les XXX".

a) Rapport de demande de subvention annuelle.

b) Sollicitation de l'aide financière de la Ville devant permettre au Cercle de se rendre à Liège les 29 & 30 Juin 1946 pour participer au Grand Concours International de Chant d'Ensemble.

L'effectif comprend 140 exécutants. La dépense prévue du déplacement est chiffrée à 350.000 frs maximum.

Lettre en date du 20 Février du Président actif M. Clovis DELVALLE.

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 30 Janvier dernier, par laquelle répondant à nos demandes de subvention, vous nous informez :

"qu'il n'y avait pas lieu de nous accorder de subvention aussi longtemps que la Ville n'aura pas un droit de regard et d'initiative dans l'organisation des concerts."

"J'ai communiqué cette lettre Dimanche dernier à nos Sociétaires réunis en Assemblée Générale, et je vous transmets leur désir exprimé que vous nous précisiez ce que vous entendez par droit de regard et d'initiative dans l'organisation des concerts."

"D'autre part, l'Assemblée ayant décidé le principe de notre participation au Grand Concours International de Chant d'Ensemble qui aura lieu à LIEGE les 29 & 30 Juin prochain, épreuve de grande classe, exclusivement réservée aux Sociétés de Division d'honneur, je vous serai obligé de me faire connaître au plus tôt si nous pouvons envisager l'aide financière de la Ville,? ... et dans quelle proportion?"

"Notre effectif de 140 exécutants nous entraînant, vu le change élevé, à une dépense de 300.000 à 350.000 francs environ."

"J'espère que l'Administration Municipale nous facilitera dans toute la mesure du possible cette participation, dans laquelle nous désirons maintenir et confirmer nos précédents succès, et défendre vaillamment la réputation artistique de Lille-en-Flandre."

"Je me tiens à votre disposition pour plus amples renseignements, et dans l'attente de votre convocation, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes dévoués et dévoués sentiments."

"Signé :

"Clovis DELVALLE."

La Commission confirme sa décision de rejet antérieure quant à la subvention annuelle. Elle se prononce défavorablement sur la demande d'aide financière pour le déplacement de la Société à LIEGE. M. le Président s'en expliquera en séance de Conseil d'Administration.

...../

I44/24 - Société "Union des Chanteurs de Lille." Rappel de demande de subvention annuelle.

C1-contre copie de la lettre du Président M. VANDENHEEDE.

"Monsieur le Maire,

"J'ai bien reçu votre lettre du 30 Janvier, sur laquelle,
"je relève cette phrase :

"Malheureusement l'administration municipale n'a pu à son
"grand regret donner une suite favorable à votre requête, consi-
"dérant qu'il n'y avait pas lieu d'accorder de subvention aux
"Sociétés Chorales et Musicales, aussi longtemps que la Ville
"n'aura pas un droit de regard et d'initiative dans l'organisa-
"tion des concerts."

"Nous vous serions reconnaissants de nous préciser ce que
"vous entendez par droit de regard et d'initiative dans l'orga-
"nisation des concerts.

"Nous pensons qu'il serait équitable d'accorder à toutes
"les Sociétés lilloises, une subvention en raison de leur valeur
"et de leur activité. C'est le régime qui a existé sous toutes
"les administrations municipales précédentes.

"Nous ajoutons même qu'autrefois, il n'y avait pas de so-
"ciétés municipalisées. Les sociétés actuellement municipalisées,
"donnent des avantages, que les autres sociétés ne peuvent pas
"accorder. Ces avantages proviennent des deniers des contribu-
"bles. En raison de cette concurrence, beaucoup de sociétés ont
"disparu et beaucoup d'autres ont des difficultés pour se main-
"tenir.

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes
"meilleurs sentiments."

"Signé :
"VANDENHEEDE."

La Commission confirme sa décision antérieure de rejet.

I45/25 - Monument à Jean LEBAS. Appel à la souscription publique.

Le monument sera érigé à Roubaix.

Le Comité est présidé par M. Victor PROVO, Maire de Roubaix.

Toutes les Communes de France ont reçu un Appel à la Souscrip-
tion Publique organisée.

La Ville de Roubaix a souscrit	500.000 -	
- de Dunkerque	25.000 -	
- de Marcq	10.000 -	
- de Wasquehal	10.000 -	
La Chambre de Commerce de Roubaix		25.000 -
Le Groupement des Industriels de Roubaix		50.000 -
La Ville de Tourcoing attendrait connaître la somme votée par notre Ville pour fixer le montant.		

...../

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY

OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

CHICAGO, ILL.

1900

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY

OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

CHICAGO, ILL.

1900

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY

OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

CHICAGO, ILL.

1900

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY

OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

Texte de l'article 23 de la Loi du 13 Août 1926 concernant la "Taxe sur le Colportage."

"La taxe est due par tous les individus qui exercent sur la voie publique un commerce ambulants soumis ou non à la patente.

"Elle ne peut excéder par jour la somme de 1 franc si les objets offerts à la vente sont transportés par voiture, et la somme de 0 fr. 50 si lesdits objets sont transportés à bras d'hommes.

"Les maxima sont respectivement de 0 fr. 50 et 0 fr. 25 par jour pour les départements.

"Cette taxe forme le complément des droits de place et de voirie; elle vise les personnes qui ne se tiennent pas à un endroit déterminé de la commune, mais vont, au contraire, de porte en porte offrir des marchandises de toute nature. Elle est recouvrée comme en matière de contributions indirectes en ce sens qu'elle résulte de l'application d'un tarif, qu'elle saisit un fait fugitif et nécessite, par là même, une surveillance constante; mais elle ne donne pas lieu à des poursuites en cas de fraude.

"Il appartient aux communes de faire recouvrer cette taxe, soit par les agents communaux déjà habilités à percevoir les droits de place et de stationnement, soit dans le cas où ce service n'existe pas, par d'autres agents communaux, tels que le garde-champêtre ou l'appariteur de la mairie; cette taxe sera perçue de préférence au moyen de tickets. Les départements apprécieront les modalités de perception applicables lorsqu'ils ne pourront pas obtenir le concours rémunéré des agents communaux."

Il y a opportunité évidente de supprimer cette perception sous le vocable "Droit de voirie. Echoppes ambulantes" et, d'instituer en substitution, la taxe sur le Colportage.

La Commission fait sien l'avis de M. le Président a) de cesser à compter du 1er Avril 1946 la perception du droit mensuel de 30 frs frappant les échoppes ambulantes, b) de ne point appliquer la taxe sur le colportage.

Elle enregistre non sans émoi une relation qui lui est faite concernant une lettre de M. le Conseiller JANSSENS insérée dans un journal corporatif.

I47/27 - Union Nationale des Vieux Travailleurs de France. Section de Lille. Demande de subvention pour participation à un Congrès ayant lieu à Paris en Avril 1946.

L'Union Nationale des Vieux Travailleurs de France - groupement autorisé par arrêté ministériel de Mai 1945 comprend, en notre Ville, une section très imposante qui nous fait connaître avoir constitué une délégation chargée de se rendre au Congrès National de tous les groupements confédérés - qui se tiendra à Paris en Avril 1946.

Le Conseil d'Administration de ladite section nous signale l'absence de fonds en caisse devant permettre à la délégation formée de faire face aux frais de chemin de fer et d'hébergement, et sollicite un subside municipal,

...../

Les buts poursuivis par ce Groupement sont louables déclare M. le Président qui ajoute "Nous ne pouvons pas nous désintéresser à cette catégorie de gens et refouler la requête qui nous est présentée".

La Commission se rallie à la proposition de M. le Président d'octroyer à ce Groupement, un subside de 5.000 frs.

I48/28 - Comité d'Entr'aide aux hospitalisés lillois. Demande de subvention.

M. le Président expose :

Par délibération du 23 Avril 1945 approuvée, il a été attribué une subvention au Comité d'Entr'aide aux hospitalisés lillois.

Notre apport de subvention à ce Comité a permis des réalisations bienfaisantes que nous avons enregistrées avec grande satisfaction.

Président

M. RONSEN, qualité du Comité nous signale ses projets formés pour l'année 1946 et nous demande une subvention en rapport avec la dépense du plan de développement des activités en faveur de nos hospitalisés.

M. VAN WOLPUT dit à l'Assemblée combien une Ville se doit, par les temps difficiles que nous traversons, d'aider une telle Oeuvre.

Il propose ce qui est accepté, d'allouer pour 1946 une subvention de 50.000 frs.

I49/29 - Ligue des Flandres de Hockey. Organisation d'une manifestation sportive les 20, 21 et 22 Avril à Lille. Demande de subvention.

Par lettre du 15 Mars 1946 adressée à M. le Maire, M. COURMONT Président de la Ligue demande :

- 1° que M. le Maire veuille bien accepter la présidence de la Manifestation.
- 2° de recevoir la Ligue à l'Hôtel de Ville le Samedi 20 Avril, étant donné la participation d'une équipe Tchécoslovaque.
- 3° une subvention municipale pour permettre de subvenir à la nourriture et au logement des 6 équipes visiteuses.

M. VAN WOLPUT signalant que la Commission de l'Education Physique a émis un avis défavorable à l'octroi d'une subvention considérant les difficultés d'ordre budgétaire, la Commission des Finances et du Budget se prononce pareillement.

I50/30 - Groupement des Amicales laïques de Fives-St Maurice qui a siégé à la Salle municipale des Fêtes, rue de Lamoy. A propos de frais d'installation de sonorisation à l'occasion de fête organisée. Demande de prise en charge de ces frais par la Ville.

La Commission des Finances et du Budget saisie d'une demande de l'un de ses membres pour que soit désormais prise en charge par la Ville la dépense d'installation de sonorisation engagée par le Groupement des Amicales laïques de Fives-St. Maurice à l'occasion

de chacune de ses fêtes organisées à la Salle municipale rue de Lannoy, fait sien ce désir et demande à l'Administration Municipale d'émettre un avis favorable à la proposition qui lui est ici faite, le Groupement laïc dont il est question ayant son siège en la Salle municipale précitée et, ses activités étant en faveur des enfants pauvres des écoles publiques de l'important secteur de Fives.

La séance prit fin à 21 heures.

Hôtel de Ville, le 27 Mars 1946.

Le Secrétaire,
Paul BOMART.

VU :

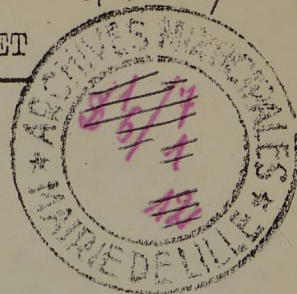
L'Adjoint au Maire
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

1D6/23

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 7 Mai 1946

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Mardi 7 Mai 1946 à 18 heures 30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
Mme COIBA, conseillère municipale,
M.M. LUSSIEZ, conseiller municipal,
WILSON, d°

Excusés: M.M. PIERRARD, adjoint au Maire,
G. ROUSSEAUX, d°
DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC, d°

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

I51/I- Demande de subvention de l'Orphelinat de l'Enseignement secondaire et supérieur de France et des Colonies. Avis.

En 1938 et antérieurement, la Ville servait une subvention de 500 frs.

La Commission après examen du Compte financier de l'Orphelinat - opérations de 1945 - propose de fixer la subvention pour 1946 à 3.600 frs pour représenter deux allocations annuelles de 1.800 frs versées par l'Orphelinat à 2 orphelins lillois. La subvention sera prélevée sur le crédit Chap.XXVIII - Art.7 du B.P.

I52/2- Ligue de Protection de l'Enfance. Siège social: Groupe Gustave Delory Porte Louis XIV. Rappel de demande de subvention.

Par lettre du 16 Avril 1946, M. VAN de PUTTE, Président de la Ligue, domicilié à Lille, 43 Boulevard de la Liberté, rappelle ses demandes antérieures de subvention soulignant qu'est à présent attachée à l'Oeuvre, une Assistante Sociale (Melle SEMAL 37, rue Solférino).

Par une autre lettre en date du 23 Mars, M. VAN de PUTTE signale l'extension prise par la Ligue pour sauver l'enfance, et sollicite de la Ville, un local en substitution de celui actuel constitué par les appartements I50 - I51 Groupe Gustave Delory.

...../

La subvention servie en 1938 et antérieurement, était de 1.500 frs.

La Commission confirme quant à la subvention sollicitée, son rejet antérieurement prononcé. Elle marque son étonnement que des appartements du Groupe de logements Gustave Delory aient été attribués à une organisation alors que des familles ouvrières sont sans abri convenable.

I53/3- Demande de subvention formulée par l'Orphelinat National des Chemins de fer. Groupe d'Hellemmes. Siège: 190 rue Roger Salengro. Avis.

L'Orphelinat émargea à notre Budget - en 1938, une subvention de 1.000 francs.

Nous lisons dans la requête que les opérations financières de 1945 de l'Orphelinat ont été les suivantes :

RECETTES :	10.789.561,90
DEPENSES :	4.533.772,60

Les recettes se discriminent ainsi :

Versements des cheminots	10.745.999,90
Subventions des Communes	43.562,00

La Commission enregistrant l'important "Avoir" financier de l'Orphelinat, décide surseoir à statuer.

I54/4- Orphelinat Mutualiste de la Police Française et Coloniale. Demande de renouvellement de subvention. Avis.

La subvention servie en 1938 était de 750 frs.

Le Compte financier de l'Orphelinat pour l'année 1945 indique que les recettes se sont élevées à près de 18 millions et les dépenses à 8.327.661 frs.

Etant donné l'étatisation de la Police et d'autre part l'excédent de recettes constaté de près de 10 millions de frs, la Commission estime que l'attribution d'une subvention communale ne s'impose nullement.

I55/5- Demande de subvention présentée par l'Oeuvre des Ecoles maternelles du Département du Nord "Nos petits au Grand Air."Siège: 2, rue Frédéric Mottez.

La demande nous est tenue par la Secrétaire, au nom de Mme VIELLEDENT, Présidente.

En 1945, la Commission appelée à statuer sur une même requête se prononça défavorablement, étant donné le gros effort financier fait par la Ville pour ses camps de vacances.

La Commission confirme sa position antérieure soulignant que la requête lui apparaît recevable par le Département.

...../

I56/6- Comité lillois du Sou des Ecoles laïques. Demande de renouvellement de la subvention.

Le Comité a repris ses activités d'avant-guerre. Une grande fête de l'Ecole laïque est projetée pour Juin et le Comité nous signale avoir décidé de mettre à la disposition de M. l'Inspecteur d'Académie pour secourir les enfants nécessiteux, une somme de 15.000 francs.

Après échange de vues, la Commission propose l'octroi d'une subvention de 20.000 frs, le prélèvement sur le crédit ouvert au Chap. XXVIII, Art. 7.

I57/7- Union française de la Jeunesse. Demande de relèvement du taux de la subvention.

Cette Association d'Enseignement scolaire et de perfectionnement professionnel est subventionnée depuis 1894. Le taux de subvention était de 1.500 frs en 1914 - de 3.000 frs en 1916 - de 12.000 frs en 1945.

La Commission des Finances et du Budget avait, lors de ses travaux de Janvier, porté, d'initiative, le taux de subvention à 20.000 frs. Le Conseil Municipal ratifia d'ailleurs cette proposition. Le Budget Primitif de 1946 comprend donc un crédit de 20.000 frs.

Après examen du Budget de l'Association pour l'année scolaire 1945-1946, la Commission décide maintenir le taux de subvention voté par le Conseil Municipal, l'examen du Budget de l'Association ayant révélé que le poste des recettes de ce document libellé "Cotisations des élèves" indiquait une prévision qui ne tenait point compte du taux nouveau de la cotisation versée par les élèves (50 frs contre 10 frs).

I58/8- Société "La Paume Lilloise". Pelote Moulinoise. Siège : 15 Boulevard des Ecoles. Demande de subvention.

La Société sollicite une subvention pour lui permettre de faire face aux dépenses de la manifestation sportive qu'elle organise pour la Journée des Sports.

La Commission de l'Education Physique en sa réunion du 30 Avril émit un avis favorable sous réserve toutefois que la société produira son Budget pour l'année 1946.

La Commission des Finances et du Budget prenant connaissance d'une information qui lui parvient pendant ses travaux décide attribuer à la Société une subvention exceptionnelle de 5.000 frs - non pas au titre de la manifestation projetée, mais pour lui faciliter la reprise de ses activités d'avant-guerre. En fait précise M. l'adjoint BROUX, il s'agit d'une subvention dite de démarrage.

La subvention sera prélevée sur le crédit sérié au Chap. XXVIII du Budget Primitif sous l'article 16.

I59/9- Demande de subvention présentée par la Commission départementale du Congrès national du Sport (28, rue Léonard Danel). Avis.

La subvention est demandée pour l'organisation des manifestations sportives qui se dérouleront sur le plan départemental.

La lettre précise que deux relais partiront des villes martyres de DUNKERQUE et d'ASCQ - traverseront la Ville de LILLE pour rejoindre au mur des Fusillés du Mont Valérien, 15 autres relais partis eux aussi de villes martyres situées dans d'autres départements.

La Commission de l'Education Physique en sa réunion du 30 Avril, sursit à statuer, désireuse d'avoir des précisions du Comité organisateur sur les dépenses et les moyens de couverture de celles-ci.

La Commission des Finances, après avoir entendu M. le Président, ajourne sa décision.

I60/IO- Union des Sociétés de Gymnastique, d'Armes et de Tir de l'Arrondissement de LILLE. Demande de subvention.

La demande nous est présentée par M. le Président de l'Union (M. DUBRULLE) qui fait connaître la remise en route de la majeure partie des 40 Sociétés affiliées et qu'au surplus, et en conformité des décisions de la F.F.G., l'Union englobera les sociétés féminines.

M. l'Adjoint BROUX propose, ce qui est accepté, d'attribuer une subvention de 5.000 frs, le prélèvement sur le crédit sérié au B.P. Chap. XXVIII, Art. 16.

I61/II- Fanfare "Le Club des XX". Siège : 27, rue des Buisses. Demande de subvention de démarrage. Avis.

Cette Société créée en 1892, avait cessé ses activités en 1938. Reformée en 1946, son Président sollicite une subvention.

La Commission propose l'attribution d'une subvention exceptionnelle dite de démarrage, de 5.000 frs. à prélever sur le crédit ouvert au B.P. Chap. XXVIII, Art. 2.

I62/I2- Union des Villes et Communes de France. Office de documentation municipale (15, rue de Richelieu, PARIS (1er)). Adhésion de la Ville. Cotisation à verser.

Par lettre du 12 Avril, M. Le Secrétaire Général de l'Union adresse ses remerciements à M. le Maire d'avoir répondu favorablement à l'invitation de l'Union de participer aux travaux du Comité Général et l'informe que lui seront envoyées régulièrement les publications et revues.

En sa lettre, le Secrétaire Général de l'Union confirme que la cotisation annuelle des adhérents à verser à l'Union a été fixée à 5 centimes par habitant recensé.

La somme à verser sera déterminée ces prochains jours sitôt le chiffre connu de la population recensée. L'imputation de la dépense sera exercée sur le crédit "Abonnements à diverses publications".

La Commission prend acte. M. VAN WOLPUT et M. BROUX avaient auparavant souligné combien il serait souhaitable que les Publications et Revues fussent régulièrement communiquées à tous les Adjointes.

I63/I3- Syndicat du Personnel Municipal. Demande de subside pour l'envoi d'une délégation au Congrès National de la Fédération Générale des Services Publics et des Services de Santé qui se tiendra à TOULOUSE du 7 au 11 Mai. Avis.

La délégation comprend onze unités. En soulignant ce nombre et l'ordre de grandeur des frais de chemin de fer et d'hébergement, la Commission, à la proposition de M. VAN WOLPUT, statue favorablement et fixe le subside à 50.000 frs.

Il est décidé de renforcer le crédit d'une dotation complémentaire de 40.000 frs (Art. 5 Chap. XXVIII).

I64/I4- Syndicat Central des Hospitaliers de LILLE. Demande de subside pour l'envoi de 2 délégués au Congrès de TOULOUSE.

La Commission Administrative des Hospices ayant décidé d'attribuer le subside sollicité, la demande se trouve, par suite, classée.

I65/I5- Syndicat du Personnel des Sociétés de Pompes Funèbres de LILLE et sa banlieue. Demande de subside pour l'envoi d'un délégué au Congrès de TOULOUSE. Avis.

La Commission émet un avis favorable.

M. BOMART est invité à faire connaître à cette Organisation qu'il lui appartient de s'adresser à la Bourse du Travail, celle-ci étant subventionnée par la Ville.

I66/I6- Carrières de la Manche. Surveillance et contrôle. Frais de déplacement. Remboursement. Crédit.

Le rapport vise le remboursement des frais s'élevant à 5.060 frs et l'ouverture d'un crédit correspondant.

Adopté.

I67/I7- Fondation DOUTRELON de TRY. Remboursement d'obligations. Admission en recette. Crédit.

Il s'agit d'une somme de 1.522,70 dont le emploi est obligatoire.

Rapport adopté.

I68/I8- Droit de garantie versé en 1937 par les architectes ayant pris part au concours d'idées en vue de l'érection d'un monument à Gustave DELORY et Roger SALENGRO. Remboursement non sollicité. Transfert d'une somme de 200 Frs du service hors-budget aux services budgétaires.

La somme de 200 frs représente quatre droits de garantie de 50 frs.

La somme de 200 frs est désormais acquise à la Ville. Le rapport soumis consacre le transport de la recette parmi les opérations budgétaires.

Rapport adopté.

I69/I9- Voitures automobiles de louage. Plaques de contrôle pour lesquelles un dépôt de garantie a été versé et comptabilisé à un poste comptable hors-budget. Non-représentation des plaques. Dépôt en garantie acquis à la Ville. Transport aux services budgétaires du montant des dépôts de garantie.

Il s'agit d'une somme de 1.180 frs représentative de 118 plaques non restituées.

Le rapport tendant à décider l'opération de transport sus-indiqué est adopté.

I70/20- Acquisition d'immeubles I61-I63-I67 rue Gustave Delory. Frais d'acte notarié. Imputation budgétaire.

Les frais s'élèvent à la somme de 5.073,50.

L'imputation de la dépense sur le crédit "Frais de contentieux, d'actes et de procédure" est demandée.

Rapport adopté.

I71/21- Frais inhérents à diverses opérations immobilières. Imputation budgétaire.

Il s'agit de frais de transcription hypothécaire et d'insertion d'avis à fins de purge (986,20 + 816 frs + 3.366 frs).

L'imputation de ces trois sommes sur le crédit "Frais de contentieux, d'actes et de procédure" est proposé.

Rapport adopté.

I72/22- Acquisition de terrain à FIVES - rue Anatole de la Forge pour création d'un Centre Scolaire d'Education Physique. Subvention de l'Etat. Admission en recette. Crédit d'emploi.

Le prix d'achat du terrain est de 540.425 frs. La subvention de l'Etat est de 60%, soit 324.255 frs.

L'admission en recette de la subvention de 324.255 frs et l'ouverture d'un crédit d'emploi sont demandés.

Rapport adopté.

I73/23- Création d'un Jardin des Plantes. Etablissement du Plan et des devis estimatifs. Honoraires de l'Architecte.Crédit.

Le rapport soumis par le Bureau de l'Urbanisme et du Plan vise l'ouverture d'un crédit. Le mémoire des honoraires est de 166.341 frs se décomposant comme suit :

Estimation de la tranche constructions:

0,60% de 24.223.556 frs : 145.341-

Estimation de l'ensemble des plantations:

0,20% de 10.500.000 frs : 21.000-

La Commission des Finances émet un avis favorable à l'ouverture du crédit. M. VAN WOLPUT avait préalablement déclaré qu'il verrait son Collègue M. Alfred ROUSSEAU à propos des travaux d'étude motivant les honoraires demandés.

I74/24- Création d'un Jardin des Plantes et fleuriste municipal. Construction de serres et de bâtiments. Financement de la dépense par voie d'emprunt. Vote de l'emprunt et de l'imposition de garantie.

Le devis estimatif des travaux est établi sur la base de la série de prix de 1939, application faite du coefficient 6,92 et s'élève à 24.223.556 frs. Les honoraires calculés à 5% se montent à 1.211.177,80. La dépense totale s'élève chiffres arrondis à 25.435.000 frs.

Le rapport vise I- à l'adoption du Projet et à sa réalisation, II- le vote d'un emprunt remboursable en 30 ans au taux d'intérêt de 3,90%.

L'annuité de remboursement se fixe à 1.445.764frs,06. L'imposition annuelle de garantie est 21 centimes 83.

M. VAN WOLPUT fait une remarque à propos du coefficient de 6,92 appliqué à la série de prix de 1939. Il aurait aimé savoir l'ordre de grandeur de la somme prévue au devis au titre "imprévu" car, il dit craindre la montée du coefficient d'ici la mise en route des travaux.

Il souligne l'importance élevée des honoraires bien que le taux de 5% soit légal.

Après avoir admis le moyen de financement de la dépense projetée, la Commission, à la proposition de M. le Président, adopte le Rapport.

...../

I75/25- Expropriation des terrains grevés de la servitude non-aedificandi. Emprunt.

Nous avons déjà acquis: 65 hectares. Il reste 150 hectares à exproprier. La dépense est évaluée, frais non compris, à 90 millions de frs.

Le rapport porte proposition de vote d'un emprunt de 90 millions remboursable en 30 ans au taux d'intérêt de 3,90%. L'annuité d'amortissement se fixe à 5.115.736,80. L'imposition de garantie (centimes additionnels) est de 77 centimes 22.

A noter, précise M. VAN WOLPUT, que l'emprunt sera réalisé au fur et à mesure des besoins. Dès l'autorisation interministérielle obtenue ajoute M. VAN WOLPUT, le Service Financier déterminera, en accord avec les Services a) de l'Urbanisme et du Plan, b) du Contentieux, l'importance de la 1ère tranche à réaliser.

Rapport adopté.

I76/26- Acquisition du Château de la Carnoy à LAMBERSART pour l'installation d'oeuvres de l'enfance, colonie de vacances et école en plein air. Emprunt. Réalisation.

Cette acquisition votée en Novembre 1943 et Décembre 1944 a été autorisée par arrêté interministériel. La dépense s'élève - principal et frais à 3.750.000 frs. Elle ne peut être financée que par l'emprunt.

Le Crédit Foncier sollicité consent nous le servir, son remboursement en 30 ans au taux d'intérêt: 3,90%.

L'annuité d'amortissement est de 213.155,70; l'imposition de garantie se fixe à 30,22.

La Commission des Finances adopte le rapport présenté autorisant M. le Maire à passer le contrat de prêt avec l'Etablissement financier prêteur précité.

I77/27- Proposition de M. le Docteur TRINQUET de VALENCIENNES, Président es-qualité de la Fédération de Jeu de Paume, d'organiser à LILLE, le 26 Juin une manifestation sportive à l'occasion du "Congrès National des Sports". Participation financière de la Ville sollicitée. Examen.

La manifestation sportive proposée se déroulerait sur le ballodrome du Boulevard des Ecoles. Elle comprendrait :

...../

1°) LUTTE INTERNATIONALE DE SELECTION
(France - Belgique): 15.000 Frs
deux équipes

OU 2°) LUTTE DE SELECTION INTER-DISTRICTS
(Avesnois - Douaisis - Valenciennois-)
Celle-ci à disputer sous forme de Tournois. Trois
équipes: 10.000 Frs

OU 3°) LUTTE ENTRE DEUX EQUIPES de "DIVISION D'HONNEUR": 6.000frs

Ces sommes, précise M. TRINQUET, sont destinées à couvrir les frais de déplacement, transport, repas.

Après avoir donné en lecture la lettre de M. TRINQUET, M. VAN WOLPUT fait part de l'impossibilité d'agréer l'offre conditionnée de la Fédération de Jeu de Paume, étant donné l'accord antérieurement intervenu avec M. HOURIEZ Directeur départemental de l'Education Physique et des Sports de ne faire des compétitions que sur le plan local.

La Commission prend acte.

I78/28- Requête des Commissionnaires en Viandes pour que le Service des Poids Publics du Carreau des Halles, soit pourvu d'une bascule pesant les viandes à l'hecto. Examen.

Ci-contre copie de la requête.

"Le 23 Avril 1946.

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la mise en service aux Halles Centrales de LILLE
"d'une bascule pesant les viandes à l'hecto en supplément
"de celle pesant à la livre en service actuellement.

"Cette demande est motivée par les prix élevés de la
"marchandise, les freintes très réduites admises par le
"Ravitaillement Général et la marge bénéficiaire minime
"allouée aux commissionnaires.

"Hier matin, j'ai fait une pesée témoin d'un mouton,
"il donnait 18 K° 450. Le peseur est tenu de le marquer pour
"18 K°, d'où une perte de 450 grammes à 91 frs 80 le K°=
"41 frs 30. La perte de 450 grammes peut se reproduire à
"chaque pesée de détail, il en résulte une perte d'argent
"d'abord et de poids ensuite.

"A titre indicatif, je vous signale que ces moutons
"cédés par le ravitaillement général sont pesés par lots
"de 30.

"Je viens donc par la présente, vous prier de bien
"vouloir donner satisfaction à notre syndicat ou autoriser
"à faire nous-mêmes nos pesées sur du matériel nous appartenant.

"Veuillez agréer

...../

M. BOMART déclare qu'à réception de la requête, il est allé aux Halles, se livrer à une enquête, et que des avis recueillis du Chef peseur et de M. VERBEET, Contrôleur des opérations de pesage, la demande du Syndicat des Commissionnaires lui est apparue justifiée.

La Commission prend acte de la requête et de l'information de M. BOMART et, décide renvoyer l'affaire à la Commission des Halles et Marchés pour décision.

I79/29- Personnel Municipal. Rappels d'émoluments à divers titres. Crédits. Avis.

Il s'agit d'un crédit de 3.825.000 frs destiné au règlement des rappels et, d'un crédit de 300.000 frs pour paiement de la Contribution patronale -Assurances Sociales.

A noter qu'il s'agit de fractions de crédits votés en 1945 mais annulés au Compte Administratif de cet exercice clôturé le 31 Mars 1946.

Les rapports soumis sont adoptés.

I80/29bis- Dépenses supplémentaires de l'exercice 1945. Crédits. Avis.

Les crédits demandés s'élèvent à la somme de 1.055.178,80 et concernent des dépenses obligatoires.

Rapport adopté.

I81/30- Aménagement des terrains sportifs. Nécessité de leur entretien permanent et achat de matériel sportif. Communication de M. l'Adjoint BROUX. Proposition de fixation de crédit.

M. l'Adjoint BROUX fait une relation de son intervention au sein de l'Administration Municipale à propos de l'aménagement de terrains sportifs, de leur entretien permanent et, de la nécessité d'acquérir du matériel sportif.

M. VAN WOLPUT déclare que M. le Secrétaire Général à qui il fit visite avec son Collègue Fernand BROUX à propos de ce problème, désire connaître afin d'entreprendre l'étude de la question, l'ordre de grandeur du crédit nécessaire à la réalisation du programme.

La Commission propose que soit fixé à 500.000 frs le montant du crédit destiné à l'exécution des travaux et fournitures suggérés.

.... /

182/31- Société "Les Sports aériens du Nord de la France."
Demande de subvention. Avis.

M. l'Adjoint VAN WOLPUT expose :

"La Société "Les Sports Aériens du Nord de la France"
"qui a siège 13, rue Jeanne d'Arc à LILLE, appelle notre
"attention sur la haute portée de ses buts et le bénéfice que
"la Nation est appelée à en retirer.

"Des cours et conférences sont organisés et des démon-
"strations de vol à voile et à moteur, de parachutisme et
"d'aérostation ont régulièrement lieu.

"La Société demande nos encouragements effectifs pour
"le développement de son Oeuvre et sollicite une subvention
"communale."

.....

La Commission émet un avis favorable à l'octroi d'une
subvention de 10.000 frs et au vote du crédit nécessaire.

183/32- Monument à Jean LEBAS. Souscription de la Ville. Crédit.

M. le Président fait connaître qu'une souscription Publique
est organisée pour l'érection d'un Monument à Jean LEBAS.

Ce Monument sera érigé sur une place du centre de la Ville
de ROUBAIX.

Après avoir donné lecture de la lettre-circulaire reçue,
M. le Président s'exprime ainsi :

"La vie du camarade Jean LEBAS fut toute de dévouement.
"Les vertus de ce Grand Français ont rayonné au-delà de nos
"frontières. Il s'est dépensé sans compter pour le Peuple,
"pour la République, pour sa Patrie. Grande victime de la
"Guerre de par son patriotisme ardent, son nom qui survivra
"sera perpétué par le Monument qui va être érigé et qui sera
"le témoignage de la reconnaissance publique."

La Commission, unanime, propose a) que soit fixé à
300.000 frs le montant de la souscription de la Ville de LILLE,
b) que soit voté le crédit nécessaire au versement.

184/33- Union Départementale des Associations familiales du Nord.
Siège: rue du Molinel-LILLE- Sa demande de contribution
de la Ville pour l'offre par ses soins à deux Agents
municipaux chargés de famille, d'une paire de draps.
Avis.

Ci-contre la lettre parvenue :

"Monsieur le Maire,

"Les mères de famille décorées de la médaille de la
"Famille Française, lors des promotions du 14 Juillet 1946
"et du 19 Mars 1945, recevront avec leur diplôme, le jour de
"la Fête des Mères diverses attributions obtenues par l'Union

...../

"Nationale des Associations Familiales des Ministères
"du Ravitaillement et de la Production Industrielle.

"C'est ainsi que les mères qui seront décorées de
"la médaille d'Argent ou d'Or recevront notamment une
"paire de draps pour une personne.

"C'est là une initiative des plus heureuses, mais
"qui est susceptible d'être fort onéreuse pour certaines
"familles dont le budget est déficitaire.

"Nous avons pensé qu'il serait souhaitable d'offrir
"cette paire de draps aux familles qui doivent en bénéficier

"C'est pourquoi nous avons demandé aux Caisses de
"Compensation du Nord de bien vouloir envisager la possi-
"bilité de prendre en charge le coût de la dépense qui
"incombera aux mères de famille. Nous avons obtenu leur
"accord. Mais parmi les mères décorées, nous avons relevé
"les noms de plusieurs mères de famille décorées, dont le
"mari est occupé par vos services.

"Il s'agit de Mmes :

"MEDAILLE D'OR :

"VANDERUST ROELAND, 10 Rue Gambetta Cité Nouvelle à FACHES
"THUMESNIL.

"Employeur du mari: Ville de LILLE. Service Propreté Publique

"MEDAILLE D'ARGENT :

"VANDENDOOREN DUTHOIT, 13 Rue P.L. Courrier à LILLE.

"Employeur du mari : Ville de LILLE. Bains Lillois. Bl de
"la Liberté.

"Nous vous serions donc reconnaissants de bien vou-
"loir nous faire connaître si vous envisagez la possibilité
"de prélever sur le budget de la Fête des Mères, les sommes
"nécessaires pour permettre à ces mères de familles déco-
"rées de recevoir gratuitement la paire de draps qui leur
"est offerte.

"Nous vous signalons que, d'après les éléments d'in-
"formation qui nous ont été fournis, la paire de draps
"(en lin) coûtera approximativement 2.000 frs. Il est
"probable que nous recevrons ces draps ou bien que les
"mères de famille seront invitées à s'adresser à un éta-
"blissement qui leur sera désigné par le Ministère de la
"Production Industrielle pour honorer le bon qui leur sera
"remis.

"Dans l'attente de vous lire, nous vous prions
"d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos senti-
"ments distingués et tout dévoués.

"Le Président;
"signé: Illisible."

...../

M. BOMART déclare que les Agents VANDERUST et VANDENDOOREN sont entrés dans les Services Municipaux - le 1er en Novembre 1943, le second, le 1er Mai 1945.

M. VAN WOLPUT prie l'Assemblée de se prononcer sur la requête.

Les échanges de vues aboutissent à une résolution d'impossibilité pour la Ville de se substituer à une Oeuvre privée pour l'exécution de ses intentions propres.

La Commission déclare la requête irrecevable.

185/34- Bourses de livres aux élèves des Collèges modernes et techniques, et des Lycées. Information de M. le Conseiller LUSSIEZ.

M. le Conseiller LUSSIEZ entretient l'Assemblée de l'étude actuellement entreprise par la Commission de l'Instruction Publique pour que soient accordées des bourses de livres aux élèves de familles résidant à LILLE.

Nous devons mettre tout en oeuvre, dit-il, pour contribuer à meubler le cerveau des enfants du Peuple. Cela, ajoute-t-il, fait partie de notre Programme.

La communication de M. le Conseiller LUSSIEZ retient l'attention de la Commission qui émet d'ores et déjà, un avis favorable de principe à la réalisation des projets formés.

X
X X

Dans le cours de ses travaux, la Commission avait enregistré I-les regrets de Mme COIBA-DEVERNAY relativement à la situation non encore régularisée de M. BOUILLARD, Directeur intérimaire du Conservatoire II-le retard de mandatement de créances importantes de fournisseurs de la Ville et titulaires de marchés administratifs. M. BOMART souligna à l'Assemblée que les créanciers réclamants seraient réglés dès l'entérinement desdits marchés par le Conseil Municipal et, leur approbation par M. le Préfet.

La séance prit fin à 21 h. 15.

Hôtel de Ville, le 10 Mai 1946.

Le Secrétaire,
Paul BOMART.

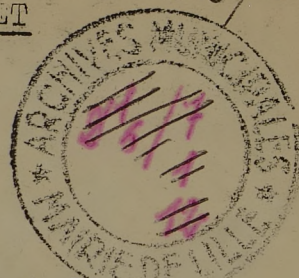
VU :
L'Adjoint au Maire
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

106/235

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 2 Juillet 1946

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Mardi 2 Juillet 1946 à 18 h. 30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
Mme COIRA, conseillère municipale,
M.M. DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC, d°
LUSSIEZ, d°

Excusés : M.M. PIERRARD, adjoint au Maire,
G. ROUSSEAUX, d°
WILSON, conseiller municipal

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

186/I- Maison de la Famille, 141, rue du Molinel. Sa protestation au sujet de notre impossibilité notifiée de lui allouer une subvention. Exposé de l'affaire par M. VAN WOLPUT. Résolution.

A la date du 18 Avril 1946, déclare M. VAN WOLPUT, nous avons fait notifier à la "Maison de la Famille" notre décision entérinée par l'Administration Municipale, visant l'impossibilité pour la Ville, de donner une suite favorable à la demande de subvention formulée. M. VAN WOLPUT ajoute : le 4 Juin, M. le Directeur de l'Organisation accuse réception à M. le Maire de notre lettre du 18/4 - proteste contre notre décision de rejet - cite une série de subventions figurant au Budget de 1946 en faveur des sociétés de Secours Mutuels, d'Oeuvres philanthropiques privées et des Groupements sportifs, soulignant que la "Maison de la Famille" de LILLE a accordé jusqu'à présent à la Ville des subventions pour la Fête des Mères, subventions totalisant 125.000 frs.

M. VAN WOLPUT fait connaître à l'Assemblée que pour la Fête des Mères de 1943, 1944 et 1945, le Comité de Coordination des Mouvements familiaux, siège de la Maison de la Famille, fit en effet débloquer par l'intermédiaire du Secours National, du pain d'épices et de la confiture; livra ces marchandises à la Ville qui consentit en payer 50% de la valeur - soit: 42.082 frs en 1943; 47.500 frs en 1944 et 33.545 frs en 1945. Ce sont les mêmes sommes que la Maison de la Famille déclare avoir fait don à la Ville de par la prise en charge de 50% de l'importance des marchandises. Or, précise M. VAN WOLPUT, l'organisme n'a nullement supporté la dépense de 50%, le Secours National ayant été couvert des marchandises débloquées et utilisées lors des fêtes des Mères savoir :

...../

I/2 par la Ville - I/2 par prélèvement sur subvention de l'Etat. En clair, dit M. VAN WOLPUT, la Maison de la Famille n'a rien prélevé sur ses fonds particuliers et son assertion d'avoir financé la Ville est osée pour ne pas dire audacieuse.

Nous pouvons nous-mêmes assurer le succès de la fête des Mères et nous pouvons aussi demander le concours de l'Etat, ainsi se termine la communication de M. l'Adjoint VAN WOLPUT.

Au terme des échanges de vues, il est fait le point. La Commission, unanime, confirme sa résolution antérieure de rejet de la subvention sollicitée.

I87/2- Union des Femmes Françaises pour la défense de la Famille, la Reconstruction de la France et l'écrasement du Fascisme. Comité Départemental du Nord 4bis rue du Barbier Maes - LILLE - Demande de subvention. Examen.

Il est demandé une subvention de 50.000 frs pour la garderie d'enfants, créée par l'Organisation.

La garderie fonctionnerait pendant les 2 mois de vacances.

Après un examen particulier de la requête; tout admirant l'activité républicaine de l'Oeuvre, la Commission dit regretter ne pouvoir conclure favorablement sur le désir formé, étant donné, d'une part, l'existence de garderies municipales à charges financières lourdes, d'autre part, la possibilité qui est offerte à l'Oeuvre, d'envoyer dans nos Garderies, les enfants auxquels elle s'intéresse.

I88/3- Demande de subvention présentée en Mai 1946 par le Comité Régional F.S.G.T. pour participation aux dépenses d'organisation de la Course Cycliste du 30 Juin dénommée "Le second Grand Prix "Jean LEBAS".

La Commission fait sien l'avis défavorable émis par la Commission de l'Education Physique et des Sports.

L'attribution de plusieurs subventions dans une même année est apparue impossible.

I89/4- Financement de la compétition "Traversée de LILLE à la nage-le 21 Juillet". Examen du Budget de cette fête de natation. Détermination de l'effort financier de la Ville.

Les équipes participantes : -2 équipes de Belgique
-2 - de Paris
-1 - de Troyes
et des équipes de : Roubaix, Leforest, Armentières, Cambrai, Loos et Haubourdin

L'effectif des nageurs est de 200 environ.

M. le Président déclare que la compétition projetée a lieu le 21 Juillet sous les auspices de la Ville qui, comme dans le passé, prend à charge la dépense.

...../

Il expose que la Commission de l'Education Physique et des Sports a examiné tous les détails de l'organisation et admis le projet de Budget. Celui-ci chiffre la somme de 80.725 frs.

Lecture de ce Budget est donnée à l'Assemblée qui décide l'imputation des dépenses justifiées sur pièces sur le crédit des Fêtes.

I90/5- Foyer des Sourds-Muets des Flandres et d'Artois. Demande de subvention.

Avant-guerre, la Ville servait une subvention annuelle de 1.000 frs.

Le siège social de l'Oeuvre est 13, rue du Molinel à LILLE. Le Président est M. Ch. LEROUX, 46 rue Manuel à LILLE.

La requête fait état des ressources insuffisantes de la Société pour réaliser le projet de création d'une Maison Hospitalière.

A la proposition de M. le Président, l'Assemblée décide surseoir à statuer, M. BOMART étant invité dans le même temps, de demander au Groupement sa situation financière.

I91/6- Théâtre des Petits Cheminots Lillois. Demande de subvention. Examen. Avis.

Ce théâtre est réservé aux enfants âgés de 4 à 16 ans. Son but : 1°) au point de vue artistique : rechercher les enfants qui possèdent de réelles dispositions et développer celles-ci; 2°) au point de vue social, développer chez ces enfants le sens du beau et du bien et, par le profit du concours apporté par les petits artistes aux Sociétés diverses, envoyer le plus grand nombre d'enfants en Colonie de vacances.

Le siège de ce Groupement est : 2, rue d'Inkermann. La requête est tenue par le Président. La Directrice de ce "Théâtre" est Melle RONIN.

Les buts poursuivis sont enregistrés de même l'information verbale recueillie dans le cours de l'examen de la requête.

Enregistrant que des concours financiers sont assurés à l'Organisation par le Personnel des Cadres Supérieurs de la S.N.C.F.; estimant que les parents des enfants se doivent de concourir aux dépenses de l'Entreprise dite "Ecole de formation de petits artistes", la Commission émet un avis défavorable à la demande de subvention.

I92/7- "Nos PETITS au GRAND AIR" - Oeuvre de Colonie de vacances pour les enfants des écoles maternelles du département du Nord. Demande de subvention. Examen. Avis.

Le siège social est à l'école Ruault rue Frédéric Mottez. Présidente : Mme VIEILLEDENT. Vice-Présidente : Melle JOTTE.

Cette Oeuvre, dit M. VAN WOLPUT, a été reconnue d'utilité publique le 9 Mai 1944. Elle est départementale et comprend 2 circonscriptions - l'une a son siège à LILLE, l'autre à VALENCIENNES.

Les bénéficiaires sont les enfants déficients (de familles nécessiteuses) de 3 ans 1/2 à 6 ans. L'Oeuvre envoie ceux-ci au Préventorium de TRELON. Le contingent annuel est de 150. En cet effectif, il y eut en 1944 : 50 Lillois; en 1945: 48; en 1946: 37.

La dépense pour 37 Lillois serait de 56.943 frs.

Il nous est rapporté, dit M. VAN WOLPUT, que les ressources seraient restreintes mais qu'une représentation théâtrale a rapporté en 1944 : 26.000 frs- en 1945 : 22.000 frs.

La demande de subvention est présentée par Mme VIELLEDENT et Mlle JOTTE, respectivement Présidente et Vice-Présidente.

M. VAN WOLPUT priant l'Assemblée de se prononcer sur la requête, dit devoir rappeler 1° la position prise antérieurement concernant les participations financières sollicitées par les Sociétés ou Associations qui envoient des enfants dans des Colonies de Vacances, 2° l'effort budgétaire formidable que fait la Ville pour ses Camps de Vacances, Colonies et Garderies.

M. BROUX reconnaît l'activité agissante de l'Oeuvre, mais souligne que les résolutions antérieures de l'Assemblée ne lui permettent pas de proposer l'aide municipale demandée.

Mme COÏBA fait en toute objectivité, une relation des activités bienfaisantes de l'Oeuvre en faveur des "tout petits" marquant que le lieu de séjour des enfants n'est pas précisément un lieu de vacances mais un Préventorium.

M. DE BECKER déclare être favorable à l'octroi d'une subvention. M. GHYS, M. CLAES, Mme COÏBA et M. LUSSIEZ disent leur désir de M. DE BECKER. Enfin, M. VAN WOLPUT et M. BROUX déclarent confirmer le principe de rejet consacré en des séances antérieures.

Le débat terminé, il est décidé à la majorité des voix, l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 20.000 frs, étant entendu que l'Oeuvre se devra de fournir 1° un Compte financier pour 1946, 2° la liste des enfants lillois qui ont bénéficié du séjour à TRELON, 3° la situation de famille des Parents.

193/8- Groupement Colombophile "L'Entente". Siège : 51, rue St Sauveur - LILLE - Demande de subvention. Examen. Avis.

La subvention est sollicitée pour constituer un prix "Ville de LILLE" lors du Concours organisé sur CHANTILLY, le 14 Juillet.

Le Groupement comprend quatre sociétés dont 3 lilloises:

- Le petit Epervier - 2 rue Auber
- Union et Liberté - 2 Avenue du Peuple Belge
- Le pigeon des Bois - 148, rue de La Louvière

L'ensemble des prix est de 20.000 frs.

...../

La Commission décide fixer le prix "Ville de LILLE" à 2.000 frs, attribution qui devra être imputée sur le crédit des Fêtes.

194/9- Association Départementale des Pupilles de l'Ecole Publique 70, rue Brûle-Maison à LILLE. Demande de subvention. Examen. Avis.

Cette Association dont le siège est à l'Inspection Académique vient en aide aux enfants malheureux qui lui sont signalés par les instituteurs.

Elle projette l'achat d'une propriété pour l'installation de la "Maison des Pupilles".

La subvention sollicitée est pour aider à la réalisation du projet.

La Commission surseoit à statuer, désirant connaître l'avis de la Commission de l'Instruction Publique.

195/10- Emprunt obligataire de 1935. Commissions versées à la Banque "Le Crédit du Nord" pour le service de paiement des coupons et le remboursement des obligations sorties au tirage. Demande de relèvement des taux. Examen. Avis.

Ci-contre les dispositions du Cahier des charges relatives au paiement de ces rémunérations.

"ARTICLE 12.- La Banque devra s'engager à assurer "le service du paiement des coupons et du remboursement "des titres amortis moyennant une commission de vingt "cinq centimes pour cent (0,25%) du montant net des coupons et douze centimes et demi pour cent (0,125%) du "montant net des titres; il sera consenti, à cet effet, "à une Banque ayant son siège ou une succursale à Lille, "la veille de chaque échéance, une avance de quatre vingt "mille francs dont elle devra justifier dans le délai "maximum de deux mois (Circulaire Ministère des Finances- "26 Juin 1930) par la production :

a) des coupons classés par échéance et par ordre "numérique récapitulés sur ou plusieurs bordereaux de "paiement et quittances par ses représentants autorisés; b) des titres amortis revêtus d'un signe d'annulation et quittances par le titulaire, s'ils sont nominatifs, lesdits titres accompagnés d'un ou plusieurs bordereaux quittances."

La Banque signale l'accroissement considérable de ses frais généraux et sollicite le relèvement des taux des rémunérations :

Contre 0,25% sur le montant net des coupons: 0,75% -au minimum 0,50%.-
Contre 0,125% sur le montant net des obligations: 0,25%

.... /

La Commission, après avoir estimé justifiée la demande de la Banque, propose de relever les taux des commissions, comme suit:

0,50% sur le montant net des coupons
0,25% du montant net des titres, cette mesure avec effet du 1er Janvier 1946.

La Commission enregistre que M. BOMART s'efforce de résoudre le problème du remboursement des capitaux restant dus au titre de ce prêt obligataire, par le jeu d'un emprunt de gré à gré à souscrire auprès du Crédit Foncier - l'opération financière pouvant rapporter à la Ville un bénéfice appréciable.

I96/II- Ecole des Beaux-Arts. Achat d'un four électrique pour la terre cuite et la céramique. Crédit. Admission en recette d'une subvention de 1/3 du prix.

L'Administration Municipale a émis un avis favorable à cette acquisition. Le prix est de 75.000 frs. Une subvention de 25.000 frs est attribuée par l'Office "ARTS et CREATION" 23, rue de la Paix à PARIS.

Le rapport vise 1°) l'ouverture du crédit et la passation d'un marché avec la maison qualifiée, 2°) l'admission en recette de la subvention accordée. (La somme de 25.000 frs est parvenue).

Avis favorable est donné par l'Assemblée.

I97/II- Paiement dans le cours de l'exercice 1945 de dettes antérieures. Ratification.

Il s'agit de règlements faits d'un montant global de 79.298,40.

Rapport adopté.

I98/I3- Frais de délégations. Exercice 1945. Ratification.

L'état récapitulatif accuse : 393.925 frs.

Rapport adopté.

I99/I4- Dépenses imprévues. Exercice 1945. Ratification.

Le relevé se monte à 57.356,20.

Rapport adopté.

200/I5- Bureau de Bienfaisance. Comptes: a) administratif, b) de gestion. Exercice 1945. Avis.

J'ai examiné, dit M. VAN WOLPUT les deux Comptes financiers. Il déclare :

L'excédent de recettes est de : 7.562.595,60.

Si on tient compte des opérations à poursuivre en 1946 au titre de 1945, l'excédent est ramené à 6.781.871,70.

.../

L'excédent de l'exercice 1944 se chiffrait à 3.575.452,20. La progression de l'excédent de recettes est notamment due au rendement accru de la taxe sur les spectacles et aussi au fait que l'Etablissement hospitalier n'est plus partie prenante dans le produit en question.

M. VAN WOLPUT précise que le Bureau de Bienfaisance encaissa de la Ville au titre de la taxe précitée : 15.307.543,50 alors que la prévision inscrite au Budget Primitif de l'Etablissement n'est que de : 5.312.500 frs.

Le Compte Administratif est appuyé d'un cahier explicatif qui permet l'analyse rapide du document. Le Compte du Receveur est conforme à celui de l'Etablissement.

A propos de la taxe sur les spectacles, l'attribution municipale est de 1/3 du produit versé à la Ville par l'Administration des Contributions Indirectes chargée du recouvrement.

En vertu de l'ordonnance du 17 Avril 1945, le Conseil Municipal peut, par délibération approuvée par l'autorité de tutelle, après avis de la Commission Administrative de l'Etablissement, réduire le montant de l'attribution minimum précitée au cas où les versements effectués au cours d'une année se seraient révélés supérieurs aux besoins réels de l'Etablissement.

Cette information conduit la Commission à se poser la question de savoir si le Bureau de Bienfaisance qui va disposer de ressources excédentaires, consentirait, pour tenir compte de l'effort de la Ville au titre de ses dépenses pour le Vestiaire qui atteignent 5 millions de frs et du déficit hospitalier qui dépasse 30 millions de frs - de ramener de 33,33% à 25%, sa part dans le produit de la taxe sur les spectacles.

M. VAN WOLPUT dit qu'il priera l'Administration Municipale de saisir l'Etablissement de la question.

L'adoption des 2 Comptes financiers est prononcée.

201/I6- Crédit Municipal. Comptes : a) administratif, b) de gestion. Exercice 1947. Avis.

L'excédent de recettes est de : 16.277.625,70, somme ainsi décomposée :
Reprise de l'excédent de recettes de l'exercice 1944 : 8.952.206,80
Excédent de recettes-Opérations financières propres à l'exercice 1945 : 7.331.310,70
16.283.517,50

Exploitation :

Excédent des dépenses sur les recettes - 1945 - : 305.891,80
à déduire :
subvention municipale versée : 300.000.
5.891,80 5.891,80

Excédent de recettes : 16.277.625,70
=====

La Ville s'étant engagée par délibération du 26 Octobre 1945 à couvrir le déficit "Exploitation", c'est-à-dire, l'excédent de charges sur les revenus, c'est donc la somme de 5.891,80 qu'il restera à mandater au profit de l'Etablissement.

Lors du vote du Budget Supplémentaire de la Caisse de Crédit, le déficit prévu était de 700.000 frs.

La Commission adopte le rapport.

202/I7- Fondation MASUREL. Comptes : a) administratif, b) de gestion. Exercice 1945. Avis.

Le Compte accuse un excédent de recettes de 805.049,50. Cette somme comprend l'excédent de 1944 qui s'élevait à 768.054,30.

En fait, l'excédent propre à l'exercice est de 36.995,20.

Rapport adopté.

203/I8- Programme ferroviaire de Lille-Sud. Participation financière de la Ville. Etat de la question.

M. VAN WOLPUT rappelle à l'Assemblée le Programme des travaux, son développement et la participation de la Ville à la couverture des dépenses globales à raison des 2/5.

Il souligne que la Ville est actuellement redevable de 7 millions environ, somme à laquelle s'ajoutent des intérêts moratoires au taux légal.

Il rapporte que la participation de la Ville a) suivant devis de 1940, chiffrait la somme de 11.120.000 frs, b) d'après le projet révisé en 1942, se fixait à 20 millions.

Au cours d'une Conférence qui s'est tenue en l'Hôtel de Ville début de 1946, dit-il, la délégation technique de la S.N.C.F. promet de tenir à la Ville dans un court délai l'accusé des dépenses faites et de celles des travaux à poursuivre, en un mot, le devis remanié afin de permettre à la Ville de voter rapidement l'emprunt pour un règlement accéléré des sommes dues en principal et intérêts.

Or, informe M. VAN WOLPUT, la Ville n'est pas encore en possession du devis nouveau de la S.N.C.F. et, hélas, ponctue-t-il, les intérêts courent.

Il signale, enfin, qu'il a demandé le 18 Juin à M. le Secrétaire Général, d'inviter la S.N.C.F. à ne plus retarder l'envoi du devis nouveau.

Tel est l'état de la question.

La Commission, après des échanges de vues, après avoir enregistré avec regret la répercussion financière onéreuse résultant des intérêts moratoires à payer, prie l'Administration Municipale

...../

de provoquer toutes mesures susceptibles d'obtenir rapidement de la S.N.C.F. les éléments chiffrés déterminatifs de l'emprunt à voter.

204/I9- Insuffisances de crédits. Rapport tendant à l'ouverture des crédits supplémentaires.

Le montant des crédits de renforcement est de 9.471.648 frs.

M. le Président donne lecture des crédits formant la somme précitée.

Parmi ces crédits, sont particulièrement relevés :

100.000 frs - pour l'habillement d'Agents municipaux.

Le crédit du Budget Primitif avait été fixé à 1.000 frs pour mémoire. Il n'avait point été envisagé à ce moment-là d'habiller les Agents.

A ce propos, reste toujours posée la question de savoir le montant de la participation des Agents habillés.

100.000 frs - Déplacements d'Agents municipaux en tramway.

A noter que le crédit ouvert au B.P. est de 225.000 frs.

3.000.000 de frs - pour l'entretien des propriétés communales.

Le crédit ouvert au B.P. est de 20.000.000 de frs sensiblement égal aux dotations accordées en 1945. Le Service avait demandé 35.000.000 de frs, mais la Commission des Finances avait ramené le crédit à 20.000.000 de frs pour tenir compte de la rareté des matériaux.

La Commission avait, par ailleurs, estimé que la dépense de travaux de grosses réparations et d'appropriation devait être couverte par l'emprunt.

Le crédit complémentaire de 3 millions est ici inscrit par mesure d'urgence, étant donné que les engagements de dépenses à ce jour (bons de commandes) forment un montant de 16 millions.

La Commission des Finances constate que le Service des Bâtiments ne se soucie pas du crédit limitatif dont il a la gestion.

11.798.552 frs - Contingent de la Ville dans les dépenses d'assistance.
à l'effet de régler la totalité de l'acompte demandé par la Préfecture.

700.000 frs - en renforcement de crédits ouverts à l'effet de régler des prix d'acquisitions autorisées.

150.000 frs - Mobilier des Bâtiments communaux.

Le Service avait demandé un crédit de 600.000 frs. La Commission des Finances l'avait ramené à 200.000 frs par mesure d'économie.

...../

205/20- Conservatoire. Lettre ministérielle (du 31 Mai) portant information qu'une étude est en cours au Ministère pour l'étatisation à compter de 1947, du Personnel Directeur, Professeurs et administratif. Agrément de principe à l'étatisation, demandé par le Ministère. Examen.

M. le Maire donna connaissance de cette lettre à l'Administration Municipale (séance du 17 Juin)

Le projet d'étatisation vise, dit M. VAN WOLPUT, les Directeur, Professeurs, puis le personnel administratif.

La Ville verserait, à l'Etat, 49% des dépenses "Personnel".

La Ville resterait propriétaire de l'immeuble obligatoirement mis par elle à la disposition de l'Etat et continuerait à en assurer l'entretien.

L'agrément de principe de la Ville est sollicité par PARIS.

Examen de la question - sur le plan financier.

Résultat d'une étude faite par le Service financier :

-Dépenses de Personnel - régime étatisation	2.500.000
La Ville devrait verser à l'Etat (49%)	1.225.000
-Dépenses de Personnel actuellement réglées par la Ville	1.820.000
-Bénéfice pour la Ville	595.000

Arrondissons, dit M. VAN WOLPUT, à un demi-million et précisons qu'il s'agit de dépenses de Personnel, toutes les autres dépenses (Entretien des locaux et Matériel), restant à charge de la Ville.

L'Assemblée, après échanges de vues, dit appeler l'attention de l'Administration Municipale 1° sur la disparition des prérogatives de la Ville au cas d'étatisation, 2° relativement à l'agrément de principe, celui-ci ne devant point placer la Ville dans l'obligation de signer la Convention.

206/21- Abattoirs. Taxe d'abatage. Taxe pour frais de visite des viandes dites à la main ou foraines. Tarifs en vigueur. Tarifs nouveaux à appliquer prochainement. Communication.

Le tarif actuellement appliqué de la taxe d'abatage est de 0,60 au kilogramme de viande nette. Celui de la taxe de visite est de 0,13 - également au kilogramme de viande nette -

La perception est assurée par la Ville.

Une loi N° 46.854 du 26 Avril 1946 (J.O. du 1er Mai 1946) dispose que 1° les taux de perception des deux taxes peuvent être fixés dans la limite de 1 fr. par Kg de viande nette - 2° le recouvrement de la taxe locale d'abatage est confié à l'Administration des Contributions Indirectes - 3° la taxe sur les viandes foraines sera perçue mensuellement.

...../

Ci-après le texte littéral des articles 22-23-24 et 25 de la loi et afférents à ces taxes.

"ART. 22.- Il est perçu au profit des communes, une taxe
"sur les viandes fraîches provenant de l'abatage, en vue de la
"vente des animaux ci-après désignés : équidés, bovidés, suidés,
"ovidés et caprins.

"Le tarif de la taxe sera fixé par délibération du conseil
"municipal approuvée par le préfet ou le sous-préfet, lorsque
"celui-ci règle le budget, après avis du directeur départemen-
"tal des services vétérinaires et du directeur départemental
"des contributions indirectes, à un taux multiple de 0,25 .
"dans la limite de 1 f. par kilo de viande nette.

"Le redevable de la taxe est le propriétaire de l'animal
"au moment de l'abatage. Si ce propriétaire n'est pas commerçant
"et fait effectuer l'abatage par un commerçant, ce dernier est
"solidairement avec le propriétaire responsable du paiement de
"la taxe.

"La taxe est acquittée mensuellement sur déclaration remise
"aux contributions indirectes, dans les conditions prévues pour
"le règlement des taxes sur le chiffre d'affaires.

"ART. 23.- Dans les communes où est organisé le contrôle
"sanitaire des viandes, il sera perçu, dans les conditions pré-
"vues à l'alinéa 2 de l'article précédent, une taxe sur les
"viandes dites à la main ou foraines, dont le taux fixé à un
"multiple de 0,25 . ne devra pas dépasser 1 f. par kilo de
"viande nette.

"Le recouvrement de cette taxe sera effectué mensuellement.

"ART. 24.- Les infractions aux dispositions des articles
"22 et 23 seront constatées et poursuivies comme en matière de
"taxe à la production et seront assorties des pénalités prévues
"pour cette dernière.

"ART. 25.- Toutes dispositions contraires aux articles
"22 à 24 sont abrogées."

M. VAN WOLPUT déclare : qu'au lendemain de l'arrivée du
Journal Officiel, M. BOMART le mit au courant des dispositions
de cette loi; que dans les jours qui suivirent, M. BOMART prit
langue avec M. BOSSUT, Directeur des Abattoirs; M. NEUVILLE,
Vétérinaire départemental; l'Administration des Contributions
Indirectes et, qu'au terme de ses entretiens, il a été convenu
d'attendre les précisions qui ont été demandées au Ministère de
l'Agriculture et à la Direction Générale des Contributions
Indirectes.

M. BOMART dit s'attendre recevoir d'un moment à l'autre
les instructions promises.

L'Assemblée à la proposition de M. le Président, décide
l'application des taux-limites déterminés par la Loi du
26 Avril 1946, et invite M. BOMART à soumettre le Rapport à
l'Administration Municipale dans les jours qui suivront la
réception des instructions attendues.

...../

207/22- Caisse des Retraites des Services Municipaux et Etablissements Publics de la Ville. Proposition de modification au Règlement présentée par la Commission mixte de la Caisse des Retraites. Avis.

En vertu du Règlement (art. 12) voté par l'Administration de la période de l'occupation ennemie, la liquidation d'une pension est établie d'après le nombre effectif des années et mois de services; les jours sont négligés.

La Commission mixte de la Caisse des Retraites propose que dans la liquidation, les jours ne soient plus négligés.

Ce qui est demandé, dit M. VAN WOLPUT, n'est, en fait, que l'application du système de liquidation de l'Etat.

Rapport adopté.

208/23- Entretien des propriétés communales. Crédit voté lors du Budget Primitif. Situation actuelle du crédit. Echanges de vues. Résolution à prendre.

M. VAN WOLPUT expose :

Le crédit demandé par le Service des Bâtiments lors de la préparation du Budget Primitif était de 35 millions.

Ci-contre les motifs exposés par ledit Service :

"Etant donné que les bâtiments communaux n'ont pu être entretenus comme ils auraient dû l'être durant les hostilités, le Service des Bâtiments avait demandé, pour 1945, un crédit de 16.000.000 de francs qui constituait un minimum indispensable. Or, il a été inscrit au Budget Primitif de 1945, pour l'entretien des propriétés communales, un crédit de 10.000.000 qui a été complété, en cours d'année, d'une somme de 6.000.000 puis d'une autre de 2.500.000 frs, soit au total 18.500.000 frs.

"Un relevé des travaux qu'il serait indiqué d'exécuter en 1946, à titre de première tranche, a été établi. Il fait ressortir une dépense de 130.000.000 de frs.

"Considérant que :

"1° les mêmes difficultés signalées déjà fin 1944 de se procurer la main d'œuvre et les matériaux en quantités suffisantes subsistent et ne permettront pas d'effectuer entièrement les travaux figurant aux devis établis mais qu'il devra, néanmoins, en être réalisé la plus grande partie possible en procédant par ordre d'urgence. Il y a, d'ailleurs, lieu de penser qu'en 1946 des possibilités plus grandes que l'année précédente de se procurer des matières, principalement des peintures, seront offertes à l'industrie du bâtiment et permettront un entretien d'autant plus important.

"2° le prix des travaux et fournitures a augmenté, dans l'ensemble, depuis un an, de 90%.

"Il est dès lors, indispensable qu'un crédit minimum de 35.000.000 de frs soit inscrit au Budget de 1946 pour l'entretien des propriétés communales."

...../

La Commission des Finances et du Budget ramena le crédit à 20.000.000 de frs, en raison de la rareté des matériaux . étant convenu par ailleurs, que les travaux de grosses réparations seront financés par l'emprunt. L'Administration Municipale, puis le Conseil Municipal ratifièrent cette fixation de crédit.

Les dépenses engagées s'élèvent pour le 1er Semestre 1946 à 16 millions, informe M. le Président qui ajoute, à cette cadence nous allons vers des difficultés budgétaires et de trésorerie inquiétantes, puisque les dépenses sont, budgétairement parlant, fonction des recettes prévues.

Il rappelle que le bordereau collectif de crédits supplémentaires admis par la Commission, comprend un crédit "de secours" de 3.000.000 de frs et dit à l'Assemblée qu'il interviendra auprès de l'Administration Municipale pour obtenir d'elle l'envoi au Service des Bâtiments, d'une note, l'invitant 1° de ne point perdre de vue désormais le volume de la dotation mise à sa disposition au début de l'année, étant entendu qu'il sera toutefois toujours tenu compte des résolutions prononcées depuis le vote du Budget, telles celles récentes concernant les travaux entrepris aux Halles Centrales, aux Crèches de Fives et Moulins-Lille, au Jardin d'enfants "Les P'tits Quinquins", 2° à préparer, si c'est indispensable, un programme de travaux de grosses réparations en le limitant à 2.995.000 frs, somme à financer par l'emprunt.

L'Assemblée prend acte de la communication qui précède.

209/24- Comité des Oeuvres Sociales des Organisations de la Résistance, (C.O.S.O.R.)

Par lettre du 19 Juin, le Comité sollicite une subvention pour permettre l'envoi en Colonies de Vacances, des enfants des fusillés, des victimes de la Libération, et des déportés non rentrés.

Nous extrayons de la lettre :

"Nous ne pouvons nous faire financer, ni par les Assurances Sociales, ni par les Caisses de Compensation, puisque nos efforts vont vers les foyers qui ne vivent que par les Allocations militaires ou Pensions de Guerre."

La Commission n'ayant pas statué favorablement sur les demandes analogues qui lui ont été présentées, la Ville faisant un effort financier considérable pour ses Oeuvres de Colonies de vacances et Camps, regrette ne pouvoir réserver une suite favorable à la requête.

210/25- Ventes d'immeubles. Proposition de la Commission de l'Urbanisme et du Plan d'affecter le produit des ventes d'immeubles à la dépense des acquisitions. Examen de la question. Avis.

En sa séance du 13 Mai, l'Administration Municipale après avoir pris connaissance de la suggestion soumise, renvoya celle-ci à l'examen de la Commission des Finances et du Budget.

...../

Eléments d'examen :

La délibération du Conseil Municipal N° 1.589 du 21 Juillet 1931 relative à la Gare de Passage dispose que le prix des ventes de terrains ou de propriétés appartenant à la Ville - pour toutes opérations de ventes ou de recettes effectuées à compter du 1er Janvier 1931 - sera versé à un compte spécial de réserve.

Cette délibération a été approuvée. Le produit des ventes est, depuis, comptabilisé au poste ouvert dans les services hors-budget.

La Commission de l'Urbanisme et du Plan en la suggestion qu'elle présente désire la suppression du poste de réserve pour la Gare de Passage et le transport des fonds y comptabilisés à un compte à ouvrir dans les services budgétaires, le compartiment des dépenses devant contenir un crédit d'utilisation pour le financement des acquisitions. Elle demande qu'à ce compte nouveau soit versé le produit des ventes ultérieures.

En fait, dit M. VAN WOLPUT, il est proposé de rapporter la délibération du 21 juillet 1931 en ce qu'elle vise le compte ouvert aux Services hors-budget pour contribuer aux dépenses de la Gare de Passage; de transférer les fonds dans les Services budgétaires, le poste à créer, devant être alimenté des recettes provenant des ventes d'immeubles, la masse devant être réservée aux dépenses d'achats d'immeubles.

La Commission émet un avis favorable à la demande présentée par la Commission de l'Urbanisme et du Plan.

M. BOMART est invité de préparer le rapport pour l'Administration Municipale et le Conseil Municipal.

211/26- Plantation et aménagement du Parc de la 2ème enceinte de la Citadelle. Crédit.

La dépense est chiffrée à 525.000 frs.

M. BOSSARD en demande le financement en 2 paliers : le 1er en 1946 par inscription au Budget Additionnel d'un crédit de 275.000 frs; le 2ème en 1947, crédit de 250.000 frs à ouvrir à la Section Extraordinaire du Budget Primitif.

La Commission émet un avis favorable à l'adoption du rapport soumis.

212/27- Emprunts contractés en 1931 et 1933 au Crédit Foncier -aux taux de 5,05% et 4,25%. Demarches fructueuses auprès de l'Etablissement pour la conversion desdits emprunts (capitaux restant dus) au taux d'intérêt de 3,90%. Bénéfice de l'opération. Contrats à soumettre à la signature de M. le Maire.

Bénéfice qui sera réalisé :

- | | | |
|--------------------------------|---|---------------------------|
| - pour l'emprunt de 1931 | : | 414.762,80 |
| | | en 14 années 1/2 |
| | | à compter du 30 Juin 1946 |
| - pour l'emprunt de 1933 | : | 333.580,05 |
| | | en 15 années 1/2 |
| | | à compter du 30 Juin 1946 |

...../

Cette opération est enregistrée avec satisfaction.

Le rapport est adopté.

213/28- Centre Social rue du Long Pot. Travaux projetés. Communication.

M. le Président entretient l'Assemblée de la nécessité d'exécuter des travaux de voirie et d'embellissement au Centre Social de la rue du Long Pot.

Il fait part que le Service de la Voie Publique chiffre actuellement la dépense des travaux des voies d'accès entre les baraquements; que M. BOSSART procède actuellement à une étude pour les travaux qui le concernent, et que la dépense des travaux d'ensemble sera déterminée ces jours prochains.

La Commission approuve les travaux envisagés et décide, par avance, de prendre toutes mesures budgétaires de couverture de la dépense.

214/29- Confédération Nationale des Victimes de la Guerre. Demande de subvention municipale pour concourir aux dépenses d'organisation du Congrès se tenant à LILLE le 7 Juillet 1946.

La lettre portant demande de subvention est du 22 Juin. Elle est adressée à M. le Maire et Président d'honneur de la Confédération.

Le signataire est le Président Général : M. DELVAL.

La lettre se termine ainsi :

"Comme convenu, je vous ferai connaître, après le Congrès, notre Budget afin qu'il vous soit possible de nous faire attribuer une subvention."

M. VAN WOLPUT fait remarquer à l'Assemblée que le crédit ouvert au Budget n'est point pour l'organisation de Congrès, mais bien pour participation à Congrès.

Par ailleurs ajoute M. VAN WOLPUT, il semble indiqué d'attendre le Bilan financier de la Confédération pour décider s'il convient d'intervenir financièrement sous forme de subvention exceptionnelle.

La Commission fait sien cet avis et ajourne en conséquence l'examen de la demande.

215/30- Erection à HAPLINCOURT (P. de C.) d'un Monument à la mémoire des fusillés sur le territoire de la Commune. Souscription.

La Commune d'HAPLINCOURT a érigé un Monument à la mémoire de 7 F.F.I. dont un est originaire de Lille (Roger LEVEL dont les parents habitent 101, rue de Pologne à FIVES).

La Commission enregistre de M. le Conseiller LEBLANC qui a représenté M. le Maire à la cérémonie, que les fonds recueillis pour la dépense du Monument sont d'un montant insuffisant malgré l'effort des habitants et un prélèvement important fait sur les fonds communaux.

...../

M. le Conseiller LEBLANC rappelle à l'Assemblée la décision de rejet qu'elle prononça en Octobre et Décembre 1945, mais insiste pour qu'elle reconsidère la demande de subvention, compte tenu de l'information qu'il vient de donner.

La Commission estime devoir retenir l'intervention de M. LEBLANC et décide l'attribution d'une subvention de 5.000 frs.

216/31- Clique Municipale scolaire. Suppression du poste de Moniteur-Clairon. Création d'un poste de Professeur de Clairon. Crédit Supplémentaire.

Le Moniteur-clairon émargeait 3.000 frs par an. Le Professeur nommé en remplacement du Moniteur est au traitement annuel de 18.000 frs égal à celui servi au Professeur de Tambour.

Le point de départ de la nomination est fixé au 1er Juillet 1946.

Le rapport vise à la fois l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 7.500 frs.

La Commission émet un avis favorable au vote de ce crédit de renforcement.

217/32- Société Colombophile "Les Indépendants Lillois" 60, rue du Faubourg des Postes - LILLE - Demande de subvention pour constituer un prix "Ville de LILLE". Avis.

La demande est présentée par le Vice-Président M. Emile VIRIQUE qui signale que la subvention municipale était de 1.000 frs en 1939.

Le Concours de pigeons-voyageurs dit "Concours des fêtes de LILLE" est très important.

La Société qui comprend une centaine de membres est réputée intéressante.

La Commission propose d'attribuer à cette Société, une subvention de 2.000 frs à prélever sur le crédit des fêtes.

218/33- Fédération colombophile "Union amicale". Siège : rue Ambroise Paré.

Le Groupement organise un concours sur CHANTILLY, le 15 Juillet, et demande que soit attribué par la Ville, un prix "Ville de LILLE".

M. Georges BARBIEUX, Président signataire de la requête dit sa confiance en l'Administration Municipale dans le désir exposé au nom de tous les Membres de la Fédération.

M. l'Adjoint CLAES qui est au courant de l'organisation de ce Concours, propose d'attribuer un prix de 2.000 frs à prélever sur le crédit "Fêtes".

La Commission donne son accord.

...../

219/34- Société de joute sur l'eau et de natation "Les Jouteurs
lillois." Demande de subvention. Avis.

Cette Société ouvrière sportive de fondation lointaine,
participe toujours avec éclat aux fêtes communales.

Sa demande de subvention paraît recevable, dit
M. VAN WOLPUT.

M. l'Adjoint CLAES propose de servir à la Société, par
prélèvement sur le crédit "Fêtes", une subvention de 5.000 frs.

L'Assemblée valide cette proposition.

La séance prit fin à 21 h. 10.

Hôtel de Ville, le 7 Juillet 1946.

Le Secrétaire,
Paul BOMART.

VU:

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission

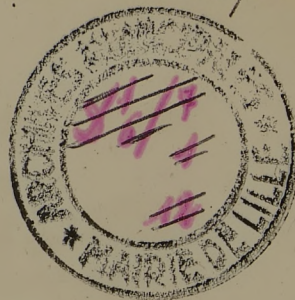
Albert VAN WOLPUT.

106/235

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGET

Séance du 1er Août 1946

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Jeudi 1er Août 1946 à 18 h.30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
PIERRARD, d°
G.ROUSSEAUX, d°
Mme COIBA, conseillère municipale,
M.M. DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC, d°
LUSSIEZ, d°
WILSON, d°

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

186/I- Comité de Libération-Nord. Demande de subvention.

En accord avec les commerçants de Wazemmes, Esquermes et Vauban, Libé-Nord organise le 15 Septembre, une course cycliste intitulée "Prix Albert Inghels".

La course se déroulera dans les quartiers des commerçants des zones sus-indiquées.

Ce comité sollicite une subvention.

La Commission propose l'attribution d'une subvention de 5.000 frs à imputer sur le crédit des fêtes.

187/2- Oeuvres sociales de la Table Ronde - Siège : à Paris 41 rue St Dominique. Demande de subvention.

Ce Groupement né de la Résistance a ouvert dans le Nord deux colonies sanitaires réservées aux enfants du Nord et du Pas-de-Calais et demande une subvention municipale.

Les demandes de même nature reçues antérieurement ont été l'objet d'un rejet, étant donné l'effort financier fait par la Ville pour ses Colonies de vacances.

Partant, la Commission émet un avis défavorable sur la requête présentée.

...../

188/3- Requête de M. STEQUELBOUT, 24, rue Dupleix à St Maurice.

La requête porte demande 1° d'autorisation d'apposer une plaque commémorative en façade de l'habitation de Léon VERHULLE (51, rue Vantroyen) décédé dans un camp de déportation, 2° de subvention pour constituer un appoint aux dépenses de la cérémonie prévue.

La Commission enregistre la communication ci-contre émanant de M. AUREL, Chef du Service de la Voie Publique:

"Le décret N° 46-654 du 11 Avril 1946 qui porte dérogation aux dispositions de l'ordonnance du 10 Juillet 1816 sur les hommages publics stipulant qu'il sera statué, par arrêté préfectoral sur les demandes de cette nature, la Commission de la Voie Publique n'a pas à se prononcer sur cette question qui lui a été soumise pour avis."

En conséquence de ce qui précède et compte tenu d'une information apportée à l'Assemblée, la Commission fait sien l'avis défavorable émis par M. VAN WOLPUT quant à la subvention sollicitée.

189/4- Théâtres municipaux. Saison 1945 - 1946. Compte d'exploitation. Avis.

M. VAN WOLPUT déclare que la Commission spéciale des finances des Théâtres a examiné d'une façon approfondie tous les postes du Compte d'Exploitation dont la balance se présente ainsi :

-RECETTES :	11.373.489,40
-DEPENSES :	22.866.767,70
Déficit	11.493.378,30
	=====

M. VAN WOLPUT ajoute : des rappels de rémunérations devant être mandatés, le déficit réel s'élèverait en réalité à près de 13 millions.

Et il poursuit en donnant une relation du débat qui s'est ouvert au sein de la Commission spéciale des finances des Théâtres, à la suite de l'examen des opérations accusées par le Compte, notamment en ce qui concerne la somme de 100.000 frs sériée au dit Compte au poste "Frais généraux" et constituant la somme disparue du coffret de la buraliste Mme BARBIER, coffret qui avait été placé par l'intéressée et suivant l'usage, dans le coffre-fort du Théâtre, coffre à combinaison non employée et la clé unique dudit coffre étant détenue par le Concierge.

La question des responsabilités de cette disparition de fonds est traitée par M. l'Adjoint G. ROUSSEAUX.

...../

M. l'Adjoint PIERRARD, M. l'Adjoint G. ROUSSEAU et Mme COTBA interviennent dans la discussion ouverte sur le fonctionnement des Théâtres - M. l'Adjoint ROUSSEAU souligne qu'il lui apparaît utile et urgent de bien déterminer les attributions et responsabilités de chacun des Agents du cadre "maîtrise" et de ne pas hésiter, pour les raisons majeures d'économie, à supprimer les postes d'attributions à caractère précaire ou apparaissant faire double emploi.

Au terme du débat, la Commission unanime, fait sienne la proposition de M. VAN WOLPUT - I/ d'approuver le Compte d'Exploitation présenté - II/ d'attirer l'attention de l'Administration Municipale sur la gravité que va présenter pour elle d'une part et pour les contribuables lillois, d'autre part, le résultat financier de la saison d'exploitation 1946-1947, ce résultat s'annonçant sur la base des décisions prises ou envisagées par l'Administration, comme étant un déficit de 45 millions environ - III/ de dire désormais dégagée, la Commission des Finances et du Budget, quant aux dépenses de fonctionnement, son avis sur les engagements de dépenses n'étant pas recueilli.

190/5- Entretien des propriétés communales. Dépassement du crédit.
Communication de M. le Président de la Commission des
Finances et du Budget.

M. VAN WOLPUT rappelle la communication qu'il fit lors de la réunion du 2 Juillet sur la position du crédit de 20.000.000 de frs ouvert au Budget Primitif pour l'entretien des propriétés communales.

A ce moment-là, dit-il, les engagements de dépenses du Service des Bâtiments, transmis au Service financier par voie de bons de commandes, s'élevaient à 16 millions.

En raison du volume des engagements, la Commission des Finances avait, d'autorité, décidé de provoquer l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 3 millions par inscription dans un collectif à soumettre au Conseil Municipal d'Août - Elle avait demandé en outre à l'Administration Municipale, de vouloir bien suggérer au Service des Bâtiments la préparation, s'il y avait lieu, d'un programme de travaux de la catégorie "grosses réparations ou travaux d'appropriation", le financement par l'emprunt.

Or, à ce jour, dit M. VAN WOLPUT, les engagements justifiés par les bons de commandes parvenus au Service financier, atteignent 23 Millions.

Je conviens, ajoute M. VAN WOLPUT, que beaucoup de travaux restent à faire mais peut-on penser un instant qu'il ne sera plus délivré de bons de commande d'ici Décembre? Il complète son information en soulignant à l'Assemblée que l'évaluation de la dépense indiquée sur les bons de commandes semble faite à la légère, la dépense facturée par l'Entrepreneur étant parfois supérieure de 100%, 200% etplus.

...../

La Commission déplorant ces informations, estime que
a) le Service tireur des bons de commandes avait le devoir élémentaire de limiter la délivrance de ceux-ci au montant de la dotation mise à sa disposition, et si le dépassement résultait d'une cause majeure, d'en informer ou le Service financier ou M. le Secrétaire Général aux fins de mesures budgétaires, b) que M. l'Ingénieur chargé de l'entretien des bâtiments eut dû soumettre un programme de travaux à financer par l'emprunt à long terme.

X
X X

A propos des travaux d'électrification des Ecoles primaires et maternelles, M. VAN WOLPUT juge opportun de faire connaître qu'il est un crédit de 1.746.469 frs provenant de l'emprunt de 150 millions voté en 1931 et sérié "aux reports", ce crédit libellé "Chauffage central et électrification des écoles primaires et maternelles" - et, qu'en 1942, le Service des Bâtiments avait signalé que ces travaux seraient entrepris après les hostilités. Le Service avait précisé que la réalisation du programme appellerait un renforcement de la dotation.

Il ajoute qu'un crédit de 5.039.456 frs provenant également du même emprunt et libellé "Prévisions pour travaux scolaires" a pour destination la construction d'une école maternelle au Faubourg des Postes, d'une autre rue Bohin et, enfin, la construction de cantines et la modernisation des écoles Berthelot-Jules Verne; que ce crédit ne suffira pas pour l'excédent du programme initial et que, dès lors, il pourrait être affecté au moins partiellement et par voie de délibération opportunément rédigée, à l'exécution des travaux d'électrification des écoles primaires et maternelles.

La Commission enregistre cette communication et marque son étonnement que les travaux d'électrification n'aient pas encore été entrepris.

X
X X

M. l'Adjoint BROUX dit sa surprise à l'Assemblée de ne pas voir à l'Ordre du jour, les crédits qu'il a demandés pour les colonies de Marquette, le Château de la Carnoy et la colonie Henri Ghesquière.

M. BOMART répond à M. l'Adjoint n'avoir rien reçu à ce sujet.

191/6- Tarif de perception des droits de stationnement de voirie et d'occupation temporaire du domaine public communal. Observations de l'Autorité Préfectorale. Avis sur la suite proposée par la Commission de la Voie Publique.

La Commission décide appliquer la résolution de la Commission de la Voie Publique qui est de se conformer aux observations préfectorales.

...../

I92/7- Fédération Départementale des Libres Penseurs du Nord.
Participation au Congrès de Dijon. Demande de subvention.

Cette Fédération qui comprend 400 membres et dont le siège du Secrétariat est 154bis rue St Luc à LILLE, envoie une délégation de 2 Membres au Congrès National de Dijon qui a lieu du 15 au 18 Août 1946.

M. J.B^{te} JACOBS, Secrétaire Général signalant l'encaisse précaire de sa Fédération, sollicite une subvention municipale.

L'action proverbiale de ce Groupement retient l'attention de la Commission qui, à la proposition de M. VAN WOLPUT, décide l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 5.000 frs à imputer sur le crédit ouvert au Budget Primitif sous l'article 5 du Chapitre XXVIII.

I93/8- Colonie S^tEloi - Siège, 6, rue Auber. Participation
financière de la Ville, sollicitée.

Le Directeur de la Colonie - M. P. BERGE - signale qu'est inscrit à la Colonie, l'enfant MARECHAUX Théodore (9 ans) dont les Parents habitent 175, rue des Postes, Cour Pesez 5.

M. BERGE demande à la Ville sa participation aux dépenses d'entretien de la Colonie établie à LICRAMONT, (Scmme) où est envoyé l'enfant MARECHAUX.

La Commission émet un avis défavorable.

I94/9- Club S^t Hubert du Nord. Demande de subvention.

Ce club qui a son siège 11bis Place de la Gare à LILLE, organise le Dimanche 15 Septembre au Boulevard des Ecoles, son Championnat du Nord pour chiens de défense et de police.

Quarante clubs enverront les meilleurs chiens à la compétition.

Le Club S^t Hubert sollicite l'autorisation d'installer sur le Boulevard des Ecoles, les ensembles nécessaires au Championnat et demande une subvention sous quelque forme que ce soit, destinée à récompenser un ou plusieurs concurrents.

...../

La Commission de la Voie Publique a émis un avis favorable à l'autorisation sollicitée d'occuper une partie du Boulevard des Ecoles et d'y déposer des engins.

Quant à la demande de subvention, la Commission des Finances propose l'attribution de 2 Médailles "Ville de LILLE".

La séance prit fin à 20 h. 35.

Hôtel de Ville, le 2 Août 1946.

Le Secrétaire,
Paul BOMART.

VU:

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission
Albert VAN WOLPUT.

A.803

N° 875

Abattoirs.

Taxe d'abatage

Taxe pour frais de
contrôle sanitaire des
viandes dites "à la main"
ou foraines

Rapport de M.le Maire,

Mes Chers Collègues,

Nous percevons la taxe d'abatage et la taxe pour frais de visite
des viandes dites "à la main " ou foraines, suivant tarifs ci-contre :

I- TAXE d'ABATAGE

Tarif au poids : par kilogramme de viande nette : 0.60

Tarif par tête de bétail : (conversion faite du poids vif
moyen, en viande nette par utilisation des proportions de
rendement moyen figurant au tableau annexé au décret du 18
Juillet 1913)

<u>Bovidés</u>	(Boeufs et taureaux	180.
	) Vaches	120.
	(Veaux	37.50
Ovidés	(Béliers ou moutons ..	13.50
	) Brebis et agneaux gris	10.50
	(Agneaux de lait	4.50

<u>Caprins</u>	(Boucs et chèvres	7.50
	) Chevreaux	3.
<u>Suidés</u>	(Porcs mâles et femelles	72.
	) Cochons de lait	4.80
<u>Equidés</u>	(Chevaux et juments	150.
	) Mulets, mules et bardots	120.
	(Anes et ânesses	45.

(La délibération du Conseil Municipal du 22 Décembre 1945 portant vote de ces tarifs a été approuvée le 27 du même mois).

II - TAXE POUR FRAIS DE VISITE DES VIANDES DITES " A LA MAIN " OU FORAINES.

Tarif : par kilogramme de viande nette ; 0.13

(La délibération du Conseil Municipal du 21 Décembre 1943 fixant ce tarif de perception a été approuvée le 30 du même mois).

+
+ +

Or, la loi n° 46.854 du 26 Avril 1946 insérée au Journal Officiel du 1er Mai 1946 contient en ses articles 22 à 25 des dispositions relatives à ces deux taxes.

Texte desdits articles :

Art. 22.- Il est perçu au profit des communes, une taxe sur les viandes fraîches provenant de l'abatage, en vue de la vente des animaux ci-après désignés : équidés, bovidés, suidés, ovidés et caprins.

Le tarif de la taxe sera fixé par délibération du conseil municipal approuvée par le préfet ou le sous-préfet, lorsque celui-ci règle le budget, après avis du directeur départemental des services vétérinaires et du directeur départemental des contributions indirectes, à un taux multiple de 0,25 f. dans la limite de 1 fr par kilo de viande nette.

Le redevable de la taxe est le propriétaire de l'animal au moment de l'abatage. Si ce propriétaire n'est pas commerçant et fait effectuer l'abatage par un commerçant, ce dernier est solidairement avec le propriétaire, responsable du paiement de la taxe.

La taxe est acquittée mensuellement, sur déclaration remise aux contributions indirectes, dans les conditions prévues pour le règlement des taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 23 .- Dans les communes où est organisé le contrôle sanitaire des viandes, il sera perçu, dans les conditions prévues à l'alinéa. 2 de l'article précédent, une taxe sur les viandes dites à la main ou foraines, dont le taux fixé à un multiple de 0,25 Fr ne devra pas dépasser 1 f par kilo de viande nette. Le recouvrement de cette taxe sera effectué mensuellement.

Art. 24 .- Les infractions aux dispositions des articles 22 + 23 seront constatées et poursuivies comme en matière de taxe à la production et seront assorties des pénalités prévues pour cette dernière.

Art. 25 .- Tout décret, arrêté ou autres aux articles 22 + 24 sont abrogés.

Il appert de ce qui précède que a) les tarifs des dites taxes doivent être aménagés à un taux fixé au multiple de 0,25, le taux maxima de l'une ou l'autre des deux taxes ne devant pas dépasser 1 franc, b) le recouvrement de la taxe d'abatage est confié à l'Administration des Contributions indirectes dans les conditions prévues pour le règlement des taxes sur le chiffre d'affaires (art 22 in fine), c) l'Administration des Contributions Indirectes n'aura pas à intervenir en ce qui concerne la taxe pour frais de contrôle sanitaire des viandes dites "à la main" ou foraines la perception à la source et le contrôle de cette taxe continuant d'être assurés par M. le Receveur Municipal.

X
X X

Votre Commission des Finances et du Budget s'est penchée sur les textes de la loi précitée. Au terme de son examen, elle a estimé considérant la montée en flèche des dépenses générales et notamment de Personnel de l'Abattoir, de réfection des bâtiments de ce vaste établissement, des améliorations projetées pour le rendre plus moderne, qu'il y avait lieu d'appliquer à chacune des deux taxes, le tarif maxima de 1 franc par kilogramme de viande nette.

En conséquence, et d'accord avec l'Administration Municipale, nous vous prions de vouloir bien faire vôtre la proposition de la Commission des Finances et du Budget en votant les tarifs ci-après décrits:

I - TAXE D'ABATAGE

Tarif au poids : par kilogramme de viande nette : 1 fr

II - TARIF par tête de bétail : (Conversion du poids vif en viande nette par utilisation de coefficient officiel).

En raison des difficultés insurmontables qu'éprouve le Personnel réduit de l'Abattoir à effectuer le pesage des viandes nettes; en vue d'éviter toutes fraudes de la part des usagers de l'Abattoir, enfin en raison du fait que tous les animaux sont pesés vivants, la taxe sera applicable au poids vif suivant les coefficients indiqués par l'Administration des Contributions Indirectes et que nous donnons ci-contre:

<u>Bovidés</u>	(Boeufs et taureaux ...	55 %	du poids vif
	(Vaches	55 %	-
	(Veaux	60 %	-

<u>Ovidés</u>	(Béliers et moutons	50 %	du poids vif
	(Brebis et agneaux gris .	50 %	-
	(Agneaux de lait	50 %	-
<u>Caprins</u>	(Boucs et chèvres	50 %	-
	(Chevreaux	50 %	-
<u>Suidés</u>	(Porcs mâles et femelles ..	80 %	-
	(Cochons de lait	80 %	-
<u>Equidés</u>	(Chevaux et juments	50 %	-
	(Mulets, mules et bardots..	50 %	-
	(Anes et ânesses	50 %	-

III- TAXE POUR FRAIS DE CONTROLE SANITAIRE DES VIANDES DITES
" A LA MAIN" OU " FORAINES "

Tarif par kilogramme de viande nette :

I fr.

A - 805



N° 877

Fédération départementale
des Libres Penseurs
du Nord

Sa participation au Congrès
National de Dijon
Subvention

Rapport de M. le Maire,

Mes Chers Collègues,

La Fédération Départementale des Libres Penseurs du Nord dont le siège du Secrétariat est 154 bis rue St-Luc à Lille délègue plusieurs de ses membres au Congrès National qui se tient à Dijon les 15, 16, 17 et 18 Août.

M. le Secrétaire Général de la Fédération sollicite une subvention de la Ville pour permettre précisément l'envoi à Dijon de la délégation constituée.

Il fait valoir l'action sociale de la Fédération du Nord et notamment celle du Groupe Lillois. Il nous fait connaître, au surplus, que la situation de trésorerie de la Fédération est faible par suite de secours accordés à des membres dans le malheur.

Votre Commission des Finances et du Budget, après avoir enregistré les éléments d'information sur les buts sociaux poursuivis par cette Fédération; après avoir estimé qu'il convenait de réserver une suite favorable à la requête, vous propose l'attribution d'une subvention de 5.000 frs à prélever sur l'art. 5 du Chapitre XXVIII.

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGET

Réunion du 12 Novembre 1946 à 18 h. 30

ORDRE DU JOUR

I- Demande de subvention présentée par l'Association Départementale des Prisonniers de Guerre du Nord. Section de Lille - 33 rue du Molinel, en faveur de l'Oeuvre du Pécule des Prisonniers.

Ci-contre copie littérale de la requête :

"Lille, le 1er Août 1946

"Le Président de la Section de Lille des Prisonniers
de Guerre

à Monsieur Denis CORDONNIER
MAIRE de LILLE

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur, au titre de Président de la
"Section de Lille des Prisonniers de Guerre, de vous ex-
"poser la situation suivante :

"Dès avant le retour massif des prisonniers de
"guerre en MAI, JUIN 1945, le bureau de la Section de
"LILLE avait prévu l'allocation à chaque prisonnier
"rentrant d'une somme de 2.000 francs à porter sur un
"livret de pécule.

"Les fonds à rassembler pour faire face à cette
"dépense étaient de l'ordre de DIX MILLIONS.

"Pour parvenir à couvrir cette dépense énorme
"pour son budget, la Section de Lille fit appel à la
"générosité publique, organisa des tombolas, des mani-
"festations artistiques dont l'entier bénéfice était
"destiné à cette oeuvre du Pécule.

"Grâce à un effort incessant la Section de Lille
"put rassembler de la sorte NEUF MILLIONS environ.

"Il reste à trouver une somme de UN MILLION pour
"que le but poursuivi par la Section de Lille puisse
"être atteint : assurer dans le délai d'un an à chacun
"des 6.500 prisonniers rapatriés un Pécule de DEUX MILLE
"francs.

"La Section Lilloise comptait récupérer la plus
"grande partie du dernier million qui lui faisait défaut
"par l'attribution qu'elle espérait lui être faite d'une
"somme de 605.000 francs environ, reliquat des fonds
"perçus par le Comité Local d'Assistance aux Prisonniers
"de Guerre, reliquat provenant de la vente de denrées

7/1/46
sa
"et vêtements qui n'avaient pu être expédiés en Allemagne
"aux prisonniers de guerre depuis Juin 1944.

"J'ai déjà eu l'honneur de vous exposer dans des
"notes précédentes le point de vue de la Section de Lille
"à cet égard. Le Comité Local d'Assistance n'ayant pas
"de trésorerie propre ou plus exactement n'ayant d'autre
"trésorerie que celle de la Mairie même, la somme de
"605.000 francs dont il s'agit fut versée en fait dans
"la Caisse Municipale.

"Plutôt que d'affronter son point de vue avec celui
"opposé de la Commission des Finances de la Ville de
"Lille sur le droit à attribution de cette somme de
"605.000 francs, la Section de Lille a l'honneur, Monsieur
"le Maire, de solliciter de votre haute bienveillance
"que ladite somme lui soit attribuée à titre de subven-
"tion en un geste qui honorerait votre Municipalité et
"lui mériterait la reconnaissance des Prisonniers de
"guerre de la Ville de Lille.

"Il vous est signalé à cet égard que les Municipa-
"lités des communes avoisinantes ont accordé, dans la
"mesure de leurs moyens des subventions aux sections
"d'anciens prisonniers de guerre constituées sur le
"territoire.

"Sans vouloir les citer toutes, qu'il me soit permis
"de vous indiquer que la Municipalité de LA MADELEINE a
"voté une subvention de 100.000 francs pour permettre à
"sa section locale de parfaire son pécule, la Municipalité
"de SAINT ANDRÉ 75.000 francs, la Municipalité de
"TOURCOING 50.000 francs, etc..., toutes subventions
"consenties dans le même but louable.

"La Section de Lille rendant hommage à votre esprit
"de justice est persuadée que vous voudrez bien appuyer
"la présente requête auprès de la Municipalité de Lille.

"Je ne puis pour ma part qu'insister personnelle-
"ment, et au nom des onze Secteurs de Lille, auprès de
"vous pour que soit allouée à la Section que je préside
"cette somme qui nous permettra de tenir dans leur inté-
"grité les promesses faites à nos camarades malheureux.

"Veuillez agréer je vous prie, Monsieur le Maire,
"l'expression de mon profond respect.

"signé : FLIPO."

Cette requête n'est, en ses motifs, que le renouvellement
de celles :
I^o-du 8 Janvier 1946. adressée à M. DECLERCQ 32, rue du Bois à
LILLE et transmise à M. VAN WOLPUT pour que celui-ci intervienne
auprès de l'Administration Municipale pour y créer suivant
l'expression de M. FLIPO, un climat d'accueil.

...../

M. VAN WOLPUT répondit à M. FLIPO par lettre ci-après reproduite :

"Par votre lettre du 8 Janvier adressée à mon cousin
"M. DECLERCQ, vous exposez le différend qui existe entre
"votre Association et le Comité d'Aide aux Prisonniers de
"la Ville de Lille concernant la somme de 605.689 frs qui
"doit, selon vous, être attribuée à l'Oeuvre du Pécule du
"Prisonnier.

"J'ignorais le fond de ces critiques dont j'avais
"l'écho et je me suis informé auprès des Services financiers
"de la Ville de Lille de l'état de la question.

"Il appert de l'étude de l'affaire que vous semblez
"ignorer que le Comité Local d'Aide aux Prisonniers, ins-
"titué à l'Hôtel de Ville à compter de 1943, n'avait point
"d'autonomie financière et que toutes les opérations compa-
"bles étaient reprises dans la comptabilité communale.

"En apportant sa collaboration à l'entreprise muni-
"cipale d'aide aux prisonniers en exil, le Comité a certes
"bien oeuvré. Ses activités ont été précieuses, nous le
"reconnaissons.

"Votre prétention qui consiste à attribuer à l'Oeuvre
"du Pécule la somme de 605.689 frs montant des marchandises
"cédées au Comité central, ne peut être admise.

"L'Oeuvre Municipale d'Aide à nos ressortissants
"captifs a commencé en 1942 et s'est poursuivie dès 1943
"avec le concours de personnalités lilloises.

"Toutes les opérations ont été comptabilisées et
"l'effort de la Ville ressort, pour l'année 1942 à.....
".....Frs 4.476.521,90
pour la période partant de 1943
et avec l'assistance du Comité
composé de personnalités
lilloises à Frs 1.949.739,90

Total : Frs 6.426.261,80

"Après la cession de denrées et de pull-over au
"Comité central, dont la valeur est représentée par
"la somme de Frs 605.689.
l'effort de la Ville a été
ramené à Frs 5.820.572,80

"Peut-on croire que votre Association départementale
"se refuse à apprécier cet effort?

"En conclusion, en fait et en droit, votre thèse
"n'est pas soutenable. Et il est certes vraisemblable que
"la position de la Ville vous apparaîtra désormais toute
"solide quand vous apprendrez que l'Oeuvre en faveur de
"nos prisonniers en exil a, sur le plan financier, été
"gagée sur les ressources budgétaires et que le compte admi-
"nistratif communal de chacune des années de la période
"d'occupation se présente en déficit.

"Je suis persuadé, Monsieur le Président, que ces
"explications vous suffiront et que les critiques non
"fondées de votre Association cesseront."

...../

2°-du 12 Février 1946 adressée à M. le Maire laquelle reprend les termes de celle envoyée par M. FLIPO à M. DECLERCQ qui la transmet à M. VAN WOLPUT (à remarquer que la réponse négative de M. VAN WOLPUT du 9 Février incita M. FLIPO à s'adresser directement à M. le Maire.)

3°-du 19 Mars 1946 adressée de nouveau à M. le Maire.

En Mars, la Commission des Finances et du Budget appelée à apprécier la demande de l'Association départementale des prisonniers de guerre émit un avis de rejet refoulant la prétention émise, à savoir que la Ville se devait d'accorder à l'Oeuvre du Pécule la somme de 605.689 frs perçue du Comité Central et représentant le prix de 1.702 "pull-over" et de denrées cédés à la demande même dudit Comité.

Lors de sa réunion du 15 Avril 1946, l'Administration Municipale eut pareillement à connaître la question. Elle entendit M. VAN WOLPUT, puis M. le Maire fit donner lecture de la lettre que tint M. VAN WOLPUT à M. FLIPO, Président de l'Association départementale des Prisonniers de guerre.

Au terme du débat dans lequel intervinrent M. Gaston ROUSSEAUX et M. COQUART, l'Administration Municipale sursit à statuer désirant être éclairée notamment par un bilan des opérations financières de l'Oeuvre Municipale, discrimination faite du résultat a) des opérations propres à l'année 1942 année dans laquelle seul le service municipal marqua une activité, b) des opérations faites à partir de 1943 avec le concours de personnalités lilloises constituant le Comité Local qui avait siège à l'Hôtel de Ville - opérations enregistrées comme en 1942 dans la comptabilité communale.

Voici ce bilan extrait des comptes administratifs destinés à la Cour des Comptes :

ANNEE 1942

Dépenses 5.128.690,40
(Personnel et achats de denrées)

Recettes 652.168,50
(Dons, souscriptions et versements
des familles des prisonniers)

Charge Ville 1942 4.476.521,90
=====

ANNEES 1943 - 1944 - 1945

Dépenses 11.276.322,40
(Personnel et achats de
denrées)

Recettes 9.932.271,50
(Dons, souscriptions et verse-
ments des familles et cessions
de marchandises en 1945 au
Comité Central 605.689 frs)

Charge Ville 1.344.050,90
=====

...../

soit : Dépenses générales : 16.405.012,80
: Recettes générales : 10.584.440.

Charge totale pour la Ville	..... 5.820.572,80	} Pour 1942: 4.476.521,90
		} Pour 1943: 1.344.050,90

Pour terminer l'énumération des éléments majeurs devant permettre de statuer définitivement sur la demande de subvention, ne devons-nous pas nous dire surpris de la persistance de l'Association des prisonniers de guerre à nous demander de lui accorder une subvention égale au produit de cession au Comité Central de nos marchandises excédentaires? alors que l'effort budgétaire de la Ville envers ses prisonniers (5.820.572,80) et l'effort de la population durant la terrible occupation ennemie, ont été si imposants et, partant, si méritoires?

2- Demande de subvention présentée par l'Association Amicale des Anciens Elèves de l'Ecole Rollin. Président: M. INGELRANS
(Epoque de fondation de l'Association : 1896).

La requête est du 14 Août 1946.

La subvention municipale sollicitée est destinée à concourir aux dépenses de la fête du Cinquantenaire de fondation de l'Association qui aura lieu les 12/13 Octobre 1946.

M. le Maire a accepté la présidence d'honneur de cette fête.

M. INGELRANS signataire de la requête, rappelle que l'Amicale Rollin est la première Amicale d'Ecole primaire fondée à Lille.

Le devis des dépenses de la fête projetée se monte à 18.000 frs comprenant 3.500 frs pour participation de l'Harmonie Municipale (?)

Note: L'attribution d'une subvention devra être consacrée par délibération du Conseil Municipal. L'imputation budgétaire serait exercée sur le crédit "Cérémonies Publiques et Manifestations diverses. Frais d'organisation" Chapitre XXIX article I.

3- Société de Gymnastique et Préparation Militaire de St Maurice-Fives. Demande de subvention.

En 1945, il a été attribué à cette Société, une subvention de 10.000 frs dite de démarrage.

La Société qui a pour Président M. WAUQUIER, a actuellement un effectif de plus de 100 membres actifs. Elle a dépensé à Mai 1946, en travaux et en achats d'agrès, une somme de

...../

18.452 frs. Les factures justificatives nous sont produites.

M. WAUQUIER Président sollicite au nom de sa Commission Administrative une subvention au titre de 1946 soulignant que, le besoin d'un plancher sous l'emplacement de la barre-fixe, l'amélioration de l'installation sanitaire, l'achat a) de 2 tapis pour protéger les chutes, b) d'une barre-fixe souple - et enfin, l'installation du portique reçu de la Formation prémilitaire, nécessitent un fonds de caisse dont la constitution est difficile, l'effort financier individuel des dirigeants du Groupement ayant une limite.

Note: L'attribution d'une subvention devra être consacrée par délibération du Conseil Municipal. L'imputation serait exercée sur le crédit ouvert au Budget Primitif Chapitre XXVIII article 16 de 100.000 frs qui laisse actuellement une disponibilité de 90.000 frs.

4- Association pour secourir les Pauvres Honteux (fondée en 1907). Demande de renouvellement de subvention.

Depuis un temps lointain cette Oeuvre qui a siège 89 rue des Stations, bénéficie d'une subvention municipale. La subvention se fixait en 1938 à 5.000 frs. Elle cessa d'être servie en 1939 en raison des événements.

En sa requête (de date du 29 Juillet 1946), le Président signataire nous trace les activités bienfaitantes de l'Association, signalant que les subventions et dons réalisés en 1938 s'élevèrent à 105.397,50 et que les secours distribués se montèrent à 97.560 frs. Il précise que les misères inopinées sont nombreuses du fait des circonstances économiques et monétaires. Cela, ajoute-t-il, appelle des apports financiers plus importants.

La requête même se termine ainsi: "Afin de nous permettre de garantir aux Pauvres Honteux, un minimum décent de secours, j'ai l'honneur Monsieur le Maire, de solliciter de votre haute intervention près du Conseil Municipal, pour l'octroi d'une subvention au bénéfice de l'Association."

Note : L'attribution d'une subvention subordonne la prise d'une délibération du Conseil Municipal. L'imputation budgétaire de la subvention serait exercée sur le crédit libellé "Subventions à des Oeuvres privées, philanthropiques, d'assistance et de bienfaisance".

5- Fédération sportive et gymnique du travail. Etoile cycliste lilloise. Demande de subvention.

Le Club travailliste "Etoile cycliste lilloise" a sélectionné 4 coureurs cyclistes pour représenter les couleurs du Nord aux Championnats de France qui se dérouleront à Nice le 22 Septembre 1946.

Il sollicite une subvention spéciale pour pourvoir aux frais de déplacement de l'équipe constituée.

La requête est signée par le Directeur sportif du Club:
M. J.A. CAILLAU.

...../

Au cas d'attribution de subvention, celle-ci serait imputée sur le crédit sérié sur l'article I6 du chapitre XXVIII du Budget Primitif.

6- Commémoration du Massacre d'Ascq. Souscription publique pour l'érection d'un monument à la mémoire des 86 martyrs. Appel à notre Ville.

Le Comité commémoratif est placé sous le patronage du Cardinal Liénart, de MM. le Préfet du Nord, le Président du Conseil Général, le Directeur Général de la S.N.C.F.

Il est rappelé que les 86 habitants d'Ascq furent sauvagement massacrés dans la nuit du 1er au 2 Avril 1944 par un groupe de S.S.

Nous extrayons de la lettre-circulaire de date du 1er Septembre 1946 :

"Un monument s'élèvera donc à Ascq, le long de la voie ferrée qui mène au coeur de l'Europe.

"Nous voudrions que ce monument, à l'échelle du sacrifice de nos martyrs, leur fût dédié par toute la France et fût digne d'elle.

"C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous vous demandons d'associer votre Commune à ce geste de reconnaissance.

"Toute subvention sera accueillie avec gratitude."

Pour se conformer à la décision de l'Administration Municipale, la Commission des Finances et du Budget est priée de surseoir à statuer jusqu'à connaissance de la position prise par les Municipalités de Roubaix et Tourcoing. (Nous avons écrit le 14 Septembre).

7- Souscription publique ouverte par la Ville de Montluçon pour l'érection d'un monument à la mémoire de Marx DORMOY Maire, Président du Conseil Général de l'Allier, Député Sénateur, Ministre de l'Intérieur - assassiné le 26 Juillet 1941 par des cagouleurs et des tueurs à la solde de Doriot.

Le monument sera érigé à Montluçon.

Lecture sera donnée de l'appel qui nous a été adressé par le Comité d'érection du monument que préside M. CARRIAS Ancien Adjoint de Marx DORMOY et Maire de la Libération.

8- Souscription publique ouverte par la Ville d'Hellemmes pour l'érection d'un monument: à Joseph HENIGES Maire d'Hellemmes, Conseiller Général, fusillé par les Allemands le 14 Avril 1942, et aux martyrs de la résistance et victimes du nazisme.

Le monument sera érigé à Hellemmes sur une place publique qui portera son nom.

Lecture sera donnée de l'appel qui nous a été adressé par le Comité d'érection que préside M. HERLIN 1er Adjoint au Maire de la Ville d'Hellemmes.

9- Restaurants municipaux. Cantines. Soupes. Rajustement des tarifs.

Le service gestionnaire des Restaurants alerté par le service financier de l'ampleur croissante des dépenses et de la diminution du produit des "Repas payants" (la diminution est de 65.000 frs par mois par rapport aux prévisions), nous a fait parvenir ses propositions de rajustement des tarifs, ratifiées par Mme TYTGAT Adjointe déléguée aux Restaurants.

Lesdites propositions sont accompagnées d'un rapport de M. LEROUGE, Chef de Bureau qui a la charge de la conduite de l'exploitation.

Ci-contre copie littérale de ce rapport visé par Mme TYTGAT:

"La dernière révision des tarifs des repas servis dans les restaurants date de Décembre 1945. Depuis cette époque les salaires sont doublés (une aide-cuisinière qui gagnait 3.200 frs reçoit actuellement 6.220 frs), le charbon a triplé son prix de même que le gaz, les denrées suivent la même progression et le déficit d'exploitation s'élève à plusieurs millions de francs, compte tenu des repas dominicaux délivrés gratuitement à 2.000 vieillards chaque dimanche. L'entr'aide française ne nous accorde ses ristournes qu'au compte-goutte attendu que les repas au-dessus de 8 frs ne sont plus pris en considération, aussi la révision du prix des repas est-elle nécessaire et devra être appliquée au plus tôt".

Le service financier rappelle ici que les dépenses de 1945 se sont élevées à 16.500.000 frs et les recettes à 10.000.000 de frs. Il souligne que l'excédent de dépenses résulte de la gratuité des repas dominicaux (104.000 environ par an) du dîner annuel offert aux sociétés municipales et de repas divers offerts par l'Administration.

Le service financier précise que le crédit prévu au Budget Primitif de 1946 et ceux de renforcement compris dans les collectifs "Personnel et Matériel" préparés, formeront une masse de 22.368.000 frs alors que les recettes probables sur la base de celles réalisées de Janvier à Août 1946, n'atteindront que 10.800.000 frs, situation qui se traduit par un excédent de dépenses de 11.568.000 frs contre 6.500.000 frs en 1945.

Le rajustement provoqué des tarifs des repas est donc pleinement justifié.

Voici les propositions :

1°) Tarif des repas des Cuisinières et Aides-cuisinières.

Repas : Tarif actuel

Avec viande : 9frs
Sans viande : 7frs

.... /

Tarif nouveau proposé

Avec viande : 15 frs
Sans viande : 11 frs

- 2°) - a) Restaurants de l'Hôtel de Ville
b) Cantines Institut Diderot, Jean Macé et Valentine Labbé.

Le prix du repas de l'Hôtel de Ville est porté de 13 à 22 frs.

Le prix du repas des Cantines Institut Diderot, Jean Macé et Valentine Labbé est porté de 16 à 24 frs.

3°) - Restaurants à prix réduits

Barème des ressources des bénéficiaires et tarifs actuels.

Ressources brutes rentrant au foyer		Consommés sur place		A emporter	
Par mois	Par semaine	Catégorie	Prix	Catégorie	Prix
Habitants privés de ressources et Assistés du Bureau de Bienfaisance		A	4	A.E.	4
Moins de 420 frs	Moins de 100 frs	B	6	B.E.	5
de 420,01 à 840	100,01 à 190	C	7	C.E.	6
de 840,01 à 1.250	190,01 à 290	D	8	D.E.	7
de 1.250,01 à 1.670	290,01 à 390	E	9	E.E.	8
de 1.670,01 à 2.090	390,01 à 480	F	10	F.E.	9
de 2.090,01 à 2.500	480,01 à 580	G	11	G.E.	10
Plus de 2.500	Plus de 580	H	12		

...../

Barème aménagé des ressources des bénéficiaires. Tarifs nouveaux.

Ressources brutes rentrant au foyer		Consommations sur place		A emporter	
Par mois	Par semaine	Catégorie	Prix	Catégorie	Prix
Habitants privés de ressources et assistés du Bureau de Bienfaisance		A	10	A.E.	10
Moins de 900F	Moins de 210 F	B	13	B.E.	12
de 900,01 à 1.500F	de 210,01 à 350F	C	15	C.E.	14
de 1.500,01 à 2.100F	de 350,01 à 490F	D	17	D.E.	16
de 2.100,01 à 2.500F	de 490,01 à 580F	E	19	E.E.	18
Plus de 2.500F	Plus de 580F	F	21	F.E.	21

4°) - Cantines d'usines

Les repas sont livrés à la Compagnie de FIVES-LILLE et aux Etablissements CREPELLE

Tarif actuel: 16 frs

Tarif proposé: 25 frs

5°) - Soupes délivrées aux usines

Tarif actuel: 2 frs,50

Tarif proposé: 4 frs

10- Personnel enseignant. Indemnité représentative de logement.

Rajustement des taux de 1930 par l'application du coefficient 3, l'effet à compter du 1er Juillet 1946. Crédit supplémentaire.

Le 9 Février 1946 le Conseil Municipal votait une majoration de 30% des taux en vigueur depuis 1930 de l'indemnité annuelle de logement, l'effet de la majoration à compter du 1er Juillet 1945.

L'indemnité servie depuis 1930 se fixait ainsi :

<u>Ayants-droit de la 1ère catégorie</u>	
Célibataires	2.000 frs
Institutrices mariées	
et assimilées	
<u>Ayants-droit de la 2è catégorie</u>	
Instituteurs mariés	2.500 frs
et assimilés	
<u>Ayants-droit de la 3è catégorie</u>	
Directeurs et directrices	2.900 frs
non logés	

La majoration de 30% votée le 9 Février 1946, avec effet du 1er Juillet 1945 porta l'indemnité - savoir :

Ayants-droit	(de la 1ère catégorie à	2.600 frs
	(de la 2ème catégorie à	3.252 frs
	(de la 3ème catégorie à	3.772 frs

Déférant aux doléances du Groupement des Instituteurs lillois et pour tenir compte d'une circulaire préfectorale qui appelle l'attention des maires sur l'intérêt qui s'attache à ce

...../

que les indemnités représentatives de logement soient mises en harmonie avec les conditions économiques actuelles, la Commission de l'Instruction Publique propose d'appliquer aux indemnités de 1930 le coefficient 3, ce rajustement à compter du 1er Juillet 1946.

Ci-contre le barème des attributions suivant la mesure proposée :

Ayants-droit de la 1ère catégorie :

(Instituteurs et institutrices célibataires	}	6.000 frs
Institutrices mariées		
Veufs, veuves, divorcés, divorcées sans en-		
fant ou avec un ou plusieurs enfants de plus		
de 18 ans)		

Ayants-droit de la 2è catégorie :

(Instituteurs mariés	}	7.500 frs
Veufs, veuves, divorcés, divorcées avec un		
ou plusieurs enfants de moins de 18 ans		

Ayants-droit de la 3è catégorie :

(Directeurs ou directrices non logés)	8.700 frs
---------------------------------------	-----------

La répercussion entraîne pour le 2ème semestre de 1946 le vote d'un crédit supplémentaire de 800.000 frs.

II- Caisse des écoles. Budget supplémentaire pour 1946. Equilibre assuré par l'inscription d'une subvention municipale de 3.000.000 de frs.

Le document est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 3.300.000 frs.

L'équilibre est obtenu par l'inscription d'une subvention municipale de 3.000.000 de frs.

Cet appoint d'équilibre résulte de l'accroissement des dépenses dû 1° à l'amélioration à compter du 1er Juillet 1946 de la rémunération du Personnel administratif et des cantines, 2° à la hausse des prix des denrées, de la viande et de tout ce qui est utile au fonctionnement des cantines (à noter que la Commission de la Caisse des Ecoles a décidé de rajuster les prix des repas).

La subvention d'équilibre du Budget Supplémentaire et celle du Budget Primitif qui est de 13 millions forment une masse de 16 millions dont le mandatement par la Ville ne s'opère qu'au fur et à mesure des besoins. Le reliquat disponible apparaissant en fin d'année est annulé.

I2- Bureau de Bienfaisance. Budget Supplémentaire pour 1946. Examen. Avis.

Les chiffres généraux du document :

Recettes : 7.644.258,60

Dépenses : 7.642.549,90

Excédent de recettes: 1.708,70

Le chiffre des dépenses renferme les restes à payer de 1945 s'élevant à 781.273,90. Parmi les dépenses nouvelles se montant à 6.861.276 frs, signalons :

- 1.600.000 frs pour le personnel
- 1.150.000 frs pour la réparation et l'entretien des propriétés
- 250.000 frs pour le chauffage, éclairage et frais divers
- 300.000 frs pour médicaments, appareils et objets d'orthopédie aux indigents
- 1.200.000 frs pour le réapprovisionnement du Vestiaire. Achat de tissus et d'articles textiles
- 1.500.000 frs secours en nature.

Ce budget est bien établi et la production d'un cahier d'explications a facilité son examen.

Nous rappellerons ici que la trésorerie de l'Etablissement est saine de par les recettes imposantes que lui assure la taxe sur les spectacles (10 millions en 1945) - le produit de cette taxe pour 1946, voisinera 16 millions de frs.

I3- Crédit Municipal. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

Le document présente un excédent de recettes de 16.297.050,70 ainsi décomposé :

-opérations financières :	16.277.625,70
-exploitation :	19.425.

La somme de 16.277.625,70 est le report de l'exercice 1944.

Les dépenses d'exploitation se montent à la somme de 559.500 frs. Est inscrite aux recettes une subvention municipale de 550.000 frs. Ici rappelé que la subvention à attribuer sera déterminée par le Compte Administratif de l'Etablissement.

Notre rapport sur le document vise les causes du déficit d'exploitation. Il est demandé à nouveau au Pouvoir Central de refondre le Règlement de 1936 des Caisses du Crédit Municipal en ce qui concerne la limite à 10.000 frs des prêts pouvant être consentis sur valeurs mobilières.

Notons que la subvention municipale est fonction des résultats du Compte Administratif de l'Etablissement.

...../

I4- Crédit Municipal. Budget Primitif pour l'exercice 1947. Avis.

BALANCE :

-Recettes	74.816.637.
-Dépenses	74.784.380.

Excédent de recettes :	32.257.
	=====

Les opérations financières se montent en recettes et en dépenses à 72.367.050 frs.

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 2.417.330 frs. Le compartiment "Recettes" comprend une subvention communale de 1.250.000 frs.

L'Etablissement ne parviendra à faire face à ses dépenses d'exploitation tant que le Règlement général qui le régit (il est de 1936) n'aura pas été refondu et amélioré en ce qui concerne notamment la fixation du plafond des prêts pouvant être consentis sur valeurs mobilières.

En notre rapport l'attention du Pouvoir Central est à nouveau appelée.

Quant à la subvention municipale, elle sera servie, compte tenu des résultats du Compte de 1947 de l'Etablissement.

I5- Fondation MASUREL. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

Le document comprend l'excédent de recettes (espèces) à fin d'exercice 1945, soit 805.049,50.

Il n'est point de recettes et dépenses nouvelles.

I6- Fondation MASUREL. Budget Primitif pour 1947. Avis.

Les opérations financières prévues s'élèvent en recettes et en dépenses à la somme de 66.020 frs.

Au titre "Exploitation" les recettes totalisent: 22.205 frs; les dépenses: 11.550 frs. L'excédent de recettes ressort ainsi à 10.655 frs.

Notre rapport tend à l'approbation du document.

I7 - Iris-Club lillois. Demande de subvention. Examen.

La requête émane du Président du Groupement: M. Georges ROLLET II, rue du Vert Bois.

Ce club-amateurs a pour but le développement du football-rugby et également l'athlétisme, le tennis et le hockey. Chacune des sections a son autonomie financière.

La subvention est sollicitée en faveur de la section de football-rugby qui est en passe de difficultés financières. S'intéressent à cette section de sports: M.M. Léo JACQUET, François BERNARD et Raymond SERGEANT.

I8- Demande de subvention formulée par le Journal "Liberté" pour la course cycliste de 5 Villes. Examen.

L'aidant la Ville sous forme de subvention nous est demandée sous signature de M. André PIERRARD Rédacteur en Chef du Journal. La course s'est déroulée le 6 Octobre.

I9- Union Nautique de Lille. Ses régates organisées le 30 Juin. Demande de subvention. Examen.

Les régates eurent lieu. Le Bilan accuse un déficit de 24.598 frs.

Le président sollicite une subvention pour atténuer ce déficit.

20- Fanfare "Union de Lille" et Société les Trompettes "Les Travailleurs". Fêtes de cinquantenaire de fondation. Demande de subventions.

Les 23 et 24 Novembre, nos deux sociétés prolétariennes lilloises célébreront le cinquantenaire de leur fondation.

Elles ont établi un programme de réjouissances populaires dont la dépense évaluée les conduit à solliciter -chacune- une subvention municipale.

21- Souscription publique pour l'érection à DUNKERQUE d'un monument à Charles VALENTIN qui fut Maire de cette Ville.

Cette souscription est lancée par la Ville de DUNKERQUE qui a voté une subvention de 100.000 frs.

A titre d'information, la Commune de GRAVELINES a souscrit une somme de 5.000 frs.

.... /

22- Souscription publique pour l'érection d'un monument à la mémoire du Président F.D. ROOSEVELT.

En sa réunion du 9 Septembre 1946, l'Administration municipale eut à connaître cette demande.

Nous extrayons du P.V. :

"M. le Maire a reçu du Comité français pour l'érection du monument à la mémoire du Président F.D. ROOSEVELT, une demande l'invitant à faire partie du Comité d'Honneur départemental que cet organisme a l'intention de constituer."

"Après avoir pris l'avis de l'Administration municipale, M. le Maire décide d'accepter de participer aux travaux de ce Comité, la question financière devant être réglée ultérieurement."

Note : La Ville de BORDEAUX nous demande l'importance de la subvention accordée par notre Ville (?)

23- Souscription publique ouverte pour l'érection d'une stèle avec médaillon à Léon LAGRANGE, Député, ancien Ministre, mort au champ d'honneur en Mai 1940.

La participation de notre Ville nous est demandée par le Comité d'érection présidé par M. Augustin LAURENT.

C'est à AVESNES que sera élevée la stèle.

M. le Conseiller Général, Paul CUISINIER nous informe que les souscriptions reçues s'échelonnent entre 2.000 frs et 10.000 frs.

24- Société municipale de Gymnastique féminine. Demande de subvention pour faire face à la dépense de renouvellement de :

- 400 jupes
- 400 blouses
- 200 capes

La jupe coûterait 416 frs; la blouse 128 frs; la cape 544 frs.

La dépense totale pour les quantités chiffrées s'élèverait à 617.600 frs.

A noter que la Société serait partie prenante de la subvention; passerait elle-même la commande des effets d'habillement et rapporterait les pièces justificatives d'emploi de la subvention servie.

25- Cours de métreurs-vérificateurs. Horaire. Augmentation. Avis.

A ce propos, M. le Directeur de l'école des Beaux-Arts a tenu la note ci-contre à la Commission des Beaux-Arts :

...../

"Au moment de sa création, en Octobre 1945, ce cours comportait "deux heures hebdomadaires d'enseignement et il était prévu quatre "heures pour l'année scolaire 1946-1947".

"En raison de la pénurie de métteurs-vérificateurs et de la "nécessité d'en former rapidement, il y a lieu de pousser la "préparation en réservant les quatre heures aux auditeurs de "2^e année.

"Le nombre des auditeurs inscrits (125 pour 70 places) ne "permet pas de les recevoir en même temps.

"Nous vous demandons de bien vouloir accorder deux heures "supplémentaires pour porter l'horaire à six heures, ce qui per- "mettrait de scinder le cours en 2 degrés, sans retarder les "auditeurs de 2^e année.

"Des demandes nous ont été faites dans ce sens, notamment par "le Président de la Chambre Syndicale du Bâtiment.

"Cet enseignement étant rétribué sur la base de 6.804 francs, "l'heure-année, la dépense serait de 13.608 francs par an.

"Ce supplément serait accordé à titre provisoire à partir du "1^{er} Novembre et jusqu'à nouvel ordre".

"Lille, le 10 Octobre 1946."

En sa réunion du 15 Octobre, la Commission des Beaux-Arts a émis un avis favorable à l'adoption de la proposition.

A noter que la position du crédit "Personnel" de l'école des Beaux-Arts n'appelle point le vote de dotation supplémentaire.

26- Divers produits communaux. Admission en "non-valeurs" Avis.

Les créances irrécouvrables se montent à la somme de 16.250,10 + une somme de 3 frs pour frais de poursuites.

Le rapport vise l'admission en "non-valeurs" de ces créances.

27- Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères (Loi de 1926). Création à compter de 1947.

A plusieurs reprises, le Ministère de l'Intérieur nous a fait le reproche de ne point tirer parti de cette taxe mise à notre disposition par la loi de 1926, faisant remarquer les dépenses considérables du service d'enlèvement des ordures ménagères.

Précisons que cette taxe porte sur toutes les propriétés assujetties à la contribution foncière ou temporairement exemptées de cette contribution à l'exception des usines et des maisons ou parties de maisons louées par un service public et qu'elle est calculée sur le revenu net des immeubles imposables, le tarif de taxation ne pouvant dépasser 20%.

Pour tenir compte 1° de l'institution de cette taxe par les Villes de ROUBAIX, TOURCOING, LAMBERSART, etc., 2° des observations

.... /

renouvelées du Ministère, 3° du flot montant des dépenses du service de la collecte des ordures ménagères, les dépenses passant de 24 millions en 1946 à près de 30 millions pour 1947, le rapport soumis tend à la création de la taxe dès 1947 au taux maxima. Le produit voisinerait, de dire de la direction des contributions directes à 20 millions de frs.

28- Taxe sur la valeur vénale de la propriété non bâtie. Suppression.
Taxe sur le revenu net des propriétés non bâties. Création à
compter de 1947.

La taxe sur la valeur vénale ne rapporte que 87.000 frs.

La taxe proposée en substitution est susceptible d'assurer une recette de 1.300.000 frs. Le rapport fixe le taux d'imposition à 10%.

Note : La mesure proposée est d'opportunité financière.

29- Electrification des écoles. Emploi de la main-d'oeuvre municipale.
Imputation de la dépense. Avis.

Le rapport a pour but d'obtenir de M. le Préfet l'autorisation d'imputer sur le crédit "Matériel", "Fonds de l'emprunt réalisé de 150 millions" ou sur le crédit d'emploi de la subvention de l'Etat à réaliser, les rémunérations de nos Agents techniciens chargés d'effectuer les travaux d'installation. (Mesure pour justifier des dépenses totales aux fins de toucher la subvention de l'Etat).

30- Déplacement de la rue Louis DUPIED par suite de cession de terrain
à l'Administration des P.T.T., pour réaliser l'agrandissement
du Central téléphonique BOITELIE. Travaux. Crédit. Remboursement
de la dépense par l'Administration des P.T.T. avec majoration
de 15% pour frais d'études et frais généraux. Admission en
recette.

Le rapport porte vote d'un crédit de 1.800.000 frs et décision d'inscription au compartiment des recettes du Budget Additionnel, d'une prévision de remboursement de dépenses de 2.070.000 frs, 1.800.000 + 15% pour frais d'études et frais généraux: 270.000 frs.

31- Faculté des Lettres. Installations sanitaires. Crédit. Avis.

Le crédit dont le vote est demandé par la Commission des Bâtiments est de 370.000 frs.

32- Propriétés communales. Travaux d'appropriation et de grosses
réparations. Emprunt.

L'emprunt est demandé par voie de rapport adopté par la Commission des Bâtiments - Son montant : 8.000.000 de frs.

.../

Enumération des travaux :

- Palais des Beaux-Arts	2.994.000
- Ancien marché St Nicolas	1.006.000
- Différentes écoles communales	1.743.000
- Musée Commercial	665.000
- Institut de géologie	1.592.000

Total: 8.000.000
=====

L'emprunt serait réalisé remboursable en 30 ans - Taux d'intérêt : 3,90%. L'annuité d'amortissement ressort à 454.733 frs.

33- Création d'un jardin des plantes. Construction d'un Groupe de Serres. Emprunt de 14.000.000 de frs.

En sa séance du 15 Juin 1946, le Conseil Municipal vota un emprunt de 24.223.556 frs pour la création d'un jardin des plantes et fleuriste et la construction de serres et de bâtiments.

L'Administration Supérieure, section de l'Urbanisme, a émis un avis défavorable à la réalisation de tout le programme, invoquant notamment son impossibilité de délivrer les bons-matières nécessaires.

A la suite de cette notification, M. BOSSARD et M. BOMART eurent un entretien avec M. LEBLANC, Chef de bureau des affaires financières communales à la Préfecture.

Au terme de cet entretien, compte tenu de ce que la compétence du Préfet en matière d'autorisations des emprunts communaux se trouve désormais portée à 15.000.000 de frs contre 3.000.000 précédemment, M. LEBLANC déclara, convenant de l'urgence de la construction projetée du groupe de serres, qu'il émettrait personnellement un avis favorable à la réalisation d'un emprunt limité à 14 millions.

Le rapport présenté tend au vote de cet emprunt qui se substituera à celui voté le 15 Juin de 24.223.556 frs.

34- Hospices. Comptes a) Administratif, b) de gestion de l'exercice 1945. Avis.

Les deux comptes financiers sont concordants et traduisent un excédent de dépenses de 28.341.515,40 comprenant le report de l'excédent de dépenses de 1944 s'élevant à 658.873,70.

Parmi les recettes comptabilisées, nous avons relevé l'avance remboursable de 10.000.000 de frs consentie par la Ville - Le remboursement sera effectué par l'Etablissement en 1947.

Au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement, M. VAN WOLPUT Vice-Président a marqué son désir de prise de mesures pour la révision des prix de journée.

.... /

Il est ici souligné que l'importance élevée de l'excédent de dépenses a, entr'autres causes, le non-encaissement en cours d'exercice 1945, de la totalité de la subvention municipale représentative des frais de séjour des indigents lillois dans les hôpitaux en 1945.

A noter que l'Etablissement n'a encaissé en 1945 au titre de la subvention, qu'une somme de 11.608.310 frs et que la subvention totale lui revenant atteint: 29.251.177,60, somme qui représente l'excédent de dépenses ordinaires sur les recettes de même nature, compte tenu des opérations à poursuivre.

Précisons que cette formule de paiement de frais de séjour prendra fin avec l'exercice 1946 et qu'à compter de 1947, le règlement des frais de séjour se fera en cours d'exercice sur présentation, par l'Etablissement, de décomptes.

Le rapport sur les documents soumis comporte un avis favorable à leur approbation et, proposition de vote d'un crédit de 17.642.867,60 à inscrire à notre Budget Additionnel au titre solde de la subvention municipale de couverture des frais de séjour des indigents lillois dans nos hôpitaux - en 1945 - (29.251.177,60 - 11.608.310 frs = 17.642.867,60).

35- Hospices. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

Le document, d'un volume de 221 millions, chiffres arrondis, est équilibré par une subvention municipale de 36.636.325,98, comprenant la prévision de réalisation du solde de la subvention municipale de 17.642.867,60 dégagée par le Compte Administratif de 1945.

Rappelons que la subvention municipale prévue au Budget Primitif est de 7.509.760 frs, somme inscrite au Budget Primitif "Ville".

Aux dépenses figurent les crédits de remboursement des avances de trésorerie ci-après :

10.000.000 de frs - avance touchée de la Ville en 1945

18.000.000 de frs - avance Ville de 1946

58.000.000 de frs - avance de trésorerie servie

M. VAN WOLPUT fera en cours de réunion, une relation de ses interventions au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement à propos a) du prix de journée dans les hôpitaux - b) des mesures à prendre pour que les avances de trésorerie soient remboursées dans leur intégralité en 1947, au plus tard en 1948.

Note : Les crédits relatifs à la majoration de 25% de la rémunération du Personnel ont été votés postérieurement à l'établissement du Budget. L'Administration hospitalière se devra de solliciter de l'Etat la subvention égale à la dépense.

...../

Le rapport tend à émettre un avis favorable à l'approbation du Budget et comporte la proposition d'inscrire au Budget Additionnel "Ville" un crédit de 20 millions pour constituer une 2ème dotation en vue de la couverture de la subvention municipale pour valoir paiement des frais de séjour dans les hôpitaux -en 1946- des indigents lillois.

36- Personnel municipal. Rappels d'émoluments. Crédits.

Le rapport vise un ensemble de crédits formant une masse de 19.200.000 frs à inscrire au Budget Additionnel.

Décomposition

Code de la famille	3.500.000
Assurances sociales. Contribution patronale.	700.000
Cadre titulaire. Reclassement compte tenu a) de l'arrêté interministériel du 23 Avril 1946, b) des services civils ou militaires. Rappels d'émoluments.	7.500.000
Cadre auxiliaire. Reclassement compte tenu des services civils et militaires. Rappel d'émoluments.	4.500.000
Cadre secondaire. Titularisation. Rappels d'émoluments.	3.000.000
Total:	19.200.000 =====

37- Personnel municipal. Indemnité forfaitaire de cherté de vie
aux Agents en activité et en retraite (Loi du 3 Août 1946).
Crédits supplémentaires. Demande d'avance de trésorerie et
de subvention.

Le montant des crédits se chiffre à la somme de 31.961.000 frs dont 25.892.000 frs pour le Personnel en activité et 6.069.000 frs pour les retraités.

Une avance de trésorerie de l'Etat est sollicitée. Une subvention exceptionnelle égale aux décaissements est demandée conformément au texte de la loi.

Le Budget Supplémentaire de 1946 comprendra :

1° les crédits ci-dessus formant 31.961.000 frs et une prévision de recette au titre "Subvention"

2° la prévision de recette de l'avance de trésorerie et le crédit de remboursement.

.... /

38- Insuffisances de crédits "Matériel". Crédits supplémentaires.

Le collectif se monte à 63.249.984,60.

Enumération des crédits de 500.000 frs et au-dessus :

- Economat et fournitures diverses	500.000
- Frais d'assiette et de perception de taxes assimilées aux contributions indirectes (licences et taxe sur les ventes au détail)	1.300.000
- Bains municipaux	500.000
- Transports automobiles	500.000
- Entretien des propriétés communales	3.000.000
- Hospices : subventions pour 1946	20.000.000
- Crédit municipal - subvention	550.000
- Caisse des Ecoles	3.000.000
- Hospices - solde de la subvention (au titre de 1945)	17.642.867,60
- Restaurants populaires	3.500.000
- Contingent de la Ville dans les dépenses d'assistance (Solde en 1945)	8.446.522

39- Suppression de prélèvement de 10% sur intérêts (loi du 7 Octobre 1946). Crédits supplémentaires.

Les intérêts compris dans les annuités d'emprunts étaient l'objet depuis 1935 d'un abattement de 10%. Nos annuités d'emprunts étaient réduites en conséquence.

La loi du 7 Octobre 1946 a supprimé ce prélèvement. Il s'ensuit, dès lors, une perte pour la Ville qui se chiffre pour 1946 à 171.445 frs.

Cette mesure gouvernementale nous entraîne à renforcer nos crédits pour amortissement d'emprunts. Le rapport tend à l'ouverture des crédits supplémentaires de l'importance globale sus-indiquée.

40- Budget du Service Vicinal pour 1947. Avis.

Le Budget qui s'intègre dans le nôtre, s'élève en la somme de 202.393 frs. Une imposition communale de centimes couvre la dépense.

41- Taxe municipale sur la publicité. Décision projetée d'appliquer la taxe à raison de 25% sur les perceptions faites par l'Etat suivant tarifs nouveaux fixés par la loi du 7 Octobre 1946.

Nous percevons la taxe depuis 1927.

Elle est additionnelle à l'impôt de l'Etat.

La loi du 7 Octobre 1946 ayant relevé les taux de l'impôt, il convient de voter la taxe municipale au taux de 25%.

.... /

Le rapport porte décision de percevoir désormais 25% de l'impôt d'Etat sans que le Conseil municipal ait à délibérer à nouveau dans le cas d'un nouveau rajustement des tarifs.

42- Association d'Entr'Aide des pupilles et ex-pupilles de l'Etat.
Demande de subvention.

La demande de subvention est formulée par lettre circulaire signée par M. LANQUETIN, Préfet du Nord.

Le département du Nord a un effectif à peu près constant de 5.000 pupilles dont la tutelle appartient au Préfet qui la délègue à l'Inspecteur départemental des services de l'Assistance.

La caisse de Dotation a distribué en 1945 : 492.000 frs en dots de mariage, dots de 25 ans, secours aux anciens pupilles prisonniers rapatriés.

43- Harmonie municipale. Crédit supplémentaire.

Crédit : 79.000 frs

Sa destination : pour l'achat :

- 1° de 120 fanions et 120 poignées en drap rouge pour clairons et trompettes.
- 2° de 16 fanions pour tambours.
- 3° de 1 fanion pour grosse caisse.

44- Habillement de Sapeurs-pompiers et de la Clique municipale scolaire. Crédits.

Le rapport présenté fait état d'une dépense de 560.000 frs pour l'habillement des Sapeurs-pompiers et d'une dépense de 600.000 frs pour l'habillement de la clique.

Le crédit du Budget Primitif "Corps des Sapeurs-pompiers" ne doit être renforcé que d'une somme de 200.000 frs.

Quant au crédit du Budget Primitif "Clique municipale scolaire" il est à renforcer du montant de la dépense d'habillement, soit de 600.000 frs.

45- Fonctionnaires municipaux retraités rappelés à l'activité avant la création du service municipal des Logements et affectés à ce service. Arrêt du service de leur pension. Rémunération à leur service -partie par l'Etat, partie par la Ville -

Le rapport tend à obtenir de l'Autorité de tutelle l'approbation des moyens de règlement de la rémunération desdits Agents, la pension de retraite étant suspendue.

46- Programme ferroviaire de Lille-Sud. Participation de la Ville dans la dépense. Examen du rapport de M. l'Ingénieur AUREL. Prise de position quant aux participations S.N.C.F. - Conseil général et Ville.

M. l'Adjoint VAN WOLPUT qui s'est livré à une étude du dossier, soumettra ses remarques et demandera que soit reconsidéré le problème des participations financières de la S.N.C.F. et du Département.

47- Ville de Lille. Compte Administratif de l'exercice 1945. Examen. Avis.

Note préalable.- Le Compte de 1944 présentait un excédent de 82.914.937,10 et le résultat du Bilan était un déficit de 8.812.595,20.

Une subvention a été demandée à l'Etat en application des dispositions de l'Ordonnance N° 45-1762 du 8 Août 1945 - M. BOMART en espère la réalisation.

X
X X

Le Compte de 1945 qui vous est soumis :

B A L A N C E

RECETTES (y compris l'excédent de recettes de l'exercice : 1944)	:	528.548.162,80
DEPENSES	:	438.988.016,80
Excédent de recettes à fin d'exercice 1945;	:	89.560.146.
		=====

B I L A N

Reprise de l'excédent de recettes	:	89.560.146.
Recettes à poursuivre (restes à recouvrer sur titres émis et recettes qui feront l'objet de titres de perception)	:	139.841.050,50
Total :	:	229.401.196,50
A déduire:		
Restes à payer sur mandats émis : 27.050.205.)	:	
Dépenses engagées non liquidées : 152.019.349.(	:	184.612.839,70
Recettes encaissées, grevées d'affectations spéciales : 5.543.285,70)	:	
EXCEDENT de RECETTES REEL	:	44.788.356,80
		=====

Cette situation appelle cependant une remarque - Il s'agit de l'avance de trésorerie de 95 millions encaissée de l'Etat en 1945. Cette avance ne devant pas figurer aux prévisions de dépenses de 1945, son remboursement n'étant prescrit que pour fin 1946; il n'en fut pas tenu compte dans les dépenses engagées non liquidées au titre de 1945.

Le Budget Additionnel de 1946 comportera en son chapitre des "dépenses nouvelles", le crédit de remboursement de 95.000.000 de frs ainsi que le crédit de 3.090.753,40 pour paiement des intérêts calculés au taux de 2,50%.

...../

48- Ville de Lille. Compte de Gestion du Receveur Municipal.
Exercice 1945. Avis.

Les résultats du Compte de Gestion sont **identiques** à ceux du Compte Administratif.

Le rapport conclut à l'approbation dudit Compte.

49- Ville de Lille. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946.
Examen. Avis.

B A L A N C E

Reports :	
(Excédent de recettes "Espèces"	
à fin d'exercice 1945	89.560.146.
RECETTES (Opérations à poursuivre au	
titre d'exercices antérieurs. 139.840.851,80	
	: 229.400.997,80)
(Nouvelles	: 291.548.262,30)
	520.949.260,10

Reports :	
(Restes à payer sur mandats	
émis.	
DEPENSES (Autres dépenses engagées et	
non liquidées + Recettes	(184.612.839,70)
mises en réserve.	
	606.046.433,35
(Nouvelles	421.433.593,65)

Déficit : 85.097.173,25
=====

Ce déficit s'explique ainsi :	
-Excédent des dépenses nouvelles sur les recettes	
nouvelles	129.885.331,35
-Excédent d'actif de l'exercice 1945, compte tenu	
de l'abattement de centimes dans les restes à	
recouvrer	44.788.158,10

Déficit : 85.097.173,25
=====

Les recettes nouvelles se fixent à 291.548.262,30
dont 147.223.441,60 en ordinaires et 144.324.820,70
en extraordinaires.

Les dépenses nouvelles à 421.433.593,65 dont
266.133.468,50 en ordinaires et 155.300.125,15
en extraordinaires

...../

Du volume des recettes et dépenses "nouvelles" : Explications.

RECETTES NOUVELLES

I- Section "ORDINAIRES"

Relevons en cette section :

-La plus-value prévue de rendement de la taxe sur les ventes au détail et prestations de services	75.000.000.
-La plus-value prévue de recettes au titre de la taxe de visite des viandes foraines..	1.200.000.
-Subventions diverses de l'Etat	4.200.000.
-L'inscription de l'avance de trésorerie sollicitée à l'Etat pour le paiement de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie (Loi du 3 Août 1946)	31.961.000.
-La subvention de l'Etat sollicitée de l'importance de l'avance ci-dessus	31.961.000.

II- Section "EXTRAORDINAIRES"

Le montant est de 144.324.820,70, somme comprenant notamment :

I/ les emprunts à réaliser - savoir -

90.000.000	- pour acquisition de terrains de zone
14.000.000	- pour construction de serres (Jardin des Plantes)
8.000.000	- travaux de grosses réparations et d'appropriation
2.995.000	- pour les transformations au Grand Théâtre
3.750.000	- pour acquisition du Château de la Carnoy
12.576.166	- (conversions d'emprunts)
2.995.000	- pour avance à servir à la Sté Immobilière du Stade Henri JOORIS

II/ des subventions de l'Etat

739.869 frs - (au titre de nos achats de fourgon et d'échelle sur porteur automobile pour le Corps des Sapeurs-pompiers)

324.255 frs - Terrain Centre scolaire de FIVES

4.400.000 frs - Terrain Centre d'éducation physique de WAZEMMES

III/ le produit de ventes immobilières qui se trouvait jusqu'ici comptabilisé dans les services hors budget (1.894.535 frs)

IV/ la somme de 2.070.000 frs montant évalué des travaux de déplacement de la rue Louis Dupied résultant de l'agrandissement du Central téléphonique BOITELLE- Les travaux sont assurés par les soins de la Ville. La dépense est à rembourser par l'Administration des P.T.T.

...../

DEPENSES NOUVELLES

Les dépenses nouvelles de la section "ORDINAIRES" se fixent à 266.133.468,50 dont 58.943.549 frs pour rémunérations du Personnel et 207.189.919,50 au titre "Matériel".

Celles de la section "EXTRAORDINAIRES" s'élèvent à 155.300,125 dont 1.610.000 frs pour rémunérations du Personnel attaché aux Oeuvres de Solidarité Sociale et 153.690.125,15 pour dépenses "Matériel".

I- Section "ORDINAIRES"

a) Dépenses de Personnel :

-pour rappels d'émoluments	19.200.000
-indemnité forfaitaire de cherté de vie (une subvention de l'Etat est prévue aux recettes)	31.961.000
-crédits à divers titres	7.782.549

b) Dépenses de Matériel :

Le montant est de 207.189.919,50. Soulignons de suite que cette somme comprend :

- a/ le crédit de remboursement de l'avance de trésorerie de 95 millions obtenue de l'Etat en 1945;
- b/ le crédit des intérêts à servir à l'Etat au titre de l'avance ci-dessus (3.090.753,40);
- c/ le crédit de remboursement de l'avance de trésorerie demandée à l'Etat (31.961.000 frs) pour l'attribution à nos Agents de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie (Loi du 3 Août 1946)

Ces sommes de 95.000.000 de frs, 3.090.753,40 et 31.961.000frs sont sériées au chapitre XXX du document.

Ci-après une énumération des chapitres avec l'importance des crédits supplémentaires :

II- Administration générale	4.688.138,80
VII- Sécurité	750.000.
IX- Salubrité & Santé	315.134.
X- d° (Contingent)	571.606.
XII- Voirie urbaine	692.066.
XVII- Services industriels & commerciaux	1.050.226.
XIX- Propriétés communales	7.137.000.
XXI- Enseignement	1.524.229.
XXI ^{bis} d° (Bourses & allocations pour études)	510.000.
XXI ^{qter} Bibliothèques & Musées	52.000.
XXIII- Sports	530.000.
XXVI- Assistance, prévoyance, famille	45.315.559,60
XXVII- d° (Contingents)	10.245.074.
XXVIII- Subventions diverses	1.052.600.
dont 617.600 (Sté Mle de Gymnastique)	
300.000 (Pr. le monument J. LEBAS)	
135.000 (divers)	

.... /

XXIX-	Fêtes & Cérémonies	500.000.
XXX ^{bis}	Dépenses diverses	1.629.000.
	(dont 800.000 frs -masse Théâtre-)	
XXX ^{ter}	Autres dépenses diverses	130.627.286,10
	(95.000.000 (Avance Etat)	
	3.090.753,40 (Intérêts de l'avance)	
	31.961.000 (Avance pour paiement indemnité forfaitaire de cherté de vie-crédit d'ordre)	
	<u>575.532,70</u> (divers)	

II- Section "EXTRAORDINAIRES"

a) Dépenses de Personnel (1.610.000)
(rémunérations des Agents affectés aux restaurants, vestiaire, aide à la Mère de famille et refuges chauffés)

b) Dépenses de Matériel (153.690.125,15)

Décomposition :

-Crédits d'emploi d'emprunts dont la réalisation est prévue au compartiment des recettes	134.316.166.
-Crédits de renforcement des annuités d'emprunts. (suppression du prélèvement de 10% sur intérêts)	255.286,25
-Acquisitions mobilières	2.459.246.
-Acquisitions immobilières	2.918.790.
-Travaux	759.873.
-Travaux de déplacement de la rue Louis Dupied.. (Crédit d'ordre)	1.800.000.
-Dépenses diverses	6.617.743,90
(comprenant 5.885.402,90 en crédits d'ordre)	
-Restaurants	3.500.000.
-Dépenses résultant de l'occupation	1.063.020.

X
X X

Au terme de l'exposé bien sommaire du document, nous tenons rappeler que le Budget Primitif de l'exercice 1946 fut arrêté en équilibre à 495.000.000 de frs.

50- Régie municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'Entr'Aide, de Solidarité et de Sauvegarde de la Population Ouvrière.
Compte Administratif de 1945. Avis.

Ce Compte présente un excédent de recettes "espèces" de 99.821,40.

La situation financière donnée en fin de rapport présente un excédent d'actif de 28.869,80.

...../

51- Régie municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'Entr'Aide,
de Solidarité et de Sauvegarde de la Population Ouvrière.
Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

BALANCE

Recettes générales : 2.329.821,40

Dépenses générales : 2.321.178.

8.643,40

=====

Au compartiment des recettes, nous enregistrons:
2.330.000 frs pour vente de marchandises; au compartiment des
dépenses: 2.268.000 frs "Avances à rembourser à la Ville".

52- Régie municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'Entr'Aide,
de Solidarité et de Sauvegarde de la Population Ouvrière.
Compte-matières au 31 Décembre 1945. Avis.

Ce Compte de quantités matières accuse en existants au
31 Décembre 1945 le chiffre de 339.255.181 unités.

x
x x

Hôtel de Ville, le 6 Novembre 1946.

Le Contrôleur Financier,
chargé de l'intérim de la Division
des Finances,

Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission
des Finances et du Budget,

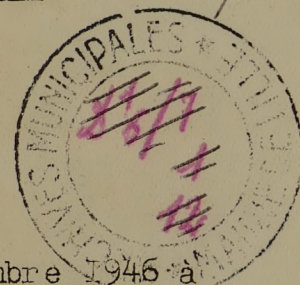
Albert VAN WOLPUT.

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGET

106/235

Séance du 12 Novembre 1946

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Mardi 12 Novembre 1946 à 18 h.30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
LEBLANC, conseiller municipal,
LUSSIEZ, d°
WILSON, d°

Excusés: M.M. PIERRARD, adjoint au Maire,
G. ROUSSEAUX, d°
DE BECKER, conseiller municipal,
Mme COIBA, conseillère municipale.

Assistait également à la réunion, M. BOMAPT, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

229/I- Demande de subvention présentée par l'Association Départementale des Prisonniers de Guerre du Nord. Section de Lille - 33, rue du Molinel, en faveur de l'Oeuvre du Pécule des Prisonniers. Examen.

M. le Président rappelle les demandes précédentes de l'Association, tendant à obtenir une subvention municipale égale au montant de denrées cédées par la Ville en 1944 et 1945 au Comité Central des Prisonniers. Précisons que le montant de ces denrées est de 605.689 frs.

La Commission confirme son avis de rejet émis antérieurement mais retient l'intervention de M. le Conseiller LUSSIEZ, non sur le fond de la prétention de l'Association, mais sur l'opportunité d'un geste en faveur des Prisonniers. En fin de débat et à la proposition de M. VAN WOLPUT, l'Assemblée se prononce, sous réserve de l'approbation de l'Administration; pour l'octroi à l'Oeuvre du Pécule, d'une subvention exceptionnelle de 300.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.... /

230/2- Demande de subvention présentée par l'Association Amicale des Anciens Elèves de l'Ecole Rollin, Président: M. INGELRANS (Epoque de fondation de l'Association : 1896).

La subvention sollicitée est destinée à financer la dépense des fêtes organisées pour la célébration du Cinquantenaire de fondation de l'Amicale.

La Commission propose l'attribution d'une subvention de 15.000 frs à prélever sur l'article II du chapitre XXVIII.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

231/3- Société de Gymnastique et Préparation Militaire de St Maurice-Fives. Demande de subvention.

La Commission, après analyse des motifs de la requête et pris connaissance de l'avis donné par la Commission de l'Education Physique, propose l'octroi d'une subvention de 10.000 frs à prélever sur l'art. 16 du chapitre XXVIII du Budget Primitif.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

232/4- Association pour secourir les Pauvres Honteux (fondée en 1907). Demande de renouvellement de subvention.

L'Assemblée décide de reconduire la subvention servie avant-guerre en la portant toutefois à 10.000 frs contre 5.000 frs.

La dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au Budget Primitif sur l'article 7 du chapitre XXVIII.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

233/5- Fédération sportive et gymnique du travail. Etoile cycliste lilloise. Demande de subvention.

Le Club travailliste "Etoile cycliste lilloise" a sélectionné 4 coureurs cyclistes pour représenter les couleurs du Nord aux championnats de France.

Il sollicite une subvention spéciale pour pourvoir aux frais de déplacement de l'équipe constituée.

La Commission émet un avis conforme à celui de la Commission de l'Education Physique d'attribuer une subvention exceptionnelle de 2.000 frs à prélever sur l'article 16 du chapitre XXVIII du Budget Primitif.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

234/5^{bis} - Sportifs municipaux. Demande de subvention exceptionnelle pour permettre à la section de football de participer à un match en Normandie.

La Commission instruite par M. le Président et M. l'Adjoint BROUX de l'intérêt sportif qui s'attache à encourager la section des Municipaux, propose l'attribution d'une subvention de 10.000 frs à imputer sur l'article 16 du chapitre XXVIII du Budget Primitif.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

235/6- Commémoration du Massacre d'Ascq. Souscription publique pour l'érection d'un monument à la mémoire des 86 martyrs. Appel à notre Ville.

A la proposition de M. le Président, l'Assemblée propose d'accorder une subvention de 10.000 frs et de voter le crédit nécessaire.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

236/7- Souscription publique ouverte par la Ville de Montluçon pour l'érection d'un monument à la mémoire de Marx DORMOY Maire, Président du Conseil Général de l'Allier, Député-Sénateur, Ministre de l'Intérieur - assassiné le 26 Juillet 1941 par des cagouleurs et des tueurs à la solde de DORIOT.

Le monument est à ériger à Montluçon.

Après des échanges de vues, la Commission fait sien l'avis émis par M. le Président, de proposer souscrire la somme de 50.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

237/8- Souscription publique ouverte par la Ville d'Hellemmes pour l'érection d'un monument à Joseph HENTGES Maire d'Hellemmes, Conseiller Général, fusillé par les Allemands le 14 Avril 1942, et aux martyrs de la résistance et victimes du nazisme.

Le monument sera érigé à Hellemmes sur une place publique qui portera nom "Joseph HENTGES".

Prenant acte du montant de la souscription de la Ville d'Hellemmes pour le Monument érigé à Roubaix à la mémoire de Jean LEBAS, la Commission propose que soit votée pour le monument à élever à Joseph HENTGES et aux martyrs d'Hellemmes, une subvention de 2.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

238/9- Restaurants municipaux. Cantines. Soupes. Rajustement des tarifs.

L'exploitation des restaurants municipaux est très déficitaire. La mise en harmonie des tarifs compte tenu a) des prix des denrées et des frais de fonctionnement, b) de l'amélioration de la situation matérielle des dîneurs, s'impose déclare M. le Président qui recueille de l'Assemblée un avis approubatif et enregistre un désir de voir cette exploitation supprimée dans un avenir proche, tant dans l'intérêt des finances municipales que pour permettre à nos petits commerçants de gagner leur vie.

Tarifs rajustés à la proposition du service d'Exploitation. Agrément prononcé par la Commission.

1°) Tarif des repas des cuisinières et aides

	Tarif actuel		Tarif proposé
Avec viande	: 9 frs	Avec viande	: 15 frs
Sans viande	: 7 frs	Sans viande	: 11 frs

2°) Restaurants de l'Hôtel de Ville

Cantines : Institut Diderot
: Jean Macé
: Valentine Labbé

Le prix du repas du Restaurant de l'Hôtel de Ville est porté de 13 frs à 22 frs.

Celui des cantines de 16 à 24 frs

3°) Restaurants à prix réduits

Barème aménagé des ressources des bénéficiaires. Tarifs nouveaux.

Ressources brutes rentrant au foyer		Consommés sur place		A emporter	
Par mois	Par semaine	Catégorie	Prix	Catégorie	Prix
Habitants privés de ressources et assistés du Bureau de Bienfaisance		A	10	A.E.	10
Moins de 900 F.	Moins de 210 F.	B	13	B.E.	12
de 900,01 à 1.500 F.	de 210,01 à 350 F.	C	15	C.E.	14
de 1.500,01 à 2.000 F.	de 350,01 à 490 F.	D	17	D.E.	16
de 2.000,01 à 2.500 F.	de 490,01 à 580 F.	E	19	E.E.	18
Plus de 2.500 F.	Plus de 580 F.	F	21	F.E.	21

4°) Cantines d'Usines

Les repas sont livrés à la Compagnie de Fives-Lille et aux Etablissements Crépelle

Tarif actuel : 16 frs

Tarif proposé : 25 frs

5°) Soupes délivrées aux usines

Tarif actuel : 2 frs 50

Tarif proposé : 4 frs

Rapports adoptés et transmis à l'Administration Municipale

239/IO- Personnel enseignant. Indemnité représentative de logement. Rajustement des taux de 1930 par l'application du coefficient 3, l'effet à compter du 1er Juillet 1946. Crédit supplémentaire.

Le rapport présenté par la division de l'Enseignement et visé par M. l'Adjoint COQUART, est adopté.

La répercussion budgétaire pour le 2ème semestre nécessite le vote d'un crédit supplémentaire de 800.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

240/II- Caisse des écoles. Budget Supplémentaire pour 1946. Equilibre assuré par l'inscription d'une subvention municipale de 3.000.000 de frs.

L'assemblée après avoir pris connaissance du rapport financier de l'Etablissement et entendu M. l'Adjoint BROUX, donne son agrément pour l'octroi de la subvention demandée.

Le crédit sera inscrit au Budget Supplémentaire "Ville".

241/I2- Bureau de Bienfaisance. Budget Supplémentaire pour 1946. Examen. Avis.

Les chiffres généraux du document :

Recettes : 7.644.258,60

Dépenses : 7.642.549,90

Excédent de recettes: 1.708,70

La Commission adopte le Budget qui ne comprend pas de subvention municipale.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

242/I3- Crédit Municipal. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946.
Avis.

Le document présente un excédent de recettes de 16.297.050,70 ainsi décomposé :

-opérations financières :	16.277.625,70
-exploitation :	19.425.

La somme de 16.277.625,70 est le report de l'exercice 1944.

Les dépenses d'exploitation se montent à 559.500 frs.

Une subvention municipale de 550.000 frs est prévue aux recettes.

A noter que la subvention à servir sera déterminée par les résultats du Compte de l'exercice.

La Commission adopte le Budget présenté.

Un crédit de 550.000 frs sera inscrit au Budget "Ville".

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

243/I4- Crédit Municipal. Budget Primitif pour l'exercice 1947. Avis.

BALANCE

Recettes	74.816.637
Dépenses	<u>74.784.380</u>
Excédent de recettes	32.257
	=====

Les opérations financières se montent en recettes et en dépenses à 72.367.050 frs.

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 2.417.330 frs. Le compartiment "Recettes" comprend une subvention communale de 1.250.000 frs.

La Commission adopte le document et propose l'inscription au Budget "Ville" de 1947 de la subvention de 1.250.000 frs, la somme à servir sera déterminée par le Compte de l'Etablissement.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

244/I5- Fondation MASUREL. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946.
Avis.

Le document comprend l'excédent de recettes (espèces) à fin d'exercice 1945, soit 805.049,50.

Il n'est point de recettes et dépenses nouvelles.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

245/I6- Fondation MASUREL. Budget Primitif pour 1947. Avis.

Les opérations financières prévues s'élèvent en recettes et en dépenses à la somme de 66.020 frs.

Au titre "Exploitation" les recettes totalisent : 22.205 frs; les dépenses : 11.550 frs. L'excédent de recettes ressort ainsi à 10.655 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

246/I7- Iris-Club lillois. Demande de subvention. Examen.

La requête émane du Président du Groupement : M. Georges ROLLET II, rue du Vert Bois.

La subvention est sollicitée en faveur de la section de football-rugby qui est en passe de difficultés financières. S'intéressent à cette section de sports : M.M. Léo JACQUET, François BERNARD et Raymond SERGEANT.

Avis défavorable.

247/I8- Demande de subvention formulée par le journal "Liberté" pour la course cycliste des 3 villes. Examen.

L'aide de la Ville sous forme de subvention nous est demandée sous signature de M. André PIERRARD Rédacteur en Chef du journal. La course s'est déroulée le 6 Octobre.

L'assemblée dit ses regrets de ne pouvoir satisfaire la demande, s'étant antérieurement prononcée défavorablement sur une requête analogue émanant d'un autre journal. M. le Président précise que l'autorité de tutelle n'approuve pas les délibérations portant vote de subventions aux journaux.

248/I9- Union Nautique de Lille. Ses régates organisées le 30 Juin. Demande de subvention. Examen.

Les régates eurent lieu. Le Bilan accuse un déficit de 24.598 frs.

Le Président de l'Union Nautique sollicite une subvention pour atténuer ce déficit.

L'Assemblée, à la proposition de M. VAN WOLPUT, décide accorder une subvention de 2.000 frs à prélever sur le crédit des Fêtes.

249/20- Chorale Patoisante "Les Sans-Soucis". Demande de subvention.

Cette société a repris ses activités. M. l'Adjoint CLAES fait connaître à M. le Président le concours qu'elle peut éventuellement assurer dans nos hôpitaux et hospices.

M. le Président propose, ce qu'accepte l'Assemblée, d'attribuer à cette chorale patoisante, si intéressante, une subvention dite de démarrage de 10.000 frs.

Le crédit spécial sera inscrit au Budget Additionnel.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

250/21- Souscription publique pour l'érection à Dunkerque d'un monument à Charles VALENTIN qui fut Maire de cette ville.

Cette souscription est lancée par la Ville de Dunkerque qui a voté une subvention de 100.000 frs.

La commune de Gravelines a souscrit une somme de 5.000 frs.

L'Assemblée propose que soit fixée à 30.000 frs la subvention (crédit à inscrire au Budget Additionnel).

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

251/22- Souscription publique pour l'érection d'un monument à la mémoire du Président F.D. ROOSEVELT.

En sa séance du 9 Septembre 1946, l'Administration Municipale eut à connaître cette demande.

Nous extrayons du P.V. :

"M. le Maire a reçu du Comité français pour l'érection du monument à la mémoire du Président F.D. ROOSEVELT, une demande l'invitant à faire partie du Comité d'Honneur départemental que cet organisme a l'intention de constituer".

"Après avoir pris l'avis de l'Administration municipale, M. le Maire décide d'accepter de participer aux travaux de ce comité, la question financière devant être réglée ultérieurement".

La Commission fait sien l'avis de M. le Président de surseoir à statuer jusqu'à connaissance d'une information complémentaire quant à la souscription organisée et l'endroit où sera érigé le Monument.

252/23- Souscription publique ouverte pour l'érection d'une stèle avec médaillon à Léo LAGRANGE, Député, ancien Ministre, mort au champ d'honneur en Mai 1940.

La participation de notre ville nous est demandée par le Comité d'érection présidé par M. Augustin LAURENT.

C'est à AVESNES que sera élevée la stèle.

M. le Conseiller Général, Paul CUISINIER nous informe que les souscriptions reçues s'échelonnent entre 2.000 frs et 10.000 frs.

M. le Président propose-ce qui est accepté- d'accorder une subvention de 10.000 frs et, de voter le crédit nécessaire.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

253/24- Société municipale de Gymnastique féminine. Demande de subvention pour faire face à la dépense de renouvellement de:

- 400 jupes
- 400 blouses
- 200 capes

La jupe coûterait 416 frs; la blouse 128 frs; la cape 544 frs.

La dépense totale pour les quantités chiffrées s'élèverait à 617.000 frs.

La Société serait partie prenante de la subvention, passerait elle-même la commande des effets d'habillement et rapporterait les pièces justificatives d'emploi de la subvention servie.

L'attribution de la subvention est décidée.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

254/25- Cours de métreurs-vérificateurs. Horaires. Augmentation. Avis.

Avis favorable est donné au rapport tendant à augmenter le nombre d'heures de cours.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

255/26- Divers produits communaux. Admission en "non-valeurs". Avis.

Les créances irrécouvrables se montent à la somme de 16.250,10 + une somme de 3 frs pour frais de poursuites.

Le rapport visant l'admission en "non-valeurs" de ces créances est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

256/27- Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères. (Loi de 1926). Création à compter de 1947.

A plusieurs reprises dit M. le Président, le Ministère de l'Intérieur nous a fait le reproche de ne point tirer parti de cette

taxe mise à notre disposition par la loi de 1926, faisant remarquer les dépenses considérables du service d'enlèvement des ordures ménagères.

Il précise que la taxe frappe les propriétés assujetties à la contribution foncière ou temporairement exemptées de cette contribution à l'exception des usines et des maisons ou parties de maisons louées par un service public et qu'elle est calculée sur le revenu net des immeubles imposables, le tarif de taxation ne pouvant dépasser 20%.

Les Villes de Roubaix, Tourcoing, Lambersart ont institué cette taxe.

Les dépenses du service d'enlèvement des ordures ménagères vont s'élever pour 1946 à près de 24 millions. Ceiles pour 1947 vont atteindre 30 millions.

La Commission se prononce pour la création de cette taxe au taux d'imposition de 20%.

A propos des conditions d'exécution du service de la Collecte des ordures ménagères, M. le Président déclare :

"La ville est divisée en 6 sections qui sont :

1ère section	Vieux-Lille
2ème d°	Centre
3ème d°	Moulins-Lille, Fg de Douai, Fg d'Arras
4ème d°	Wazemmes
5ème d°	Halles Centrales, Fg de Béthune
6ème d°	Fives, St Maurice.

"Le ramassage s'opère pour :

la 1ère et la 6ème section:	les lundis et jeudis
2ème et 5ème section:	les mardis et vendredis
3ème et 4ème section:	les mercredis et samedis

Et il ajoute :

"la firme COLLIN ne met théoriquement en circulation que 10 bennes
"contre 22 avant-guerre.

"Quant aux décharges, il n'y a guère plus que LOMPRET & VERLINGHIEM.

M. BROUX évoque les projets de Roger SALENGRO de réorganisation du service d'enlèvement des ordures ménagères et de création d'une usine d'incinération. Il serait souhaitable, dit-il, que notre Administration pensât un jour à réaliser lesdits projets.

Le rapport portant proposition de vote de la taxe est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

257/28- Taxe sur la valeur vénale de la propriété non-bâtie. Suppression. Taxe sur le revenu net des propriétés non-bâties. Création à compter de 1947.

La taxe sur la valeur vénale ne rapporte que 87.000 frs.

La taxe proposée en substitution est susceptible d'assurer une recette de 1.300.000 frs. Le rapport fixe le taux d'imposition à 10%.

La mesure proposée est d'opportunité financière.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

258/29- Electrification des écoles. Emploi de la main-d'oeuvre municipale. Imputation de la dépense. Avis.

Le rapport a pour but d'obtenir de M. le Préfet l'autorisation d'imputer sur le crédit "Matériel", "Fonds de l'emprunt réalisé de 150 millions" ou sur le crédit d'emploi de la subvention de l'Etat à réaliser, les rémunérations de nos agents techniciens chargés d'effectuer les travaux d'installation. (Mesure pour justifier des dépenses totales aux fins de toucher la subvention de l'Etat).

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

259/30- Déplacement de la rue Louis DUPIED par suite de cession de terrain à l'Administration des P.T.T. pour réaliser l'agrandissement du Central téléphonique BOITELLE. Travaux. Crédit. Remboursement de la dépense par l'Administration des P.T.T. avec majoration de 15% pour frais d'études et frais généraux. Admission en recette.

Le rapport porte vote d'un crédit de 1.800.000 frs et décision d'inscription au compartiment des recettes du Budget Additionnel, d'une prévision de remboursement de dépenses de 2.070.000 frs, 1.800.000 + 15% pour frais d'études et frais généraux: 270.000 frs.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

260/31- Faculté des Lettres. Installations sanitaires. Crédit. Avis.

Le crédit dont le vote est demandé par la Commission des Bâtiments est de 370.000 frs.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

261/32- Propriétés communales. Travaux d'appropriation et de grosses réparations. Emprunt.

L'emprunt demandé a pour but de financer les travaux ci-après énumérés :

Énumération des travaux et des dépenses prévues:

-Palais des Beaux Arts	2.994.000
-Ancien marché St Nicolas	7.006.000
-Différentes écoles communales	1.743.000
-Musée Commercial	665.000
-Institut de géologie	1.592.000

Total: 14.000.000

=====

Avis favorable est donné à l'exécution des travaux et au financement par l'emprunt.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

262/33- Création d'un jardin des plantes. Construction d'un groupe de serres. Emprunt de 14.000.000 de frs.

En sa séance du 15 Juin 1946, le Conseil Municipal vota un emprunt de 24.223.556 frs pour la création d'un jardin des plantes et fleuriste et la construction de serres et de bâtiments.

L'Administration Supérieure, section de l'Urbanisme, émit un avis défavorable à la réalisation de tout le programme, invoquant notamment son impossibilité de délivrer les bons-matières nécessaires.

Par suite, le programme des travaux est provisoirement ramené à 14 millions.

L'Assemblée émet un avis favorable à l'exécution du programme partiel et au vote de l'emprunt demandé de 14 millions de francs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

263/34- Hospices. Comptes: a) Administratif, b) de gestion de l'exercice 1945. Avis.

M. le Président expose et déclare :

Les deux comptes financiers sont concordants et traduisent un excédent de dépenses de 28.341.515,40 comprenant le report de l'excédent de dépenses de 1944 s'élevant à 658.873,70.

Au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement, j'ai marqué mon désir de prise de mesures pour la révision du prix de journée.

L'importance élevée de l'excédent de dépenses a, entr'autres causes, le non-encaissement en cours d'exercice 1945, de la totalité de la subvention municipale représentative des frais de séjour des

indigents lillois dans les hôpitaux en 1945.

L'Etablissement n'a encaissé en 1945 au titre de la subvention lui revenant qu'une somme de 11.608.310 frs alors que la subvention totale atteint: 29.251.177,60, somme représentant l'excédent de dépenses ordinaires sur les recettes de même nature, compte tenu des opérations à poursuivre.

Cette formule de règlement des frais de séjour des indigents lillois dans les hôpitaux prendra fin avec l'exercice 1946. A compter de 1947, le règlement de ces frais se fera en cours d'exercice sur présentation, par l'Etablissement, de décomptes.

La Commission émet un avis favorable à l'approbation des deux documents et à l'attribution du solde de la subvention, soit 17.642.867,60.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

264/35- Hospices. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

Le document, d'un volume de 221 millions (chiffre arrondi) est équilibré par une subvention municipale de 36.636.325,98.

M. VAN WOLPUT rappelle que la subvention municipale prévue au Budget Primitif est de 7.509.760 frs, somme inscrite au Budget Primitif "Ville" de l'Etablissement, et que la subvention à servir est fonction des résultats du Compte Administratif même des Hospices.

Il ajoute que figurent aux dépenses, les crédits de remboursement des avances de trésorerie ci-après :

10.000.000 de frs - avance touchée de la Ville en 1945

18.000.000 de frs - avance Ville de 1946

58.000.000 de frs - avance de trésorerie servie

Enfin il fait part d'une relation de ses interventions au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement à propos a) du prix de journée dans les hôpitaux - b) des mesures à prendre pour que les avances de trésorerie soient remboursées dans leur intégralité en 1947, au plus tard en 1948.

Le rapport tendant à l'approbation du Budget est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

265/36- Personnel municipal. Rappels d'émoluments. Crédits.

Le rapport vise un ensemble de crédits formant une masse de 19.200.000 frs à inscrire au Budget Additionnel.

Décomposition

Code de la Famille.	3.500.000.
Assurances sociales. Contribution patronale.	700.000.
Cadre titulaire. Reclassement compte tenu a) de l'arrêté interministériel du 23 Avril 1946, b) des services civils ou militaires. Rappel d'émoluments.	7.500.000.
Cadre auxiliaire. Reclassement compte tenu des services civils et militaires. Rappel d'émoluments.	4.500.000.
Cadre secondaire. Titularisation. Rappel d'émoluments.	3.000.000.
Total	19.200.000. =====

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

266/37- Personnel Municipal. Indemnité forfaitaire de cherté de vie
aux Agents en activité et en retraite. (Loi du 3 Août 1946).
Crédits supplémentaires. Demande d'avance de trésorerie et
de subvention.

Le montant des crédits se chiffre à la somme de 31.961.000 frs
dont 25.892.000 frs pour le personnel en activité et 6.069.000 frs
pour les retraités.

Une avance de trésorerie de l'Etat est sollicitée. Une subven-
tion exceptionnelle égale aux décaissements est demandée conformément
au texte de la loi.

Le Budget Supplémentaire de 1946 comprendra :

1° les crédits ci-dessus formant 31.961.000 frs et une prévision
de recette au titre "Subvention";

2° la prévision de recette de l'avance de trésorerie et les
crédits de remboursement.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

267/38- Insuffisances de crédits "Matériel". Crédits supplémentaires.

Le collectif se monte à 72.686.633,60.
Enumération des crédits de 500.000 frs et au-dessus :

-Economat et fournitures diverses	500.000.
-Frais d'assiette et de perception de taxes assimilées aux contributions indirectes (licences et taxe sur les ventes au détail)	1.300.000.
-Bains municipaux	500.000.
-Transports automobiles	500.000.

-Entretien des propriétés communales	3.000.000.
-Hospices: subventions pour 1946	20.000.000.
-Crédit Municipal - subvention	550.000.
-Hospices - solde de la subvention (au titre de 1945)	17.642.867,60
-Restaurants populaires	4.500.000.
-Contingent de la Ville dans les dépenses d'assistance (solde de 1945)	8.446.522.
-Avance à la Régie Municipale d'approvi- sionnement	5.000.000.
-Assistance aux tuberculeux et pré-tuberculeux	1.300.000.

Rapport adopté et transmis à l'Administration.

268/39- Suppression de prélèvement de 10% sur intérêts (loi du 7
Octobre 1946). Crédits supplémentaires.

Les intérêts compris dans les annuités d'emprunts étaient l'objet depuis 1935 d'un abattement de 10%. Nos annuités d'emprunts étaient réduites en conséquence.

La loi du 7 Octobre 1946 a supprimé ce prélèvement. Il s'en-suit, dès lors, une perte pour la Ville qui se chiffre pour 1946 à 171.445 frs.

Cette mesure gouvernementale nous entraîne à renforcer nos crédits pour amortissement d'emprunts. Le rapport tend à l'ouverture des crédits supplémentaires de l'importance globale sus-indiquée.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

269/40- Budget du service vicinal pour 1947. Avis.

Le Budget qui s'intègre dans le nôtre, s'élève en la somme de 202.393 frs. Une imposition communale de centimes couvre la dépense.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

270/41- Taxe municipale sur la publicité. Décision projetée d'appli-
quer la taxe à raison de 25% sur les perceptions faites
par l'Etat suivant tarifs nouveaux fixés par la loi du
7 Octobre 1946.

Nous percevons la taxe depuis 1927.

Elle est additionnelle à l'impôt de l'Etat.

La loi du 7 Octobre 1946 ayant relevé les taux de l'impôt, il convient de voter la taxe municipale au taux de 25%.

Le rapport porte décision de percevoir désormais 25% de l'impôt d'Etat sans que le Conseil Municipal ait à délibérer à nouveau dans le cas d'un nouveau rajustement des tarifs.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

271/42- Association d'Entr'Aide des pupilles et ex-pupilles de l'Etat. Demande de subvention.

La demande de subvention est formulée par lettre circulaire.

Le département du Nord a un effectif à peu près constant de 5.000 pupilles dont la tutelle appartient au Préfet qui la délègue à l'Inspecteur départemental des services de l'assistance.

La caisse de Dotation aurait distribué en 1945: 492.000 frs en dots de mariage, dots de 25 ans, secours aux anciens pupilles prisonniers rapatriés.

La Commission décide surseoir à statuer sur cette demande.

272/43- Harmonie municipale. Crédit supplémentaire.

Crédit : 79.000 frs

Sa destination : pour l'achat:

- 1° de 120 fanions et 120 poignées en drap rouge pour clairons et trompettes.
- 2° de 16 fanions pour tambours.
- 3° de 1 fanion pour grosse caisse.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

273/44- Habillement de sapeurs-pompiers et de la Clique municipale scolaire. Crédits.

Le rapport présenté fait état d'une dépense de 440.000 frs pour l'habillement des sapeurs-pompiers et d'une dépense de 450.000frs pour l'habillement de la Clique.

Le crédit du Budget Primitif "Corps des sapeurs-pompiers" ne doit être renforcé que d'une somme de 160.000 frs.

Quant au crédit du Budget Primitif "Clique municipale scolaire", il est à renforcer du montant de la dépense d'habillement, soit de 500.000 frs.

Le rapport est adopté et transmis à l'Administration Municipale

274/45- Fonctionnaires municipaux retraités rappelés à l'activité avant la création du service municipal des Logements et affectés à ce service. Arrêt du service de leur pension. Rémunération à leur servir - partie par l'Etat, partie par la Ville.

Le rapport tend à obtenir de l'Autorité de tutelle l'approbation des moyens de règlement de la rémunération desdits Agents, la pension de retraite étant suspendue.

Adopté. Rapport transmis à l'Administration Municipale.

275/46- Programme ferroviaire de Lille-Sud. Suppression de trois passages à niveau au sud de Lille. Financement des travaux par l'emprunt. Rapport de M. l'Ingénieur AUREL fixant à 56 millions la part "Ville" dans la dépense globale des travaux. Examen de la question.

Voici le texte du rapport de M. l'Ingénieur AUREL qui a été adopté par la Commission de la Voie Publique:

"Historique succinct de la question.-

"Le 31 Octobre 1940, intervenait un arrêté ministériel "déclarant d'utilité publique et urgents les travaux afférents "à la suppression des passages à niveau 3, 4 et 5 de la voie "fermée Lille-Béthune et à la création d'une gare dite de "Lille-Sud".

"Une Commission, à laquelle assistaient le Maire, le "Secrétaire Général et le Directeur des Grands Travaux de notre "Ville, se réunissait peu après en vue d'examiner le programme "des travaux projetés et d'établir un plan de financement.

"Le 27 Février 1941, le Conseil Municipal ratifiait les "propositions de cette Commission qui fixait à 11.820.000 frs "la quote-part de la Ville dans les dépenses à engager pour "la réalisation du programme ferroviaire, dépenses qui étaient "évaluées, d'après les prévisions de l'époque, à 36.500.000 frs.

"Le 8 Septembre 1942, le Conseil Municipal agréait le "projet modifié, conformément aux conclusions des enquêtes qui "eurent lieu sur le projet primitif et suivant les résultats "d'examen approfondis et contradictoires entre les services de "l'Etat, de la S.N.C.F. et de la Ville de Lille.

"Ce projet révisé qui comportait, en outre, la création "d'une voie nouvelle en prolongement de la rue d'Artois vers "un passage supérieur. projeté était évalué, compte tenu des mo- "difications et additions apportées au projet initial et des "augmentations de prix, à 57.000.000 de frs sur lesquels la quote- "part de la Ville se chiffrait à 20.010.000 frs.

"Enfin, une décision ministérielle, en date du 25 Novembre "1942, arrêtait la consistance définitive du projet et fixait les "participations des collectivités intéressées.

"Consistance du projet.-

"Le projet définitif arrêté, qui figure en première urgence au programme spécial d'équipement comporte les travaux ci-après :

"1°) Déviation des voies principales de la ligne de Lille à Béthune entre les points kilométriques 3.957 et 6.979;

"2°) Remplacement sur place par un passage inférieur du Passage à Niveau 3 au point kilométrique 4.371 pour la Route Nationale 17;

"3°) Remplacement du Passage à Niveau 4 au point kilométrique 5.328 pour la Route Nationale 25 par un passage supérieur à construire pour la Route Nationale 25 déviée;

"4°) Remplacement du Passage à Niveau 5 au point kilométrique 6.279, pour le Chemin Départemental I47, par un passage supérieur pour le Chemin Départemental I47 dévié et déviation corrélative du Chemin Vicinal Ordinaire 13;

"5°) Aménagement des quais et des accès du Point d'Arrêt de Lille - Porte de Douai;

"6°) Construction du bâtiment des Voyageurs, de la cour des Messageries et des accès de la nouvelle gare de Lille-Sud;

"7°) Aménagement d'un quai découvert, avec voie de desserte, en prolongement vers Béthune de la Halle Petite Vitesse projetée en gare de Lille-Sud;

"8°) Suppression, au droit du Passage à Niveau actuel pour la Route Nationale 25, d'un tronçon de l'ancienne voie principale maintenue comme voie mère d'embranchement;

"9°) Installation, normalement à l'ancienne voie principale et de part et d'autre du Passage à Niveau 5 supprimé, de barrières normalement fermées;

"10°) Création d'une nouvelle rue reliant directement la Place Jacques Février, à la déviation de la Route Nationale 25;

"11°) Modification du système d'écoulement des eaux, de la signalisation, des installations hydrauliques et électriques et extension des emprises du Chemin de Fer.

X

X X

X

"Participations des collectivités intéressées.-

"Les dépenses du projet définitif, évaluées à 57.000.000 de frs, à la date du 29 Octobre 1941, ne comprennent pas la valeur des terrains des fortifications appartenant à la Ville de Lille et nécessaires à la réalisation du projet.

"Elles seront, suivant la décision ministérielle réparties comme suit :

"1) La Ville de Lille prendra à sa charge exclusive les dépenses réelles faites, majorées des frais généraux d'usage, relatives à la création d'une nouvelle rue reliant directement la Place Jacques Février à la Route Nationale 25 déviée;

"2) le surplus de la dépense sera réparti ainsi qu'il suit d'après les dispositions admises par la décision du 16 Juin 1941 approuvant la répartition des dépenses relatives au projet initial au 16 Octobre 1940.

"a/ à la charge de la Société Nationale des Chemins de Fer : une somme égale au montant de la capitalisation des économies annuelles qui seront réalisées par elle du fait de l'exécution du projet, ces économies étant basées sur les salaires qui seront en vigueur lors de la suppression effective des Passages à Niveau et des fusions de services.

"Cette capitalisation sera faite au taux de 5,05% d'intérêts et d'amortissement des emprunts consentis par l'Etat à la Société Nationale des Chemins de Fer pour la réalisation de son programme d'équipement, jusqu'à concurrence de l'économie de 340.000 frs qui était escomptée lors de la présentation du projet du 16 Octobre 1940.

"Si les économies réelles dépassent cette prévision de 340.000 frs, l'augmentation correspondante de la participation de la Société Nationale des Chemins de Fer sera basée sur le nouveau taux de financement adopté pour les dépassements dudit programme.

"b/ à la charge du Département du Nord: une somme forfaitaire fixée à 2.600.000 frs suivant une délibération en date du 5 Juin 1944 du Conseil Départemental du Nord;

"c/ à la charge de la Ville de Lille : les 2/5 des dépenses réelles faites, majorées des frais généraux, déduction faite des participations de la Société Nationale des Chemins de Fer et du Département;

"d) à la charge de l'Etat (Routes Nationales): les 3/5 des dépenses réelles faites, majorées des frais généraux, déduction faite des participations de la Société Nationale des Chemins de Fer et du Département.

"3) Les dépenses réellement faites pour les travaux exécutés par la Société Nationale des Chemins de Fer seront remboursées par l'Etat (Routes Nationales) et par la Ville de Lille, avec les majorations d'usage, pour la part leur incombant, sur présentation des mémoires soumis à la vérification du service du Contrôle Technique de la Direction Générale des Chemins de Fer et des Transports.

X

X X

"Les travaux entrepris dès 1941 par les services de la Société Nationale des Chemins de Fer, furent menés au ralenti sous l'occupation et entrèrent dans une phase active après la libération.

X

X X

"La Société Nationale des Chemins de Fer nous ayant invité à régler notre quote-part du montant des dépenses déjà comptabilisées, nous lui avons demandé, en vue de nous permettre de prendre d'une façon définitive les dispositions budgétaires nécessaires au financement effectif, de nous faire connaître le montant révisé du devis général des travaux, compte tenu de l'augmentation des prix.

"Il ressort de ce document, établi sur la base des prix pratiqués au début de cette année :

"a) que le montant des dépenses déjà comptabilisées s'élève au total à 24.377.528,20 dont 9.751.011,40 à la charge de la Ville;

"b) que le montant des dépenses non comptabilisées et des dépenses relatives aux travaux restant à exécuter peut être évalué à 121.000.000 de frs dont 40.960.000 frs à notre charge.

"La part totale de la Ville serait, dans ces conditions, et en se basant sur le montant de la révision faite suivant les prix pratiqués au début de cette année, de 50.711.011 frs 40.

"Il est opportun d'y ajouter, en prévision des dépassements qui seraient à répartir entre les collectivités suivant les quotités arrêtées, une somme à valoir qui peut être fixée à 10% du montant des travaux, ce qui porterait le montant de notre quote-part à 55.782.112 frs 54, soit en chiffres ronds 56.000.000 de frs"

X
X X

M. VAN WOLPUT déclare avoir examiné ce Rapport. Il estime que la part du Département fixée en 1940 à 2.000.000 de frs et en 1944 à 2.600.000 frs lui apparaît actuellement insuffisante. Au reste, ajoute-t-il, nous lisons dans la délibération du Conseil départemental du 5 Juin 1944: "Il est entendu que le problème de financement de cette participation fera l'objet d'une étude spéciale quand le moment sera venu d'inscrire le crédit au Budget Départemental, c'est à dire, dès que les travaux pourront être repris".

Devons-nous, poursuit-il, agréer la fixation de notre emprunt de financement à 56 millions de francs? Avant que me parvienne le Rapport qui vous est aujourd'hui soumis, j'avais demandé la réunion d'une Conférence des représentants des Collectivités assurant la dépense globale des travaux afin de réexaminer précisément les participations et, faire état de l'apport des terrains par la Ville!!

La Commission, après échange de vues, se rallie à la proposition de M. VAN WOLPUT, d'attendre les conclusions de la Conférence des représentants des collectivités sur le plan "participations financières".

276/47- Ville de Lille. Compte Administratif de l'exercice 1945.
Examen. Avis.

M. le Président rappelle que le Compte de 1944 présentait un excédent de recettes de 82.914.937,10 et que le Bilan accusait un

déficit de 8.812.595,20.

Le Compte de 1945 :

B A L A N C E

RECETTES (y compris l'excédent de recettes de l'exercice : 1944)	:	528.548.162,80
DEPENSES	:	438.988.016,80

Excédent de recettes à fin d'exercice 1945 :

89.560.146.

=====

B I L A N

Reprise de l'excédent de recettes	:	89.560.146.
Recettes à poursuivre (restes à recouvrer sur titres émis et recettes qui feront l'objet de titres de perception)...	:	139.841.050,50
Total :	:	229.401.196,50

A déduire:

Restes à payer sur mandats émis	27.050.205,)	
Dépenses engagées non liquidées	: 152.019.349. (	184.612.839,70
Recettes encaissées, grevées d'affectations spéciales	: 5.543.285,70)	

EXCEDENT d'ACTIF 44.788.356,80
=====

Cette situation appelle cependant une remarque, dit M. VAN WOLPUT - Il s'agit de l'avance de trésorerie de 95 millions encaissée de l'Etat en 1945. Cette avance ne devant pas figurer aux prévisions de dépenses de 1945, son remboursement n'étant prescrit que pour fin 1946, il n'en fut pas tenu compte dans les dépenses engagées non liquidées au titre de 1945.

Si donc, ajoute M. VAN WOLPUT, nous reprenons dans les éléments du Bilan, la dette de 95.000.000 de frs, notre situation finale traduit un excédent de Passif de 50.211.643,20. Ne nous affolons cependant pas, conclut-il, car, les Budgets Primitif et Additionnel présentaient chacun un déficit dont le montant global est supérieur à 50 millions.

Après avoir donné ces explications sommaires et majeures et rappelé les causes de la situation financière déficitaire, causes inhérentes aux incidences économiques, M. VAN WOLPUT donne lecture de son Rapport.

Le Rapport est adopté - Ce document et le Compte Administratif sont transmis à l'Administration Municipale.

277/48 - Ville de Lille. Compte de Gestion du Receveur Municipal.
Exercice 1945. Avis.

Les résultats du Compte de Gestion sont identiques à ceux du Compte Administratif.

Le rapport conclut à l'approbation dudit Compte.

278/49.- Ville de Lille. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946.
Examen. Avis.

M. le Président estime devoir préalablement rappeler que le Budget Primitif de 1946 fut équilibré par une imposition majorée de centimes additionnels et que son volume est de 495 millions. Les crédits de ce Budget avaient été fixés compte tenu du prix de fin 1944 et en ce qui concerne les dépenses de personnel, des rémunérations tarifées à ce moment là.

x
x x

L'élévation des prix des travaux et fournitures, le rehaussement des indemnités familiales et autres indemnités, puis l'amélioration des traitements et salaires ont, poursuit-il, bouleversé les prévisions budgétaires.

Le Budget Supplémentaire que nous soumettons à votre examen, comporte en outre des crédits de renforcement de ceux du Budget Primitif des crédits nouveaux ~~également~~ à divers titres, votés par le Conseil Municipal. Il comprend également des crédits dont les rapports seront soumis en la séance de vote du budget même.

x
x x

Voici le Budget Supplémentaire que nous soumettons à votre examen :

.....

B A L A N C E

Reports :		
(Excédent de recettes "Espèces"		
à fin d'exercice 1945		89.560.146.
RECETTES	(Opérations à poursuivre au	
	titre d'exercices antérieurs. <u>139.840.851,80</u>	
		229.400.997,80)
	(Nouvelles	315.799.242,90)
		545.200.240,70
Reports :		
DEPENSES	(Restes à payer sur mandats	
	émis,	
	(Autres dépenses engagées et	
	non liquidées + Recettes	(184.612.839,70)
	mises en réserve.	
	(Nouvelles	456.316.442,65)
		540.929.282,35

Déficit 95.729.041,65
=====

Ce déficit s'explique ainsi :

-Excédent des dépenses nouvelles sur les recettes
nouvelles 140.517.199,75

-Excédent d'actif de l'exercice 1945, compte tenu
de l'abattement de centimes dans les restes à
recouvrer 44.788.158,10

Déficit 95.729.041,65
=====

Les recettes nouvelles se fixent à 315.799.242,90
dont 165.379.422,20 en ordinaires
et 150.419.820,70 en extraordinaires..

Les dépenses nouvelles à 546.316.442,65
dont 292.262.317,50 en ordinaires
et 164.054.125,15 en extraordinaires.

Du volume des recettes et dépenses "nouvelles" : Explications

RECETTES NOUVELLES

I - Section "ORDINAIRES"

Relèvements en cette section :

-La plus-value prévue de rendement de la taxe sur les ventes au détail et prestations de services.....	75.000.000
-La plus-value prévue de recettes au titre de la taxe de visite des viandes foraines...	1.200.000
-Subventions diverses de l'Etat.....	4.200.000
-L'inscription de l'avance de trésorerie sollicitée à l'Etat pour le paiement de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie (Loi du 3 Août 1946).....	31.961.000
-La subvention de l'Etat sollicitée de l'importance de l'avance ci-dessus.....	31.961.000

II - Section "EXTRAORDINAIRES"

Le montant est de 150.419.820,70, somme comprenant notamment :

I/ les emprunts à réaliser - savoir -	
90.000.000 - pour acquisition de terrains de zone	
14.000.000 - pour construction de serres (Jardins et plantations)	
14.000.000 - travaux de grosses réparations et d'appropriation	
2.995.000 - pour les transformations au Grand Théâtre	
3.750.000 - pour acquisition du Château de la Carney	
12.576.166 - (conversions d'emprunts)	
2.995.000 - pour avance à servir à la Sté Immobilière du Stad. Henri JOORIS	

II/ des subventions de l'Etat

739.869 frs - (aut titre de nos achats de fourgon et d'échelle sur porteur automobile pour le corps des Sapeurs-Pompiers)	
324.255 frs - Terrain Centre Scolaire de FIVES	
4.400.000 frs - Terrain Centre d'éducation physique de WAZEMOS.	

III/ le produit de ventes immobilières qui se trouvait jusqu'ici comptabilisé dans les services hors budget (1.894.535 frs)

IV/ la somme de 2.070.000 frs montant évalué des travaux de déplacement de la rue Louis Dupied résultant de l'agrandissement du Central téléphonique BOITEILLE. Les travaux sont assurés par les soins de la Ville. La dépense est à rembourser par l'Administration des P.T.T.

DEPENSES NOUVELLES

Les dépenses nouvelles de la section "Ordinaires" se fixent à 292.262.317,50 dont 58.946.549 frs pour rémunérations du personnel et 233.315.768,50 au titre "Matériel".

Celles de la section "EXTRAORDINAIRES" s'élèvent à 164.054.125,15 dont 1.610.000 frs pour rémunérations du personnel attaché aux Oeuvres de Solidarité Sociale et 162.444.125,15 pour dépenses "Matériel".

I - Section "ORDINAIRES"

a) Dépenses de Personnel :

-pour rappels d'émoluments.....	19.200.000
-Indemnité forfaitaire de cherté de vie (une subvention de l'Etat est prévue aux recettes).....	31.961.000
-Crédits à divers titres.....	7.785.549

b) Dépenses de Matériel :

Le montant est de 233.315.768,50. Soulignons d'abord que cette somme comprend :

- le crédit de remboursement de l'avance de trésorerie de 95 millions obtenue de l'Etat en 1945;
- le crédit d'intérêts à servir à l'Etat au titre de l'avance ci-dessus (3.090.753,40)
- le crédit de remboursement de l'avance de trésorerie demandée à l'Etat (31.961.000 frs) pour l'attribution à nos agents de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie (Loi du 3 Août 1946)

C. Comm. d. 95.000.000 d. fr., 3.090.753,40 et
31.961.000 fr. ont été affectés au chapitre XXX ter du docu-
ment.

Ci-après une énumération des chapitres avec l'im-
portance de crédits supplémentaires :

II - Administration générale	5.078.138,80
VII - Sécurité.....	910.000
IX - Salubrité et Santé.....	315.134
X - d° (Contingent).....	571.606
XII - Voirie urbaine.....	692.066
XVII - Services industriels et commerciaux	16.050.226
XIX - Propriétés communales.....	7.157.000
XXI - Enseignement.....	2.670.429
XXIbis - d° (Bourses & allocations pour études).....	530.000
XXIqt r- Bibliothèques & Musées.....	52.000
XXIII - Sports.....	530.000
XXVI - Assistance, prévoyance, famille ...	46.765.559,60
XXVII - d° (Contingents)	10.245.074
XXVIII - Subventions diverses.....	1.604.000
Cont 617.600 (Sté M. d. Gymnastique)	
300.000 (Pr l. monument J. LEBAS)	
687.000 (Divers)	

.....

XXIX- Fêtes & Cérémonies	700.000.
XXXbis-Dépenses diverses	8.629.000.
(dont 800.000 frs-masse Théâtre-)	
XXXter-Autres dépenses diverses	130.814.935,10
(95.000.000 (Avance Etat)	
3.090.753,40 (Intérêts de l'avance)	
31.961.000 (Avance pour paiement	
indemnité forfaitaire	
de cherté de vie-	
crédit d'ordre)	
763.181,70 (divers)	

II- Section "EXTRAORDINAIRES"

a) Dépenses de Personnel (1.610.000)

(rémunération des Agents affectés
aux restaurants, vestiaire, aide à
la Mère de famille et refuges
chauffés)

b) Dépenses de Matériel (162.444.125,15)

Décomposition :

-Crédits d'emploi d'emprunts dont la réalisation est prévue au compartiment des recettes	140.316.166.
-Crédits de renforcement des annuités d'emprunts. (suppression du prélèvement de 10% sur intérêts)	255.286,25
-Acquisitions mobilières	3.859.246.
-Acquisitions immobilières	2.918.790.
-Travaux	998.873.
-Travaux de déplacement de la rue Louis Dupied... (crédit d'ordre)	1.800.000.
-Dépenses diverses	6.732.743,90
(compréant 5.885.402,90 en crédits d'ordre)	
-Restaurants	4.500.000.
-Dépenses résultant de l'occupation	1.063.020.

La Commission se prononce pour la présentation du document tel
qu'il est arrêté et adopte le Rapport préparé pour le Conseil
Municipal.

279/50 - Régie Municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'Entr'aide, de solidarité et de sauvegarde de la Population Ouvrière.-
Compte Administratif de 1945. Avis.

Ce compte présente un excédent de recettes "espèces" de 99.821 frs 40.

La situation financière donnée en fin de rapport présente un excédent d'actif de 28.869 frs 80.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

280/51 - Régie municipale d'approvisionnement des Oeuvres d'Entr'aide, de solidarité et de sauvegarde de la Population Ouvrière.-
Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

BALANCE

Recettes générales	:	12.329.821,40
Dépenses générales	:	12.321.178,00
		<u>8.643,40</u>
		=====

La Régie a pris des dispositions pour un achat massif de pommes de terre destinées à l'exploitation des Restaurants et aux Cantines scolaires, c'est ce qui explique le volume de ce Budget supplémentaire.

M. VAN WOLPUT précise que le crédit ouvert pour cet achat est de 5 millions et qu'au compartiment des recettes s'inscrit le produit des ventes.

Par ailleurs, constate-t-il, sont comprises en recettes la prévision d'encaissement de l'avance de 5 millions de la Ville et en dépenses, le crédit de remboursement de cette avance.

Le rapport est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

281/52- Théâtre des Petits Cheminots Lillois. Demande de subvention.

Dans une réunion antérieure, la Commission avait ajourné sa décision jusqu'à connaissance de renseignements complémentaires.

Ces renseignements parvenus sur l'activité et les moyens financiers du Groupement nous permettent, déclare M. le Président, de statuer.

Après avoir entendu M. le Conseiller LEBLANC, la Commission propose l'attribution d'une subvention de 15.000 francs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

282/53- Taxe d'abatage. Communication de M. VAN WOLPUT.

M. VAN WOLPUT rappelle que la taxe municipale est perçue par l'Administration des Contributions Indirectes. Il fait part que M. BOMART entreprend des démarches, à l'instar de la Ville du Mans, pour que la perception soit effectuée par la Ville comme dans le passé, cela pour des raisons importantes d'ordre financier.

M. VAN WOLPUT rapporte une communication qui lui a été faite concernant les fraudes qui se produiraient aux Abattoirs s'agissant de la pesée des bêtes avant leur abatage. Les bêtes amenées des étables à la pesée, seraient, cette formalité remplie, reconduites aux étables par les chevilleurs, lesquels dirigeraient ensuite pour l'abatage, des bêtes de poids inférieur.

Il invite M. BOMART à se rendre aux Abattoirs dans les jours qui suivront à l'effet de prendre langue avec M. BOSSUT; de se livrer à une enquête sur les faits qui lui ont été rapportés puis, de provoquer la prise de mesures qui s'imposeraient.

La Commission enregistre cette communication de grand intérêt.

La séance prit fin à 22h. 10.

Hôtel de Ville, le 22 Novembre 1946.

Le Secrétaire:

Paul BOMART.

VU:

L'Adjoint au Maire

Président de la Commission:

Albert VAN WOLPUT.

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGETRéunion du 28 Janvier 1947 à 18h.Ordre du Jour

- I - Souscription publique ouverte par la Ville d'Hellemmes pour l'érection d'un monument à Joseph HENTGES, Maire d'Hellemmes, Conseiller Général, fusillé par les Allemands le 14 Avril 1942, et aux martyrs de la résistance et victimes du nazisme.

Le monument sera érigé à Hellemmes sur une place publique qui portera nom " Joseph HENTGES".

En sa séance du 12 Novembre la Commission des Finances et du Budget proposa l'attribution d'une subvention de 2.000 francs fixation établie sur la base de la subvention attribuée par la Ville d'Hellemmes à la Ville de Roubaix pour l'érection d'un monument à Jean LEBAS.

Le Conseil Municipal, en sa réunion du 2 Décembre, a demandé le renvoi du Rapport pour informations complémentaires et présentation d'une nouvelle proposition.

- 2 - Confédération Nationale des Victimes de Guerre - Siège 87 rue de l'Hôpital Militaire Lille.- Demande de subvention pour organisation de congrès à Lille (le 7/7/1946).- Avis.

Le 22 Juin 1946, sous signature de son Président M. DELVAL, cette Confédération sollicita une subvention pour organisation de son congrès du 7 Juillet 1946 (à Lille).

Le 2 Juillet 1946 la Commission des Finances et du Budget eut à se prononcer sur cette requête mais elle sursit à statuer subordonnant sa décision à la production d'un Bilan.

Notre Service financier reçut le Relevé de dépenses de ce Congrès - le 22 Janvier 1947; ce relevé accuse une dépense globale de 54.865 frs.

NOTE.- Le Budget de 1946 comprend un crédit pour participation d'organisations syndicales à des congrès corporatifs et non pas pour organisation de congrès.

- 3 - Fédération Nationale des Déportés et Internés patriotes. Association Départementale du Nord, rue du Molinel 31. Demande de subvention. Avis.

Le Section locale de cette Fédération signale se trouver actuellement devant des difficultés financières telles que son action de solidarité ne pourra être poursuivie que d'une façon limitée.

.....

La lettre d'information porte demande de subvention municipale.

4 - Monument du Souvenir à ériger à Compiègne. Souscription publique Avis.

Une subvention de la Ville est sollicitée par le Comité exécutif agissant au nom de l'Union française des Associations des Anciens Combattants et les Fédérations a) des Prisonniers de guerre b) Déportés et Internés résistants et patriotes c) Déportés du Travail.

Nous extrayons de la requête :

" Pour tous les Français COMPIEGNE est le lieu
"de pèlerinage qui perpétuera à jamais le Souvenir
"du lourd tribut payé par la France pour préserver
"son indépendance et sa liberté.

" COMPIEGNE évoque les souvenirs de deux
"générations: celle du feu de la guerre 14-18 et celle
"du feu de la guerre 39-45, de la Résistance et des
"victimes de l'occupation allemande et des traîtres
"à la solde de l'ennemi.

(Le siège du Comité exécutif est à Paris, 10 rue Leroux-

Ce Comité d'honneur est composé de personnalités de toutes nuances politiques).

6 - Erection d'un Monument à la mémoire du Président F.D.ROOSEVELT
Souscription lancée par le Commissariat Général du Comité fran-
çais ayant siège 20 Boulevard Montmartre - Paris.

Dans une réunion antérieure, la Commission des Finances et du Budget ajourna sa décision quant à la détermination de la subvention.

M. le Maire accepta, en accord avec l'Administration Municipale, de participer aux travaux du Comité d'honneur du Département du Nord.

Nous relevons dans l'énumération des membres du Comité départemental : M. le Préfet, M. Augustin LAURENT, M. Denis CORDONNIER, M. GERNEZ, M. PROVO, M. LAMBIN.

Dans la lettre - rappel nous lisons :

" Nous serions particulièrement heureux de voir
" la Ville de Lille associée à l'hommage rendu et de
" la voir figurer en tête du Livre d'Or des souscrip-
" teurs du Nord qui sera remis au Gouvernement des
" Etats-Unis. "

Les Villes consultées par nos soins, semblent attendre de connaître ce que notre Ville allouera.

6 - Groupement National des Réfractaires et Maquisards. Section de Wazemmes. Demande de subvention.

Le siège de ce Groupement est 67 rue Jules Guesde.

Le Président M. Paul DELEDICQUE, sollicite une subvention destinée à atténuer les frais occasionnés par l'achat d'un drapeau et par la cérémonie de remise.

- 7 - Tourisme et Travail. (Association agréée par le Commissariat général au tourisme). Demande de subvention présentée par la Délégation régionale qui a siège à Lille rue Nationale. Avis.

Lettre portant demande de subvention ainsi que la documentation annexée précisant les activités de la Délégation régionale, seront données en lecture.

- 8 - Société des Courses du Croisé-Laroche. Demande de subvention Avis.

La Société nous informe qu'elle va reprendre ses réunions.

Son calendrier des réunions indique les dates ci-après :

27 Avril
4, 15, 25 Mai
1, 22 Juin
6 Juillet
2, 28 Septembre
12 Octobre

Le Président signale le gros effort financier de la Société et demande le renouvellement et, si possible, le relèvement de la subvention.

Dans le passé, cette Société était bénéficiaire d'une subvention municipale de 25.000 francs inscrite au Budget sous rubrique " Subvention à la Société des Courses du Croisé-Laroche aux fins de création d'un prix Ville de Lille".

- 9 - Union des Chanteurs de Lille. Demande de subvention. Avis.

Ci-après copie de la requête :

" Monsieur le Maire,

" Nous avons l'honneur de vous rappeler nos
" précédentes demandes. Nous vous prions instamment
" de bien vouloir nous attribuer une subvention,
" comme nous l'ont accordée toutes les municipalités
" précédentes, même pendant l'occupation.

" Nous vous rappelons notre activité :

" tous les vendredis, répétition,
" très souvent, le dimanche, une seconde répétition
" chaque semaine, un cours de chant
" chaque semaine, un cours de diction
" chaque semaine, un cours de solfège
" tous les ans, un concours de chant

...../

" tous les ans, un concours de diction
" tous les ans, un concours de solfège
" au cours de chaque année, trois ou quatre concerts,
" au cours de chaque année, de nombreuses auditions

" Nous avons une caisse d'entr'aide et nous
" secourons nos camarades malheureux ou mobilisés,
" les enfants de nos sociétaires.

" Nous voudrions, actuellement, acquérir de
" nouvelles partitions et occuper un siège plus im-
" portant.

" Nous vous faisons d'ailleurs observer qu'en
" échange de cette subvention, nous vous assurerions,
" sur votre demande, des auditions.

" Nous espérons que vous voudrez bien continuer
" une tradition déjà ancienne et donner une suite favo-
" rable à notre demande.

" Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire,
" l'expression de nos sentiments respectueux.

signé : VAN DEN HEEDE "

X

NOTE - A plusieurs reprises, la Commission des Finances et du Budget eut à statuer sur des demandes de Sociétés de musique instrumentales et chorales. Elle ne donna suite qu'aux demandes émanant de sociétés instrumentales qui s'étaient mises en sommeil pendant la guerre et qui avaient un besoin évident d'aide financière pour leur remise en route. Des subventions dites "de démarrage" furent attribuées.

L'Union des Chanteurs n'a pas cessé ses activités pendant la guerre.

Notons au surplus que cette société chorale, puissante reconnaissons-le, est une formation groupant les membres des sociétés défunctes : "l'Emulation chorale", "les Orphéonistes lillois", la "Lyre Amicale de Vauban".

X

L'Union des Chanteurs sollicite, en fait, une subvention promettant satisfaire les demandes d'auditions que lui présenteraient la Ville.

IO - Maison de la Famille. Union Départementale des Associations Familiales. Demande de subvention pour 1947.

Une subvention est sollicitée au titre de l'année 1947.

La Commission des Finances et du Budget décida défavorablement sur la demande présentée début de 1946 argument pris que les Services Municipaux sont à même de renseigner les familles lilloises en quête d'indications relatives aux questions les intéressant.

II - Association Valentin HAUY, pour le bien des Aveugles -
9, rue Duroc PARIS (VII). Demande de subvention. Avis

Cette Association sollicite une contribution municipale de 0,25 par habitant (?)

La requête est présentée sous forme de circulaire par M. René de Saint-Quentin, Ambassadeur de France et Président de l'Association

12 - Denier des Ecoles laïques de Lille. Demande de subvention pour
1947. Avis.

Cette Oeuvre laïque bénéficia jusqu'en 1939 d'une subvention municipale lui permettant d'organiser le populaire "Voyage à la mer" des lauréats du Certificat d'études primaires.

La subvention était de 15.000 francs.

Le denier concentre dès maintenant tous ses efforts en vue de réorganiser dès 1947, cette excursion qui constitue un puissant stimulant et une belle récompense pour les enfants des écoles de Lille.

Le Président du Denier sollicite l'inscription d'une subvention au Budget de 1947 dans le but sus-visé.

13 - Fédération Nationale des Oeuvres laïques de vacances d'enfants
et d'adolescents. Musée Pédagogique, 29 rue d'Ulm PARIS (5°)
Demande faite aux Présidents des Oeuvres laïques de Vacances
pour l'achat de statuettes et de cartes postales pour les
revendre.

La circulaire de la Fédération Nationale est du 6 Décembre 1946

Le 16 du même mois le Chef de la 5ème Division adressait la Note ci-contre à M. le Secrétaire Général :

"J'ai l'honneur de vous informer que la Fédération Nationale des Oeuvres laïques de Vacances d'Enfants et d'Adolescents, Musée Pédagogique, 29 rue d'Ulm à Paris, vient de nous adresser la circulaire ci-jointe par laquelle elle nous propose l'achat de statuettes - au prix de 20 Frs l'unité - et de cartes postales - au prix de 1 Fr pièce - reproduisant "Le Petit Poulbot".

"Ces statuettes et cartes postales seraient destinées à être revendues au public à un prix fixé à notre choix et dont l'excédent financier réalisé serait acquis au bénéfice de l'Oeuvre de nos Colonies de vacances.

"Le service de l'Inspection médicale scolaire procède actuellement avec difficultés au placement du Timbre antituberculeux dont les invendus seront nombreux, cette année.

"Si nous commandons un certain nombre de statuettes et de cartes postales, nous serons tenus de les payer à la livraison et le succès de la vente est par avance bien compromis."

"Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire
"connaître la décision que vous aurez prise en ce qui concerne
"cette offre.

signé : CIAIE".

14 - Orphelinat National des Chemins de fer de France et des
Colonies. Demande de subvention. Avis.

En 1946, la Commission des Finances et du Budget avait été
saisie, par cette Oeuvre, d'une demande de subvention.

Mais l'examen de la situation financière de 1945 de l'Or-
phelinat avait révélé que les recettes étaient supérieures aux
dépenses d'une somme de 6.284.849 frs,30.

Le Secrétaire Général de l'Orphelinat rappelle la demande
antérieure de subvention présentée par M. PARENT responsable du
Groupe de Lille et, relatant l'exactitude de notre remarque ci-
dessus, souligne que le Conseil d'Administration de l'Orphelinat
a acheté en 1946, par utilisation de l'excédent de caisse de 1945
un terrain destiné à la construction d'un nouvel Etablissement
dont l'évaluation des dépenses est de 105 millions de francs.

15 - Amicale VANCAUWENBERGHE du Sanatorium de Zuydcoote. Demande
de subvention.

M. PRAGUES Georges, Président, signale que cette Amicale
naissante est patronnée par :

Le Directeur du Sanatorium
M. TRYSTRAM
M. VANCAUWENBERGHE
Mme la Baronne de la Grange
M. le Professeur INGELRANS, Chirurgien chef
M. l'Abbé GODEFROY
M. le Cardinal LIENART
Monseigneur REGENT.

L'Amicale s'est assignée les buts suivants a) Défense des
intérêts matériels et moraux des malades tant sur le plan local
que national, b) organisation de la vie morale et matérielle de
séjour au Sana, c) création d'un service social de malades, etc..

16 - Syndicat des Marchands Ambulants. Participation à Congrès,
corporatif. Demande de subside.

Sous la signature de son Secrétaire général M. P. JANSSENS,
ce Syndicat sollicite un subside pour concourir aux frais de
déplacement d'une délégation se rendant au Congrès National de
Toulouse - Ce Congrès a lieu les 18, 19, 20 et 21 Février 1947.

Un crédit (prévisionnel) est ouvert au Budget de 1947.

I7 - Indemnités aux Contrôleurs des Contributions directes -
Relèvement du taux - Avis -

Depuis 1920, nous servons une indemnité aux Contrôleurs des Contributions Directes pour tenir compte de l'importance des services par eux rendus à notre Ville en améliorant notre situation financière de par le jeu du recouvrement des impôts et surtout des patentes.

Le Barème des indemnités annuelles (toujours en vigueur) est le suivant :

- a) - 2.400 avant 2 ans de fonctions à Lille
- b) - 3.000 après 2 ans - -
- c) - 3.600 après 3 ans - -

Ci-contre le barème sollicité par la corporation :

- a) - 12.000 avant 2 ans de fonctions à Lille
- b) - 15.000 après 2 ans - -
- c) - 18.000 après 3 ans - -

Le coefficient d'augmentation est de 5.

I8 - Conseil Régional de l'Ordre National des Experts-Comptables et
Comptables agréés du Nord et du Pas-de-Calais - Création d'un
Institut comptable à l'université de l'Etat - Demande de subven-
tion - Avis -

La subvention sollicitée est destinée à supporter les frais nécessités par la création de l'Institut Comptable.

La Municipalité de Roubaix a voté une subvention de 2.000 Frs.

I9 - Code de la Famille - Fonds National de compensation - Contribu-
tion de la Ville pour l'année 1945 - Crédit -

La contribution à verser est de 956.408 Frs.

L'ouverture du crédit de même somme est demandée.

20 - Musée d'Histoire Naturelle - Subvention de l'Etat - Admission
en recette - Crédit d'emploi -

La subvention de l'Etat est de 20.000 Frs.

Le rapport tend à l'admission en recette et à l'ouverture d'un crédit d'utilisation.

21 - Cartes d'identité - Nouveau tarif -

La rétribution actuellement perçue est de 2 Frs.

Ce taux^{ne} correspond plus à l'importance du service rendu et devrait normalement être porté à 6 Frs.

Pour tenir compte de la baisse des prix amorcée par le Gouvernement, nous proposons d'appliquer le taux de 5 frs.

22 - Emprunt obligataire 5% 1935. Commissions bancaires pour paiement de coupons et des titres amortis.

Actuellement nous payons en vertu du cahier des charges :

0,25% sur le montant des coupons,
0,125% sur le montant des titres.

La Banque ayant sollicité le relèvement de ces taux, des directives furent demandées au ^{tend}ministère des Finances.

Le rapport soumis à l'application des taux ci-après, conformes aux indications du ministère des Finances :

- 0,50 par coupon payé.

En ce qui concerne le remboursement des titres amortis :

0,50% de la valeur du titre au porteur,
0,75% de la valeur du titre nominatif.

23 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Relèvement des tarifs de pension et demi-pension. Avis.

Le Bureau d'administration soumet sa décision prononcée en séance du 29 Novembre 1946 de fixer comme suit les tarifs de pension et de demi-pension applicables à compter du 1er Janvier 1947.

	! Grandes :	2e :	1er :	!
	! écoles :	Cycle :	Cycle :	!
	! :	:	:	!
Pension	! 22.410 :	21.060 :	19.710 :	!
	! :	:	:	!
1/2 pension	! 9.450 :	8.640 :	6.750 :	!
	! :	:	:	!

Précisons que ces tarifs ont été indiqués par le Rectorat. Ils sont ceux de l'échelle 21.

24 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Logement et nourriture des Maîtres d'Internat. Repas pris par les commensales. Tarifs nouveaux. Avis.

Le Bureau d'Administration a, conformément aux instructions rectorales, prononcé le relèvement des tarifs.

La redevance à payer par les maîtres d'Internat pour le logement et la nourriture est portée de 750 frs par mois à 1.200 frs à partir du 1er Janvier 1947 et à 1.500 frs à compter du 15 Février 1947.

Les tarifs des repas pris par les Professeurs et Répétitrices sont fixés comme suit :

- 45 frs pour le déjeuner
- 45 frs pour le dîner
- 12 frs pour le petit déjeuner

25 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Tarif nouveau des leçons de piano et de violon. Avis.

Le Bureau d'Administration fixe à 100 frs contre 60 frs l'heure de leçon de piano et de violon - Point de départ du relèvement: le 1er Janvier 1947.

26 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Relèvement de l'indemnité du Médecin. Avis.

Le Bureau d'Administration fixe à 18.000 frs par an contre 12.000 frs l'indemnité du Médecin. Effet de la mesure: le 1er Janvier 1947.

27 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Comptes administratif et de gestion de l'exercice 1945

Les résultats accusés dans les deux documents sont identiques.

Les recettes effectuées s'élèvent à : 2.785.405,70

Les dépenses à: 2.398.072.

L'excédent de recettes ressort à: 387.333,70

Les restes à recouvrer se montent à...: 63.666,50

Les restes à payer à: 25.329.

Le Procès-verbal du Bureau d'Administration validant les opérations indique que l'Internat n'a pu utiliser certains crédits pour achats de matériel et de linge de maison en raison des difficultés d'approvisionnement.

28 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Budget Supplémentaire de l'exercice 1946. Avis.

BALANCE :

RECETTES	446.551,10
DEPENSES	446.529.
Excédent de recettes	22,10
	=====

L'équilibre est assuré par l'inscription aux recettes d'une somme de 161.384 fr. 60 à provenir du Fonds de réserve figurant aux dépenses du Budget Supplémentaire de la Ville.

29 - Internat municipal annexe au Lycée de jeunes filles.- Budget Primitif de l'exercice 1946. Avis.

Le Budget est présenté en équilibre. Son volume: 4.107.120 frs.

Il a été adopté par le Bureau d'Administration du Lycée, le 29 Novembre 1946.

30 - Internat municipal annexé au Lycée de jeunes filles. Budget Primitif pour l'exercice 1947. Avis.

Le document a été adopté par le Bureau d'Administration du Lycée, le 29 Novembre 1946.

Il se présente en recettes et en dépenses à la somme de 5.531.500 frs.

31 - Taxe municipale sur les Etablissements de nuit. Création. Avis.

En 1935, M. Roger SALENGRO eut l'intention d'instituer cette taxe prévue par la loi de 1926. Mais, à la suite d'un examen de la question par l'Administration Municipale, la taxe ne fut pas appliquée. Toutefois à la suite d'entretiens avec les Directeurs d'Etablissements de nuit, ceux-ci consentirent à faire mensuellement, un versement d'une somme convenue, à la Caisse Municipale.

Ces versements furent enregistrés à un compte budgétaire "Recettes accidentelles".

M. l'Adjoint COQUART ayant récemment exprimé le désir que la taxe- légale -soit instituée, M. l'Adjoint VAN WOLPUT soumet un rapport devant consacrer la perception de ladite taxe au taux maxima de 10%.

La recette taxable est la recette brute. L'assiette et le recouvrement, seront assurés par l'Administration des Contributions indirectes.

32 - Licences de débits de boissons. Proposition de renouvellement à relever les tarifs.

La loi du 23 Décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses de l'Etat, modifie l'article 97 du Code des contributions indirectes qui se réfère aux droits de licence.

Ce tarif annuel est ainsi fixé pour les débits d'alcool pourvus d'une licence restreinte comportant la vente d'alcool à emporter ou à consommer sur place à l'occasion de repas et comme accessoire de la nourriture, ou encore la vente de vins de liqueur ou de boissons similaires, d'apéritifs à base de vin, de liqueurs, de cassis, de fraises, de framboises, de cerises ne titrant pas 18 degrés d'alcool.

- Tarifs : (minimum 2.400 -
(maximum 7.200 -

Ce tarif est doublé pour les débits pourvus de licences dites "de plein exercice" permettant de vendre à consommer sur place toutes espèces de spiritueux autorisées par la loi.

Les difficultés budgétaires que nous éprouvons nous feraient pencher pour l'application même partielle des dispositions de la loi. Mais nul n'ignore que les commerçants assujettis traversent une crise telle qu'il ne semble nullement indiqué de relever les droits de l'espèce. Il est d'autre part certain que nos finances souffriraient d'une mesure d'application de la loi de par la conséquence de l'arrêt ou la suppression des exploitations (diminution du principal fictif des Patentes).

Il est ici proposé de statuer dans le sens du statu quo c'est-à-dire de n'assujettir nos commerçants que du droit identique à celui perçu en 1946.

33 - Bureau de Bienfaisance. Budget Primitif pour 1947. Avis.

Ce Budget présente la balance ci-contre :

Recettes :	33.986.730 -
Dépenses :	33.981.000 -
Excédent de recettes:	5.730 -
	=====

L'équilibre est assuré par l'inscription d'une subvention municipale de 8.000.000 de francs.

Le volume des dépenses ordinaires de 1947 est de 32.830.100 frs contre 21.486.900 frs en 1946.

Les dépenses de personnel s'élèvent à 9.505.200 frs contre 6.285.200 frs en 1946.

Les secours aux indigents sont prévus pour 20.022.500 frs contre 12.290.000 frs en 1946.

Le document est très bien établi. Il est au surplus appuyé d'un cahier d'explications.

34 - Office Public Municipal d'Habitations à bon marché.- Budget Primitif pour 1947. Avis.

BALANCE

Recettes	12.104.479,50
Dépenses	11.979.468,20
Excédent de recettes.	125.011,30
	=====

Ce document est bien établi.

Le rapport fait état que l'Organisme a dépensé jusqu'ici, au titre dommages de guerre, une somme de 6.568.214,70 et que les indemnités touchées ne s'élèvent qu'à 1.259.348 frs 50.

Il est également souligné dans le rapport que par suite a) des décaissements faits pour la réparation des dommages de guerre, b) de l'attribution au compte-goutte des indemnités de dommages de guerre, l'Office est dans la position de devoir différer le règlement de sa dette envers la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des emprunts contractés. La somme dont est créancière la Caisse des Dépôts et Consignations est de 5.285.802 frs 60.

35 - Office Public Municipal d'Habitations à bon marché. Demande d'avance de trésorerie de 10 millions. Avis.

Le rapport de M. le Président de l'Office indique qu'un programme de travaux de réfection d'immeubles endommagés par bombardements a été établi et que le chiffre des dépenses atteint 10.796.240 frs.

Ce rapport se termine ainsi :

"Etant donné :

- "1° l'urgence d'exécuter ce programme de travaux;
- "2° nos moyens de trésorerie réduits,
- "nous vous prions de vouloir bien nous autoriser à
- "solliciter de la Ville une avance de trésorerie de
- "10.000.000 de frs engagement repris, que cette avance:
- "a) servira au financement des travaux décrits, b) sera
- "remboursée par acomptes, c'est-à-dire au fur et à mesure
- "du créditement de notre Etablissement par l'Etat, des
- "indemnités de dommages de guerre afférentes aux travaux
- "motivant la demande d'avance."

36 - Hospices Civils. Budget Primitif pour 1947. Avis.

BALANCE

Recettes	382.844.510 -
Dépenses	382.728.440 -

Excédent de recettes	116.070 -
	=====

Le volume du Budget de 1946 était de 154.873.610 comprenant 89.022.280 frs au titre "Personnel" (administratif et autre).

Les dépenses de Personnel (administratif et autre) pour 1947 se chiffrent à 142.441.290 frs.

Le Budget soumis présente une particularité. A notre demande une prévision pour règlement par la Ville, des frais de séjour des indigents lillois dans les hôpitaux y est inscrite. Le montant est de 31.711.500 frs. Précisons que depuis longtemps la subvention municipale valait à la fois couverture des frais de séjour dont il est question et du déficit budgétaire "ordinaire".

En fait la subvention était représentative de l'excédent de dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires. Cette subvention était servie sur la base des opérations effectuées dans l'exercice considéré.

Nous relevons également au compartiment des recettes l'inscription d'une subvention municipale d'équilibre chiffrée à 21.441.140 frs.

A noter que l'Etablissement a relevé le prix de journée en fonction des dépenses.

M. VAN WOLPUT fera une relation des travaux s'attachant à ce Budget.

37 - Régie Municipale d'Approvisionnement des Oeuvres de Solidarité et de Sauvegarde de la Population. Budget Primitif pour 1947.
Avis.

Ce Budget se présente en recettes et en dépenses à 14 millions de francs.

Les dépenses se décomposent ainsi :

Achat de marchandises	7.800.000 -
Frais de transports	500.000 -
Traitements et salaires	1.400.000 -
Impôts - Taxes	110.000 -
Assurances	100.000 -
Dépenses diverses	90.000 -
Remboursement à la Ville de ses avances	4.000.000 -

Les recettes :

Vente de marchandises	10.000.000 -
Avances de la Ville	4.000.000 -

+ +

Ce document a été arrêté par le Conseil d'Administration en sa séance du 26 Novembre 1946.

38 - Insuffisances de crédits. Exercice 1946. Crédits supplémentaires.

La totalisation des crédits supplémentaires est de 8.259.364 francs.

Les causes des dépassements des crédits ouverts sont indiquées dans le rapport soumis.

39 - Budget Primitif pour l'exercice 1947. Projet. Examen.

Note préalable.

Selon les instructions ministérielles, le Budget doit

normalement être présenté à l'Assemblée communale pour le 31 Janvier au plus tard.

Cette date limite n'est pas rigoureuse c'est ainsi que le Budget Primitif de 1946 fut présenté au Conseil Municipal le 9 Février et transmis au Ministère de l'Intérieur fin Mars 1946.

Les aménagements fiscaux pouvant résulter de la loi de finances de fin Décembre expliquent la résolution ministérielle de fixer au 31 Janvier la date limite du vote du Budget.

On notera par ailleurs que si le Budget Primitif de 1947 avait été voté en Décembre, nous nous serions trouvés dans l'impossibilité de réduire nos crédits au titre de la baisse des prix ordonnée par le Gouvernement.

Nous ajoutons au surplus que les Villes de Roubaix et Tourcoing ont ajourné la présentation de leur Budget pour les mêmes raisons.

Rappel d'information concernant le Budget Primitif de 1946.

Le volume du Budget Primitif de 1946 était de 495 millions dont 223 millions de dépenses de Personnel.

La valeur du centime communal était de 66.249,39.

Pour assurer l'équilibre du Budget, il fut voté 1.616 centimes additionnels. (Le nombre de 1945 était de 950).

La subvention de l'Etat au titre de la loi du 31 Décembre 1945 était prévue pour 14 millions.

Budget Primitif 1947. Projet.

La valeur du centime communal est de 71.181,17 en augmentation de 4.931 frs 78 sur 1946.

BALANCE

Recettes	533.330.115 -
Dépenses	798.962.722 -
	<hr/>
Excédent de dépenses :	265.632.607 -
	<hr/>

Cet excédent de dépenses est à couvrir par :
1° les impositions de centimes : 5 c. obligatoires; 8 c. sur les patentes, puis par une imposition de 2.649 centimes additionnels (en augmentation de 1.023 sur le nombre de 1946) -
La totalisation du produit de ces impositions donne 189.032.377 frs contre 107.481.712 frs en 1946;

2° une subvention fixe de l'Etat s'élevant à 7.243.425 majorée d'une 2ème attribution calculée sur la base des 2.649 centimes additionnels et des centimes que représentent les taxes assimilées aux contributions directes.

X

X X

Discrimination des dépenses.

Dépenses de Personnel	:	374.167.774 -
Dépenses "matériel"	:	424.794.948 -
		<hr/>
		798.962.722 -
		=====

La somme de 374.167.774 frs se décompose ainsi :

Personnel en activité	:	331.365.274 -
Personnel retraité	:	42.802.500 -
		<hr/>
		374.167.774 -
		=====

Au Budget Primitif de 1946, les dépenses de cette nature s'accusaient ainsi :

Personnel en activité	:	208.879.293 -
Personnel retraité	:	24.047.500 -
		<hr/>
		232.926.793 -
		=====

Précision. - La dépense pour le service des pensions comprend les sommes à payer aux retraités des Hospices, du Bureau de Bienfaisance et du Crédit Municipal - mais le compartiment " Recettes " prévoit le remboursement par ces Etablissements des pensions servies à leurs retraités, par prélèvement sur le Fonds commun de la Caisse des Retraites.

Dépenses de matériel.

Les crédits forment une masse de 424.794.948 frs dont 352.955.356 frs à la section ordinaire et 71.839.592 frs à la section extraordinaire. A cette dernière section on relève : 17.567.592 frs au titre des annuités d'emprunts (en augmentation de 2.792.994 frs sur 1946); 32.000.000 pour travaux aux immeubles endommagés par la guerre (à noter que cette somme figure au compartiment des recettes sous rubrique "Indemnités à provenir de l'Etat").

Dépenses ordinaires.

Aux chapitres des dépenses d'assistance, on relève deux sommes formant ensemble 87.112.000 frs en augmentation de 67.479.852 frs par rapport à 1946.

Signalons également les crédits ci-après :

- 1° - 31.711.500 - (Frais de séjour des indigents lillois dans les hôpitaux);
- 2° - 15.000.000 - (Subvention éventuelle aux Hospices);
- 3° - 8.000.000 - (Subvention au Bureau de Bienfaisance);
- 4° - 24.500.000 - (Subvention à la Caisse des Ecoles);
- 5° - 1.250.000 - (Subvention au Crédit Municipal);

x

x x

Tous les crédits "Matériel" ont été examinés par M. l'Adjoint aux Finances, M. le Secrétaire Général et M. BOMART, en présence des Chefs de Service. Il a été procédé, en accord avec ces derniers, à des abattements importants.

En ce qui concerne les crédits "Entretien des propriétés communales" et "Entretien des chaussées", les dotations ont été réduites étant entendu qu'il serait fait appel à l'emprunt pour ce qui concerne les travaux dits différés.

RECETTES

Taxes nouvelles

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	19.000.000
Taxe sur les Etablissements de nuit	20.000

Toutes les prévisions de recettes ont été établies compte tenu des réalisations de 1946 et en ce qui concerne les Restaurants et les Bains, il a été pratiqué une réduction de 5 %.

La prévision de recette au titre "Eau. Produit de la distribution" a été portée à 20 millions (contre 15 millions en 1946) en raison de la révision des tarifs.

x

x x

A titre indicatif.

Déficits d'exploitation.

<u>RESTAURANTS</u>	(Recettes	10.800.000 -
)	
	(Dépenses	27.507.400 -
	Déficit	16.767.400 -
		=====
<u>BAINS</u>	(Recettes	5.500.000 -
)	
	(Dépenses	12.930.400 -
	Déficit	7.430.400 -
		=====

- x -

Ce que coûte le service d'enlèvement des ordures ménagères :

	50.318.820 frs
La taxe rapportera	19.000.000 frs
	=====
Charge	31.318.820 frs
	=====

Vestiaire.- Dépenses de l'Oeuvre :

Personnel	2.774.528 frs
Achats de marchandises	4.350.000 frs
	<u>7.124.528 frs</u>
Les souscriptions sont prévues pour . . .	350.000 frs
	<u>6.774.528 frs</u>
Effort de La Ville	

- x -

Exploitation des Théâtres Municipaux

Note préalable.-

Les chiffres ci-contre figurent au Budget de 1947. Est soulignée l'inscription de 4.000.000 de francs au compartiment des recettes et constituant le reliquat de caisse évalué des opérations de recettes et dépenses du Directeur des Théâtres.

Inscriptions budgétaires:

DEPENSES

Personnel administratif	438.000
Indemnité au Directeur	478.000
Personnel technique, ouvrier et artistique (électriciens, machinistes, femmes de ménage, musiciens, choristes, danseuses)	35.713.000
	<u>36.629.000</u>

Matériel.-

Transport des décors, mobilier, fournitures électriques, fournitures diverses, assurance contre les accidents, atelier de décors	<u>4.200.000</u>
	40.829.000
(non compris les dépenses d'assurance et d'entretien des bâtiments, le chauffage, l'éclairage)	

RECETTES

Subvention de l'Etat . . .	12.000.000.	
Excédent de recettes. Reverse- ment par le Directeur (Evaluation)	<u>4.000.000</u>	<u>16.000.000</u>
<u>Charges:</u>		<u>24.829.000</u> =====

- x -

Hôtel de Ville, le 27 Janvier 1947.

Le Contrôleur financier,
chargé de l'intérim de la Division
des Finances,

Paul BOMART.

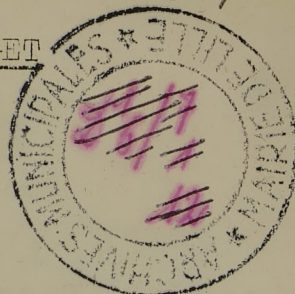
VU :
L'Adjoint au Maire
Président de la Commission
des Finances et du Budget,
Albert VAN WOLPUT.

106/235

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGET

Séance du 18 Avril 1947

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Mardi 18 Avril 1947 à 18 h.30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
IEBLANC, conseiller municipal,
LUSSIEZ, d°
Mme COIBA, conseillère municipale

Excusés: M.M. PIERRARD, adjoint au Maire,
G. ROUSSEAU, d°
DE BECKER, conseiller municipal,
WILSON, d°

Assistaient à la réunion: M. DOYENNETTE, Conseiller Municipal au titre d'auditeur, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i. ff^{ons} de Secrétaire.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

323/I - Demande de subside présentée par le Président du Club Ouvrier "Les Lutteurs Lillois" en faveur de 14 athlètes lillois" faisant un stage de Moniteurs d'Education Physique à PETIT-FORT-PHILIPPE du 1er au 15 Avril. Avis.

Texte de la requête :

"Plusieurs clubs de Lille, affiliés soit, à la F.S.G.T., à l'U.F.O.L.E.P. et autres Fédérations, ont manifesté le désir d'envoyer quelques éléments au stage de moniteurs d'Education Physique qui aura lieu du 1er au 15 Avril à PETIT-FORT-PHILIPPE.

"Ce stage qui sera suivi par 14 jeunes athlètes lillois, leur occasionnera une dépense personnelle de 110 francs par jour, sans compter le manque à gagner des 15 jours d'arrêt de travail.

"En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien examiner la possibilité de leur faire allouer une indemnité exceptionnelle relevée sur la subvention accordée au Budget de l'Education Physique et de la Jeunesse."

La proposition de la Commission de l'Education Physique de servir un subside global de 10.000 frs est validée. L'imputation sera exercée sur le crédit du Budget Primitif "Education Physique et Sportive de la Jeunesse" (chap. XXVIII).

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

324/2 - Comité Libération-Nord. Course Cycliste. Prix Albert INGHELS.
Demande de subvention.

Cette course se déroulera en Septembre dans les quartiers de Wazemmes, Esquermes et Vauban.

La Commission de l'Education Physique, en sa réunion du 3 Avril, a émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention de 5.000 frs. La Commission des Finances valide cette attribution qui sera prélevée sur le crédit des Fêtes.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

325/3- "Etoile Cycliste Lilloise". Organisation de la Course Cycliste
"Grand Prix Gustave DELORY" à l'occasion de la Fête du Tra-
vail. Demande de subvention. Avis.

Le patronage de la Ville est accordé à cette course qui se déroulera sur le circuit des boulevards.

L'Assemblée émet un avis favorable à l'attribution d'une subvention à prélever sur le crédit des Fêtes. La subvention est fixée à 20.000 frs, chiffre révisable en fonction de renseignements complémentaires à fournir sur le Budget de la Course.

Le Rapport sera transmis à l'Administration Municipale

326/4- Sportifs Municipaux. Section de foot-ball. Organisation d'un
match pour le 1er Mai sous le patronage de la Ville.

La Commission de l'Education Physique a approuvé l'organisation de ce match.

L'Assemblée fait sien l'avis de la Commission de l'Education Physique d'offrir une Coupe à l'équipe victorieuse.

327/5- Organisation d'un Championnat de Lutte Gréco-Romaine sous le
patronage de la Ville. Demande de subvention. Avis.

La requête :

"Monsieur le Maire,

"Nous avons l'honneur de vous informer que nous organisons les 3 et 4 Mai 1947, les Championnats de FRANCE de Lutte Gréco-Romaine.

"Cet honneur qui nous échoit amènera à LILLE, des participants de toute la FRANCE, et nous vous prions, étant donné que tous les frais sont à notre charge, de bien vouloir envisager l'octroi d'une subvention qui nous permettrait de couvrir les frais d'organisation.

"Dans l'espoir que notre demande sera prise en considération, veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos sentiments respectueux."

"Le Secrétaire Général,

"signé: FREMEAUX."

"Le Trésorier,

"signé: J.A. CAILLIAU".

...../

Le Comité d'organisation est ainsi composé :

Président : M. VAN WOLPUT

Vice-Présidents : F. BROUX et A. TETGAT

Secrétaire Général : FREMEAUX

Trésorier : J.A. CAILLIAU

Membres : Messieurs CATTEUW - TREETS - L. HARPAGES

Le Budget du Championnat s'élève à 160.207,60 comprenant 97.042,60 de primes kilométriques. Les participants arbitres et juges venant de Paris, Thionville, Dijon, Lyon, Reims, Tours, St Quentin, Strasbourg, Nice, Bordeaux, Limoges.

L'Assemblée émet un avis conforme à celui de la Commission de l'Education Physique d'attribuer une subvention de 40.000 frs à prélever sur le crédit "Education Physique et Sportive de la Jeunesse" - Chap. XXVIII.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

328/6- Etoile Cycliste Moulinoise - Course Cycliste du 8 Juin. Prix Georges NICOLLE. Demande de subvention. Avis.

Sous la signature de son Président, M. G. LEBLANC, ce Club Ouvrier sollicite une subvention pour l'organisation de la course qui, chaque année, obtient un grand succès.

La course se déroulera dans le quartier même de Moulins-Lille.

La Commission de l'Education Physique propose l'octroi d'une subvention.

La Commission des Finances et du Budget fixe à 10.000 frs la subvention à servir par prélèvement sur le crédit des Fêtes.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

329/7- Société Canine "Les As du Faubourg des Postes". Demande de subvention pour reconstitution du matériel. Avis.

La demande est présentée par M. GAILLET, Président. Siège de la Société: 60 rue du Faubourg des Postes.

L'Assemblée propose l'attribution d'une subvention dite "de démarrage" de 5.000 frs à imputer sur le crédit du Budget Primitif, chap. XXVIII, art. 12.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

330/8- Syndicat des Pêcheurs à la ligne et Riverains du Nord. Demande de subvention pour l'organisation à Lille - le 27 Juillet 1947, d'un concours international de pêche doté de 50.000 frs de prix. Avis.

M. le Maire est Président d'honneur de ce Syndicat. Le lieu est: 109, rue Nationale "Au Coq Lillois". de réunion

La situation financière du Groupement n'étant pas produite, l'Assemblée surseoit à statuer.

.... /

331/9- Les Eclaireurs de France. Groupe local de Lille-Bayard. Demande de subvention. Avis.

Il s'agit d'une association de scoutisme.

Le Groupe Bayard comprend des éléments du quartier de Wazemmes.

La demande de subvention est présentée par le Secrétaire M. Jean BOULOGNE, 18, rue du Maréchal Foch à LOOS.

Le Conseil Municipal ayant en sa séance du 22 Décembre 1945 attribué une subvention exceptionnelle dite de démarrage pour l'ensemble des sections lilloises de ladite Association, l'Assemblée décide de ne point donner de suite à la demande exposée.

332/10- Union des Sociétés de Gymnastique, d'Armes et de Tir de l'Arrondissement de Lille. Demande de subvention. Avis.

Par requête du 22 Février 1947, M. DUBRULIE, Président sollicite une subvention au titre de l'année 1947.

La Commission de l'Education Physique a, en séance du 3 Avril 1947, émis un avis favorable proposant l'attribution d'une subvention de 7.500 frs, le prélèvement sur le crédit chap. XXVIII du Budget Primitif "Education physique et sportive de la Jeunesse".

A la proposition de M. VAN WOLPUT, l'Assemblée donne son agrément.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

333/II- Société de Gymnastique de St Maurice-Fives. Demande de subvention pour participation à concours. Avis.

La dite Société qui participe au concours fédéral de gymnastique qui a lieu en Août 1947 à NICE fait valoir la précarité de ses ressources et sollicite l'encouragement financier de la Ville.

Cette Société est remarquable, dit M. l'Adjoint BROUX. La Commission de l'Education Physique propose l'attribution d'une subvention de 30.000 frs à imputer sur le crédit du Budget Primitif "Education Physique et Sportive de la Jeunesse" - chap. XXVIII.

L'Assemblée se déclare favorable à l'octroi de la subvention proposée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

334/I2- Société de Gymnastique "Avenir du Sud et Revanche de LILLE". Demande de subvention. Avis.

Le siège de cette Société est 12 rue Mazagran.

Sous signature de son Secrétaire (M.R. THYS), la Société sollicite une subvention municipale pour lui permettre de renouveler une partie du matériel.

La Commission de l'Education Physique a émis un avis favorable de principe.

Après des échanges de vues, la proposition de M. VAN WOLPUT d'attribuer une subvention de 10.000 frs à imputer sur le crédit "Education Physique et Sportive" est adoptée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

335/I3- Symphonie BAGGIO. Demande de subvention. Avis.

M. E. DURAND, Président de la Symphonie sollicite une subvention municipale justifiant les dépenses annuelles du Groupement.

M. DURAND ne signale pas les recettes (cotisations de membres honoraires et le produit des cachets des auditions). D'autre part, par délibération du Conseil Municipal du 22 Décembre 1945, la Symphonie BAGGIO a élargé une subvention de 8.000 frs à titre de démarrage.

L'Assemblée estime qu'il n'est pas possible de renouveler la subvention exceptionnelle accordée fin 1945 et que la populaire Symphonie BAGGIO est appelée à se produire pour la Ville moyennant des cachets intéressants.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

336/I4- Cercle Symphonique "SAINT-SAENS". Demande de subvention. Avis.

M. G. DUQUAUQUIER, Président es-qualité sollicite une subvention faisant valoir que les Sociétés musicales d'amateurs ont grand besoin d'encouragements effectifs.

Avis défavorable.

La Société se verra accorder un cachet substantiel chaque fois qu'elle se produira à la demande de la Ville.

337/I5- Union Française de la Jeunesse. Association d'enseignement post-scolaire et de perfectionnement professionnel. Demande de relèvement de subvention. Avis.

Fondée en 1885, l'Association est subventionnée par la Ville depuis 1894.

Le taux de subvention annuelle était :

en 1914	: de	1.500 frs
- 1916	: de	3.000 frs
- 1945	: de	12.000 frs
- 1946	: de	20.000 frs

Le crédit ouvert au Budget Primitif de 1947 est de 20.000 frs.

M. Jean CREPILLE, Président es-qualité, signalant que malgré la subvention de l'Etat (Enseignement technique) le Budget de 1947 de l'Association présente un déficit de 60.000 frs, demande, au nom de son Conseil d'Administration, le relèvement de la subvention communale.

...../

M. VAN WOLPUT dit qu'il convient de renvoyer l'examen de la requête à la séance de Mai, des renseignements financiers ayant été demandés à l'Association.

L'Assemblée approuve.

338/I6- Union des Sociétés de Secours Mutuels de LILLE & LILLE-suburbaines. Siège social: 9 & 11 Boulevard Vauban. Demande de relèvement des subsides consentis aux Sociétés de secours mutuels locales. Avis.

Ci-contre le texte de la lettre :

"Nous avons l'honneur de soumettre à votre bienveillante attention les dispositions de l'article 71 de l'Ordonnance du 19 Octobre 1945 portant statut de la Mutualité et selon lesquelles les Communes sont tenues de fournir aux Sociétés Mutualistes qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions ainsi que les livres et registres nécessaires à l'Administration et à la Comptabilité. Le même article prévoit que dans le cas d'insuffisance de ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements.

"Or, la subvention accordée jusqu'ici par la Commune de LILLE a été de 2 frs par mutualiste habitant Lille et le montant de cette subvention n'a pas été changé depuis bien des années.

"En conséquence, au nom des sociétés, nous nous permettons de vous demander de bien vouloir soumettre la question d'une augmentation de la subvention accordée aux sociétés mutualistes au Conseil Municipal afin, qu'elle corresponde davantage aux dépenses supportées par chaque société mutualiste.

"Connaissant votre esprit social et aussi le souci que vous avez toujours pris de venir en aide à nos sociétés, nous nous permettons de vous faire cette requête, en faisant remarquer que les sociétés mutualistes enlèvent une lourde charge à l'assistance publique et contribuent à alléger ainsi d'une façon considérable le budget municipal.

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre parfaite considération.

"Le Président

"signé: DEGOUY."

Le crédit ouvert au Budget Primitif de 1947 est de 40.000 frs; il est libellé "Sociétés de Secours mutuels. Subsides de la Ville."

Après un échange de vues, l'Assemblée conclut n'avoir pas à relever le taux des subsides. Le renoncement à proposer un relèvement des subsides est basé sur les avantages ou garanties qu'accorde présentement la grande oeuvre "la Sécurité Sociale".

339/I7- Comité français pour l'érection du Monument à la mémoire du Président F.-D. ROOSEVELT. Commissariat Général: 20, Boulevard Montmartre -PARIS (9°) - Souscription nationale. Avis.

La Ville de ROUBAIX a voté une subvention de 10.000 frs. La Ville de TOURCOING: 7.000 frs.

...../

L'Assemblée propose l'octroi d'une subvention de 15.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

340/I8- Souscription Nationale pour l'érection d'un Monument à Gabriel PERI et pour l'édition de ses écrits et discours principaux. Appel du Comité d'Initiative. Avis.

Gabriel PERI a été fusillé par l'ennemi le 15 Décembre 1941.

L'Assemblée propose l'attribution d'une subvention de 10.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

341/I9- Souscription lancée par la Commune d'ETREUX (Aisne) pour l'érection d'un Monument à la mémoire des habitants massacrés par les troupes allemandes. Appel du Maire d'ETREUX. Avis.

Le 2 Septembre 1944, avant leur départ d'ETREUX, Commune de 1.100 habitants, les troupes nazies abattirent sauvagement 36 habitants.

La Municipalité de cette commune sollicite notre souscription à la dépense du Monument à ériger.

M. VAN WOLPUT déclare que la Ville de Lille ne peut pas souscrire à la dépense de tous les Monuments. La Commission partage cette façon de voir.

342/20- Souscription ouverte par la Ville de PERIGUEUX pour commémorer la mémoire des Maquisards morts au combat et des Victimes de la barbarie allemande. Appel. Avis.

L'appel est lancé par M. le Maire de PERIGUEUX qui souligne que 15.000 Maquisards de toutes origines ont combattu en DORDOGNE.

La Commission estime qu'à la dépense de ce Monument devrait intervenir le Gouvernement. Elle confirme les considérations émises sur l'Appel de la Commune d'ETREUX et se prononce défavorablement.

343/21- Annuaire RAVET-ANCEAU. Société commerciale. Demande de participation financière de la Ville à la dépense de travaux d'impression de renseignements documentaires intéressant les Services municipaux. Avis.

Extrayons de la lettre que nous tient l'un des Gérants de la Société :

"Nous espérons que vous voudrez bien nous aider en nous accordant une participation de 5.000 frs qui ne représentera qu'une faible partie des frais que nous aurons à supporter pour l'impression et le tirage des nombreux renseignements que nos ouvrages comportent dans leur partie administrative pour la Mairie de Lille."

Il ne peut être servi de subvention à une Société commerciale, dit M. VAN WOLPUT, qui précise que l'insertion de nos Services municipaux dans les annuaires n'est nullement sollicitée par la Ville.

L'Assemblée se prononce pareillement.

.... /

344/22- Société des Duployens du Nord affiliée à l'Institut sténographique de France. Siège: 5bis rue du Palais Rihour. 1er Congrès Fédéral de Lille les 29 & 30 Mars 1947. Demande de subvention.

La demande de subvention a été présentée en Février par la Présidente: Mme TILLIER, Directrice de l'Ecole professionnelle "Tillier-Broyant".

Ce Congrès a eu lieu. Le bilan financier du Congrès accuse un déficit de 8.585 frs. Parmi les dépenses, on relève 5.985 frs pour "Repas officiels" et 4.500 frs "Réception des Officiels".

M. VAN WOLPUT déclare que a) la Société des Duployens du Nord fonctionne sous l'égide de l'Institut sténographique du Nord de réputation proverbiale, b) le Congrès a, en fait, pour but de diffuser la méthode sténographique particulière de l'Institut; de former des adeptes, puis des dactylographes, c) qu'il ne lui paraît pas possible de proposer l'octroi d'une subvention.

Mme COÏBA intervient pour affirmer la qualité de l'Ecole professionnelle précitée, celle-ci formant de bons sujets sténographes et dactylographes.

M. LUSSIEZ dit que l'Autorité préfectorale ne validerait pas une délibération d'attribution de subvention en faveur d'un Institut de caractère commercial.

Au terme du débat, l'Assemblée prononce l'impossibilité administrative de servir une subvention à la Société demanderesse.

345/23- Carrières de la Manche. Frais de déplacements de l'Agent chargé de la surveillance. Crédit. Avis.

L'Agent chargé par la Ville d'exercer une surveillance de nos carrières est M. LENEPEU, Ingénieur du Service Vicinal habitant SAINT-VAAST-LA-HOUGUE (Manche). Les frais de déplacements s'élèvent à la somme de 6.720 frs.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale

346/24- Usine Elévatoire d'EMMERIN. Remplacement envisagé de deux groupes moto-pompe. Crédit. Avis.

Le remplacement des deux groupes moto-pompe existants par des groupes analogues de construction récente, ferait réaliser à la Ville une économie annuelle de 540.000 frs.

La Commission de la Voie Publique a émis un avis favorable à l'acquisition des nouveaux groupes par voie d'adjudication-concours.

La dépense est chiffrée à 1.500.000 frs.

En raison de la situation financière présente, la Commission propose le financement de la dépense par l'emprunt.

Rapport retourné à M. l'Ingénieur en Chef pour préparation d'un programme de travaux et d'acquisitions, la dépense à couvrir par l'emprunt.

347/25- Emprunt à contracter en vue de travaux de grosses réparations à divers bâtiments communaux. Avis.

Le rapport en préparation fixera à 50 millions la dépense des travaux projetés. Il s'agit bien de grosses réparations différées.

La Commission prend acte, mais surseoit à statuer, n'ayant pas le Rapport.

348/26- Centre Hospitalier Régional. Avance de trésorerie servie par la Ville en 1945. Demande de nouveau délai de remboursement. Avis.

En 1945, il a été accordé une avance de 10.000.000 de frs. Le remboursement devait être effectué au plus tard le 31 Mars 1946.

Par délibération du 25 Mars 1946, le Conseil Municipal consentit fixer au 31 Mars 1947 l'échéance de remboursement.

L'Administration du Centre Hospitalier signalant les embarras financiers de l'Etablissement, sollicite que soit prorogé jusqu'au 31 Mars 1948 le délai de remboursement.

Le Rapport tendant à proroger le délai de remboursement jusqu'au 31 Mars 1948 est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

349/27- Crédit Municipal. Personnel. Taux nouveaux des rémunérations. (Arrêté ministériel du 5 Mars 1947). Dispositions budgétaires. Demande de subvention municipale. Avis.

En sa délibération du 25 Mars 1947 qui nous est présentée, dit M. VAN WOLPUT, l'Administration du Crédit Municipal indique que la dépense à résulter du relèvement des taux des traitements s'élève pour les années 1945 et 1946 à 141.000 frs et, demande l'attribution d'une subvention municipale correspondante.

Notons que l'équilibre des Budgets du Crédit Municipal est assuré par l'inscription d'une subvention municipale que nous servons en fin d'exercice, compte tenu des résultats du Compte Administratif de l'Etablissement même.

Le rapport soumis tend à l'approbation de la délibération et au mandatement immédiat et exceptionnel de la somme de 141.000 frs pour valoir acompte au titre de la subvention communale de 1947.

La Commission adopte le Rapport qui sera transmis à l'Administration Municipale.

350/28- Taxe sur les spectacles. Modifications apportées par la loi 47.520 du 21 Mars 1947. Création d'un tarif N° 4 et d'un tarif unique pour les Cercles et jeux. Examen. Avis.

Historique-

Les articles 44 à 50 de la loi N° 47.520 du 21 Mars 1947 (J.O. du 25) relative à diverses dispositions d'ordre financier, ont apporté des modifications assez importantes à l'impôt sur les spectacles. Les nouvelles dispositions ont notamment pour effet de modifier le classement des établissements par catégories, d'ajouter une nouvelle

catégorie pour les cercles et maisons de jeux, de prévoir un tarif N° 4, d'augmenter le pouvoir des municipalités en matière d'octroi du deni-tarif.

Ci-contre les taux appliqués jusqu'au 21 Mars 1947: ils sont ceux prévus par la loi de finances de Décembre 1945 :

NATURE des SPECTACLES, JEUX ou DIVERTISSEMENTS	Tarif N° 3
	p. 100
1re Catégorie.- Théâtres, concerts symphoniques, cabarets d'auteurs, cirques, ménageries, meetings aéronautiques, musées de cire, salons et expositions divers, matches de football	10
2è catégorie.- Parcs d'attractions comportant à la fois un prix d'entrée général et des attractions payantes, attractions, manèges et tirs forains, music-halls, cafés-concerts	17
3è catégorie.- Courses d'animaux (chevaux, chiens, taureaux, etc.), courses vélocipédiques, pédestres ou nautiques, courses d'automobiles, de motocyclettes ou de machines similaires, matches d'escrime ou de billard, bals, dioramas, panoramas, phonographes, orchestres mécaniques, séances de prestidigitation, d'hypnotisme, combats de coqs, matches de boxe ou de lutte, tirs aux pigeons, thés-concerts, soupers-concerts, séance de patinage, billards russes, japonais et appareils assimilés, bowlings, tirs et jeux d'adresse divers, tournois et matches de hockey, de tennis, de golf, de polo, de pelote basque et de tous jeux sportifs autres que le football, et d'une manière générale, les spectacles, jeux, exhibitions, attractions et divertissements non spécialement énumérés à l'une quelconque des autres catégories	22
4è catégorie.- Cinématographes. Par paliers de recettes hebdomadaires (semaines de programme) :	
Jusqu'à 10.000 francs	10
Au-dessus de 10.000 francs et jusqu'à 30.000	17
Au-dessus de 30.000 francs et jusqu'à 50.000	22
Au-dessus de 50.000 francs et jusqu'à 100.000	26
Au-dessus de 100.000 francs	30

Le classement nouveau des catégories; les tarifs nouveaux, la 5ème catégorie créée. (Loi du 21 Mars 1947.)

(Note: a) Ne sont pas ici indiqués les Tarifs 1 & 2 en raison de ce qu'ils n'intéressent point notre Ville).

b) Le Tarif N° 3 est automatiquement appliqué depuis le 22 Mars 1947.

NATURE des SPECTACLES, JEUX ou DIVERTISSEMENTS	Tarif N° 3	Tarif N° 4
	p. 100	p. 100
1re Catégorie.- Théâtres, concerts symphoniques, cabarets d'auteurs, cirques, ménageries, meetings aéronautiques, musées de cire, salons et expositions divers, matches de football-association et rugby, basket-ball, courses vélocipédiques, pédestres, nautiques	6	8

NATURE des SPECTACLES, JEUX ou DIVERTISSEMENTS	Tarif N° 3	Tarif N° 4
	p. 100	p. 100
2 ^e catégorie.- Parcs d'attractions comportant à la fois un prix d'entrée général et des attractions payantes, attractions, manèges et tirs forains, music-halls, cafés-concerts, courses d'animaux (chevaux, chiens, etc...) à l'exclusion des courses de taureaux, avec mise à mort; courses d'automobiles, de motocyclettes ou de machines similaires; matches de boxe ou de lutte, matches d'escrime ou de billard; séances de spectacle, de patinage, tournois et matches de hockey, de tennis, de golf, de polo, de pelote basque, et toutes compétitions concernant les sports non énumérés en première et troisième catégorie....	15	20
3 ^e catégorie.- Tir aux pigeons, courses de taureaux avec mise à mort, combats de coqs; bals, thés-concerts, soupers-concerts, dioramas, panoramas, phonographes, orchestres mécaniques, séances de prestidigitatation, d'hypnotisme, billards russes, japonais et appareils assimilés, bowlings, tirs et jeux d'adresse divers. D'une manière générale, les spectacles, jeux, exhibitions, attractions et divertissements non énumérés à l'une quelconque des autres catégories	20	25
4 ^e catégorie.- Cinématographes :		
Par paliers de recettes hebdomadaires (semaine de programme) :		
Jusqu'à 15.000 frs	8	10
De 15.001 à 50.000 frs	13	16
De 50.001 à 120.000 frs	18	22
Au-dessus de 120.000 frs	22	26
=====		
Tarif unique		
5 ^e catégorie.- Cercles et maisons de jeux:	p. 100	
Par paliers de recettes annuelles :		
De 0 à 2 millions de francs		5) Ce tarif
De 2 millions à 5 millions de francs		10) est
Au-dessus de 5 millions et jusqu'à 15 millions...		20) appliqué
Au-dessus de 15 millions et jusqu'à 20 millions..		30(depuis
Au-dessus de 20 millions et jusqu'à 30 millions..		40) le
Au-dessus de 30 millions et jusqu'à 50 millions..		50) 22/3/1947
Au-dessus de 50 millions de francs		60)
=====		

La taxe prévue dans la 5^{ème} catégorie est perçue, déduction faite du montant des taxes sur les Cercles acquittées au titre de l'année précédente et perçues comme en matière de contributions directes. (disposition additive de l'article 474 du Code des Contributions indirectes dictée par l'article 45 de la loi du 21 Mars 1947).

.... /

L'article 46 de la loi précitée modifie comme suit l'article 474bis du Code:

Par dérogation aux dispositions de l'article 474, les Conseils municipaux peuvent décider l'exonération ou la taxation à un taux réduit des catégories de manifestations visées à l'article 474bis du Code.

Le taux adopté doit être unique pour ces manifestations. Il est fixé en pourcentage du taux prévu à l'article 474 sans pouvoir excéder 50%.

Ces dispositions sont applicables :

1°) Aux représentations organisées par les théâtres nationaux, y compris le théâtre national populaire;

2°) Aux représentations organisées exceptionnellement au profit exclusif d'établissements publics ou d'associations légalement constituées et ne poursuivant la réalisation d'aucun bénéfice commercial ou financier, notamment lorsqu'elles sont organisées par des associations ou oeuvres de victimes de la guerre ou de l'occupation.

La réduction d'impôt prévue ci-dessus sera consentie, après perception au tarif normal, par voie de restitution directe aux établissements ou associations désignés.

A cet effet, la somme correspondant à l'exonération éventuelle sera prise en consignation au nom de l'oeuvre bénéficiaire.

Les organisateurs et les bénéficiaires de ces représentations devront justifier auprès de l'Administration des Contributions indirectes de l'affectation de la totalité des recettes, sous la seule déduction des frais, à l'oeuvre au profit de laquelle la séance est donnée. Faute de produire ces justifications dans un délai maximum de deux mois, la perception portée en consignation sera convertie en recette définitive.

En aucun cas, la réduction d'impôt ne doit être accordée :

a/ Aux manifestations de bienfaisance n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préfectorale ou aux manifestations comportant les spectacles ci-après: tirs aux pigeons, combats de coqs, courses de taureaux avec mise à mort, jeux dans les cercles ou maisons de jeux.

Toutefois, les conseils municipaux des communes où il existe des arènes dans lesquelles il est de tradition d'organiser des spectacles taurins, de toute nature, ont le droit de faire bénéficier ces spectacles de la réduction d'impôt prévue au présent article, à la condition que le prix des places soit soumis à l'approbation de l'assemblée communale;

b/ Aux manifestations qui ne laisseraient aux oeuvres, au profit desquelles les séances sont organisées, d'autre bénéfice que celui des réductions d'impôts prévues par la réglementation en vigueur.

3°) Aux représentations données par les théâtres subventionnés par une collectivité publique ou auxquels l'Etat a consenti des avances dans des conditions fixées par décret.

4°) Aux concerts symphoniques non quotidiens donnés par des artistes, des associations d'artistes ou des sociétés de concerts classiques subventionnés par une collectivité publique.

Dans les cas prévus aux alinéas 3° et 4°, la réduction d'impôt s'applique à la période ou aux représentations pour lesquelles les subventions ou les avances ont été accordées. Les subventions doivent résulter de contrats ou de cahiers de charges contenant des obligations réciproques. La réduction d'impôt ne peut jamais dépasser le montant des subventions ou des avances.

X
X X

Tarif N° 3 nouveau comparé à l'ancien

Le Tarif N° 3 nouveau est nettement inférieur à l'ancien. L'Administration des Contributions indirectes perçoit la taxe au Tarif N° 3 nouveau à partir du 22 Mars 1947 sans appliquer la taxation à taux réduit de 50% sur les spectacles énumérés aux points 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, la réduction devant - aux termes de la loi du 21 Mars 1947 - être prononcée par délibération du Conseil Municipal, contrairement au passé. Cette taxation à taux réduit s'appliquait en effet automatiquement en vertu de l'article 474^{bis} du Code des Indirectes.

A noter, concernant la taxation à taux réduit, que les Cinémas n'en bénéficient qu'en certains cas, c'est-à-dire lorsque la séance rentre dans le cadre des représentations organisées exceptionnellement au profit exclusif d'établissements publics ou d'associations légalement constituées et ne poursuivant la réalisation d'aucun bénéfice commercial ou financier notamment lorsqu'elles sont organisées par des associations ou oeuvres de victimes de la guerre ou de l'occupation.

Tarif N° 4 comparé au Tarif N° 3 ancien

Ce Tarif n'est supérieur au Tarif N° 3 qu'en ce qui concerne les 2° et 3° catégories, les taux passant respectivement à 20% et 25% contre 17% et 22%.

Le taux de la 1ère catégorie est inférieur de 2% au taux du Tarif N° 3 ancien.

Les taux visant les Cinémas ne sont pas supérieurs à ceux du Tarif N° 3 ancien, remarque faite au surplus que les paliers de recettes hebdomadaires du Tarif N° 4 comparés aux paliers du Tarif N° 3 ancien sont intéressants pour les exploitants des Cinémas.

Note: Il est entendu que la taxation à taux réduit dont il est parlé plus haut et qui vise certains spectacles est également applicable au Tarif N° 4 sous réserve de délibération du Conseil Municipal.

X
X X

Aperçu de la répercussion financière mensuelle à résulter de la perception au Tarif N° 3 (nouveau).

En considérant que le Conseil Municipal vote l'application de la taxation à taux réduit (réduction qui était précédemment et automatiquement appliquée!!), le produit global mensuel de la taxe accusera vraisemblablement 4.200.000 de frs contre 4.500.000 frs au Tarif N° 3 ancien qui a cessé d'être en vigueur le 22 Mars 1947, soit une moins-value de 300.000 frs par mois.

...../

Tarif N°4. Son adoption considérée. Produit comparé.

La taxation à taux réduit votée, l'Administration des Contributions indirectes évalue le produit mensuel de la taxe à 4.600.000 frs en augmentation de 100.000 frs sur le produit "Tarif N° 3 ancien" et 400.000 frs sur le produit "Tarif N° 3 nouveau".

Tarif N° 5 unique. (Création)..

Le Tarif vise les cercles et maisons de jeux.

La perception s'effectue depuis le 22 Mars 1947.

La Commission des Finances et du Budget avait estimé au cours de l'examen sommaire de la question qu'il convenait de confier le soin de statuer à M. le Maire et à l'Administration Municipale.

351/29- Distribution d'eau. Aménagement des tarifs de vente consécutive-
ment au retrait des monnaies de 10 centimes et 20 centimes.
Avis.

C'est en vertu d'un Arrêté de M. le Ministre des Finances en date du 20 Mars 1947 que sont aménagés les tarifs de vente d'eau.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

352/30- Modification du tarif des droits de voirie. Application de dis-
positions ministérielles. Avis.

Le tarif des droits de stationnement et d'occupation temporaire du domaine public adopté en séance du 22 Décembre 1945 et approuvé le 14 Septembre 1946 a été révisé afin:

1°) de mettre en vigueur la baisse de 5% sur les recettes communales à caractère non fiscal et mettre en application les dispositions de l'arrêté du Ministre des Finances en date du 20 Mars 1947 relatif au retrait des monnaies de 10 centimes et 20 centimes;

2°) de suivre les instructions de la circulaire ministérielle du 28 Novembre 1946 concernant les redevances afférentes aux appareils distributeurs d'essence;

3°) d'appliquer à la redevance afférente aux emplacements de kiosques à journaux la révision prévue à l'autorisation du 9 Mars 1938.

L'application des tarifs nouveaux est fixée 1°/ au 1er Janvier 1947 pour les redevances annuelles et au 1er Avril 1947 pour les redevances non annuelles.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale

353/31- Baisse des prix des taxes, droits et redevances à caractère non
fiscal. Rajustement des tarifs pour tenir compte de la suppres-
sion de la monnaie divisionnaire. (Décrets des 2 Janvier et
20 Mars 1947). Avis.

Au titre de la baisse des prix, la diminution de recettes sera de l'ordre de 2.000.000 de frs environ.

Le Rapport est adopté et transmis à l'Administration Municipale.

354/32- Protection Maternelle et Infantile. Création d'un poste de Médecin-Chef. Crédit. Avis.

Le rapport vise l'ouverture d'un crédit de 120.000 frs pour la rémunération du Médecin-Chef.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale

355/33- Section de Lille du Syndicat National des Agents des Services Intérieurs de l'Education Nationale. Demande de subside pour participation à Congrès. Avis.

La Section Centrale des Universités de France a organisé son congrès annuel les 12 et 13 Avril à Strasbourg.

La Section de LILLE a envoyé un délégué.

Un subside est sollicité.

La demande est présentée par M. PELCENER Edmond, Trésorier, 23, rue Gosselet.

L'Assemblée émet un avis défavorable à l'octroi d'un subside.

356/34- Subvention sollicitée par le Journal "LIBERTE" pour l'organisation d'une Course cycliste "Circuit des 3 Villes". Avis.

Requête du 25 Mars 1947 :

"Comme l'an dernier, notre Journal organise le 1er Juin 1947, "le Circuit des 3 Villes.

"Nous nous permettons, à nouveau, de solliciter votre aide en "cette circonstance, sous forme d'une subvention que nous vous "laissons le soin de fixer.

"Nous serions très heureux si vous vouliez bien nous donner "une réponse à ce sujet par prochain courrier, ou nous fixer "rendez-vous.

"Dans l'attente du plaisir de vous lire,

"Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression "de nos sentiments distingués."

"L'Administrateur,

"signé: Illisible."

M. VAN WOLPUT déclare :

Appelée à statuer en séance du 12 Novembre 1946 sur la demande d'aide formulée le 13 Septembre 1946 par M. PIERRARD pour l'organisation de la Course du Circuit des 3 Villes du 6 Octobre 1946, la Commission des Finances et du Budget ne put que regretter ne pouvoir satisfaire la demande présentée, l'Autorité de tutelle s'opposant à l'octroi de subvention aux journaux.

L'Assemblée enregistrant qu'aucun fait nouveau n'a modifié la jurisprudence se voit contrainte de prononcer l'irrécevabilité de la demande du 25 Mars 1947 en vue du Circuit du 1er Juin 1947.

.../

357/35- Divers produits communaux. Admission en non-valeurs. Avis.

La somme totale accusée par le Rapport est de 8.598 frs. A cette somme s'ajoute des frais de poursuites se montant à la somme de 3 frs.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

358/36- Société La Paix Lilloise "Pelote Moulinoise" 15, Boulevard des Ecoles - Demande de subvention. Avis.

Pour que cette Société puisse multiplier ses manifestations sportives si intéressantes, la Commission émet un avis favorable à la demande motivée de la Société et, propose l'attribution d'une subvention de 10.000 frs à imputer sur le crédit "Education Physique et Sportive", chap. XXVIII du Budget Primitif.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

359/37- Société Municipale de Gymnastique. Demande de subvention pour participation au Concours de Gymnastique de NICE. Avis.

M. l'Adjoint BROUX, Président de la Société fait une relation de l'important concours de gymnastique qui se déroulera à NICE en Août à l'occasion de la Fête fédérale.

Il fait connaître que la Société participera aux épreuves de ce Concours et qu'il est persuadé qu'elle s'y distinguera et honorera notre Ville, capitale des Flandres.

M. BROUX sollicite l'effort financier de la Ville par l'octroi d'une subvention soulignant que la dépense, déduction faite des participations des gymnases, des primes kilométriques à toucher de la Ville de NICE, de la réduction de transport accordée par la S.N.C.F., s'accuse à 560.000 frs.

L'Assemblée approuve l'envoi de la Société Municipale de Gymnastique à ce Concours et propose l'octroi de la subvention nécessaire de 560.000 frs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

360/38- Amicale des Anciens Bleuets - Fête centenaire. Demande de subvention. Avis.

L'Amicale des Anciens Bleuets de fondation du 14 Septembre 1847 a pour Président actif: M. NEUMANN et, pour Président d'honneur; M. DELFORTRIE, Conseiller de la République.

M. NEUMANN sollicite une subvention pour concourir aux dépenses de la Fête Centenaire qui sera célébrée (le 14 Septembre 1947) sous les auspices de la Municipalité et de l'Administration Hospitalière.

Le programme comprend la pose d'une plaque "Souvenir du Centenaire". M. le Maire a accepté la Présidence d'honneur de la Cérémonie aux côtés de M. DELFORTRIE.

L'Administration du Centre Hospitalier Régional a souscrit une subvention de 50.000 frs qui, déclare M. VAN WOLPUT, fera l'objet d'un crédit à la section extraordinaire du Budget de l'Etablissement.

.... /

M. VAN WOLPUT soulignant l'origine toute historique et de noble caractère de cette Amicale, propose l'attribution d'une subvention municipale de 50.000 frs.

L'Assemblée agréée cette proposition.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

361/39- Institut de Médecine Légale et de Médecine Sociale. Demande de relèvement de la subvention municipale. Avis.

Par lettre du 3 Avril 1947, sous signature du Professeur M. MULIER, l'Institut demande que la subvention municipale, actuellement de 120.000 frs, soit portée à 231.000 frs.

Le Budget annexé à la requête indique aux dépenses: 233.915 frs et, aux recettes, la subvention municipale de 120.000 frs.

Décomposition des dépenses :

I/2 Traitement Secrétaire	80.284
Garçon de Morgue	121.331.
Electricité	6.500.
Gaz	3.800.
Eau	2.000.
Téléphone et frais de bureau	5.000.
Linge (Blanchissage, réparations -Amortissement)..	10.000.
Frais d'entretien	5.000.

Ci-contre l'avis recueilli de M. CLAIR sur la demande de relèvement de la subvention :

"Voici l'avis que vous avez désiré sur la demande de subvention
"présentée par le Conseil d'Administration de l'Institut de Médecine
"légale pour le fonctionnement du service de la Morgue qui fonc-
"tionne à cet Institut.

"Je considère qu'il y a lieu de tenir compte de l'augmentation
"très sensible des dépenses de personnel, de consommation de gaz,
"d'électricité, etc... qui s'est produite au cours de l'année 1946.

"Cependant, bien que jusqu'à présent, nous ayons pris en consi-
"dération pour la fixation de la subvention à accorder, la moitié
"du traitement de la Secrétaire de l'Institut de Médecine légale,
"il m'apparaît que cette estimation est excessive :

"Le service de la Morgue n'exige en effet qu'un minimum d'écritures: "Tenue d'un Registre", peut-être 30 à 40 inscriptions au maximum par mois.

"Il est hors de doute que la part que prend la Secrétaire à la tenue de ce registre est insignifiante, peut-être même nulle car sans doute ce Registre est-il rempli par le garçon de Morgue.

"La besogne de la Secrétaire est certainement pour sa plus grande partie, nécessitée par l'activité des autres services de: Service Médico-légal, de stomatologie, cours et conférences.

"J'estime, dès lors, que tout en accordant le relèvement de la subvention antérieurement accordée, il conviendrait de ne prendre en considération que le 1/4 du traitement de la Secrétaire, et non la moitié comme cela s'est fait jusqu'ici.

.... /

"Pour les autres postes, je suis d'avis que nous pouvons
"les prendre en considération pour la valeur indiquée, sauf
"en ce qui concerne le téléphone et les frais de bureau qui
"me paraissent un peu élevés pour le service dont il s'agit."

"Le Chef de Division,
"signé :A. CLAIÉ".

Si nous tenons compte, dit M. VAN WOLPUT, des appréciations de M. CLAIÉ, la subvention complémentaire sollicitée devrait être ramenée à III.000 - 4I.000 soit à 70.000 frs, ce qui fixerait la subvention à I90.000 frs (contre I20.000 frs en I946).

M. VAN WOLPUT rappelle que la subvention de I944 était de 40.000 frs et qu'en séance du I9 Mars I946, la Commission fixa la subvention annuelle à I20.000 frs avec effet de I945 alors que l'Université avait sollicité une subvention de 227.360 frs et, souligne à nouveau que les cadavres déposés à la Morgue et non réclamés par les familles, représentent pour le Corps médical en activité d'études, des sujets d'expérience et de dissection dont il a grand besoin.

En définitive termine M. VAN WOLPUT, l'Université devrait participer aux dépenses de la Morgue et solliciter du Département ou de l'Etat une subvention.

Après des échanges de vues, l'Assemblée fait sienne la proposition de M. VAN WOLPUT de laisser le soin à l'Administration Municipale de statuer.

Requête et dossier transmis à M. le Secrétaire Général

362/40- Création d'un Jeu de Paume, Avenue du Peuple Belge. Crédit. Avis.

La Commission des Bâtiments a validé le projet de travaux.

Le crédit demandé est de 65.000 frs.

Avis favorable au vote du crédit.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

363/4I- Remise en état du terrain de jeux de la rue Gutenberg. Crédit. Avis.

Le projet de travaux a été approuvé par la Commission des Bâtiments.

La dépense se fixe à 35.000 frs.

Avis favorable au vote du crédit.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

...../

364/42- Terrain de jeux Boulevard des Ecoles. Remise en état. Crédit Avis.

Le projet des travaux admis par la Commission des Bâtiments accuse une dépense de 45.000 frs.

Avis favorable au vote du crédit.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

365/43- Aménagement du baraquement du terrain de jeux rue du Chevalier Français. Crédit. Avis.

Le projet des travaux a été accepté par la Commission des Bâtiments. La dépense est chiffrée à 80.000 frs.

Avis favorable au vote du crédit.

Rapport transmis à l'Administration Municipale

366/44- Concours de pigeons organisés par des Sociétés locales. Subventions municipales sollicitées. Avis.

Les demandes de subventions émanent de:

-la Société "La Concorde". Président: M. G. DHAINAUT. Siège de la Société: Café Flamand, Place Rihour.

(Le concours a lieu le 15 Juin (Fêtes de Lille)

-la Société "L'Entente". Président: M. BOUCHEZ, 51, rue St Sauveur. Siège de la Société: 2, Avenue du Peuple Belge.

(Le concours a lieu le 13 Juillet - sur Chantilly -)

-la Société "Le Pigeon des Bois". Président: M. SIX, 148, rue de la Louvière.

(Le concours a lieu le 15 Juin (Fêtes de Lille)

-le Groupement du Sud (8 Sociétés). Président: M. Gaston MESTAG, rue d'Austerlitz N° 10

(Le concours a lieu le 15 Juin (Fêtes de Lille)

M. l'Adjoint CLAES dit que les subventions de l'espèce sont imputées sur le crédit des Fêtes. Il demande qu'une subvention globale de 15.000 frs soit attribuée à l'ensemble de ces Sociétés, étant entendu que ces attributions constituent des prix "Ville de Lille".

L'Assemblée émet un avis favorable à l'octroi de la subvention fixée pour l'ensemble des Sociétés.

Requêtes transmises au Service des Fêtes aux fins d'établissement du Rapport destiné à l'Administration Municipale.

367/45- Acquisition de bancs pour les Promenades, Jardins et Voies Publics. Crédit. Avis.

La dépense prévue est de 600.000 frs.

M. VAN WOLPUT fait remarquer que note a été prise le 7 Mars 1947 par le Service financier que serait prélevée sur le **crédit** "Promenades et Jardins" une dépense de 103.000 frs pour la pose de bancs dans le Jardin du Palais des Beaux Arts et qu'un 2ème programme d'achat de bancs ferait l'objet d'un rapport.

Ce rapport est celui qui nous est soumis aujourd'hui, déclare M. VAN WOLPUT qui estime que la dépense de 600.000 frs doit faire

corps aux 50.000.000 de frs qui vont être demandés à l'emprunt.

La Commission prend acte et M. VAN WOLPUT invite M. BOMART à prendre langue avec M. FAUVET pour l'intégration de la dépense de 600.000 frs dans l'emprunt de 50.000.000 de frs dont le dossier est en préparation.

368/46- Salle des Amicales laïques -Place Sébastopol - Aménagement des bureaux. Crédit. Avis.

La dépense est de 330.000 frs.

L'Assemblée décide que cette dépense devra être également intégrée dans l'emprunt de 50.000.000 de frs dont il vient d'être parlé.

x x
x x

La séance prit fin à 21h. 40.

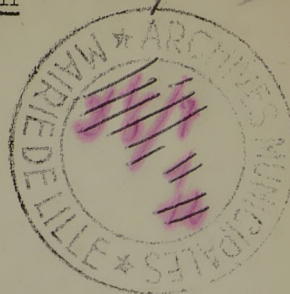
Hôtel de Ville, le 22 Avril 1947.

Le Secrétaire,

Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGETRéunion du 12 JUIN 1947 à 18 h.30(Salle du Conseil d'Administration)-ORDRE DU JOUR - (ADDITIF) -I2- Ecole Supérieure de Commerce de Lille. Aide financière municipale sollicitée. Avis.

Ci-contre copie de la Requête :

"Ecole Supérieure de
Commerce de LILLE"
"8, Boulevard Louis XIV
-LILLE-

"Lille, le 29 Mai 1947.

"Objet: demande de
subvention"

"Le DIRECTEUR à
"Monsieur le MAIRE de LILLE"

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance,
"l'aide financière de la ville de Lille, en faveur de l'Etablis-
"sement placé sous ma direction.

"L'Ecole Supérieure de Commerce de Lille a ouvert ses portes
"le 8 Janvier dernier.

"C'est un établissement privé laïque d'enseignement supérieur
"commercial destiné à former des jeunes gens susceptibles
"d'occuper de hautes fonctions dans l'administration, la gestion,
"la direction d'entreprises industrielles, commerciales, bancaires.

"Il fonctionne conformément aux règles fixées par les décrets
"en vigueur, dont le dernier en date est celui du 14 Juin 1946
"qui a réorganisé profondément les Ecoles Supérieures de Commerce.

"Les Etudes, d'une durée de 3 ans, sont sanctionnées par un
"diplôme officiel délivré par M. le Ministre de l'Education
"Nationale.

"Les conditions de recrutement, le régime des études fixées
"par les textes précités, offrent toutes les garanties exigées
"d'un établissement se proposant de donner un enseignement commer-
"cial supérieur.

"Les épreuves des différents concours et examens ont lieu sur
"le plan national. Communes à toutes les Ecoles Supérieures de
"Commerce de France, elles sont choisies, appréciées et corrigées
"par un jury national, siégeant à Paris au Ministère de l'Educa-
"tion Nationale et les listes d'admission sont arrêtées par
"M. le Ministre de l'Education Nationale.

.... /

"L'Ecole Supérieure de Commerce de Lille fonctionne à l'heure
"actuelle avec une seule promotion (I^{re} année) recrutée en cours
"d'année scolaire et réduite à 20 élèves. L'enseignement est
"donné par un corps professoral dont je vous prie de trouver la
"liste en annexe, jointe à la présente demande.

"Ses moyens matériels sont extrêmement réduits. Installée pro-
"visoirement à l'Ecole Nationale d'Arts et Métiers, elle dispose
"de locaux insuffisants pour abriter une promotion d'effectif
"normal et à plus forte raison pour recevoir plusieurs promo-
"tions. Elle ne possède ni mobilier, ni matériel scolaire qui
"lui soient propres et doit s'organiser dans tous les domaines.
"Les cours n'ont été ouverts qu'à l'aide de la promesse financière
"de l'Etat sous forme d'une modeste subvention.

"La nécessité de l'existence d'un tel établissement dans une
"région d'intense activité industrielle et commerciale comme la
"région du Nord est indiscutable. Etablissement privé mais
"laïque, il est en droit d'espérer un large développement et doit
"pouvoir accueillir les jeunes gens attirés par la vie des
"affaires, mais désireux d'exercer leur activité munis de soli-
"des connaissances générales et techniques. Il doit participer à
"la renaissance de la vie économique régionale et nationale, à
"son développement plus que jamais nécessaire dans la situation
"présente.

"Dans l'avenir, l'Ecole doit pouvoir recevoir gratuitement des
"jeunes gens intelligents et travailleurs, justement ambitieux,
"mais dépourvus des ressources nécessaires à la poursuite de
"longues études.

"Elle est le seul établissement de haut enseignement commer-
"cial intégré dans l'organisation de l'enseignement public pour
"l'Académie de Lille. Devant normalement recevoir les élèves de
"toute la région du Nord, l'Ecole s'adresse tout particulière-
"ment à ceux de l'agglomération lilloise et des villes de la
"banlieue.

"C'est pourquoi je veux espérer, Monsieur le Maire, que vous
"voudrez bien prendre cette demande en considération et la sou-
"mettre avec tout votre appui à la bienveillante attention du
"Conseil Municipal de Lille.

"Les grands centres d'affaires, Paris, Marseille, Bordeaux,
"Rouen...etc., possèdent une Ecole Supérieure de Commerce en
"pleine prospérité. Lille, anormalement privé jusqu'ici d'un
"établissement officiel disposera du sien si des moyens finan-
"ciers suffisants sont mis à la disposition de l'organisme chargé
"de la gestion de l'Ecole Supérieure de Commerce, savoir à Socié-
"té d'Enseignement Technique de Lille et environs, (C.C.P. Lille
"37-II6).

"Veuillez me faire connaître éventuellement la documentation
"à vous faire parvenir et agréer, Monsieur le Maire, l'expres-
"sion de mes sentiments respectueux et dévoués."

"signé: RENON"

Le Conseil d'Administration est présidé par M. le Doyen de la
Faculté de Droit représentant M. le Recteur de l'Académie.

Membres : -M. le Maire
-M. le Président de la I^{ère} Région Economique
-M. le Président de la Chambre de Commerce

.... /

Administration :

- M. Ch. RENON, Directeur de l'Ecole, Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique

- Professeur
- Licencié en Droit
- Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique
- Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit privé.

Le Personnel enseignant comprend 12 professeurs.

Budgets produits :

I- BUDGET

Année civile 1947 - 1er Janvier 1947 au 31 Décembre 1947

RECETTES

A) Subventions:

1) <u>Subvention</u> Ministère de l'Education Nationale (Direction de l'Enseignement Tech.	425.000
2) Départements de l'Académie de Lille	75.000
3) Conseil général du Nord	100.000
4) Ville de Lille	50.000
5) Taxe d'apprentissage (versements des employeurs)	140.000
6) Crédit du Nord	50.000
7) Chambre de Commerce de Lille	150.000

B) Produits de la gestion de l'Ecole :

Frais de scolarité (3.000 frs par élève et par trimestre) Base: 20 élèves du 8/I au 30/9/47 " 55 " du 1/10 au 31/12/47	285.000
---	---------

Total des RECETTES 1.275.000
=====

DEPENSES

A) Personnel

1) Indemnités: Directeur Personnel administratif et de surveillance	285.000
2) Professeurs et Conférenciers (27 heures de cours hebdomadaires) 1 promotion du 8/I/47 au 30/9/47 2 promotions du 1/10/47 au 31/12/47	560.520

B) Matériel

1) Entretien des locaux	250.000
2) Entretien, achat du mobilier	100.000
3) Frais divers (bureau, etc....)	79.480

Total des DEPENSES 1.275.000
=====

BUDGET EXTRAORDINAIRE

(1er Etablissement)

RECETTES

Subventions :

Direction de l'Enseignement Technique	500.000
Départements	150.000
Ville de LILLE	<u>50.000</u>
Total des RECETTES:	700.000 =====

DEPENSES

Achat d'outillage	200.000
Aménagement des locaux	<u>500.000</u>
Total des DEPENSES:	700.000 =====

Il sera donné lecture d'un cahier de renseignements généraux.

Note: Il est dégagé par les 2 Budgets de l'Ecole que 2 subventions de 50.000 frs nous sont demandées.

I3- Société "Boule Sportive de l'Esplanade" - Siège des jeux:
36, Façade de l'Esplanade. Demande de subvention. Avis.

La lettre portant demande de subvention est adressée à
M. le Maire par M. F. BAUDUIN, Président (241, rue Pierre Legrand).
La lettre :

"Monsieur le Député-Maire,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance une
"subvention pour permettre à notre Société de représenter
"la Ville de Lille aux concours suivants :

"1° - le 15 Juin à AMIENS

"2° - le 29 Juin à BERCK

"40 Sociétaires se déplaceront en Autocar à chacun de ces
"concours.

"Notre Société est composée d'ouvriers et la Caisse n'est
"pas suffisamment pourvue de fonds.

J'ose espérer, Monsieur le Député-Maire, que ma demande
"exposée au nom du Conseil d'Administration, sera prise en
"considération.

"Je vous prie d'agréer, etc"

.... /

I4- Divers produits communaux. Admission en non-valeur. Avis.

Le rapport reprend des créances se montant à 988 frs "Taxe sur le gaz et l'électricité" dont l'irrécouvrabilité nous est signalée par M. le Receveur Municipal.

Il s'agit de créances "Ier Trimestre 1947".

I5- Dommages de guerre. Foire Commerciale. Communication.

Ci-après donnée, pour information, copie d'une lettre portant notification d'attribution d'une indemnité de dommages de guerre de 10.000.000 de francs :

"MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION

"& DE L'URBANISME

"67, rue de Lille, 67

"PARIS, le 19 MAI 1947".

"COMMISSARIAT GENERAL AUX DOMMAGES

"de GUERRE"

"28, Cours Albert-Ier, 28

"PARIS (VIII^e)

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite de
"l'avis favorable donné par le Comité Interministériel Provi-
"soire du Plan de Reconstruction, dans sa séance du 14 MAI
"1947, il est attribué à la Ville de LILLE, au titre de la loi
"N° 46-2389 du 28 Octobre 1946, une indemnité provisoire de
"DIX MILLIONS de FRANCS (10.000.000) pour lui permettre d'ef-
"fectuer les travaux strictement conservatoires sur le bâti-
"ment dit "Grand Palais" de la Foire Commerciale de Lille
"(redressement de la poutre axiale, montage et remplissage
"du pignon métallique exécuté par FIVES-LILLE).

"Cette somme vous sera versée à brève échéance par le
"Crédit National.

"Je crois devoir toutefois vous signaler que l'objet de
"cette attribution est limité aux travaux énumérés ci-dessus,
"et ne saurait entraîner automatiquement une nouvelle attribu-
"tion de matériaux rares.

"Aucun autre acompte ne pourrait être attribué, ni à la
"Ville de LILLE, ni à la Foire Commerciale de LILLE avant que
"le plan de priorité ait fixé, notamment pour les foires et
"expositions, le programme des travaux susceptibles d'être
"exécutés et financés au cours de l'année 1947.

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma
"considération très distinguée."

"Le Commissaire Général aux Dommages de Guerre,

"CAHEN SALVADOR."

Hôtel de Ville, le 12 Juin 1947.

Le Contrôleur financier,
chargé de l'intérim de la Division
des Finances,

Paul BOMART.

VU :
L'Adjoint au Maire
Président de la Commission
des Finances & du Budget,
Albert VAN WOLPUT.

106/235

3ème Division

COMMISSION DES FINANCES & DU BUDGETRéunion du 12 JUIN 1947 à 18 h. 30(Salle du Conseil d'Administration)*clavier*ORDRE DU JOURI- Union Française de la Jeunesse. Association d'enseignement post-scolaire et de perfectionnement professionnel. Demande de relèvement de la subvention municipale. Avis.

Fondée en 1885, l'Association est subventionnée par la Ville depuis 1894.

La subvention inscrite en notre Budget de 1947 est de 20.000 frs. En 1946: subvention identique. En 1945: 12.000 frs.

La demande de relèvement de subvention fut examinée par la Commission des Finances et du Budget en sa réunion du 18 Avril 1947 qui sursit à statuer faute d'éléments d'appréciation suffisants.

Un Compte financier, I Bilan et I Rapport moral, furent demandés à l'Association.

Ces documents nous ont été produits. De leur examen, il ressort:

- I- au Compte financier: un excédent de recettes de 86.859 frs;
- II- au Bilan: un excédent d'actif de 161.144 frs;
- III- au Rapport moral: que le nombre a) de membres actifs est de 83, b) des Membres bienfaiteurs de 25, c) d'élèves inscrits par cours ou auditeurs qui était en 1943/1944 de 1.968 est passé pour l'année 1945/1946 à 840. Le rapport moral précise que l'Association assure les cours ci-après:

- Enseignement commercial
- Langues étrangères et l'espéranto
- Enseignement général
- Enseignement industriel
- Enseignement artistique

2- Syndicat des Pêcheurs à la ligne et Riverains du Nord. Demande de subvention pour l'organisation à LILLE -le 27 Juillet 1947- d'un concours international de pêche doté de 50.000 frs de prix. Avis.

La requête, parvenue fin Février 1947, fut soumise à l'examen de la Commission des Finances et du Budget en sa réunion du 18 Avril 1947.

La Commission sursit à statuer, la situation financière du Syndicat n'étant point exposée.

Pressenti par le Chef de la 3ème Division, d'avoir à fournir à la Ville a) des renseignements sur l'encaisse du Syndicat, b) le Budget du

....

Concours projeté, M. DAILLY, Président dudit Syndicat nous écrit à la date du 7 Mai :

"A la suite de notre demande de subvention pour l'organisation d'un grand concours international de pêche le 27 Juillet prochain à LILLE, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il nous est actuellement matériellement impossible de vous fournir la situation de la caisse pour les raisons suivantes :

"1-la liquidation de notre prédécesseur n'est pas terminée (les diverses actions intentées par lui contre notre Conseil d'Administration ont eu pour résultat d'amenuiser sérieusement l'avoir de l'organisation);

"2-les Associations rattachées à l'organisation et qui ont dû, sur injonction de l'Administration, reprendre leur autonomie, ont droit à partie de cet avoir.

"De plus, il y a impossibilité légale pour les Associations agréées d'organiser des concours de pêche avec le produit des cotisations.

"Nous espérons que la Ville comprendra l'importance de l'effort entrepris par le Syndicat pour donner à la manifestation du 27 Juillet l'éclat qu'elle mérite et qu'elle le secondera efficacement."

Le 24 Mai, M. POLLET Vice-Président nous tint la lettre ci-contre:

"Nous avons l'honneur de vous communiquer suite à la demande de votre service financier le projet de budget de notre manifestation du 27 Juillet prochain -concours de pêche-

A/ Débit

"Publicité - 300 Affiches -Colombier-	3.000 frs
Timbres quittances pour affiches	3.600 frs
Prospectus	3.000 frs
"Prix - Récompenses aux gagnants	50.000 frs

"TOTAL 59.600 frs
=====

B/ Crédit

"Droits d'engagement	24.000 frs
"Subventions commerce local	15.000 frs

C/ Déficit probable 20.600 frs

"TOTAL 59.600 frs
=====

3- Oeuvre de Colonies de vacances des enfants des écoles maternelles
"Nos Petits au Grand Air" Demande de subvention. Avis.

L'Oeuvre qui a titre "Nos Petits au Grand Air" a son siège social à l'école Ruault, rue Frédéric Mottez.

En 1946, la Ville accorda une subvention de 20.000 frs.

La Secrétaire de l'Oeuvre sollicite une subvention au titre de l'année 1947 soulignant que le prix de journée qui se fixait en 1946 à 50 frs est actuellement fixé à 80 frs et que, d'autre part, les frais de transport sont également augmentés.

La Colonie de vacances est à Trélon.

Nous extrayons du rapport financier ^{fourni} par M. CLAIIE, Chef de la 5ème Division :

"L'Oeuvre "Nos Petits au Grand Air" est une Oeuvre de Colonies de vacances pour les enfants des écoles maternelles. Elle a déjà bénéficié l'an dernier d'une subvention de 20.000 francs accordée par la Ville.

"Madame CAUET, Secrétaire de cette Colonie, signale que le prix de journée à Trélon sera porté cette année à 80 francs alors qu'il n'était que de 50 francs l'an dernier. Elle demande en conséquence que la Ville de LILLE veuille bien lui accorder cette année encore une subvention correspondant à l'élévation du prix de journée.

"Je signale que l'Oeuvre "NOS PETITS au GRAND AIR" s'étend sur l'ensemble du département et que cette année, comme l'an dernier, elle organisera 3 convois d'environ 40 à 50 enfants des écoles maternelles choisis parmi les plus déficients des familles les plus déshéritées:

"-Le 1er convoi sera exclusivement réservé aux enfants des écoles maternelles de Lille;

"-Le 2ème convoi englobera les enfants des écoles maternelles de la région de Valenciennes;

"-Le 3ème convoi, ceux des villes de Roubaix-Tourcoing et des communes de l'arrondissement de Lille.

"Sur le contingent global envoyé, les écoles maternelles de Lille obtiennent donc une proportion importante.

"Je donne en conséquence, un avis favorable, non seulement au renouvellement de la subvention accordée en 1946 mais encore à ce que ce montant soit porté à 32.000 francs, ce qui correspond exactement à l'élévation du prix de journée.

"Les renseignements d'ordre budgétaire qui nous ont été communiqués par Madame CAUET à l'appui de sa demande, démontrent que l'Oeuvre fait de son côté tout l'effort nécessaire en percevant des cotisations, en donnant des fêtes au bénéfice de l'Oeuvre et en faisant intervenir la sécurité sociale en vue du remboursement d'une partie des frais de séjour.

"J'estime dès lors que l'Administration Municipale doit encourager une Oeuvre aussi utile."

4- Club du Chien Berger de Défense-LILLE. Demande de subvention de démarrage. Avis.

La demande est formulée par M. le Secrétaire du Club: M. OVART-Siège du Club: 60, rue Léon Gambetta.

Ci-contre copie littérale de la lettre :

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Club du Chien de Berger de Défense dont le siège est à Lille, 60, rue Léon Gambetta (Café OVART) et le terrain de dressage Fortin du grand carré cherche à reprendre son activité d'avant-guerre.

"Ce Club, qui figure parmi les plus anciens de la Région, (fondé en 1904) se trouve devant des difficultés pécuniaires pour la remise en état de son terrain et des accessoires de dressage, une subvention exceptionnelle de 5.000 francs à titre de démarrage lui permettrait de reprendre toute son activité.

"Connaissant tout l'intérêt que vous portez aux organisations
"ouvrières et aux sports en particulier, j'ose m'adresser à
"vous, Monsieur l'Adjoint, pour vous prier d'appuyer de votre
"compétence la présente demande auprès de Monsieur le Maire
"et de vos Collègues du Conseil Municipal à fin d'obtenir la
"subvention demandée.

"Avec l'espoir que vous voudrez bien émettre un avis favora-
"ble, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Adjoint, l'assurance
"de ma considération très distinguée."

"Le Secrétaire:

"J. OVART."

5- Bureau de Bienfaisance de LILLE. Comptes: a) Administratif de
l'exercice 1946, b) de gestion du Receveur. Avis.

Les deux documents sont concordants en leurs résultats.

BALANCE

(Excédent de recettes espèces de	
RECETTES	(l'exercice 1945 7.562.595,60)
	(30.881.887,20
	(Recettes de l'exercice 1946 23.319.291,60)
DEPENSES payées	25.465.377,60
Excédent espèces à clôture de l'exercice	5.416.509,60
	=====

LE BILAN

Excédent de recettes espèces	5.416.509,60
<u>à ajouter :</u>	
Restes à recouvrer au titre de l'exercice 1946	331.
	5.416.840,60
<u>à déduire :</u>	
Restes à payer de l'exercice 1946	1.396.233.
Excédent réel de recettes	4.020.607,60
	=====

M. le Vice-Président de l'Etablissement nous informe que le
résultat final qui précède (4.020.607,60) va permettre d'équilibrer
sans difficultés le Budget Supplémentaire de 1947.

Rappelons que le Budget Primitif de 1947 fut équilibré par
l'inscription d'une subvention communale de 8.000.000 de francs;
qu'un crédit correspondant figure en notre Budget Primitif de 1947
et que le mandatement de la subvention se limite aux besoins finan-
ciers réels de l'Etablissement.

Constaté en cours d'examen du Compte :

I/ que la part de l'Etablissement dans le produit a) de la taxe
sur les spectacles, b) des concessions de terrains dans les Cinetières
s'élève respectivement à 17.215.911 frs et 1.735.747 frs.

...../

II/ que se montent à:

- II.753.763 les dépenses "Secours aux indigents"
- I.704.668 les dépenses "d'Assistance Médicale Gratuite"
- 8.011.101 les dépenses "de Personnel en activité et en retraite plus frais généraux"
- 2.441.449,60 les dépenses "Service des propriétés"
- 173.413,40 les dépenses "Frais divers"

6- Association Amicale Sportive: Faubourg de Béthune -Lavoisier.
Demande de subvention de démarrage. Avis.

Ci-contre copie de la lettre portant demande de subvention:

"Le 2 Juin 1947

"Monsieur le Député-Maire

"Par délibération du 3 Mai 1947, vient d'être créée une
"ASSOCIATION AMICALE SPORTIVE: FAUBOURG de BETHUNE - LAVOISIER",
"dont le siège est fixé à LILLE, 10 rue du Faubourg de Béthune.

"Tous les sports et notamment le Football y seront pratiqués
"sur le terrain proche de la Place des Chasseurs de Driant que
"la Municipalité de LILLE a, très obligeamment, bien voulu
"mettre à notre disposition."

"Au nom de ce nouveau groupement qui m'a demandé d'accepter la
"présidence, je ne fais très volontiers un premier devoir; bien
"agréable d'ailleurs, de remercier notre Municipalité toute
"entière du geste qu'elle a bien voulu manifester en notre faveur.

"Notre Association a reçu l'agrément de la Préfecture du Nord
"sous le numéro 4.789, en date du 24 Mai 1947; sa publication au
"Journal officiel doit avoir lieu dans la dizaine qui va suivre
"et sa demande d'affiliation à l'U.F.O.L.E.P. est formulée ce
"jour.

"Les buts poursuivis ne vous échapperont certainement pas
"puisque les éléments de base proviennent des Amicales Laïques
"du Faubourg de Béthune et Lavoisier, donc dans des quartiers
"dans lesquels l'action dite "LIBRE" est plus particulièrement
"combative.

"L'Association Amicale Sportive du Faubourg de Béthune-Lavoisier, de par sa récente création et la situation sociale de ses membres, est bien pauvre; ses besoins sont grands et nombreux, le coût de ce qui lui est nécessaire, sinon indispensable est élevé; c'est pourquoi, j'ai très respectueusement l'honneur de solliciter de notre Municipalité, une subvention de démarrage, qui nous permettrait de parer aux premières nécessités. Je ne crois pas devoir ajouter que mes camarades et moi comptons sur votre bienveillant appui auprès du Conseil pour obtenir satisfaction dans une large mesure, car nous ne possédons que notre volonté d'aboutir et notre énergie pour y parvenir.

"D'avance, Monsieur le Maire, l'Association Amicale Sportive Faubourg de Béthune -Lavoisier vous adresse à Vous et à la Municipalité, un grand MERCI.

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

"Le Président: DUVILLIER Léon,
"13, rue de Dieppe à LILLE."

NOTE: Cette Association est formée

d'éléments de l'Amicale Laïque des Ecoles du Fg de Béthune.

7- Comité Lillois du "Sou des Ecoles Laïques". Demande de subvention.
Avis.

La présidence du Comité, précédemment assumée par M. NIGEON, Instituteur, est passée à M. Jules D'HOOSSCHE, ex-Chef de bureau de la Caisse des Ecoles.

M. D'HOOSSCHE, Président es-qualité, nous tient la lettre ci-contre :

"Monsieur le MAIRE,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance
"l'attribution, au titre de l'année 1947, d'une subvention au
"bénéfice du Comité Lillois du Sou des Ecoles Laïques.

"Vous avez bien voulu, en 1946, nous allouer une somme de 20.000
"frs. En accord avec Monsieur l'Inspecteur Primaire de la 1ère
circonscription de LILLE, nous avons pu, grâce à cette subvention
"et aux dons généreux de nos membres, reprendre notre activité
"suspendue pendant toute la durée des hostilités, et récompenser
"les meilleurs élèves de nos écoles laïques. Nous souhaitons vive-
"ment, Monsieur le Maire, que des appuis de plus en plus puissants
"nous permettent le plus rapidement possible de reprendre les
"distributions de vêtements chauds que nous étions en mesure de
"pratiquer avant-guerre, et, sachant tout l'intérêt que votre
"Administration et vous-même portez à l'école laïque et aux
"oeuvres qui la soutiennent et la défendent, nous nous permettons
"de compter sur votre appui pour nous faire attribuer une subven-
"tion au moins égale à celle dont nous avons bénéficié l'an
"dernier.

"Dans l'attente d'une réponse favorable, je vous prie de
"recevoir, Monsieur le Maire, avec nos remerciements anticipés,
"l'assurance de mon respectueux dévouement.

"signé: J. D'HOOSSCHE".

8- Souscription Nationale pour l'érection d'un Monument aux héros
de la Police Française morts pour la Défense et la libération de
la France. Avis.

Le Comité d'honneur est présidé par M. DEPREUX, Ministre de l'Intérieur.

Le Comité d'action est présidé par M. THEUS Léon, Inspecteur Général, Président de l'Amicale Nationale des ex.P.G., déportés et internés de la Police française.

Le siège du Comité National est au 26, Impasse Sainte Félicité, PARIS (XV°).

Ci-contre l'appel de M. DEPREUX:

"Beaucoup d'entre nous ont survécu à l'apogée de la résistance,
"grâce à des policiers patriotes qui les ont avertis à temps des
"menaces de l'ennemi et de ses complices de Vichy. Ne l'oublions
"pas et souscrivons pour permettre l'érection d'un monument à la
"mémoire des fonctionnaires de la Police tombés au champ d'honneur
"(et souvent de douleur) pendant la guerre et l'occupation."

.... /

9- Demandes de subvention présentées par 1°) le Cercle Musical "Le Club des XX", 2° l'Union des Chanteurs.

La Fanfare "Le Club des XX" reconstituée en 1946 a obtenu en 1946, une subvention de démarrage de 5.000 frs.

x
x x

La Chorale "L'Union des Chanteurs" groupe les Chanteurs des Sociétés défunctes "L'Emulation Chorale", les "Orphéonistes Lillois" et "La Lyre Amicale de Vauban."

L'Union des Chanteurs s'est formée pendant la guerre et a pour Président actif: M. VAN DEN HEEDE.

Il est ici rappelé à la Commission des Finances et du Budget, ses décisions prononcées à plusieurs reprises 1° de limiter les subventions aux sociétés instrumentales et chorales qu'au titre de démarrage, 2° de servir des cachets à l'occasion d'auditions données à la demande de la Ville.

10- Caisse des Ecoles. Budget Supplémentaire de l'exercice 1947.
Subvention communale d'équilibre. Crédit à voter. Avis.

BALANCE

Recettes générales	5.536.760,50
Dépenses générales	5.536.760,50

L'équilibre est assuré par l'inscription d'une subvention communale de 5.535.406,10.

Décomposition de la Balance

RECETTES

I- Restes à recouvrer de 1946	1.354,40	
II- Subvention communale	<u>5.535.406,10</u>	5.536.760,50

DEPENSES

I- Restes à payer de 1946	336.760,50	
II- Préventorium de Wornhoudt	1.500.000.	
III- Colonie de la Carnoy	700.000.	
IV- Envoi d'enfants à la mer	<u>3.000.000.</u>	5.536.760,50

La subvention communale d'équilibre de 5.535.406,10 assure, constate-t-on, 1° la liquidation des opérations de 1946 pour un montant de 335.406,10
2° les dépenses non prévues au Budget Primitif de l'Etablissement et formant ensemble 5.200.000.

...../

Note: Suivant la règle, la Ville ne sert la subvention que dans la limite des besoins réels de l'Etablissement, le reliquat de l'ensemble des dotations ouvertes étant annulé.

- II- Usine Elevatoire d'EMMERIN. Remplacement de deux groupes moto-
pompe. (Dépense prévue: 1.500.000 frs).
- Construction d'un tronçon du collecteur-est sous les voies ferrées
de la Gare des Voyageurs. (Dépense prévue: 2.000.000 de frs).
- Construction d'égouts dans les voies principales qui en sont
pourvues. (Dépense complémentaire prévue : 1.200.000 frs).

Les 3 rapports établis par M. l'Ingénieur en Chef, M. AUREL, ont été adoptés par la Commission de la Voie Publique.

Le financement de l'ensemble des dépenses, soit 4.700.000 frs, appelle le vote d'un emprunt.

Note: L'annuité d'amortissement (emprunt de 30 ans) serait au taux de 4,35%, de 282.000 frs.

Hôtel de Ville, le 10 Juin 1947.

Le Contrôleur financier,
chargé de l'intérin de la Division
des Finances,

Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission
des Finances & du Budget,

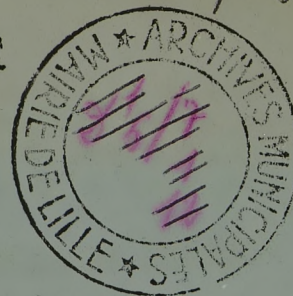
Albert VAN WOLPUT.

AD 6/235

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Séance du 12 Juin 1947

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Jeudi 12 Juin 1947 à 18 h.30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président,
BROUX, adjoint au Maire,
CLAES, d°
GHYS, d°
DE BECKER, conseiller municipal,
LEBIANC, d°
LUSSIEZ, d°
WILSON, d°
Mme COIBA, conseillère municipale.

Excusés: M.M. PIERREARD, adjoint au Maire,
G. ROUSSEAU, d°

Assistait également à la réunion, M. BOMART, Contrôleur financier, Chef de la 3ème Division p.i. ff^{ons} de secrétaire.

369/1 - Union Française de la Jeunesse. Association d'enseignement post-scolaire et de perfectionnement professionnel. Demande de relèvement de la subvention municipale. Avis.

Fondée en 1885, l'Association est subventionnée par la Ville depuis 1894.

Elle bénéficia en 1945 d'une subvention de 12.000 frs et, en 1946 d'une subvention de 20.000 frs. La subvention inscrite au Budget Primitif de 1947 est de 20.000 frs.

A l'appui de sa demande de relèvement du taux de subvention, l'Association produit un compte financier, un bilan et un rapport moral.

Après examen approfondi de ces documents, la Commission des Finances et du Budget propose de fixer à 25.000 frs la subvention pour 1947; de voter un crédit supplémentaire de 5.000 frs à réunir au crédit de 20.000 frs ouvert au Budget Primitif - Chap. XXVIII article onze.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

370/2 - Syndicat des Pêcheurs à la ligne et Riverains du Nord. Demande de subvention pour l'organisation à Lille, le 27 Juillet 1947, d'un concours international de pêche doté de 50.000 francs de prix. Avis.

Après avoir enregistré les appréciations de l'Assemblée sur le caractère du Syndicat, sur l'ampleur du Concours et le volume du

.... /

Budget qui accuse un déficit de 20.600 frs, M. VAN WOLPUT propose ce qui est accepté unanimement, l'attribution d'une subvention de 15.000 frs, l'imputation budgétaire sur le crédit ouvert au Budget Primitif - chap. XXIX art. I.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

371/3 - Oeuvre de Colonies de vacances des enfants des écoles maternelles "Nos Petits au Grand Air". Demande de subvention. Avis.

L'Oeuvre, dit M. VAN WOLPUT, a siège à l'école Ruault, rue Frédéric Mottez. Elle sollicite une subvention soulignant que le prix de journée qui se fixait en 1946 à 50 frs est actuellement de 80 frs et que, d'autre part, les frais de transport sont également augmentés.

La Colonie de vacances est à Trélon.

M. VAN WOLPUT poursuit :

Les conclusions du rapport établi par M. CLAIÉ sur les activités de l'Oeuvre, sont un avis d'accorder une subvention. Notons que le Budget produit comporte au compartiment des recettes deux prévisions particulières, l'une au titre de la contribution de la Sécurité Sociale, l'autre sous rubrique "Subventions".

Mme COÏBA précise à l'Assemblée que ce sont bien les déficients et déshérités de nos Ecoles maternelles qui sont envoyés en Colonie par cette Oeuvre.

Au terme des échanges de vues, l'Assemblée fait siéme la proposition de Mme COÏBA d'allouer une subvention de 25.000 frs (contre 20.000 frs en 1946) l'attribution à prélever sur le crédit ouvert au Budget Primitif sous l'article I2 du chap. XXVIII.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

372/4 - Club du Chien Berger de Défense-Lille. Demande de subvention de démarrage. Avis.

M. VAN WOLPUT donne lecture de la requête ci-après reproduite :

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Club du Chien Berger de Défense dont le siège est à Lille, 60, rue Léon Gambetta (Café OVART) et le terrain de dressage au Fortin du grand carre, reprend son activité d'avant-guerre.

"Notre Club, qui figure parmi les plus anciens de la Région, (fondé en 1904) se trouve devant des difficultés pécuniaires pour la remise en état de son terrain et des accessoires de dressage. Une subvention municipale exceptionnelle de 5.000 frs à titre de démarrage nous est nécessaire.

"Connaissant tout l'intérêt que vous portez aux organisations ouvrières et aux sports en particulier, j'ose vous prier d'appuyer la présente demande auprès de vos Collègues du Conseil Municipal.

"Avec l'espoir, etc

"Le Secrétaire :

"signé: J. OVART."

La Commission se prononce favorablement. La subvention exceptionnelle dite "de démarrage" (5.000 frs) fera l'objet d'un crédit spécial.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

373/5 - Bureau de Bienfaisance de Lille. Comptes : a) Administratif de l'exercice 1946, b) de Gestion du Receveur. Avis.

Compte Administratif.

BALANCE :

(Excédent de recettes espèces de	
RECETTES	(l'exercice 1945 7.562.595,60)
	(Recettes de l'exercice 1946 23.319.291,60)
	(30.881.887,20
DEPENSES payées	25.465.377,60
Excédent espèces à clôture de l'exercice	5.416.509,60
	=====

LE BILAN

Excédent de recettes espèces	5.416.509,60
à ajouter :	
Restes à recouvrer au titre de l'exercice 1946 .....K.....	331.
	5.416.840,60
à déduire :	
Restes à payer de l'exercice 1946	1.396.233.
	=====
Excédent réel de recettes	4.020.607,60
	=====

Le Compte du Receveur accuse les mêmes chiffres.

M. VAN WOLFFE souligne à l'Assemblée que suivant le rapport du Secrétaire Général de l'Etablissement l'excédent réel des recettes de 4.020.607,60 va permettre l'équilibre du Budget Supplémentaire.

L'Assemblée prend acte et émet un avis favorable à l'adoption des deux comptes.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.... /

374/6 - Association Amicale sportive: Faubourg de Béthune -Lavoisier.
Demande de subvention de démarrage, Avis.

Cette Association composée d'éléments de l'Amicale Laïque des écoles du Faubourg de Béthune a été constituée le 3 Mai 1947. Elle est en instance d'affiliation à l'U.F.O.L.E.P. Les statuts ont été enregistrés à la Préfecture le 24 du même mois sous le N° 4.789.

La demande de subvention de démarrage étant justifiée, l'Assemblée se rallie à la proposition de M. VAN WOLPUT d'allouer une subvention de 10.000 frs à prélever sur le crédit ouvert sous chap. XXVIII, art. 21 du Budget Primitif.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

374/6bis- Clubs de foot-ball nouvellement constitués et affiliés à la Fédération Sportive et Gymnique du Travail. Demande de subvention complémentaire présentée par la F.S.G.T. Avis.

Ci-contre les nouveaux clubs :

1° H.B.M. du Fg de Béthune - 2° H.B.M. du Fg d'Arras - 3° F.C. Moulins-Lille - 4° F.C. Mont-de-Terre - 5° F.C. Lillois - 6° A.S. Hôteliers.

Rappelant que le crédit de subvention ouvert au Budget Primitif en faveur de la F.S.G.T. se fixe à 200.000 frs, M. VAN WOLPUT demande qu'une subvention complémentaire de 60.000 frs soit attribuée à ladite Fédération pour lui permettre de servir à chacun de ces 6 Groupements un subside de 10.000 frs.

L'Assemblée approuve.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

375/7 - Comité Lillois du "Sou des Ecoles Laïques". Demande de subvention. Avis.

M. VAN WOLPUT déclare que la présidence du Comité est présentement assumée par M. Jules D'HOOSSCHE, ex-chef de bureau de la Caisse des Ecoles.

Il donne lecture de la requête tendant à obtenir une subvention municipale au moins égale à celle de 1946 qui fut de 20.000 frs.

Mme COIBA qui s'intéresse à l'Oeuvre fournit des renseignements précis sur l'emploi des fonds réalisés.

Après des échanges de vues, l'Assemblée décide l'attribution d'une subvention de 25.000 frs à prélever sur le crédit sérié au Budget Primitif sous chapitre XXVIII article 8. M. VAN WOLPUT déclare qu'à compter de 1948 le Budget Primitif portera un crédit d'attribution.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

376/8 - Souscription Nationale pour l'érection d'un Monument aux héros de la Police Française morts pour la Défense et la libération de la France. Appel. Avis.

Le Comité d'honneur est présidé par M. DEPREUX, Ministre de l'Intérieur; le Comité d'action par M. THEUS Léon, Inspecteur général, Président de l'Amicale nationale des ex-P.G., déportés et internés de la Police Française; le siège du Comité National est au 26, impasse Sainte Félicité, PARIS (XVe).

Après avoir donné lecture de l'appel de M. le Ministre M. VAN WOLPUT déclare qu'il appartient à l'Etat et non aux Collectivités a) d'honorer la mémoire des fonctionnaires policiers morts en héros, b) de supporter la dépense du Monument à ériger.

L'Assemblée se prononce pareillement.

377/9 - Demandes de subvention présentées par 1° le Cercle Musical "Le Club des XX", 2° l'Union des Chanteurs.

M. VAN WOLPUT déclare:

La Fanfare "Le Club des XX" reconstituée en 1946 a obtenu en 1946 une subvention de démarrage de 5.000 frs. Quant à la Chorale: "L'Union des Chanteurs", qui groupe les Chanteurs des sociétés défunctes "l'Emulation chorale", les "Orphéonistes Lillois" et "La Lyre Amicale de Vauban", sa formation remontant à la période d'occupation, il ne pouvait être question au lendemain de la Libération et non plus en 1946, de lui attribuer une subvention de démarrage.

J'estime que ces demandes renouvelées de subvention ne sont pas recevables et je rappelle en outre les décisions antérieurement prononcées, de servir aux Sociétés musicales et chorales et pour chaque audition donnée à la demande de la Ville, un cachet convenable.

La Commission confirme sa position antérieure et décide ne pouvoir prendre en considération les demandes qui lui sont soumises.

378/10 - Caisse des Ecoles. Budget Supplémentaire de l'exercice 1947. Subvention communale d'équilibre. Disposition budgétaire à prendre par la Ville. Avis.

BALANCE

Recettes générales	5.536.760,50
Dépenses générales	5.536.760,50

L'équilibre est assuré par l'inscription d'une subvention communale de 5.535.406,10.

Décomposition de la Balance

RECETTES

I- Restes à recouvrer de 1946	1.354,40	
II- Subvention communale	<u>5.535.406,10</u>	5.536.760,50

DEPENSES

I- Restes à payer de 1946	336.760,50	
II- Préventorium de Wormhoudt	1.500.000.	
III- Colonie de la Carnoy	700.000.	
IV- Envoi d'enfants à la mer	<u>3.000.000.</u>	5.536.760,50

La subvention communale d'équilibre de 5.535.406,10 assure, dit M. VAN WOLPUT,
 1° la liquidation des opérations de 1946 pour un montant de 335.406,10
 2° les dépenses non prévues au Budget Primitif de l'Etablissement et formant ensemble 5.200.000,00
 /

L'Assemblée prend acte des résultats financiers et note qu'un crédit de subvention municipale de 5.535.406 frs devra être inscrit au Budget Supplémentaire "Ville" de 1947 à réunir à la dotation prévue au Budget Primitif.

En cours d'examen du document, M. VAN WOLPUT fit remarquer que la subvention municipale n'est servie que jusqu'à concurrence des besoins réels de l'Etablissement.

379/II: - Usine élévatoire d'Emmerin. Remplacement de deux groupes moto-pompe. (Dépense prévue : 1.500.000 frs).
Construction d'un tronçon du collecteur-est sous les voies ferrées de la gare des voyageurs. (Dépense prévue : 2.000.000 de francs).
Construction d'égouts dans les voies principales qui en sont dépourvues. (Dépense complémentaire prévue : 1.200.000 francs)

Les trois rapports établis par M. l'Ingénieur en chef, M. AUREL, ont été adoptés par la Commission de la Voie Publique.

Ces dépenses s'élevant globalement à 4.700.000 frs seront, dit M. VAN WOLPUT, financées par l'emprunt. La Commission approuve.

M. BOMART est invité à présenter le rapport pour le Conseil Municipal.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

380/II - Ecole Supérieure de Commerce de Lille. Aide financière municipale sollicitée. Avis.

Ci-contre copie de la Requête :

"Ecole Supérieure de
Commerce de LILLE"
"8, Boulevard Louis XIV
-LILLE-

"Lille, le 29 Mai 1947.

"Objet: demande de
subvention"

"Le DIRECTEUR à

"Monsieur le MAIRE de LILLE"

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance, l'aide financière de la Ville de Lille, en faveur de l'Etablissement placé sous ma direction.

"L'Ecole Supérieure de Commerce de Lille a ouvert ses portes le 8 Janvier dernier.

"C'est un établissement privé laïque d'enseignement supérieur commercial destiné à former des jeunes gens susceptibles d'occuper de hautes fonctions dans l'administration, la gestion, la direction d'entreprises industrielles, commerciales, bancaires.

"Il fonctionne conformément aux règles fixées par les décrets en vigueur, dont le dernier en date est celui du 14 Juin 1946 qui a réorganisé profondément les Ecoles Supérieures de Commerce.

"Les Etudes, d'une durée de 3 ans, sont sanctionnées par un diplôme officiel délivré par M. le Ministre de l'Education Nationale.

.... /

"Les conditions de recrutement, le régime des études fixées
"par les textes précités, offrent toutes les garanties exigées
"d'un établissement se proposant de donner un enseignement com-
"mercial supérieur.

"Les épreuves des différents concours et examens ont lieu sur
"le plan national. Communes à toutes les Ecoles Supérieures de
"Commerce de France, elles sont choisies, appréciées et corrigées
"par un jury national, siégeant à Paris au Ministère de l'Educa-
"tion Nationale et les listes d'admission sont arrêtées par
"M. le Ministre de l'Education Nationale.

"L'Ecole Supérieure de Commerce de Lille fonctionne à l'heure
"actuelle avec une seule promotion (I^o année) recrutée en cours
"d'année scolaire et réduite à 20 élèves. L'enseignement est
"donné par un corps professoral dont je vous prie de trouver
"la liste en annexe, jointe à la présente demande.

"Ses moyens matériels sont extrêmement réduits. Installée pro-
"visoirement à l'Ecole Nationale d'Arts et Métiers, elle dispose
"de locaux insuffisants pour abriter une promotion d'effectif
"normal et à plus forte raison pour recevoir plusieurs promotions.
"Elle ne possède ni mobilier, ni matériel scolaire qui lui soient
"propres et doit s'organiser dans tous les domaines. Les cours
"n'ont été ouverts qu'à l'aide de la promesse financière de
"l'Etat sous forme d'une modeste subvention.

"La nécessité de l'existence d'un tel établissement dans une
"région d'intense activité industrielle et commerciale comme la
"région du Nord est indiscutable. Etablissement privé mais laïque,
"il est en droit d'espérer un large développement et doit pou-
"voir accueillir les jeunes gens attirés par la vie des affaires,
"mais désireux d'exercer leur activité munis de solides connais-
"sances générales et techniques. Il doit participer à la renaissance
"de la vie économique régionale et nationale, à son développement
"plus que jamais nécessaire dans la situation présente.

"Dans l'avenir, l'Ecole doit pouvoir recevoir gratuitement des
"jeunes gens intelligents et travailleurs, justement ambitieux,
"mais dépourvus des ressources nécessaires à la poursuite de
"longues études.

"Elle est le seul établissement de haut enseignement commer-
"cial intégré dans l'organisation de l'enseignement public pour
"l'Académie de Lille. Devant normalement recevoir les élèves de
"toute la région du Nord, l'Ecole s'adresse tout particulièrement
"à ceux de l'agglomération lilloise et des villes de la banlieue.

"C'est pourquoi je veux espérer, Monsieur le Maire, que vous
"voudrez bien prendre cette demande en considération et la sou-
"mettre avec tout votre appui à la bienveillante attention du
"Conseil Municipal de Lille.

"Les grands centres d'affaires, Paris, Marseille, Bordeaux,
"Rouen....etc, possèdent une Ecole Supérieure de Commerce en
"pleine prospérité. Lille, anormalement privé jusqu'ici d'un
"établissement officiel disposera du sien si des moyens finan-
"ciers suffisants sont mis à la disposition de l'organisme char-
"gé de la gestion de l'Ecole Supérieure de Commerce, savoir à
"Société d'Enseignement Technique de Lille et environs,
"(C.C.P. Lille 37-II6).

...../

"Veuillez me faire connaître éventuellement la documentation
"à vous faire parvenir et agréer, Monsieur le Maire, l'expres-
"sion de mes sentiments respectueux et dévoués."

"signé : RENON".

Le Conseil d'Administration est présidé par M. le Doyen de la
Faculté de Droit représentant M. le Recteur de l'Académie.

Membres : -M. le Maire
-M. le Président de la Ière Région Economique
-M. le Président de la Chambre de Commerce

Administration :

-M. Ch. RENON, Directeur de l'Ecole, Ancien Elève de l'Ecole
Normale Supérieure de l'Enseignement Technique
- Professeur
- Licencié en Droit
- Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique
- Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit privé.

Le Personnel enseignant comprend 12 professeurs.

Budgets produits : I- BUDGET

Année civile 1947 - 1er Janvier 1947 au 31 Décembre 1947

RECETTES

A) Subventions:

1) <u>Subvention</u> Ministère de l'Education Nationale (Direction de l'Enseignement Tech.)	425.000
2) Départements de l'Académie de Lille	75.000
3) Conseil général du Nord	100.000
4) Ville de Lille	50.000
5) Taxe d'apprentissage (versements des employeurs)	140.000
6) Crédit du Nord	50.000
7) Chambre de Commerce de Lille	150.000

B) Produits de la gestion de l'Ecole :

Frais de scolarité	285.000
(3.000 frs par élève et par trimestre)	
Base: 20 élèves du 8/I au 30/9/47	
" 55 " du 1/10 au 31/12/47	

Total des RECETTES 1.275.000

=====

...../

DEPENSES

A) Personnel

I) Indemnités: Directeur	285.000
Personnel administratif et de surveillance	
2) Professeurs et Conférenciers	560.520
(27 heures de cours hebdomadaires)	
1 promotion du 8/I/47 au 30/9/47	
2 promotions du 1/I0/47 au 31/I2/47	

B) Matériel

I) Entretien des locaux	250.000
2) Entretien, achat du mobilier	100.000
3) Frais divers (bureau, etc....)	79.480

Total des DEPENSES . . .1.275.000
=====

Note: Le corps professoral est composé de 12 Professeurs.

BUDGET EXTRAORDINAIRE

(Ier Etablissement)

RECETTES

Subventions :

Direction de l'Enseignement Technique	500.000
Départements	150.000
Ville de LILLE	50.000

Total des RECETTES : 700.000
=====

DEPENSES

Achat d'outillage	200.000
Aménagement des locaux	500.000

Total des DEPENSES : 700.000
=====

Nous dégageons dans ces deux budgets, dit M. VAN WOLPUT, que 2 subventions de 50.000 frs nous sont demandées.

Au terme du débat dans lequel intervinrent tous les membres de l'Assemblée, il est décidé de proposer à l'Administration Municipale d'accorder une seule subvention de 30.000 frs au titre des dépenses de Ier établissement.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

.... /

381/I3 - Société "Boule sportive de l'Esplanade" - Siège des jeux :
36, Façade de l'Esplanade. Demande de subvention. Avis.

M. VAN WOLPUT donne lecture de la demande de subvention adressée à M. le Maire par M. F. BAUDUIN, Président (241, rue Pierre Legrand).

La lettre :

"Monsieur le Député-Maire,

"J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance une subvention pour permettre à notre Société de représenter la Ville de Lille aux concours suivants :

"1° - le 15 Juin à AMIENS

"2° - le 29 Juin à BERCK

"40 Sociétaires se déplaceront en Autocar à chacun de ces concours.

"Notre Société est composée d'ouvriers et la Caisse n'est pas suffisamment pourvue de fonds.

"J'ose espérer, Monsieur le Député-Maire, que ma demande exposée au nom du Conseil d'Administration, sera prise en considération.

"Je vous prie d'agréer, etc"

La Commission prononce l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 5.000 frs à prélever sur le crédit "Education physique et sportive de la Jeunesse", chap. XXVIII, art. 21.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

382/I4 - Divers produits communaux. Admission en non-valeur. Avis.

Le rapport reprend des créances "Taxe sur le gaz et l'électricité" dont l'irrécouvrabilité nous est signalée par M. le Receveur Municipal. Le montant s'élève à la somme de 988 frs qui représente des créances du 1er Trimestre 1947.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

383/I5 - Dommages de guerre. Foire Commerciale. Communication.

Ci-après donnée, pour information, copie d'une lettre portant notification d'attribution d'une indemnité de dommages de guerre de 10.000.000 de francs :

"MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION

"& DE L'URBANISME

"67, rue de Lille, 67

"PARIS, le 19 MAI 1947".

"COMMISSARIAT GENERAL AUX DOMMAGES

"DE GUERRE"

"28, Cours Albert-Ier, 28

"PARIS (VIII°)"

"Monsieur le Maire,

"J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite de l'avis favorable donné par le Comité Interministériel Provisoire du Plan de Reconstruction, dans sa séance du 14 MAI 1947, il est attribué à la Ville de LILLE, au titre de la loi N° 46-2389 du

.... /

"28 Octobre 1946, une indemnité provisoire de DIX MILLIONS de
"FRANCS (10.000.000) pour lui permettre d'effectuer les travaux
"strictement conservatoires sur le bâtiment dit "Grand Palais" de
"la Foire Commerciale de Lille (redressement de la poutre axiale,
"montage et remplissage du pignon métallique exécuté par FIVES-
"LILLE).

"Cette somme vous sera versée à brève échéance par le Crédit
"National.

"Je crois devoir toutefois vous signaler que l'objet de cette
"attribution est limité aux travaux énumérés ci-dessus et ne sau-
"rait entraîner automatiquement une nouvelle attribution de maté-
"riels rares.

"Aucun autre acompte ne pourrait être attribué, ni à la Ville
"de LILLE, ni à la Foire Commerciale de LILLE avant que le plan de
"priorité ait fixé, notamment pour les foires et expositions, le
"programme des travaux susceptibles d'être exécutés et financés
"au cours de l'année 1947.

"Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considé-
"ration très distinguée."

"Le Commissaire Général aux Domages de Guerre,

"CAHEN SALVADOR".

La Commission prend acte de la communication.

Cette attribution fera l'objet d'un crédit spécial au Budget
Supplémentaire de 1947, les fonds devant être mandatés au profit de
la Société "Le Parc de la Foire Commerciale" qui se devra de justifier
de leur utilisation.

384/I6 - Comité Libération-Nord. Course cycliste organisée pour le
Dimanche 22 Septembre 1947 "Prix Albert INGHELS". Demande
de subvention. Avis.

La Course se déroulera le 22 Septembre 1947 dans les quartiers
de Wazemmes, Esquermes et Vauban.

Celle de 1946 dit M. l'Adjoint BROUX, eut un grand succès.
Rappelant que la Commission de l'Education Physique et des Sports
émit un avis favorable à l'attribution d'une subvention, M. VAN WOLPUT
propose de fixer celle-ci à 10.000 frs, le prélèvement budgétaire
sur le crédit des fêtes.

L'Assemblée adopte cette proposition.

x
x x

La séance prit fin à 21 h. 15.

Hôtel de Ville, le 19 Juin 1947.

Le Secrétaire,
Paul BOMART.

VU :

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

COMMISSION des FINANCES & du BUDGET

106/235

Séance du 30 JUILLET 1947

PROCES-VERBAL



La Commission s'est réunie le Mercredi 30 Juillet 1947 à 18h. 30 sous la présidence de M. VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.

Etaient présents: M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président

BROUX	-d°-
CLAES	-d°-
GHYS	-d°-
ROUSSEAU Gaston	-d°-
DE BECKER	conseiller municipal
LEBLANC	-d°-
LUSSIEZ	-d°-
WILSON	-d°-

Mme COTBA conseillère municipale

Absent : M. PIERRARD adjoint au Maire.

Assistait également à la réunion M. THIBAUT, Chef du 1er Bureau de la 3ème Division, faisant fonction de Secrétaire.

385/I - Dépenses imprévues.

Après examen de ces dépenses effectuées en 1946, la Commission en propose la ratification.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

386/2 - Frais de délégations - Exercice 1946 -

La Commission émet un avis favorable à l'homologation de ces dépenses.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

Concernant l'indemnité de fonctions aux Conseillers Municipaux, M. VAN WOLPUT indique que par lettre du 4 Juillet, le Préfet avise le Maire de Lille qu'il a demandé des renseignements complémentaires à l'Administration Centrale - Suite à cette communication, les Conseillers Municipaux, membres de la Commission des Finances, demandent que cette affaire soit évoquée au Conseil Municipal privé du Samedi 2 Août.

...../

387/3 - Réserve pour paiement de dettes d'exercices antérieurs.

La Commission se prononce favorablement pour la ratification des dépenses effectuées sur ce crédit en 1946.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

388/4 - Insuffisances de crédits.

Le montant des crédits demandés s'élève à 6.004.596 - Les motifs d'insuffisances n'appellent aucune observation.

Examinant particulièrement les crédits demandés au titre de l'Assistance médicale gratuite, M. VAN WOLPUT fait un bref exposé du délicat problème de l'Autonomie financière et informe ses collègues qu'il a l'intention de réunir diverses personnalités compétentes en la matière afin de décider, au mieux des intérêts de la Ville, du maintien ou du retrait de l'Autonomie.

Rapport approuvé et transmis à l'Administration Municipale.

389/5 - Ravitaillement Civil. Compte financier du Receveur Municipal au 31 Décembre 1946. Approbation.

Rapport approuvé et transmis à l'Administration Municipale.

390/6 - Lycée Fénelon. Comptes Administratif et de Gestion de l'exercice 1946. Avis.

Rapport approuvé et transmis à l'Administration Municipale.

391/7 - Lycée Fénelon. Internat Municipal. Budget Supplémentaire de 1947. Avis.

Rapport approuvé et transmis à l'Administration Municipale.

392/8 - Transports funèbres - Règlement des salaires pour services de la période de grève en 1945.

La Commission propose l'adoption du rapport établi qui tend au règlement des journées de grève aux quatre agents non portés sur la liste communiquée par la Sté BRICHE & LEQUENNE.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

393/9 - Service des Eaux. Achat de 500 tonnes de tuyaux en fonte. Financement de la dépense, évaluée à 5 millions, par voie d'emprunt.

La Commission se prononce favorablement pour l'adoption du rapport soumis. Elle charge M. VAN WOLPUT, d'examiner, au mieux des

...../

intérêts de la Ville, les conditions de l'emprunt à contracter.
Rapport transmis à l'Administration Municipale.

394/I0 - Association "Les Eclaireurs de France". Demande de subvention.

La Commission, soulignant que le Gouvernement a attribué 180 millions aux organisateurs du "Jamborée" auquel doivent participer les "Eclaireurs de France" du district de Lille, et compte tenu de la situation financière précaire de la Ville, estime ne pouvoir accueillir favorablement cette demande.

395/II&I2 - Secours populaire français. Demande de subvention.

Considérant que l'effort de la Ville en faveur de ses propres colonies de vacances constitue un maximum, la Commission se prononce pour le rejet de la demande de subvention.

396/I3 - Enfance de Lille-Esquernes. Colonie de S^t Pol-sur-Ternoise. Entraide Française. Colonie de Ferté-sous-Jourarre. Demandes de subvention.

Les collectivités publiques, assurant directement à leurs agents les prestations du code de la famille, ne sont pas autorisées à intervenir dans les frais de séjour d'enfants envoyés en Colonie de vacances. La Commission propose d'inviter les organismes repris ci-dessus à adresser leurs demandes au "Fonds National de Compensation des Allocations Familiales".

397/I4 - Colonie de vacances de BEAUVAL (Somme). Demande de subvention.

La Commission se prononce pour le rejet de la demande pour les raisons citées plus haut.

398/I5 - Cercle Nautique "Les Pupilles de Neptune de Lille". Demande de subvention.

La Commission propose le rejet de la demande. En l'espèce, les subventions ne sont accordées qu'au titre de dénatrage, ce qui n'est pas le cas pour les "Pupilles de Neptune" dont l'activité a été maintenue durant la guerre.

399/I6 - Comité d'érection pour le monument aux Fusillés d'AUBOUE (Meurthe & Moselle) - Demande de subvention.

Compte tenu de la situation financière de la Ville et devant l'afflux des requêtes du même genre, la Commission propose le rejet de la demande.

....6

400/I7 - Union des Sociétés de Gymnastique de l'Arrondissement de Lille. Demande de subvention.

Ce groupement organise à Lille, le 14 Septembre un concours individuel de gymnastique pour fillettes et jeunes filles et sollicite l'aide financière de la Ville à cette occasion.

La Commission, à la demande de M. BROUX, Adjoint au Maire, propose l'attribution d'une subvention de 10.000 francs à prélever sur le crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 2I du Budget.

Requête transmise à la 4ème Division.

400/I8 - Tournoi international d'Épée organisé à Lille par la Salle Guillemin-Nictou. Demande de subvention.

Après interventions diverses, la Commission surseoit à statuer et M. VAN WOIPUT propose de soumettre la requête au Conseil Municipal

40I/I9 - Ping-pong-Club Lillois. Demande de subvention.

Le Ping-pong-Club Lillois, qui fut champion de France cette année, sollicite une subvention pour faire face à un déficit sérieux consécutif aux nombreux déplacements qu'il dut effectuer.

La Commission propose l'octroi, à titre exceptionnel, d'une subvention de 5.000 francs à prélever sur le chapitre XXVIII, article 2I du Budget.

Dossier transmis à la 4ème Division.

402/20 - Mutuelle mixte des Bois-Blancs. Demande d'augmentation de subvention.

M. Eugène BRESSINCK, Président de la Mutuelle mixte des Bois-Blancs, sollicite, en vertu de l'ordonnance du 19 Octobre 1945 "la livraison par la Mairie des registres et livrets individuels nécessaires à l'Administration et à la marche dudit groupement, estimant que la subvention de 2 francs par membre et par an qui est accordée est nettement insuffisante."

La Commission décide l'envoi de la requête au Service d'Assistance pour complément d'information.

403/2I - Conservatoire de Musique. Restauration de l'orgue. Crédit. Marché.

Le rapport présenté souligne la nécessité de cette restauration.

La Commission émet un avis favorable à son adoption.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.... /

404/22 - Comité d'érection du Monument aux F.F.I. de LANDRECIES et environs. Demande de subvention.

La Commission propose le rejet de la demande pour les motifs cités plus haut.

405/23 - Association des Prisonniers de Guerre - Carnet de Pécule.

M. VAN WOLPUT fait connaître que l'Association départementale des Prisonniers de Guerre, lui a fait parvenir la liste des prisonniers qui n'ont pas encore perçu leur pécule. M. LUSSIEZ apporte des précisions complémentaires sur la question, puis il est donné mandat à M.M. VAN WOLPUT & LUSSIEZ d'entendre les représentants de cette Association le Jeudi 31 Juillet afin de présenter des propositions concrètes au Conseil Municipal privé.

La séance prit fin à 2h.45.

Hôtel de Ville, le 1er Août 1947.

Le Secrétaire:

E. THIBAUT.

VU:

L'Adjoint au Maire
Président de la Commission:

Albert VAN WOLPUT.

106/235

COMMISSION des FINANCES et du BUDGET



Séance du 3 Octobre 1947

Procès-verbal

La Commission s'est réunie le Vendredi 3 Octobre 1947 à 19 heures sous la présidence de M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. VAN WOLPUT, adjoint au Maire, président,
BROUX d°
CLAES d°
GHYS d°
ROUSSEAUX Gaston d°
DE BECKER, conseiller municipal,
LEBLANC d°
LUSSIEZ d°
WILSON d°
Mme COIBA d°

Excusé : M. PIERRARD, adjoint au Maire.

Assistait également à la réunion M. COQUART, adjoint au Maire.

Secrétaire de séance, M. THIBAUT, chef du 1er bureau de la 3ème Division.

406/I - Collège technique Valentine Labbé. Acquisition de matériel.

M. COQUART donne lecture et commente le rapport établi par Melle la Directrice du Collège pratique de jeunes filles relatif à l'achat de matériel et d'outillage.

La prévision d'achat de ce matériel s'élève à 1.700.000 francs; la dépense peut être subventionnée par l'Etat.

La Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet étant entendu toutefois que la dépense s'échelonnara sur les exercices 1947, 1948, 1949. Un crédit de 570.000 frs sera donc inscrit au Budget supplémentaire de 1947 et deux crédits de même importance seront prévus aux budgets primitifs de 1948 et 1949.

Rapport transmis à la 4ème Division.

407/2 - Société de pêche des Municipaux de Lille. Demande de subvention

Le concours de pêche prévu pour le 7 Septembre et pour lequel une subvention avait été sollicitée n'ayant pu avoir lieu, M. G. ROUSSEAUX, président de cette société, déclare retirer la demande, bien que les frais d'organisation de ce concours aient été supportés par la société sus-visée.

408/3 - Syndicat National de l'Enseignement technique. Demande de subvention.

La demande de subvention destinée à récompenser soit par un voyage, soit par une remise d'outils les meilleurs sujets des centres d'apprentissage ne peut être examinée, estime la Commission, que sur le plan purement local.

409/4 - Comité d'érection du monument aux victimes civiles et militaires de CHARMES (Vosges). Demande de subvention.

Compte tenu de la situation financière de la Ville devant l'afflux des requêtes du même genre, la Commission propose le rejet de la demande.

410/5 - Denier des Ecoles laïques de Lille. Demande de subvention complémentaire.

La Commission émet un avis favorable à cette requête. Elle charge son président d'en déterminer le montant sur le vu du bilan qui sera demandé au trésorier du "Denier".

411/6 - Bains "Liberté". Abonnement des sociétés sportives. Réduction de la redevance.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

412/7 - Cimetières. Vente de vieux monuments. Admission en recettes.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

413/8 - Legs Vve BON. Règlement d'intérêts. Crédit d'emploi.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

414/9 - Divers produits communaux. Admission en non valeur.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

415/10)
416/11)
417/12) Fondation Masurel. Comptes administratif et de gestion de 1946, Budget supplémentaire de 1947, Budget primitif de 1948. Avis.

Rapports adoptés et transmis à l'Administration municipale.

418/I3)
419/I4) - Caisse de Crédit Municipal. Comptes administratif et de ges-
420/I5) tion de 1946, Budget supplémentaire de 1947, Budget primitif
de 1948. Avis.

Rapports adoptés et transmis à l'Administration municipale.

421/I6 - Cours municipaux professionnels. Ouverture d'un cours de 2e
année "mouleur-fondeur".

Les conclusions du rapport sont adoptées par la Commission après que M. COQUART eut donné toutes explications utiles.

Dossier transmis à la 4e Division.

422/I7 - Centre départemental obligatoire d'Orientation professionnelle
du Nord. Demande de subvention. Le dossier est transmis pour avis à la Commission des Finances et M. COQUART le commente brièvement.

Par délibération en date du 22 Décembre 1945, la Ville a fait sienne la proposition du Ministre de l'Education Nationale concernant la transformation du Centre d'Orientation professionnelle de Lille en centre départemental d'orientation professionnelle du Nord. Réservant ses droits concernant les locaux et le matériel, elle a accepté de participer éventuellement aux dépenses du Centre départemental sous forme de subvention proportionnée à l'effort correspondant des autres municipalités.

Le Centre départemental d'Orientation professionnelle fonctionne depuis le 1er Mars 1947 et le Préfet du Nord sollicite la participation de la Ville à raison de

94.500 Fr pour le 2e semestre 1947

189.000 Fr pour l'année 1948.

Compte tenu des dépenses engagées par le Département, cette participation ne semble pas exagérée, souligne M. COQUART.

Le matériel cédé par la Ville au Département a été évalué contradictoirement à 180.000 Francs.

Sur la proposition de M. COQUART, la Commission de l'Instruction publique émet l'avis que la somme due par le Département soit remboursée en 3 ans et vienne en déduction de la quote-part annuelle réclamée à la Ville.

Cette proposition recueille un avis favorable.

Dossier transmis à la 4e Division.

423/I8 - Collège technique Baggio et Cours municipaux professionnels.
Affectation des subventions attribuées. Projet de création
au budget a) d'un article en recettes b) d'un article en dé-
penses pour l'acquisition de matériel nouveau.

Au terme du débat qui s'engage sur ce projet dont le principe est agréé par la Commission, M. VAN WOLPUT propose que M. FONTAINE se mette en rapport avec les services financiers afin d'en déterminer les modalités d'application pratique.

Dossier transmis à la 4e Division.

424/19) Régie municipale d'approvisionnement. Compte matières au
425/20) - 31 Décembre 1946. Compte administratif de 1946. Budget
426/21) supplémentaire de 1947.

Remarquant le chiffre restreint des opérations effectuées par la Régie, M. VAN WOLPUT ne comprend pas les raisons de son maintien et attire l'attention de ses collègues sur la situation délicate de cet organisme qui doit se suffire à lui-même et dont les ressources s'amenuisent chaque jour.

Sous réserve de cette observation, les rapports sont adoptés et transmis à l'Administration municipale.

427/22 - Bureau de Bienfaisance. Budget supplémentaire de 1947.

Rapport adopté et transmis à l'Administration municipale.

428/23 - Centre hospitalier régional de Lille. Compte administratif de 1946.

Alors que le Conseil d'administration du Centre hospitalier sollicite une subvention d'équilibre s'élevant à 46.102.905 Fr 90 ainsi que l'accuse le rapport produit à l'appui du compte administratif, il résulte des travaux auxquels se sont livrés les services financiers de la Ville que cette subvention doit être ramenée à 2.494.905 Fr 90. M. VAN WOLPUT prie M. THIBAUT d'expliquer les motifs de cette différence. Ce dernier précise que depuis plus de 20 ans, la subvention d'équilibre à servir par la Ville aux Hospices ne porte que sur les opérations de la section ordinaire du compte administratif. Mais l'Administration des Hospices néglige, en ce qui concerne les opérations à continuer après la clôture de l'exercice, les recettes restant à réaliser et pour lesquelles aucun titre de perception n'a été émis, alors que les services financiers de la Ville tiennent compte de ces recettes pour la détermination du déficit. Cette méthode est d'ailleurs employée par la Ville pour déterminer l'excédent soit de l'actif, soit du passif, de son propre compte administratif et elle est basée sur les indications contenues dans le document-type qui est transmis à toutes les communes du Département par les services préfectoraux.

Les recettes dont il n'est pas fait mention par l'Etablissement hospitalier s'élèvent à 43.608.000 francs et forment la différence constatée.

Tout en reconnaissant que la position des services financiers de la Ville semble ne pouvoir être contestée, M. VAN WOLPUT s'étonne toutefois que le différend qui oppose chaque année la Ville et les Hospices n'ait pu jusqu'à présent être réglé dans un sens ou dans l'autre. Il charge M. THIBAUT de prendre contact avec les services préfectoraux compétents pour la mise au point définitive du problème.

Rapport adopté et transmis à l'Administration Municipale.

429/24 Société de gymnastique "La St Maurice-Fives". Demande de subvention complémentaire.

Cette société nous fait connaître le résultat financier du déplacement effectué à Nice à l'occasion du 60e concours fédéral. Le bilan accuse un déficit de 57.194 frs et son président sollicite un complément de subvention. La Commission de l'Éducation Physique ayant proposé l'octroi d'une subvention de 30.000 francs, la Commission des Finances fait sienne cette proposition présentée par M. l'adjoint BROUX.

Un crédit spécial de cette importance sera inscrit au Budget supplémentaire.

Dossier transmis à la 4e Division.

430/25 - Legs Melle PREUVOST. Avis.

Melle PREUVOST, institutrice, désirerait léguer une somme de 500.000 francs à une oeuvre de protection d'animaux et spécialement de chiens. La somme léguée n'étant pas suffisante pour permettre la construction d'un chenil municipal modèle et de son entretien, M. VAN WOLPUT fait la proposition suivante : la somme de 500.000 francs, encaissée par le Receveur Municipal, serait convertie en rentes françaises 3 % et les intérêts seraient répartis chaque année sous la dénomination de "Legs Melle PREUVOST" à des sociétés canines les plus méritantes par une Commission constituée à cet effet.

Cette proposition est adoptée par l'Assemblée.

Dossier transmis à la 4e Division.

431/26 - Réveil musical du Vieux-Lille. Demande de subvention.

La Société de musique "le Réveil musical du Vieux-Lille", dont l'activité a été suspendue pendant la guerre, sollicite l'octroi d'une subvention de démarrage.

La Commission propose l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 5.000 francs.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

432/27 - Course au plateau pour garçons de cafés et restaurateurs organisée par l'A.C. Hotelier lillois. Demande de subvention.

L'A.C. hotelier lillois sollicite la participation de la Ville pour la "course au plateau" qu'elle organise le 6 Octobre sous le patronage du journal "Nord Matin". Requête présentée par M. l'adjoint CLAES.

La Commission propose l'attribution d'une subvention de 5.000 francs à imputer sur le crédit des Fêtes.

Dossier transmis au service des Fêtes.

° ° °

La séance prit fin à 22 heures.

VU
l'Adjoint au Maire,
Président de la Commission,
Albert VAN WOLPUT.

Hôtel de Ville le 6 Octobre 1947.
Le Secrétaire,
E. THIBAUT.